

1501



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14006 - 4,50 F

MERCREDI 7 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Malgré de vives critiques des conservateurs du comité central

M. Gorbatchev engage l'Union soviétique sur la voie du pluripartisme

Démocratisation au forceps

ON pourrait s'étonner de l'importance que l'opinion non seulement soviétique, mais aussi étrangère, attache à la session du comité central du PCUS, et plus encore admirer les efforts surhumains que déploie M. Gorbatchev pour faire approuver par cette Assemblée-croquis, ébauche il y a bientôt quatre ans et haut lieu d'un conservatisme d'un autre âge, les réformes somme toute modestes qu'il lui a présentées.

A l'heure, en effet, où, dans tous les pays d'Europe de l'Est, le pouvoir est déjà revenu aux mains des États, où toutes sortes de partis prolifèrent en marge, et parfois à la place, du parti unique en faillite, cette démocratisation à la fois graduelle et au forceps de l'ordre ancien a quelque chose de surréaliste. Comme si M. Gorbatchev s'était donné pour tâche de convier la noblesse à sa nuit du 4-Août.

Le secrétaire général réussira-t-il dans sa tâche ? Outre qu'il veut procéder dans l'ordre et endiguer le chaos qui s'accroît dans le pays, son souci de « légalisme » a pour contrepartie le légitime souci de ne pas déstabiliser le système que défendent ses derniers est celui du « centralisme démocratique », celui-là même qui prône le « Parlement du parti » de tout pouvoir et l'obligent à s'incliner devant toute décision que lui présente le bureau politique. Or, ce sacro-saint politburo n'est manifestement pas en état d'offrir une solution de rechange crédible, ni non plus un dirigeant au profil comparable à celui de M. Gorbatchev.

Il est vrai que les craquements se sont multipliés dans le système. Face aux critiques que certains membres du comité central lancent maintenant ouvertement contre la direction du parti, le secrétaire général a dû à son tour mobiliser ses partisans, tant dans la presse que dans la rue.

Or cette phase de transition est d'autant plus périlleuse que les institutions ne sont ni consolidées ni même logiques : on s'est avisé par exemple que M. Gorbatchev, élu député du Congrès mais pas du Soviet suprême, préside un Parlement dont il n'est pas membre, et qu'il suffirait d'ailleurs d'un vote de « rappel » du comité central du parti, l'instance qui l'a fait élire au Congrès, pour lui faire perdre son mandat, donc ses fonctions à la tête de l'État...

Mieux vaut tard que jamais néanmoins, et certaines décisions attendues de ce plénum feront date dans l'histoire de l'URSS. Plutôt que l'abandon, déjà programmé, du rôle dirigeant du parti, un principe constitutionnel bien évidemment indéfectible à l'heure de la démocratisation, — on retiendra la reconnaissance du principe du pluripartisme, plus lourd de conséquences, même si son application est renvoyée à plus tard. Il est vrai que, là encore, le parti ne fait que suivre à reculons un mouvement depuis longtemps amorcé par la société soviétique elle-même.

Le plénum du comité central du PC soviétique devait s'achever mardi soir 6 février par un vote sur le projet de « plateforme » politique présenté la veille par M. Gorbatchev et qui doit être soumis au XXVIII^e congrès du parti. On s'attendait qu'au moins dans ses grandes lignes le texte présenté par le secrétaire général — qui

déjà plus un coup de tonnerre. Après avoir détruit la peur et réduit à néant les dogmes du « socialisme réel », M. Gorbatchev fait maintenant voler en éclats le système du parti unique. Le dernier des trois piliers fondamentaux du totalitarisme s'écroule, mais ce n'est pas une révolution.

C'est une évolution, conduite, réfléchie, voulue, par un homme dont l'ambition n'est pas de sauver le communisme mais, bien au contraire, de sauver son pays du chaos sanglant qui le menace s'il ne sait pas sortir du communisme. Jamais donc M. Gorbatchev n'a pris le risque d'aller trop vite, de faire un pas qui ne serait pas compris d'une population qu'il fallait avant tout éveiller, d'imposer à l'appareil un changement susceptible de l'entraîner dans le refus ou de détruire une

institution avant d'être sûr qu'il y en ait une nouvelle pour combler le vide.

On entendait le présentateur du journal télévisé citer les phrases-clés du secrétaire général, et l'on se disait que M. Gorbatchev sait décidément naviguer par grand vent. On entendait que le parti veut « renoncer à tout avantage légal ou politique », qu'on assiste à un développement du « pluralisme politique », que cela peut « conduire, à une étape quelconque, à la création de partis » et que le Parti communiste est prêt à « dialoguer et coopérer avec toutes les forces » respectant la Constitution. On entendait que l'URSS passe de la démocratisation à la démocratie.

Décentralisation : M. Joxe veut remettre de l'ordre

« Renforcer la décentralisation » est un souhait quasi général. M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, n'y est pas opposé, mais il veut d'abord remettre de l'ordre. C'est le sens de l'avant-projet de loi sur « l'administration territoriale de la République » qu'il a préparé, et qui est actuellement soumis à la concertation interministérielle.

Pour lutter contre les abus de certains fédéraux locaux, le ministre de l'Intérieur propose d'accroître les moyens de contrôle des préfets et les droits des minorités dans les conseils municipaux, départementaux et généraux.

Ce projet contient aussi un certain nombre de « bombes » : réduction des pouvoirs des ministères au bénéfice des préfets ; droit de vote pour les immigrés lors des référendums locaux ; création de fédérations de régions, à qui pourrait être confiée une partie des responsabilités de l'enseignement supérieur.

Les grandes lignes du projet
« Entre jacobins et girondins »,
par THIERRY BRÉHER
Un point de vue de M. Graziani :
« Perestroïka à la française »
page 10

Dettes : les faux-semblants du plan Brady

L'accord de réduction de la dette mexicaine, signé officiellement le 7 février, ne diminuera que très faiblement les remboursements de Mexico

M. David Mulford, le sous-secrétaire américain au Trésor, serait-il l'Oliver North de la finance ? C'est ce que n'aurait pas à avancer un récent éditorial du *Wall Street Journal* (26 janvier 1990), très critique à l'égard du « plan Brady » de réduction de la dette, dont M. Mulford est le véritable architecte, et le Mexique le premier cas d'application. De même que les ventes d'armes américaines à l'Iran auraient servi à financer sans autorisation du Congrès la guérilla menée par les « contras » au Nicaragua, le plan Brady aurait en pour seul but, sous couvert d'alléger le fardeau de la dette, d'apporter des subventions déguisées au Mexique avec, bien sûr, l'argent du contribuable américain.

Quatre cent soixante banquiers venus du monde entier devaient se retrouver le mercredi 7 février à Manhattan pour officialiser en grande pompe à l'hôtel Pierre — l'un des plus chics de l'île, avec en prime la sobriété qui sied si bien à la finance — le lancement du programme de réduction de la dette mexicaine. Déjà, le 4 février à Mexico, les responsables monétaires des États-Unis et du Mexique avaient apposé leur sceau sur l'accord, en se félicitant d'avoir réussi à réduire de 35 % le montant de la dette bancaire de l'État d'Amérique centrale.

Mais pendant ces cérémonies, les banquiers auront eu du mal à masquer leur colère. Pour nombre d'entre eux, le plan Brady,

qui les a obligés à passer en pertes une partie de leurs créances, n'aurait eu pour seul dessein que celui, politique, d'améliorer les relations entre les États-Unis et leur grand voisin du Sud. Il n'aurait en aucun cas permis une réduction du service de la dette mexicaine, et n'aurait donc pas amélioré le potentiel de croissance du pays. Etait-ce donc cela la grande avancée promise par les gouvernements pour résoudre le problème lancinant des quelque 1 300 milliards de dollars (7 200 milliards de francs) dus par des dizaines de pays endettés à quelques États créanciers ?

FRANÇOISE LAZARE
Lire la suite page 30 - section C

Les fantômes de Frans Hals

A Londres, plus de quatre-vingts œuvres réunies pour un hommage à l'un des plus grands portraitistes de l'histoire de la peinture

LONDRES
de notre envoyé spécial

Frans Hals, croit-on, est un artiste simple et le parfait peintre hollandais du dix-septième siècle, portraitiste de confréries militaires et de couples bourgeois majestueux et opulents. Et, en effet, il n'y a que des portraits dans les salles de la Royal Academy, plus de quatre-vingts, une centaine de visages et de corps en costumes sur des toiles de tous les formats, groupes disposés en frises de plusieurs mètres, tableaux de la taille d'une feuille de cahier.

Exception faite des immenses portraits de confréries du musée de Haarlem, intransportables paraît-il, les meilleurs Hals, et

les plus célèbres aussi, sont là, venus des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, des États-Unis et d'Union soviétique.

Toutes ces figures sont prises dans de larges cadres hollandais de bois sombre, qui ont le mérite de détacher les œuvres des murs où elles sont accrochées. Ces murs ont été peints en bleu, un bleu équivoque, un peu vert-de-gris, un peu plombé, un bleu affreux en somme. On croyait les institutions britanniques indifférentes à la mode des décorateurs et metteurs en scène qui accomplissent ses ravages dans les musées français avec une triste régularité. C'était à tort, semble-t-il.

PHILIPPE DAGEN
Lire la suite page 22 - section B



Après l'échec du cessez-le-feu, la bataille fait rage dans le « pays chrétien »
page 7

Universités : la maladie de la sélection
par Frédéric Gausson
page 14 - section B

Roumanie terre francophone
Une attirance politico-culturelle qui date du dix-huitième siècle et que la dictature de Ceausescu n'avait pas affaibli
page 13 - section B

SCIENCES ♦ MÉDECINE
Des brèches dans une tour d'ivoire.
Misère et saturnisme. Accidents nucléaires : la pilule belge.
pages 17 à 19 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section C

DANIEL KARLIN TONY LAINÉ



L'amour en France
C'est du plus profond de nous-mêmes que s'adressent Daniel Karlin et Tony Lainé, et plus singulièrement encore à des blessures enfouies qui provoquent la dérive des sentiments.
Christine Deymard / Le Nouvel Observateur

Le don de faire parler, le talent d'écouter. Une enquête unique en son genre, un fascinant document.
Christine Arnothy / Le Parisien

GRASSET

M 0147 - 207 0 - 4,50 F
3790147004500 02070

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

La déroute du communisme historique

Actualité du marxisme

par Jacques Bidet

MARX, injustement déchu à l'Est depuis soixante-dix ans, passe à l'Ouest. Cette histoire qui court à Paris a un certain fond de vérité. Non pas que Marx n'ait pas eu à faire là-bas. Il porte même, dans le cours qu'il a pris les événements, une responsabilité. Mais pas celle que l'on croit généralement. Car Marx ne peut guère passer pour un « théoricien du socialisme », même s'il a fourni quelques indications sur ce que pourrait être une société d'égalité et de liberté. Et surtout pas pour le théoricien du « socialisme réel ». Il n'a jamais prescrit ni parti unique, ni idéologie officielle, ni aucune dictature de cette sorte. C'est d'une façon plus indirecte que cette énorme aventure porte sa marque.

Le *Capital* a pour objet de montrer que le marché s'épanouit irrésistiblement en capitalisme, et que celui-ci tend vers un point d'équilibre à partir duquel pourra s'établir une société post-marchande consciente de ses fins et capable de coordonner démocratiquement ses moyens. A la division marchande, en branches et en firmes concurrentes, il oppose l'organisation à partir d'un centre, telle qu'on l'observe au sein de l'entreprise. Rompre avec le capitalisme, c'est pour Marx mettre fin à la première, et réaliser la seconde sous une forme non plus despotique, mais consensuelle.

Il n'a certes pas de théorie explicite de la société planifiée, mais c'est bien là l'implicite de son discours, qui émerge chaque fois qu'il fait allusion à l'avenir et qu'il indique comment les producteurs pourront « s'associer ». Les hommes seront capables d'ordonner un projet commun de société, d'en déterminer les moyens, de s'en répartir les tâches. Faire la révolution, c'est rompre avec le marché, et avec ce qui fait corps avec lui, le « droit bourgeois ». C'est constituer une « tout autre » société. On ne peut s'étonner que les révolutionnaires russes, imprégnés de sa pensée, se proposent, dès 1920, de planifier entièrement la production sous l'égide du nouvel Etat.

Mais on peut inversement considérer que Marx n'aurait pas manqué d'être le premier à se révolter. N'avait-il pas défini comme

société de classe un système dans lequel l'appareil de production est approprié par une minorité, qui domine ainsi l'ensemble de la vie sociale ? Or c'est bien ce qui s'est produit sous le régime de la planification intégrale. Le paradigme marxien — cette fameuse correspondance entre un « mode de production » et une « superstructure » — trouve là un objet approprié. La corrélation n'est-elle pas patente entre l'organisation planifiée de l'économie et le parti unique, institution totalement imprévue par la théorie et qui s'est partout imposée, et qui est en effet nécessaire pour assurer la sorte d'homogénéité et d'ordre dont a besoin, dans un système entièrement planifié, la classe dirigeante. Institution « privée », c'est-à-dire distincte de l'Etat. Mais qui, parce qu'elle est unique, tend à coiffer toutes les instances étatiques. A privatiser l'Etat, donc à l'annihiler comme Etat, donc à l'annihiler qu'en s'appropriant l'Etat, le parti s'arroge le monopole de la violence légitime. L'Etat devient dès lors incontrôlable, un Etat-police.

Triumphalisme mal venu

Marx n'a pas eu à exercer son esprit sur ce fragment d'histoire, sur la brutale retombée de la grande espérance. Et son œuvre, il faut le rappeler, est avant tout une théorie du capitalisme. Mais celle-ci n'a pas trop mal vieilli, que le capitalisme a su rester jeune. Bien des choses ont changé sans doute. La vie économique est désormais médiatisée par l'Etat, qui n'est plus seulement l'Etat des capitalistes, mais porte la marque d'un compromis entre les partenaires et de l'influence des salariés. Mais les progrès qui s'y réalisent passent par la reproduction de situations d'inégalité et de dépendance, que Marx a su décrire et définir mieux que tout autre. Et si, dans notre Europe développée, le capitalisme n'est déjà plus tout à fait le capitalisme décrit par Marx, l'emprise des intérêts du capital sur le destin de l'ensemble de l'humanité n'a sans

doute jamais été aussi grande, aussi implacable.

Le triomphe modeste et sûr de soi que la droite étale depuis quelques mois est bien mal venu. Du niveau levé de l'infamie, elle se couvre comme d'un voile d'innocence. Mais une oppression ne peut excuser l'autre. La dette du tiers-monde, avec ses conséquences dramatiques, la misère et la faim pour des centaines de millions de personnes, est là pour le rappeler. Rapports aveugles du marché capitaliste, dont on ne peut douter qu'ils couvrent une violence inouïe. Qu'on s'attende plutôt que les opprimés songent à nouveau, dans une situation mondiale entièrement redéfinie, à se rassembler contre cet ordre. Marx nous aura prévus.

A vrai dire, ce ne sont pas les prophéties de Marx qui nous intéressent, mais ses concepts. Certains, il est vrai, semblent penser que l'heure est enfin venue de le lyncher. L'autodéfense est réclamée à grands cris. Quel jacobin ce serait ! Au moment même où, libérée des autorités qui prétendaient se l'approprier, la pensée de Marx nous est à nouveau disponible. Les adversaires l'avaient ignoré, les dévôts l'avaient isolé, embourbée. Elle peut aujourd'hui travailler à nouveau avec les autres composantes de notre culture sociopolitique, Rousseau, Smith, Kant, Hegel, Weber, Rawls, Habermas et quelques autres. La relation entre libéralisme et marxisme devient particulièrement sensible. Le capitalisme et le communisme historiques, ces deux figures poignantes de la modernité, ont été deux systèmes de classes antithétiques, constitués l'un sur l'appropriation privée des moyens de production, l'autre sur son appropriation étatique. L'un l'emporte aujourd'hui sur l'autre.

L'antonomie de la modernité

Mais qu'on ne se fasse aucune illusion, l'histoire n'est pas finie. Les projets collectifs, socialistes ou socialisants de ce siècle s'étaient développés dans l'espace des communautés nationales, et tout cela est en train de sauter, sous l'impulsion irrésistible de l'internationalisation de la production et du marché mondial.

Bibliographie

La Marche verte d'Hassan II

par Georges Vedel

La demande de l'Assemblée générale des Nations unies, la Cour internationale de justice rend, le 16 octobre 1975, un avis déclarant que, au moment où le Sahara occidental a été colonisé par l'Espagne, il n'était pas une « terre sans maître » et que, à cette époque, il existait des « liens juridiques d'allégeance » entre les tribus sahariennes et le sultan du Maroc. C'est dire que la colonisation espagnole a dépouillé l'Etat marocain d'une partie de son territoire et de sa population et que l'Espagne doit restituer ce qu'elle a usurpé.

Mais l'Espagne, entre Franco qui n'en finit pas de mourir et Juan Carlos qui n'est pas encore roi, résiste à la décolonisation. Que peut faire le Maroc ? Les procédures diplomatiques judiciaires ou onusiennes risquent d'être interminables et semées de chicanes. Le recours par le Maroc

à des actions de force mettrait sans doute la paix en péril.

C'est alors qu'Hassan II (fort, explique-t-il, de son expérience de manifestant au temps du protestataire français) « invente » littéralement une troisième voie entre l'inertie et l'action militaire : l'invasion pacifique. Rassemblé, organisé, discipliné, un cortège de trois cent cinquante mille hommes et femmes brandissant, pour toute arme, le drapeau national et le coran, allant au-devant de leurs coreligionnaires et compatriotes, franchit dans la première semaine de novembre la frontière hispano-marocaine sans donner prétexte aux forces espagnoles d'intervenir, puis se retire, après avoir ainsi doté le droit des gens d'une nouvelle procédure de décolonisation. Quelques jours après, le 14 novembre, l'accord de Madrid consacrait le retrait de l'Espagne.

Le livre que présente le roi

Hassan II (1) est composé d'une multiplicité de témoignages et d'écrits de toutes les facettes de l'événement. On y trouvera aussi bien des récits concernant la préparation et la conduite de l'opération que des analyses des données juridiques et diplomatiques.

Choses vues et vécues

Cet éclairage est apporté avec beaucoup de franchise et d'acuité. Il ne s'agit pas d'une suite de rapports officiels mais de choses vues et vécues. Le lecteur sera frappé par exemple de la minutie de l'organisation et de la logistique, de la subtilité et de la solidité d'un plan que le moindre dérapage aurait fait verser dans l'anecdote folklorique, ou dans l'aventure militaire. Il constatera, avec tout observateur sérieux, que le retour du Sahara occiden-

tal au Maroc était, aux yeux de tous les Marocains sans distinction de classe ou d'opinion, une grande cause nationale mettant en jeu la dignité et l'intégrité de leur patrie.

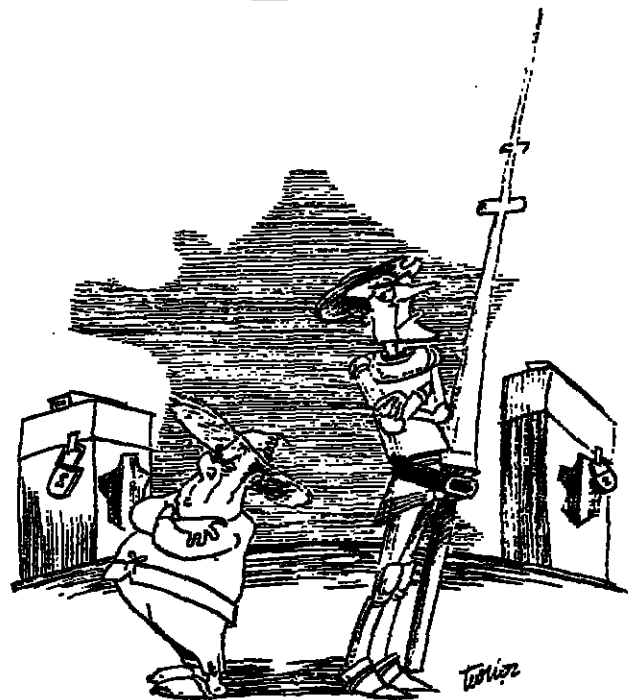
Sans l'enthousiasme populaire, la mobilisation des masses, prolongée pendant des semaines dans des conditions de confort réduit, eût été impossible. Contrairement à ce que l'on a parfois écrit, cet état n'était pas porté par l'espérance d'un Eldorado économique (l'apport saharien aux ressources en phosphates n'est pas négligeable mais il n'est pas bouleversant) et pas davantage par des desseins de Realpolitik. Il procédait d'un puissant sentiment à la fois religieux et patriotique.

La partie juridique et diplomatique de l'ouvrage n'est pas moins importante. Bien que les auteurs marocains ou étrangers, notamment français, ne cachent pas leur sympathie pour la position marocaine, c'est de façon objective et raisonnée qu'ils exposent l'essentiel de celle-ci : d'abord que, pour le Maroc, Etat ancien et non débris de l'empire ottoman ni société inorganisée, la décolonisation devait être d'abord une restitution de ce qui avait été usurpé ; ensuite, qu'il est étrange que tous les rivaux africains du Sahara aient reçu leur part lors de leur décolonisation sans que l'on ait alors invoqué pour la leur refuser l'existence d'une nation saharienne ; enfin, que ce n'est pas parce que le Maroc a subi deux colonisateurs que sa décolonisation devrait perpétuer son partage.

Pour être en son à la veille d'un référendum proposé et réclamé depuis plusieurs années par le Maroc. Pour comprendre à la fois les problèmes qu'il pose et l'enjeu qu'il recouvre, le retour aux sources, c'est-à-dire à la Marche verte, est nécessaire.

(1) *La Marche verte*, Plon, 473 pages, 140 F.

TRAIT LIBRE



Hommage à Léon Motchane

Le fondateur de l'Institut des hautes études scientifiques

par Marcel Berger

DÉCÉDÉ à Paris le 16 janvier dernier dans sa quatre-vingt-dixième année, Léon Motchane a fondé dans notre pays un des plus célèbres instituts de recherche fondamentale : l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette.

Né à Saint-Petersbourg dans une famille russe et hébraïque, il émigre en 1918 à Lausanne, où, tout en travaillant à temps partiel comme menuisier, il poursuit ses études et devient assistant de physique à l'université. Il s'établit définitivement en France en 1924 et obtient sa naturalisation dans les années 30. Devenu administrateur de sociétés, cet homme d'action n'a jamais oublié sa prédilection pour les mathématiques (il publie alors son premier mémoire).

Mais la guerre éclate : engagé volontaire, versé dans l'artillerie, il devient élève officier à l'école d'application de Fontainebleau. Entré dans la Résistance — son activité est surtout de renseignement, mais il sera aussi blessé dans l'action le 13 août 1944, ce qui lui vaudra la croix de guerre et la médaille de la Résistance avec rosette — il collabore aux célèbres Editions de Minuit, où il publie, sous le pseudonyme de Thimerais, deux opuscules prophétiques de réflexion sociologique : *la Pensée patiente*, en juillet 1943, et *Éléments de doctrine*, en février 1944.

Un optimisme inébranlable

Après la guerre, il passe une thèse (doctorat d'Etat en mathématiques) et publie en physique théorique. Il se lie avec des scientifiques très connus, dont Robert Oppenheimer. En 1958, ils seront là, pour l'appuyer, à la création de l'IHES, ainsi que des industriels à qui il a su faire partager sa foi dans cet acte audacieux, jamais osé en France depuis la fondation de l'Institut Pasteur au siècle dernier.

Léon Motchane fut, jusqu'à sa retraite en 1971, le premier

directeur de cet Institut. Les débuts ont été des plus modestes : deux pièces de la Fondation Thiers à Paris ; quatre personnes, le directeur et sa secrétaire, Annie Rolland, qui sera secrétaire générale, puis deviendra M^{me} Motchane ; deux mathématiciens célèbres, Jean Dieudonné et Alexandre Grothendieck. Ce dernier publie ce nouveau monument des mathématiques : *Les éléments de géométrie algébrique*, dans la revue que lance dès 1959 le directeur, les *Publications mathématiques de l'IHES*. En 1962, l'Institut s'établit dans le site actuel : le Bois Marie, parc de 12 hectares à Bures-sur-Yvette, et la section de physique théorique est créée.

Après avoir vécu du mécénat pendant quelques années, l'Institut obtint du premier ministre Georges Pompidou le soutien de l'Etat. L'IHES joue dans la science le rôle important que lui avait prévu son fondateur. Plus de mille mathématiciens et physiciens du monde entier ont bénéficié de son hospitalité et de son atmosphère exceptionnelle. C'est l'endroit au monde où les contacts entre mathématiciens et physiciens sont les plus profonds.

Par la pertinence de ses vues, par son immense dévouement à cette cause, Léon Motchane avait acquis l'autorité nécessaire et communiqué l'enthousiasme indispensable pour créer et développer cet Institut. Il lui faut un optimisme inébranlable et une connaissance développée du monde scientifique et des milieux économiques. Cet homme exceptionnel laisse à ses amis, en plus de son œuvre, un souvenir impérissable : sa silhouette aristocratique, son charme allié à une certaine sévérité dont il savait se départir dans des instants de fraternelle familiarité, sa grande culture, sa générosité et sa droiture.

► Marcel Berger est directeur de l'Institut des hautes études scientifiques.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Administrateur général : Bernard Woutts
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-22-08-81 ; Telex 850572 F MONDOPAR

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

M. Mitterrand et la réunification allemande

Nous autres Allemands sommes, comme tous les peuples européens, très heureux que les pays de l'Est soient en train de se libérer, que le rideau de fer tombe. Probablement, nous sommes même plus heureux que les autres peuples, parce que pour nous le rideau de fer n'était pas seulement la division de l'Occident, mais en plus la division de notre nation. (...)

La réunification de l'Allemagne n'a jamais été aussi proche qu'aujourd'hui, après les événements des dernières semaines en RDA. Et elle a déjà commencé. Qu'est-ce qu'on attendrait donc du chef d'Etat d'un pays ami ? On attendrait son aide, une campagne de sympathie pour faire comprendre la cause de ses amis dans le cadre de la politique internationale. Même si on a ses réserves, on reste toujours ami... Mais qu'est-ce qu'on a vécu les

dernières semaines ? « François Mitterrand chez le président Bush », « Mitterrand rencontre Gorbatchev ». Et c'est toujours le même résultat exprimé plus ou moins ouvertement : il faut (au minimum) retarder la réunification de l'Allemagne. Le sonble de ces activités était jusqu'ici la visite de Mitterrand à Berlin-Est et à Leipzig.

Pourquoi de telles manifestations en faveur des « deux Allemagnes » ? Est-ce qu'il croit vraiment qu'il peut arrêter la roue de l'Histoire ? Est-ce qu'il ne voit pas l'irritation qu'il provoque chez cette grande majorité d'Allemands qui ne profite pas de l'existence de la RDA et qui souhaite l'unité ? Et est-ce qu'il veut rappeler à la mémoire le vieux slogan bien connu sur les nations « qui n'ont pas des amis, mais des intérêts » ?

FRIEDRICH-THORSTEN MÜLLER
RFA

M. Krasucki et la Fédération syndicale mondiale

Le point de vue d'Henri Krasucki (*le Monde* du 25 janvier) suscite plusieurs questions. Comment se fait-il que le secrétaire général de la CGT ne fasse aucune allusion à l'affiliation de sa centrale à la Fédération syndicale mondiale dont le siège est à Prague et dont M. Krasucki est vice-président, président de la commission Europe ? La Fédération syndicale mondiale n'a-t-elle rien à dire sur des événements qui concernent tout de même les millions de syndiqués qu'elle compte (ou comptait) dans les pays de l'Est ? N'est-il pas étrange que le silence soit fait sur un lien international qui est tout de même une dimension essentielle dans l'histoire de la CGT ?

JOSEPH PINARD
conseiller général du Doubs

سكيا من المجلد

سكراين الامل

ÉTRANGER

URSS : la session plénière du comité central du PC

Les principaux extraits du discours de M. Gorbatchev

Voici les principaux extraits du discours prononcé, le lundi 5 février, par le secrétaire général du PC soviétique, lors de la session plénière du comité central.

• Le rôle dirigeant du parti

M. Gorbatchev a laissé entendre que le parti n'avait pas besoin de l'article 6 de la Constitution pour affirmer son rôle dirigeant.

« Le parti dans la société renouée, a-t-il dit, ne peut exercer son rôle d'avant-garde qu'en étant une force reconnue démocratiquement, cela veut dire que sa position ne doit pas s'imposer par l'intermédiaire de dispositions constitutionnelles. »

Dans l'extrait cité par l'agence Tass, M. Gorbatchev ne mentionne pas explicitement l'abrogation de l'article 6 de la Constitution, dit-il, « Le Parti communiste, dit-il, a l'intention de lutter pour

sa position dirigeante, mais il doit le faire strictement dans le cadre du processus démocratique en renonçant à tout avantage politique ou juridique, en défendant son programme, en coopérant avec d'autres forces sociales et politiques. »

« Notre idéal, c'est le socialisme démocratique et humain », déclare M. Gorbatchev dans cette partie de son discours.

• Le pluralisme politique

« La vaste démocratisation en cours dans notre société est accompagnée d'une croissance du pluralisme politique, dit M. Gorbatchev. Diverses organisations et mouvements sociopolitiques font leur apparition. Ce processus peut conduire à une étape quelconque à la création de partis. Le PCUS est prêt à agir compte tenu de ces nouvelles circonstances, à coopérer

et à dialoguer avec toutes les organisations qui respectent la constitution de l'URSS et le système social qu'elle consacre. Dans le même temps, nous disons franchement qu'en cette période cruciale, le PCUS est à même de jouer le rôle de consolidation et d'intégration, d'assurer le progrès de la perestroïka pour le bien de tout le peuple. »

• Les institutions

« On exprime (...), dit M. Gorbatchev, un mécontentement manifeste devant le manque d'actions résolues là où elles sont nécessaires. On pose la question de l'institution de la présidence avec tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en pratique la politique de la perestroïka. La plate-forme en parle succinctement, bien entendu, ne soulignant que la nécessité d'agir sans tarder. Je pense que ce problème mérite d'être examiné à l'actuel plénum du comité central. »

• Le centralisme démocratique

Après avoir proposé d'abolir le rôle dirigeant du parti, Mikhaïl Gorbatchev s'en est pris à un autre dogme du léninisme, le centralisme démocratique, qui oblige tous les membres du PC soviétique à une stricte adhésion aux décisions du parti une fois qu'elles ont été prises. « Le renouveau du parti, a-t-il dit, suppose sa démocratisation profonde et complète et le réexamen des principes du centralisme en mettant l'accent sur la démocratie et le pouvoir des masses. »

• Les relations interethniques

« La société soviétique est préoccupée par une série de problèmes difficiles qui ont surgi dans le domaine des relations interethniques et qui touchent l'avenir de l'État soviétique fédératif », déclare M. Gorbatchev. La plate-forme pour le congrès indique la possibilité et la nécessité de continuer à développer la fédération soviétique sur le principe de l'accord volontaire. Il s'agit, au fond, de créer des conditions juridiques qui permettraient l'existence de diverses formes de liens fédératifs. Nous sommes pour la diversité, pour des formes multiples de vie nationale dans le respect de l'intégrité et de l'unité de l'État soviétique. »

• Les événements en Azerbaïdjan

« C'était, en fait, une tentative de coup d'État. Rien de moins, rien de plus », dit M. Gorbatchev. Toutes les structures, particulièrement les structures militaires, avaient été préparées dans ce but (...). Le fait majeur est que des groupes nationalistes, antisoviétiques, se sont opposés ouvertement au système constitutionnel, ont lutté pour le pouvoir et ont cherché à établir une dictature — pas une démocratie — par la force brutale et le nationalisme (...). Les soldats et les officiers de l'armée et des troupes du ministère de l'intérieur ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités face au peuple, de courage et de retenue, et ainsi ont évité l'escalade de l'effusion de sang, ont sauvé des milliers de vies. »



Les « grognards »

Les pourfendeurs de M. Gorbatchev au cours de ces concerts de récriminations que sont devenus les pléniums du comité central se suivent et se ressemblent. Ainsi, M. Valentin Meslars, qui a accusé la direction de laxisme devant les « passions débridées et malsaines » et l'a sommée de « répondre aux démagogues et aux falsificateurs », s'était déjà fait remarquer par des propos semblables à une conférence des secrétaires régionaux en juillet dernier et plus encore à un plénum d'avril 1989, lors duquel il avait salué le décret sur les crimes d'État (abrogé depuis) et exigé des « mesures immédiates » contre les associations informelles en général et l'Union démocratique en particulier.

Grand pourfendeur de M. Eltsine, le chef de file réformateur, il avait pris dès octobre 1987 la défense de M. Ligatchev, le conservateur numéro un du bureau politique, et il siège depuis 1988 dans la commission agraire qui préside ce dernier. Premier secrétaire de la région de Moscou depuis novembre 1985, cet apparatchik de soixante-deux ans, déjà membre éminent de la nomenclature sous Khrouchtchev, a été sous Brejnev second secrétaire au Kazakhstan, puis président du conseil des kolkhozes. Il est l'un des vétérans du comité central, où il siège depuis près de vingt ans.

M. Brovnikov, un autre critique de M. Gorbatchev, est lui aussi un ancien. « Idéologue » de formation, il a travaillé à Vitebsk,

en Biélorussie, puis dans l'appareil du comité central à Moscou pendant toutes les années brejnéviennes, avant d'être nommé second secrétaire de Biélorussie en 1978 et membre du comité central en 1981. Après avoir dirigé le gouvernement biélorusse sous Andropov, il avait été « éloigné » comme ambassadeur à Varsovie en janvier 1986.

Plus nouvelle est la « sortie » de M. Kornienko, qui a interpellé directement M. Gorbatchev pour lui demander de « penser sérieusement au sort du gouvernement socialiste, au sort des honnêtes travailleurs, et de prendre les mesures les plus radicales avant qu'il ne soit trop tard ». Premier secrétaire de la ville de Kiev depuis juillet dernier seulement, M. Kornienko, qui est âgé de cinquante-deux ans, est en effet un des « nouveaux » de la perestroïka : sous Brejnev, il se contentait de la direction des jeunes communistes d'Ukraine et il ne siège même pas au comité central. Cela dit, tous ces critiques ont en commun d'être les victimes passées ou futures de la démocratisation. Un autre participant remarqué du « chœur des pleureuses » qu'avait été la conférence régionale de juillet 1989 était M. Bobyline, nommé premier secrétaire à Sverdlovsk un an plus tôt seulement. Il vient de démissionner de ses fonctions, après plusieurs autres chefs régionaux du parti, ont annoncé mardi les Izvestia.

MICHEL TATU

Sur la voie du pluripartisme

Suite de la première page

Plus tôt est trop tôt et il n'aurait en revanche pas fallu traîner plus tard le pays était désolé, mais mdr pour ce tournant, le réclamaient et l'imposait déjà même. Dans plusieurs villes, les responsables du parti-État ont dit, ces derniers semaines, céder la place sous la pression de la rue. Des Républiques entières sont aujourd'hui contrôlées par d'autres forces que le parti hier unique. Les grands courants politiques européens, sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates notamment, s'organisent.

Sous l'influence de ce basculement de l'Europe de l'Est précipité par la perestroïka, tout s'était, ces derniers mois, précipité en URSS aussi. On était au moment où déjà le comité central ne pouvait plus dire non à ce qui était déjà la réalité, et quand M. Gorbatchev prend la parole, lundi matin, il commence par évoquer l'« attitude des communistes » (de base) et de toute la société, les télégrammes qui pleuvent de partout sur le Kremlin et ces « manifestations et meetings dans les participants veulent faire connaître leur point de vue au comité central ».

L'appareil et le parti

La veille, M. Gorbatchev a beaucoup facilité l'organisation, à 500 mètres du Kremlin, d'un énorme rassemblement en faveur du multipartisme et de la démocratie. J'ai la rue pour moi, dit-il en substance au comité central avant de lui expliquer que le bureau politique propose de convoquer le congrès du parti pour « fin juin-début juillet », que de nouvelles directions seront mises en place à tous les échelons à l'occasion de l'élection des délégués et que le congrès pourra ainsi se tenir dans une « situation totalement différente ».

Faisant exactement comme si toutes ces nouvelles devaient enthousiasmer la majorité conservatrice du comité central, il lui annonce en somme que ses jours sont désormais comptés et que ses membres ont le choix entre l'élément et un départ pour une retraite digne de leur rang. La télévision n'a pas montré la moindre image, même fixe, de ce plénum, mais on peut se représenter la rage de cette assemblée, au demeurant noyée par précaution de réformateurs invités par M. Gorbatchev.

L'un d'eux, un mineur d'Ukraine, M. Fessenko, qu'il avait reçu l'avant-veille au Kremlin, va

d'ailleurs bientôt prendre la parole. « L'appareil, lance-t-il, voit dans tous les phénomènes démocratiques une menace personnelle pour lui-même. Et pourquoi donc le dis-je ? » L'appareil, répond-il, avant d'ajouter : « Je suis un simple communiste et je n'ai aucun rôle dirigeant. C'est l'appareil qui le détermine. »

A travers lui, c'est la base ouvrière qui s'exprime, cette base que les conservateurs invoquent toujours pour contrecarrer les réformes, et non seulement elle attaque l'appareil, prend position contre l'article 6 de la Constitution, mais elle défend aussi M. Gorbatchev, trompé, dit ce mineur, par les « informations filtrées » que lui donnent les bureaucrates. C'est du coup main, mais le secrétaire général ne force pas pour autant la dose. Statutairement parlant, le comité central peut après tout le destituer sur un simple vote, et il s'agit donc de ne pas le pousser à bout.

Nouveaux statuts

En plus de la « plate-forme », c'est-à-dire du projet de programme qui sera soumis au congrès, M. Gorbatchev doit aussi faire adopter un projet de nouveaux statuts. C'est eux qui vont, en plus, mettre à bas le centralisme démocratique de façon, dit-il, à « mettre l'accent sur la démocratie et le pouvoir des masses ». Si la discussion s'engageait sur ce texte aussi, elle risquerait vraiment de tourner mal et, d'une phrase, le secrétaire général propose en conséquence de consacrer, dans trois semaines ou un mois au plus tard, un nouveau plénum aux statuts.

D'ici là, la plate-forme aura été acceptée par ce plénum-ci, et il tout sera considéré comme acquis par le parti et le pays. « Nous devrions enfin comprendre à quelle époque nous vivons », poursuit imperturbablement M. Gorbatchev, avant de parler de « notre idéal de socialisme humain et démocratique », de la nécessité de développer les « idées du socialisme de manière à tenir compte de la totalité de l'expérience du vingtième siècle » et d'énumérer ce que « nous devrions abandonner ».

Il s'agit du « dogmatisme idéologique » des « stéréotypes dépassés sur le processus révolutionnaire mondial » et de « l'isolement des pays socialistes de l'essence de la civilisation mondiale ». Vient le passage sur le rôle dirigeant, puis une petite pause sur la

nécessité de se tenir à égale distance des tendances « conservatrices » et « radicale de gauche », celle aussi de redéfinir le fédéralisme soviétique, que le la semaine prochaine, au Soviet suprême, de mettre en train une réforme constitutionnelle allant en ce sens. C'est un changement de régime qui se prépare, non plus seulement la sortie politique mais aussi institutionnelle du communisme, et le tournant est si profond qu'il reçoit l'approbation du plus ancien des membres du Comité central, M. Eltsine.

Limogé il y a deux ans pour excès de réformisme et triomphalisme élu depuis député de Moscou, l'ancien premier secrétaire de la capitale déclare qu'« on ne peut pas dire que le projet de plate-forme, bien que présenté avec retard, n'apporte rien de nouveau ». « Il comprend même, ajoute-t-il, quelque chose de progressiste ». De la part du tribun du peuple, de l'homme qui n'a cessé ces derniers mois de dénoncer l'immobilité de M. Gorbatchev, c'est presque une bénédiction et malgré les réserves qui suivent et les amendements qu'il propose, un front, déjà préfiguré dimanche par le meeting de Moscou, se constitue là contre les conservateurs qui n'ont plus grand-chose à dire.

Des charges violentes

Il y a des charges violentes contre le secrétaire général, celle notamment de l'ambassadeur à Varsovie qui demande directement des comptes à M. Gorbatchev. Le premier secrétaire de Biélorussie, M. Sokolov, se livre à une critique en règle du projet de plate-forme, proposant notamment que les élections au sein de son parti aient lieu non pas avant, mais après le vingtième congrès. En désaccord donc avec la direction, il est cependant conduit — logique de la liberté — à prendre position en faveur de l'autonomie politique des différents partis républicains.

Même quand les plus conservateurs parlent, on est loin, très loin, de l'avant-perestroïka et l'hostilité déclarée, parmi les premiers intervenants en tout cas, reste exceptionnelle. Quand le premier secré-

taire de Kiev, M. Kornienko, s'indigne qu'on puisse proposer que le parti ne s'ingère plus dans le fonctionnement de l'appareil d'État et qu'on ne reconnaisse pas « la place particulière réservée à notre parti par la logique de l'histoire », il ajoute par exemple que « bien sûr, ce rôle dirigeant ne peut être assuré que grâce à une quelconque garantie constitutionnelle ».

Premier secrétaire de la région de Moscou, M. Messias est beaucoup plus virulent encore, brandit le marxisme-léninisme auquel son organisation restera, dit-il, fidèle, mais parle du « rôle moteur » et non plus dirigeant du parti et ne prend pas position contre l'abandon de l'article 6. C'est beaucoup plus contre l'idée d'une négociation entre le parti et d'autres forces politiques que s'élèvent les conservateurs que contre l'égalité juridique entre forces politiques.

Déjà le débat a glissé et d'autres interventions, comme celle du premier secrétaire de Lettonie, demandent au contraire qu'on sille plus loin, et ironisent sur le fait que le comité central considère aujourd'hui naturel ce qui lui faisait hier soulever le tesson. Une commission a été mise en place pour amender le projet en fonction des interventions. Il y aura des amendements — sans importance réelle puisqu'il y en aura d'autres au congrès et que l'essentiel est fait. Théoriquement, le comité central pourra, à l'issue de son plénum, mettre, mardi soir, M. Gorbatchev en minorité. C'était possible, mais tout à fait improbable.

BERNARD GUETTA



LA GENÈSE DES PASSIONS DANS LA VIE SOCIALE

Par Jean Duvergnaud

La passion effraie car elle trouble l'harmonie des structures et chaque forme sociale lui donne une figure originale. Si la fascination du possible est plus forte que la gestion des contraintes, n'y peut-on voir l'émergence d'une éthique?

Collection "Sociologie d'aujourd'hui" dirigée par Georges Balmain. 224 pages - 98 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

EUROPE

URSS : la session du comité central du PC

« L'Humanité » : un socialisme démocratique et humain

L'Humanité rend compte, mardi 6 février, de la première journée du plénum du comité central du PC soviétique, en soulignant que l'hypothèse d'une défaite de M. Gorbatchev devant cette instance semble, pour le moment, non vérifiée. L'organe central du PC rappelle, d'autre part, dans un éditorial, que le vingt-deuxième congrès de ce parti, en février 1976, avait défini un « socialisme aux couleurs de la France », dans lequel « aucun parti ne [pourrait] dominer l'Etat ni s'identifier à lui ». Cette conception conduisit à des diver-

gences profondes avec la direction d'abord du PCUS, écrit Jacques Couard. Nous n'en sommes que plus satisfaits, plus tranquilles, pour apprécier aujourd'hui les pas en avant accomplis, au milieu de mille difficultés, par Mikhaïl Gorbatchev (...). Notre soutien, dans cette bataille contre ceux qui veulent en revenir aux méthodes du passé, à ses privilèges, et contre ceux qui rêvent du modèle capitaliste, ne lui est pas, ne lui sera pas ménagé pour assurer le succès d'un socialisme démocratique et humain. »

Diplomate soviétique à Paris

M. Choulguine a accordé un entretien au « Choc du mois », mensuel d'extrême droite

« Seul pour l'instant le système de parti unique peut nous aider. Parce qu'à l'heure de grandes tensions, au moment crucial de la perestroïka, ce qui compte, c'est la consolidation de toutes les forces agissant en son faveur. Si maintenant nous posons la question du multipartisme en URSS, ce serait l'effet inverse qui se produirait. Au lieu d'un renforcement, nous aurions la division. » Ces opinions exprimées par M. Alexandre Choulguine, premier secrétaire de l'ambassade d'URSS à Paris, dans une interview au mensuel le Choc du mois, de février.

Il n'est pas habituel qu'un diplomate soviétique accorde un entretien à une publication d'extrême droite. Cette interview, « ne peut être considérée comme étant le point de vue officiel de mon pays », précise M. Choulguine.

Parlant de la maison commune européenne, M. Choulguine indique que « pour la contrainte, il ne faut pas détruire ce qui existe déjà. A savoir les réalités européennes. Parmi elles : l'intangibilité des frontières, l'existence de l'OTAN et du pacte de Varsovie, celle des deux Allemagnes ». Interrogé sur le fait de savoir si par le choc du mois le PCF, à l'instar du PC italien, évoluera dans un sens moins stalinien, le premier secrétaire préfère « se garder de porter un jugement sur la question de la stricte politique française » et il ajoute, à propos de M. Georges Marchais : « Nous pensons qu'il est des mieux placés pour savoir quelle politique mener dans le contexte politique français qui ne lui est guère favorable. Parce qu'il est l'objet de nombreuses pressions, nous nous sentons donc solidaires du camarade Georges Marchais. »

La président de la république de Serbie, M. Slobodan Milosevic, a accusé lundi 5 février les dirigeants et les médias de Slovaquie et de Croatie de soutenir les séparatistes albanais.

Il a dénoncé l'hypocrisie de ces deux républiques du nord-ouest de la Yougoslavie.

PRISTINA
de notre envoyé spécial

« Tous les Albanais (du Kosovo) ne sont pas des terroristes mais beaucoup le sont. Avec caudex, Mirjana, vingt-deux ans, explique que, si on ne compte aucune victime serbe au Kosovo, c'est que la plupart des habitants serbes de la région sont armés. Serbe elle-même, Mirjana a du mal à parler des Albanais sans y associer le mot « terroriste ».

A l'en croire, les deux cent mille Serbes du Kosovo, province autonome intégrée à la République de Serbie, vivent constamment dans la peur. Ils seraient, selon elle, assiégés par un million huit cent mille Albanais d'origine, qui n'auraient qu'un seul but : les tuer ou les expulser de cette région qui est leur berceau historique. « La nuit, les Serbes se regroupent dans une maison, là où il y a des armes », assure-t-elle avec le plus grand naturel.

Largement attisée par la presse serbe, cette véritable psychose alimente les rumeurs, les plus folles : villages serbes évacués par trains entiers, milices d'auto-défense sur le point de partir. En fait d'évacuations, elles se sont limitées à celles de soixante-sept femmes et enfants répertoriés et signalés « en lieu sûr », soit au Kosovo - en milieu serbe - soit en

YUGOSLAVIE

La grande peur des Serbes du Kosovo

qui éprouvent la démocratie et le multipartisme tout en appuyant la violence et le terrorisme (au Kosovo) comme moyens de lutte politiques.

La Slovaquie et la Croatie répriment la politique de répression exercée, à leurs yeux, contre la population de souche alba-

naise majoritaire au Kosovo. M. Milosevic a ajouté que les Serbes étaient prêts, si nécessaire, à prendre les armes pour défendre cette province autonome dont ils ont repris le contrôle l'année dernière par le biais d'une modification de leur constitution.

L'emprise serbe et réclament une autonomie plus large.

Le calme revenu sur le Kosovo n'a apparemment pas atténué les appréhensions de la minorité serbe de la région autonome. A l'appel d'une partie de l'opposition, le mouvement de protestation albanais contre le pouvoir serbe a changé de forme, lundi 5 février. A 19 heures plus, des rues silencieuses de Pristina - dont l'une en plein centre de la capitale de la région - se sont subitement transformées en rivières de lumières.

Par milliers, des bougies se sont allumées, tenues à bout de bras par des manifestants, dans un silence seulement rompu par quelques brefs slogans. Cinq minutes plus tard, la foule se dispersait, toujours dans le silence. Des policiers restés à l'écart se contentaient de regarder, tandis que, dans les quartiers populaires, d'autres bougies apparaissaient derrière des fenêtres.

Puis tôt dans la journée, à 14 heures, la vie à Pristina s'était brusquement figée dans un bruit assourdissant de klaxons : passants immobilisés sur le trottoir, voitures arrêtées, mains levées faisant le « V » de la victoire. Une manifestation de deux minutes, que l'opposition comptait renouveler mardi.

YVES HELLER

ASIE

Le conflit du Cambodge

Pékin soutient la décision du prince Sihanouk de se rendre dans la zone contrôlée par ses partisans

La Chine a apporté son soutien à la décision du prince Sihanouk de retourner dans la zone contrôlée par ses partisans au Cambodge. Celui-ci devait quitter Pékin, mercredi 7 février, pour une visite « privée » d'une quinzaine de jours en Thaïlande et à Singapour, avant de gagner les zones du Cambodge jouxtant le territoire thaïlandais et fraîchement conquises par ses partisans.

PEKIN

de notre correspondant

Le premier ministre, M. Li Peng, qui offrait à l'ancien monarque un banquet lundi soir, l'a

CHINE : nouvel appel à l'amélioration des relations avec les Etats-Unis. Le premier ministre chinois a déclaré, lundi 5 février, en recevant une délégation d'anciens membres du Congrès américain, que « de bonnes relations entre la Chine et les Etats-Unis ne sont pas seulement conformes aux intérêts fondamentaux des deux peuples, mais qu'elles contribuent aussi à la paix et à la stabilité dans le monde ». M. Li Peng s'est abstenu de la rituelle dénonciation des sanctions américaines. Auparavant, à Washington, on avait appris que le rapport annuel du département d'Etat sur les droits de l'homme en Chine - qui doit être rendu public le 21 février - accusait le gouvernement chinois d'avoir commis « tous les crimes imaginables contre les droits de l'homme, meurtres, disparitions, exactions, suppression du droit au travail, persécution religieuse, travaux forcés, tortures infligées aux prisonniers... » (AFP, Reuters)

BANGLADESH : la visite de M. Erhard à Paris. - Au cours de sa visite privée de trente-six heures à Paris (le Monde du 6 février), le président Erhard a été reçu, lundi 6 février, par M. François Mitterrand, lequel pourrait annoncer, lors de sa visite officielle au Bangladesh dans deux semaines, une augmentation substantielle de la participation française au financement de grands travaux pour lutter contre les inondations qui affligent régulièrement ce pays.

« félicité », selon l'agence Chine nouvelle, de son intention de mener dans les zones « libérées » une tournée d'inspection (qui) inspirera grandement le peuple cambodgien et son armée et produira un bon effet sur le plan international ». La prince Sihanouk, qui s'était mis à la retraite le mois dernier dans un moment de découragement ostensible, avait lui-même annoncé, peu auparavant, cette décision à la presse, arguant de ce que son devoir était à présent de vivre parmi ses concitoyens.

« Définitivement », comme il l'a affirmé dans un communiqué, « pour quelque temps », comme il a présenté la chose à ses interlocuteurs chinois ? L'essentiel n'est pas là, mais dans le fait que Pékin n'a d'autre choix que d'ordonner à ses protégés khmers rouges, l'armée la plus puissante de l'alliance anti-Pnom-Penh, d'assurer la sécurité de l'ancien monarque - même si, pour des raisons d'image, sa garde rapprochée sera « visiblement confiée à l'armée sihanoukiste commandée par son fils, le prince Ranariddh ».

Les Khmers rouges ont de tout temps réchigné à voir le prince durablement installé dans les régions contrôlées par leurs troupes, préférant qu'il joue à distance son rôle diplomatique. Pendant la guerre américaine, ils s'étaient fait prior trois ans avant d'accéder en 1975 à pareille existence. Depuis qu'ils avaient été contraints de libérer le prince en janvier 1979, à l'avant-veille de leur évacuation de Pnom-Penh devant l'armée vietnamienne, les

Khmers rouges n'avaient toléré de le voir au Cambodge que pour des raisons en scène de quelques heures seulement, durant lesquelles il recevait, à quelques mètres de la frontière thaïlandaise, les lettres de créance de l'ambassadeur accrédité auprès de son gouvernement fictif de résistance.

Décisions
hâtives

La semaine dernière, les Khmers rouges avaient déjà dû accepter l'abolition de leur drapeau, de leur hymne national et du nom de « Kampuchéa démocratique » dont ils avaient, sans la moindre ironie, paré leur tyrannie sanguinaire de 1975 à 1979. Signe de la hâte dans laquelle ces décisions sont prises, l'en-lête du courrier émis par leur ambassade à Pékin est désormais consciencieusement retapé pour ne plus porter que le nom de Cambodge, auquel tient le prince.

L'aval de Pékin à un retour du prince sur le terrain signifie que les Chinois tentent au moins de donner l'air de jouer le jeu de la « cinquième République française » que l'ancien monarque veut mettre en place au Cambodge. Pour Norodom Sihanouk, âgé de soixante-huit ans et qui a été écarté du pouvoir il y a vingt ans le 18 mars prochain, commence peut-être le vrai test d'une popularité régulière qu'il a toujours voulu à mi-chemin entre la grandeur d'Angkor et le Charles de Gaulle de l'époque londonienne.

FRANCIS DERON

JAPON

La disparition d'un vétéran de l'extrême droite

Bin Akao, vétéran de l'extrême-droite japonaise, est décédé, mardi 6 février, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Depuis la guerre, il avait été mis à l'écart ensuite par les Alliés. En 1951, il fonda le parti Dai Nippon Aikoku-kyō (Grand Japon patriote). Pendant plus de trente ans, il exprima son attachement à la figure de l'empereur et son anticommunisme à un angle vu du quartier commerçant de Ginza, au cœur de Tokyo, échouant toutefois dans toutes les tentatives pour se faire élire à la

Diet. Les journaux nippons ont rappelé que Bin Akao était considéré comme l'inspirateur d'une série d'attentats terroristes d'extrême droite, notamment de l'assassinat d'un dirigeant socialiste en 1960. Un de ses disciples, jugé coupable de ce crime, s'était pendu en prison. Quelques jours avant sa mort, Akao avait approuvé la récente tentative d'assassinat contre le maire de Nagasaki, qui avait imputé à l'empereur Hirohito la responsabilité de l'entrée du Japon dans la guerre. (Reuters)

RDA

M. Hans Modrow a formé un gouvernement d'union nationale avec l'opposition

Le premier ministre allemand, M. Hans Modrow, a présenté mardi 5 février devant la Chambre du peuple son « gouvernement de responsabilité nationale » qui doit gérer le pays jusqu'aux élections du 18 mars. Celui-ci comprend maintenant huit ministres sans portefeuille issus des groupes d'opposition représentés à la table ronde. Le Parti communiste est désormais minoritaire dans le cabinet, ne disposant plus que de seize postes sur trente-cinq. Seule la « gauche unie » a refusé de participer à ce gouvernement pour protester contre la convention de Hans Modrow à l'idée de l'unité allemande.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

L'opposition n'a pas envoyé ses principaux leaders dans le nouveau cabinet mais les postes ministériels mis à sa disposition ont été pourvus par des personnalités proches du grand public. Leur rôle sera de participer à l'élaboration de décisions engageant le pays au-delà des élections du 18 mars et à veiller à ce que celles-ci se déroulent démocratiquement.

La table ronde discutait en même temps de la nouvelle loi électorale et, à cette occasion, l'opposition s'est divisée sur la question de l'intervention des candidats opposés au cours de la campagne électorale. Les groupements directement issus du mouvement populaire de cet automne, Nouveau Forum en tête, ont fait voter une motion demandant aux partis de renoncer à faire parler des personnalités occidentales au cours des meetings. Ils ont été rejoints sur ce point par les formations politiques de RDA qui ne bénéficient d'aucun soutien d'un « parti frère » à l'Ouest, comme le PDS (nouvelle appellation du Parti communiste) ou le Parti paysan.

La CDU et le SPD en revanche se sont violemment opposés à cette exigence. Mais cette décision restera sans effet. La table ronde n'a pas le pouvoir de légiférer et n'est que des avis à l'attention du gouvernement et de la Chambre du peuple.

Les partis politiques de RFA comptent bien envoyer quel qu'il arrive leurs vedettes à la table ronde pour défendre leurs intérêts politiques et psychologiques qui va croissant en RDA pour faire perdre au mouvement populaire son caractère tranquille et pacifique.

LUC ROSENZWEIG

ROUMANIE

Le vice-premier ministre affirme que le pluralisme sera assuré

Accusé de monopoliser le pouvoir depuis la chute de Nicolae Ceausescu, les nouveaux dirigeants roumains veulent instaurer une démocratie pluraliste dans laquelle l'opposition pourra faire entendre pleinement sa voix, a assuré, lundi 5 février, le vice-premier ministre, M. Mihail Dragomirescu.

Dans une déclaration à l'agence Reuters, M. Dragomirescu, âgé de soixante ans, affirme que le Front de salut national (FSN), qui a pris le pouvoir en décembre n'imposera pas un gouvernement autoritaire, même s'il remporte les élections du 20 mai, ce qui est considéré comme probable. « Si le Front gagne les élections, dit-il, je ne pense pas que nous retrouverons une domination comme autrefois, du style de celle du vieux Parti communiste. »

« Tous les avis
seront écoutés »

Parmi les formations d'opposition, nombre se sont plaintes du FSN, accusé notamment de se procurer des avantages financiers avant les élections. Cédant à la pression de la rue, le FSN avait décidé la semaine dernière de constituer un Conseil d'unité nationale, dans lequel l'opposition est largement représentée.

M. Dragomirescu a présenté le Conseil, qui sera officiellement formé vendredi, comme le nouveau Parlement roumain. « Tous les avis seront écoutés et auront une influence sur les décisions du Conseil », a-t-il précisé. Il a par ailleurs souligné que Washington attribue à nouveau à la Roumanie le statut de « nation la plus favorisée » dans les échanges commerciaux. (Reuters)

« Dévaluation du leu ». La Roumanie a dévalué sa monnaie en fixant un taux unique de 21 lei pour 1 dollar, a annoncé mardi 6 février la Banque nationale à Bucarest. Le taux touristique du leu, qui était de 8,74 lei par dollar, a été réduit de 58,38 % à compter du 1^{er} février, et le taux commercial, jusqu'ici de 14,23 lei par dollar, de 32,24 %, ont précisé les autorités bancaires citées par le journal Romania Libera. (Reuters)

150/2000

مركز ابن الاصل

du Kosovo

après l'expulsion au Kosovo...
...le président...
...la province autonome...
...la modification de leur constitution...

...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...

Le vice-premier ministre affirme que le pluralisme sera assuré

...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...

...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...

...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...

...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...
...la modification de leur constitution...

On ne change pas d'identité quand on change de nom.

Carrefour des Voyages devient

VOYAGEURS DU MONDE

Carrefour des voyages change de nom, mais pas d'identité. Le nouveau nom exprime encore plus clairement une personnalité originale, une conception neuve du rôle du voyageur : l'accueil, l'information, l'assistance. 10 années d'expérience, la confiance de 65 450 voyageurs, 189 agences placent Voyageurs du Monde en tête vers le Japon, le Brésil et la Chine.

Voyageurs du Monde va lancer dès les prochains jours, des initiatives innovantes, des services nouveaux. Les voyageurs se demanderont, après, comment ils pouvaient s'en passer, avant. Voyageurs du Monde le tout est une agence spécialiste en matière d'innovation. d'actions sans cesse pour toujours mieux aimer et toujours faire se rencontrer les voyageurs, toujours apporter plus de générosité.

- VOYAGEURS EN ARGENTINE
12, rue Sainte-Anne (2^e étage) 75001 PARIS 42 86 17 77
- VOYAGEURS AU BRÉSIL
5, place André Malraux (2^e étage) 75001 PARIS 42 60 64 68
- VOYAGEURS AU CANADA
5, place André Malraux (1^{er} étage) 75001 PARIS 42 15 10 10
- VOYAGEURS EN CHINE
45, rue Sainte-Anne 75001 PARIS 42 61 60 26
- VOYAGEURS EN ÉGYPTES
et au Proche Orient 37bis, rue Sainte-Anne 75001 PARIS 42 61 60 26
- VOYAGEURS AUX ÉTATS-UNIS
5, place André Malraux (1^{er} étage) 75001 PARIS 42 60 32 50
- VOYAGEURS EN INDE
45bis, rue Sainte-Anne 75001 PARIS 42 61 77 08
- VOYAGEURS AU JAPON
12, rue Sainte-Anne (rez-de-chaussée) 75001 PARIS 42 61 60 85
- VOYAGEURS AU MEXIQUE
5, place André Malraux (2^e étage) 75001 PARIS 42 96 67 15
- VOYAGEURS EN THAÏLANDE
30, rue Sainte-Anne 75001 PARIS 42 60 63 31

VOYAGEURS DU MONDE

LCA 1326

DIPLOMATIE

Un séminaire de hauts responsables des questions de sécurité

Les modalités de la réunification de l'Allemagne détermineront l'avenir de l'OTAN

Le thème de la réunification a été au centre du séminaire rassemblant le week-end dernier à Munich une dizaine de ministres de la défense, des parlementaires et des spécialistes des questions de sécurité d'Europe et d'Amérique.

C'est l'avenir de l'alliance atlantique plutôt que la neutralité qui pourrait devenir un enjeu des batailles électorales allemandes. Devant la fin de non recevoir opposée par les Occidentaux, notamment par la République fédérale, à sa proposition d'une Allemagne unie mais neutre, M. Hans Modrow commence déjà à battre en retraite. Une question moins abrupte se pose en revanche : à quelle sauce se réalisera l'unité de l'Allemagne, dans l'OTAN ou pas ?

Elle divise déjà la classe politique ouest-allemande, comme on a pu le voir les 3 et 4 février à Munich lors du prestigieux séminaire annuel de la revue de défense *Wehrkunde*, où deux témoins du Parti social-démocrate (SPD), MM. Egon Bahr et Karl-Heinz Voigt, tintrent la dragée haute devant une assemblée de deux cents ministres, parlementaires, experts en questions stratégiques des pays de l'OTAN.

L'unité allemande n'est pas concevable dans le cadre de l'OTAN, disaient-ils en substance : prétendre le contraire c'est tout simplement vouloir y faire obstacle. En face d'eux l'écrasante majorité des participants qui pensait, comme M. Horst Teltschik, le conseiller du chancelier Kohl, que « s'il y a un an cela aurait pu paraître fou, il n'est pas impossible aujourd'hui que l'URSS comprenne qu'une Allemagne unie neutre n'est pas dans son intérêt alors qu'une Allemagne unie dans l'OTAN peut l'être ». A condition évidemment que des garanties soient fournies à l'URSS pour sa sécurité, que la réunification ne

signifie pas purement et simplement le déploiement sur la ligne Oder-Neisse du dispositif de défense de l'avant, qu'un arrangement soit trouvé, à titre provisoire au moins. Diverses idées circulent à cet égard, qui vont du maintien de quelques troupes soviétiques dans l'est de l'Allemagne à l'attribution à cette partie orientale d'un statut comparable à celui de la France : appartenance à l'alliance, sans intégration à son commandement militaire.

C'est cet arrangement qu'il faut le cas échéant négocier avec l'URSS, mais pas plus : ni la délimitation, ni la neutralisation de tout ou partie de l'Allemagne.

Entre ces deux approches, les ambivalences de M. Chevenement, qui rappellent fortement celles de M. Genscher. Le ministre français de la défense a renvoyé dos à dos neutralité allemande et réunification dans

l'OTAN comme aussi « déstabilisatrice » l'une que l'autre. Ce n'est que de façon très détournée et allusive qu'il a semblé admettre l'hypothèse d'un statut spécial, dans le cadre de l'alliance atlantique, donc, comme s'il y avait des termes iconoclastes qu'on n'ose encore pas prononcer aux oreilles de M. Gorbatchev.

Querelle germano-américaine

Derrière cette question surgit plus tôt que prévu des modalités de la réunification allemande, c'est celle de la place qu'on accorde à l'OTAN dans le futur système de sécurité européenne qui se profile. Dans l'esprit de MM. Bahr et Voigt, l'unification progressive de l'Allemagne doit s'inscrire dans un processus où les alliances perdent leur antagonisme, désarmement, n'ont plus pour rôle que d'organiser la transition vers un système de sécurité

pan-européen dans lequel, finalement, les deux blocs, l'Allemagne en « fin » avec ce que M. Voigt appelle « le statut d'occupation », les blocs militaires sont morts, vive la CSCE ! C'est ce forum à 35 (1), et non plus l'OTAN, qui détermine les liens des États-Unis avec l'Europe.

On ne pourrait mieux résumer la querelle qui de façon récurrente a empoisonné les relations germano-américaines tout au long des années 80. Quelques sénateurs américains étaient venus à l'OTAN, l'un des intervenants a cité la boutade de M. James Baker à propos de la CSCE : « Si on ne sait pas ce qu'elle fait, on dit que c'est un processus ; si on ne sait pas ce qu'elle est, on dit que c'est un système ». Aucun des orateurs ne nia le rôle que peut jouer cette instance pour l'émergence de mesures de confiance, de nouvelles moeurs en matière de sécurité, de nouvelles règles de droit. On insistait en revanche sur le fait qu'elle ne pouvait servir d'ersatz à la seule organisation militaire stable, dans une période d'instabilité en Europe.

Or, c'est le troisième reproche, la CSCE ne saurait se substituer au seul système en mesure d'opérer cette dissuasion, notamment par le lien militaire transatlantique qu'il établit : l'OTAN. L'un des intervenants a cité la boutade de M. James Baker à propos de la CSCE : « Si on ne sait pas ce qu'elle fait, on dit que c'est un processus ; si on ne sait pas ce qu'elle est, on dit que c'est un système ». Aucun des orateurs ne nia le rôle que peut jouer cette instance pour l'émergence de mesures de confiance, de nouvelles moeurs en matière de sécurité, de nouvelles règles de droit. On insistait en revanche sur le fait qu'elle ne pouvait servir d'ersatz à la seule organisation militaire stable, dans une période d'instabilité en Europe.

Or, c'est le troisième reproche, la CSCE ne saurait se substituer au seul système en mesure d'opérer cette dissuasion, notamment par le lien militaire transatlantique qu'il établit : l'OTAN. L'un des intervenants a cité la boutade de M. James Baker à propos de la CSCE : « Si on ne sait pas ce qu'elle fait, on dit que c'est un processus ; si on ne sait pas ce qu'elle est, on dit que c'est un système ». Aucun des orateurs ne nia le rôle que peut jouer cette instance pour l'émergence de mesures de confiance, de nouvelles moeurs en matière de sécurité, de nouvelles règles de droit. On insistait en revanche sur le fait qu'elle ne pouvait servir d'ersatz à la seule organisation militaire stable, dans une période d'instabilité en Europe.

Un pilier européen de l'organisation

On n'a pas préché pour autant à Munich l'immobilisme, ni l'immuabilité de la doctrine de l'OTAN. On aura entendu successivement MM. Scowcroft, Stoltenberg, Warner (le secrétaire général de l'OTAN), et longuement M. Chevenement plaider pour l'émergence d'un véritable pilier de défense européen. On aura entendu aussi de très nombreux intervenants interpellés la France sur ce thème, lui demander si le moment n'était pas venu pour elle de cesser d'être « un pion nucléaire » et de s'interroger sur le rôle nouveau qui pourrait être le sien.

Paris a jusqu'ici considéré qu'il était prématuré de répondre à ces questions. Mais le moment de la nécessaire clarté vient plus tôt.

que prévu. Il faudra bien décider entre alliés ce qu'on attend d'un sommet de la CSCE cette année, une proposition soviétique dont les Américains au départ ne voulaient pas et dont M. Teltschik a regretté qu'elle eût été acceptée par la France sans consultation de Bonn. Il faudra bien préciser les modalités qu'on envisage pour la réunification allemande. Au moment où l'enjeu est porté devant une opinion publique et RDA mal rompu à ces questions qui furent tabou pendant quarante-cinq ans, en RFA soumise aux surenchères de la lutte pour le pouvoir, on ne saurait plus s'en tenir à l'idée selon laquelle c'est d'abord aux Allemands de décider.

CLAIRE TRÉAN

(1) Tous les pays européens, sauf l'Albanie, ainsi que les États-Unis et le Canada.

M. Charles Haughey a rendu visite à M. Mitterrand. Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, président en exercice de la Communauté européenne, a évoqué lundi 5 février à Paris avec M. François Mitterrand, la « question » de la réunification allemande. Lors d'une conférence de presse, à l'issue d'un déjeuner de travail à l'Élysée, M. Haughey a affirmé qu'il était « difficile d'envisager, au milieu de l'Europe, qu'une entité économique aussi puissante que la RFA, et plus encore une Allemagne réunifiée, n'ait pas une influence majeure dans tous les domaines : politique, économique, ou militaire ». Le premier ministre irlandais, qui a affirmé être venu à Paris pour « bénéficier des conseils » de M. Mitterrand, a également indiqué qu'il souhaitait qu'un sommet de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) puisse avoir lieu « aussitôt que possible cette année ».

Réunis à Vienne

Les experts militaires de l'Est et de l'Ouest ont fait « tomber les tabous »

Le séminaire sur les doctrines militaires qui s'est terminé lundi 5 février à Vienne, et qui réunissait depuis le 16 janvier de hauts responsables et experts d'Europe et d'Amérique du Nord (*le Monde* date 21-22 janvier), a donné, de l'avis des participants, « une nouvelle dimension au dialogue Est-Ouest » en matière de sécurité militaire.

M. Josef Holik, chargé des questions de désarmement au sein du gouvernement ouest-allemand, a indiqué au cours d'une conférence de presse que ce séminaire a permis de « désidéologiser » la discussion sur les concepts de sécurité, et a surpris

par le « franc-parler » des discussions, au cours desquelles « tous les tabous sont tombés ».

Organisé dans le cadre des négociations sur les mesures de sécurité et de confiance menées par les trente-cinq pays de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), cette réunion a servi de cadre à de nombreux contacts bilatéraux et rencontres informelles entre militaires de haut rang de l'Est et de l'Ouest. Selon le chef de la délégation américaine, le général Mikhail Moisseiev, a souhaité qu'une réunion de suivi ait lieu sur les doctrines militaires. — (AFP.)

A la veille des entretiens américano-soviétiques de Moscou

Les Etats-Unis semblent disposés à réduire leurs exigences concernant l'Afghanistan

M. Roland Dumas a rencontré mardi 6 février son homologue américain, M. James Baker, à Shannon en Irlande, pour un échange de vues sur les dernières évolutions de la situation en Europe centrale, en particulier en Allemagne. Le secrétaire d'Etat américain faisait une brève escale, à l'aube, en Irlande, avant de se rendre à Prague puis à Moscou où il s'entretiendra avec M. Chevardnadze.

WASHINGTON

de notre correspondant

Au terme d'une année d'incertie et d'attente, les États-Unis sont-ils sur le point de revoir leur politique afghane et de faire quelques concessions aux Soviétiques ? A la veille des entretiens du secrétaire d'Etat James Baker à Moscou, un responsable américain a, en tout cas, fait au *New York Times* des confidences qui montrent au moins que l'ère de l'immobilisme est passée et que l'administration Bush sent désormais le besoin de tenter quelque chose pour sortir de l'impasse.

Le « mouvement » en gestation est modeste, si l'on en croit l'interview anonyme du *New York Times*. Les États-Unis renonceraient seulement à poser comme préalable à toute solution négociée le départ de l'actuel chef du régime de Kaboul, M. Najibullah. Washington accepterait désormais que l'actuel « président » joue un rôle dans la période de transition, mais les Soviétiques devraient s'engager à obtenir qu'il quitte la scène au bout d'un certain temps. D'une curieuse manière, les Américains semblent assez sceptiques quant aux chances de voir accepter ce marché. « Je ne peux pas dire que je sois très optimiste », indique le responsable cité par le *New York Times*, « mais ça vaut la peine d'essayer ».

Pourquoi afficher ses doutes à la veille d'une négociation ? S'agit-il simplement d'échapper au reproche d'immobilisme — formulé par un nombre croissant de

commentateurs américains ? Ou bien Washington envisage-t-il dès à présent un mouvement plus important que la simple concession évoquée plus haut ? Depuis quelques mois, les responsables américains se posent des questions et ne se contentent plus d'attendre une victoire des résistants, dont la perspective paraît de plus en plus lointaine sinon improbable. La belle assurance — et même l'insouciance — affichée à Washington au lendemain du retrait des dernières troupes soviétiques d'Afghanistan (le 15 février 1989) a laissé place à une attitude beaucoup plus circonspecte. Après les négligences ou les erreurs humaines du printemps dernier, en particulier concernant les livraisons d'armes, on s'est apparemment appliqué à redresser la barre, — mais sans que les quantités livrées n'approchent, même de loin les très importants envois d'armements soviétiques au régime de Kaboul.

Une nouvelle approche

M. Robert Kimmit, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques, s'est rendu dans la région, où il a rencontré certains chefs de la résistance, et aussi les responsables pakistanais et indiens, ainsi que des Saoudiens (l'Arabie saoudite jouant un rôle majeur dans l'aide aux groupes rebelles). A son retour, et à la veille de la rencontre de Moscou, une nouvelle approche a, selon toute apparence, été définie au sein de l'administration. L'enlèvement de la situation sur le terrain est la plus évidente, mais il est également vrai que les moudjahidines afghans sont tout à fait passés de mode à Washington, où la presse met désormais l'accent sur leurs travers et leurs divisions. Et puis, à l'heure où les plus hauts dirigeants proclament à chaque instant leur soutien à M. Gorbatchev, et nourrissent le vif désir de voir progresser les négociations sur le désarmement, n'est-il pas tentant de lâcher du lest sur un sujet désormais accessible ?

La question afghane avait déjà été évoquée lors des entretiens Baker-Chevardnadze du mois de septembre, dans le Wyoming.

Selon les indications fournies ultérieurement de source américaine, les Soviétiques avaient alors fait preuve « d'une certaine flexibilité » quant à un possible « arrangement de transition ». Mais à l'époque — et en dépit de l'excellente atmosphère qui avait marqué ces entretiens —, les porte-parole américains avaient clairement fait comprendre qu'aucun résultat appréciable n'avait pu être obtenu. Et Washington considérait toujours comme hors de question l'idée (soviétique) d'une suppression de l'aide américaine à la guérilla en échange de la cessation des fournitures d'armes soviétiques à Kaboul.

Sur ce point, rien n'a théoriquement changé. Mais, lundi 5 février, le président Najibullah a longuement évoqué la question en insistant beaucoup sur le fait qu'une telle « symétrie négative » ne pourrait être envisagée que dans le cadre d'un cessez-le-feu. Certains journalistes présents à sa conférence de presse à Kaboul en ont conclu que le dirigeant afghan s'inquiétait d'un possible accord soviéto-américain à des conditions autres que les siennes.

JAN KRAUZE

le nouvel

afrique asie

- GABON : Les soucis de Bongo.
- ALGERIE : La gangrène.
- BURKINA : Un complot en cache un autre.
- VATICAN : Le Pape en Afrique.
- EGYPTE-SYRIE : La mésaventure cordiale.
- HAÏTI : La transition s'émousse.
- LIBAN : La dernière carotouche.
- YEMEN : L'état unilaire.
- FOOTBALL : Les huit équipes du CAY.
- DEBAT : Quelle démocratie pour le Sud ?

En vente dès aujourd'hui
3, rue de Metz, 75010 Paris

POUR NOUS,
TRANSPORTER L'ILE DE FRANCE,
C'EST CAPITAL.

ACTION:

- Prolongement de la ligne 1 du métro jusqu'à La Défense.
- Achèvement à l'est de la Francilienne et de l'A 86.
- Mise en oeuvre de EOL et METEOR.



CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VOTRE REGION, NOTRE ACTION CAPITALE

1501 000 000

سكنا من الاموال

PROCHE-ORIENT

L'attentat en Egypte contre un autocar israélien

L'attentat d'Ismaïlia contre un autocar israélien a provoqué une vive émotion à travers le monde. Dans un message adressé lundi 5 février au président de l'Etat d'Israël, M. Chaim Herzog, le président Mitterrand s'est dit profondément révolté et ému. A Washington, le président Bush a appelé au téléphone le premier ministre M. Shamir pour lui présenter ses condoléances. La porte parole du département d'Etat a pour sa part souligné la nécessité pour toutes les parties impliquées de renouveler leurs efforts dans la recherche de la paix et ne pas permettre aux auteurs de tels actes de triompher.

pour l'Amrité entre les Peuples (MRAP) s'est déclaré choqué par l'attentat soulignant qu'il porte un nouveau coup à l'espérance d'une avancée décisive vers la solution des problèmes de cette région. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a de son côté affirmé une totale solidarité avec Israël et a condamné une nouvelle fois le fanatisme terroriste qui vise à retarder l'établissement de la paix tant souhaitée. L'ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, M. Hamed Essid a, pour sa part, qualifié lundi d'acte criminel l'attentat, tout en le replaçant dans le cycle de violence dont il a rendu responsable le gouvernement israélien.

L'enquête met en cause des islamistes palestiniens

LE CAIRE
de notre correspondant

La police égyptienne a procédé lundi 5 février à l'arrestation d'un des membres présumés du commando qui a perpétré, dimanche, l'attentat contre l'autobus transportant des touristes israéliens. C'est ce qu'a indiqué une source des services de sécurité à l'agence officielle de presse Mena. Toujours selon des sources policières, la personne appréhendée serait le chauffeur de la Peugeot qui a été utilisée pour l'attentat. Il s'agit d'un Palestinien naturalisé égyptien, originaire de Rafah dans la bande de Gaza. La police est par ailleurs à la recherche de deux détenteurs de passeports jordaniens, soupçonnés d'avoir participé à la tuerie qui, selon le dernier bilan officiel, a fait neuf morts et dix-sept blessés, dont deux grièvement, parmi les touristes israéliens. Un Soudais et un Égyptien ont par ailleurs été blessés.

La police a retrouvé le 5 février le véhicule des touristes dans la petite ville de Chebin-el-Kanater à 40 km au nord du Caire. Des

doilles de balles de 7,62 mm ont été retrouvées dans le véhicule dont la banquette arrière avait été arrachée et la lunette arrière brisée par les terroristes pour faciliter le tir. La Peugeot avait été louée il y a deux semaines par un Palestinien détenteur d'un passeport jordanien entré en Egypte le 21 janvier.

Les services de sécurité sont parvenus à retrouver l'appartement où résidaient les suspects à Chebin-el-Kanater grâce à un numéro de téléphone griffonné sur un bout de papier. La police dispose maintenant des portraits des deux suspects grâce à la photocopie du passeport de celui qui a loué la Peugeot et à un autre faux document de voyage jordanien trouvé dans l'appartement.

« Un défi au processus de paix »

Les premiers résultats de l'enquête renforcent l'hypothèse selon laquelle les auteurs de l'attentat seraient Palestiniens. Ce seraient même des islamistes palestiniens si l'on en croit la revendication de l'attentat faite en Jordanie par le Djihad islam-

que « Baït el Magdass ». Il s'agit d'une organisation islamiste des territoires occupés qui avait notamment revendiqué un attentat contre un autobus israélien mortel et 27 blessés le 6 juillet sur la route Tel-Aviv-Jérusalem.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, et l'ambassadeur de l'OLP au Caire, M. Said Kamal, ont implicitement réagi au communiqué du Djihad. Le chef de la diplomatie égyptienne a indiqué que son pays était déterminé à relever de défi au processus de paix et à poursuivre les efforts pour la réalisation de la sécurité et de la paix au Proche-Orient.

L'ambassadeur de l'Etat de Palestine au Caire a de son côté affirmé que l'OLP était « totalement attachée à la déclaration du Caire de novembre 1985 hostile au terrorisme ». Il a par ailleurs estimé que « l'extrémisme arabe était inconcevable des impératifs de l'époque actuelle et rejoignant l'extrémisme israélien » dans son refus d'une solution négociée.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A Jérusalem, une partie de la droite exploite le drame contre M. Shamir

JERUSALEM
de notre correspondant

Alors qu'Israël s'apprêtait mardi 6 février à enterrer les neuf personnes assassinées lors de l'attentat d'Ismaïlia, une partie de la droite multipliait les déclarations anti-égyptiennes afin de mettre le premier ministre dans l'embarras et d'ébranler sa position à la tête du Likoud.

Lundi après-midi, devant une Knesset bondée et grave, M. Itzhak Shamir avait soigneusement demandé aux Égyptiens de prendre leurs responsabilités : « Notre première requête est que les criminels soient trouvés, traduits en justice et punis avec toute la rigueur prévue par la loi (...). Il est intolérable que des Israéliens puissent de manière répétée être ainsi la cible d'assassins opérant à partir du territoire égyptien », a notamment déclaré le chef du gouvernement.

Comme beaucoup de ses compatriotes, M. Shamir a relevé que la presse égyptienne - y compris celle du régime - avait largement contribué à créer un climat de

haine à l'égard des Israéliens en multipliant les caricatures insultantes, voire franchement antisémites, et en n'hésitant pas à qualifier la politique de l'Etat hébreu de « nazie ».

Mais ce qui a frappé la plupart des commentateurs, c'est le ton posé du premier ministre. Le satisfait avec laquelle il a accueilli le message de condoléances que le président égyptien, M. Hosni Mubarak, lui a adressé par téléphone dans la nuit de dimanche à lundi. Il y a à la fois une volonté, partagée, de protéger les relations entre Israël et le seul pays arabe avec lequel un traité de paix a été conclu. On apprécie à Jérusalem l'attitude de coopération et de compréhension dont l'Égypte fait preuve.

Mais les adversaires du premier ministre au sein du Likoud, ceux qui veulent prendre la tête de la droite israélienne et torpiller les maigres efforts en cours pour organiser un dialogue avec les Palestiniens, ont sauté sur l'occasion. Les ministres Ariel Sharon et David Lévy ont ainsi rivalisés de déclarations anti-égyptiennes et utilisé l'attentat d'Ismaïlia

dans leur campagne contre M. Shamir - avec un cynisme que l'éditorialiste du quotidien Haaretz.

Bataille politique

M. Lévy a appelé les Israéliens à ne plus se rendre en Egypte. M. Sharon s'en est pris aux tentatives de médiation du Caire pour mettre en place une rencontre israélo-palestinienne : « L'Égypte ne contribue pas à la paix mais s'identifie à l'OLP (...). Il nous revient de casser le dialogue en cours entre les États-Unis, l'Égypte et Israël », a dit le ministre du Commerce et de l'Industrie. Le message des « durs » du Likoud tient en une phrase : le moment n'est pas à la négociation.

Nul doute que MM. Sharon et Lévy utiliseront à nouveau ces thèmes lors de la prochaine réunion du comité central du parti. Pour preuve le 7 février, elle a été reportée au 12 février pour éviter que la bataille politique qui divise le Likoud ait lieu en pleine période de deuil national.

Le danger d'exploitation politique de l'attentat d'Ismaïlia a été ressenti par beaucoup de responsables, et notamment par le ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin. Si Israël intercepte le terrorisme avec l'Égypte, les terroristes, a-t-il dit, auront eu gain de cause. Pour M. Rabin, la cible des auteurs de l'attentat, c'était tout à la fois Israël, l'Égypte et, particulièrement, les contacts aujourd'hui entrepris par le Caire pour organiser des négociations entre Israéliens et Palestiniens. Les éditorialistes de la presse disent la même chose : « Israël ne peut pas laisser les terroristes changer sa politique », écrit, par exemple, le *Jerusalem Post*. L'opinion générale est que le laborieux processus diplomatique en cours ne sera pas touché par cette affaire. De bonne source, on indiquait, cependant, que la rencontre entre les ministres des affaires étrangères des États-Unis, d'Égypte et d'Israël, qui aurait pu avoir lieu le week-end prochain à Genève, sera vraisemblablement retardée.

Dans les territoires occupés, les nationalistes proches du courant central de l'OLP - comme M. Faisal Husseini - ont dénoncé l'attentat, tout en critiquant le gouvernement israélien, qui se refuse toujours à négocier directement avec la centrale palestinienne. En revanche, l'opération d'Ismaïlia a été saluée comme un haut fait d'armes par les militants islamistes du mouvement Hamas.

ALAIN FRACHON

LIBAN : échec d'un septième cessez-le-feu

La bataille interchrétienne se poursuit plus violente que jamais

Un septième cessez-le-feu en moins d'une semaine négocié, lundi 5 février, par trois personnalités chrétiennes pour tenter d'arrêter, au moins temporairement, les très violents combats interchrétiens entre l'armée du général Aoun et les miliciens des Forces libanaises (FL) de M. Samir Geagea, n'aura apporté qu'un peu de répit nocturne à la population du « pays chrétien » terrée dans ses abris et qui commence à manquer de vivres. Mardi matin, la bataille a repris, plus violente que jamais.

Si l'armée prend cette position, les FL seront coupés en deux entre la banlieue d'Aïn-Remma-nah, dont l'armée contrôle les principaux points d'accès, mais qui reste aux mains de la milice, la colline densément peuplée d'Achrafieh et leur QG de la Quarantaine en bord de mer, d'une part, et le Kesrouan avec Jounieh et Jbaïl, d'autre part, où la milice est dorénavant chez elle.

La sauvegarde des combats de Dbyé prouve que la milice résiste très fortement à une armée qui lui est bien supérieure en nombre et en préparation.

« Le Néron de Baabda »

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Engagée depuis trois jours sur une grande échelle, la bataille de Dbyé, un village sur la route côtière Beyrouth-Jounieh, que l'armée tente à tout prix de prendre pour s'assurer le contrôle de cette route et couper le quartier général des Forces libanaises, la Quarantaine à Beyrouth, de leur fief du Kesrouan, est d'une extrême violence. Des deux côtés, c'est maison par maison, immeuble par immeuble, que l'on défend ses positions.

Sans doute un succès ici - l'armée a progressé dans ce secteur - permettrait d'établir une trêve tant les deux camps s'accusent mutuellement d'accepter les cessez-le-feu uniquement pour réorganiser leurs forces avant de repartir à la bataille. Militairement, c'est là que se concentre l'essentiel des affrontements et « c'est à partir de là que l'on pourra voir », affirme un expert militaire « la stratégie qu'entend adopter le général Aoun, dont l'armée a été quasiment évincée de tout le nord du pays chrétien, le Kesrouan, par la milice, à l'exception de la base d'hélicoptères d'Adma encerclée mais non tombée ».

Cette guerre extrêmement meurtrière - dont le bilan s'élève à près de trois cents morts et mille deux cents blessés, parmi lesquels, fait rare au Liban, de nombreux soldats et au moins une dizaine d'officiers - s'accompagne d'une guerre psychologique de communiqués et d'accusations qui préfigure mal d'un avenir commun. Les médias de l'armée comme ceux des FL qui diffusent, à longueur de journée, marches militaires ou chants patriotiques entrecoupés de flashes sur les opérations ou bombardements en cours s'insultent mutuellement et les accusations pleuvent sur « le Néron de Baabda, dictateur qui n'est pas encore assorti du sang des Libanais » ou sur les miliciens que l'armée veut « libérer de la décadence, de la drogue, du vol ou des assassinats ».

Dans cette atmosphère, la tâche des médiateurs, l'évêque maronite de Beyrouth, Mgr Abi Nader, le président de la ligue maronite, M. Chaker Abou Slemane, et le Père Boulos Naaman, est particulièrement délicate. S'ils ont bien réussi, lundi, à former une commission de cessez-le-feu regroupant trois officiers de l'armée et trois responsables des FL, celle-ci n'a pu encore se réunir et, mardi matin, le canon tonnait toujours.

Cette commission est en principe chargée, nous a déclaré M. Abou Slemane, de « circonscrire les violations du cessez-le-feu et veiller à la levée des obstacles en pré-lude à l'examen des problèmes politiques de fond », qui demeurent entier, les belligérants demeurant sur leurs positions inconciliables.

La difficile mission de M. Kouchner

En attendant, privée depuis une semaine d'eau, d'électricité, de téléphone et de pain, terrée sans pouvoir sortir plus de quelques minutes sous les obus, la population implore la paix alors que les hôpitaux lancent des appels au secours. Aucun de ceux-ci n'a jusqu'à maintenant été entendu, et, dans ces conditions, la mission qu'a entamée lundi soir à Beyrouth le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, semble très difficile.

Arrivé tard dans la nuit à Beyrouth-Ouest, M. Kouchner, qui a affirmé que sa présence répondait à l'appel humanitaire lancé dimanche par le président libanais M. Elias Hraoui, en est bien conscient. « A l'impossible, nul n'est tenu », a-t-il dit, espérant toutefois que « la raison prévaut ». « Nous ne sommes pas là pour faire la moindre démonstration, a-t-il ajouté, si ce n'est pour prouver que la France est chaque fois qu'il le faut solidaire du Liban et de tous les Libanais ».

M. Kouchner, qui rencontrera mardi le chef de l'Etat et le premier ministre, M. Selim Hoss, prendra contact avec le CICR pour examiner de quelle façon venir en aide aux hôpitaux de l'Est, qui n'ont pas pu être ravitaillés, tous les appels humanitaires étant demeurés vains. Sa tâche sera d'autant moins aisée que le général Aoun conteste toute légalité aux autorités libanaises, à l'appel desquelles a répondu la France.

FRANÇOISE CHIPAUX

POUR NOUS,
MIEUX VIVRE EN ÎLE DE FRANCE,
C'EST CAPITAL.

ACTION:

- Sauvegarde de 110 000 hectares d'espaces verts.
- Rénovation de 60 000 logements dans les quartiers défavorisés.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VOTRE RÉGION, NOTRE ACTION CAPITALE

A TRAVERS LE MONDE

ALGERIE Controverse sur la place du français

Les récentes déclarations du premier ministre algérien, M. Mourad Hamrouche, sur la place du français en Algérie, lors d'un « Grand Jury RTL-Le Monde » (le Monde du 23 janvier) ont suscité une controverse. Présidée par M. Othmane Saadi, ancien ambassadeur et député, une Association algérienne pour la défense de la langue arabe, agréée récemment, a exprimé dans une « lettre ouverte » au chef du gouvernement sa « surprise et son inquiétude » parce qu'il avait affirmé tenir le français pour « la seconde langue du pays ». - (AFP)

SOUDAN Exécutions et enlèvements

Un copilote de la compagnie aérienne soudanaise Sudan Airways, condamné à mort pour transactions illégales de devises, a été pendu lundi 5 février à Khartoum. Le condamné était le fils d'un prêtre copte de nationalité soudanaise.

Il s'agit du deuxième Soudanais pendu après avoir été accusé de trafic de devises, depuis l'arrivée au pouvoir de la junte le 30 juin dernier.

Un homme d'affaires, M. Mahgoub Mohamed, avait été pendu en décembre. Un autre Soudanais, M. Ali Marioud, reconnu lui aussi coupable de transactions illégales de devises, est condamné à mort, mais la sentence n'a pas encore été exécutée.

Par ailleurs, deux membres de Médecins sans frontières ont été enlevés ce week-end à Malakal, dans le sud, par un groupe armé non identifié. Les deux otages, la Belge Christine Van Heegenborgh et le Néerlandais Martin Ruppert, travaillaient depuis six mois à un programme médico-nutritionnel de MSF.

(Publié)

GRAND MAGHREB : BILAN DÉCEVANT

Un an après la création de l'Union du Maghreb arabe, l'intégration économique demeure un vœu pieux, tant dans les secteurs de l'énergie et des transports. Et la multiplication des réunions, le foisonnement des associations multilatérales ne suffisent pas à couvrir le régime de tension politique.

Dans le numéro de février d'Arabes en kiosques et en librairies

78, rue Joffroy - 75017 Paris (tél. : 46.22.34.14)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : trois mille morts en trois ans

Le Natal ravagé par les « seigneurs de la guerre »

L'annonce de la légalisation du Congrès national africain (ANC) et de la prochaine libération de Nelson Mandela n'a pas suffi à la Communauté européenne pour lever les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, comme l'espère Pretoria. « Nous attendons un pas décisif, irrévocable », a affirmé M. Roland Dumas en rendant compte d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Douze. Tandis qu'à Johannesburg, la municipalité vient d'ouvrir à tous les races les autobus de la ville, une véritable guerre oppose depuis plusieurs années, dans la province du Natal, des factions politiques rivales.

DURBAN
de notre envoyé spécial

Les habitants du « squatters camp » de Lindelani sont de bien mauvais paroisiers mais le Père Martin Moore-Corry ne leur tient pas rigueur de ne pas visiter son église construite pourtant à deux pas de leurs pauvres bicoques. Il sait en effet que s'ils n'en franchissent plus le seuil c'est que pour les habitants de Lindelani l'église Saint-Paul située dans la cité noire de Ntuzuma est, en réalité, un territoire « ennemi ». Comme le sont aussi l'école et le dispensaire, les échoppes et l'arrêt d'autobus. Pas question de prendre des risques : leurs enfants restent à la maison et eux-mêmes s'en vont à Durban, à une demi-heure de route, chercher inco-

gnito ce qu'ils pourraient trouver sur place s'ils n'étaient pas ce qu'ils sont, c'est-à-dire des voisins indésirables.

Eux sont censés nourrir de fortes sympathies pour l'Inkatha, le mouvement zoulou du chef Buthelezi, les autres pour le Front démocratique uni (UDF) et, par conséquent, pour le Congrès national africain (ANC). Et, depuis trois ans, une lutte à mort oppose les « vigiles » d'un camp aux « camarades » de l'autre.

Les gens de Buthelezi vivent sous la coupe de Thomas Chabala, un « seigneur de la guerre » impliqué dans plusieurs meurtres pour lesquels il fut acquitté. Ecouverts, les jeunes de Ntuzuma ont décidé de se mobiliser pour ne pas laisser ces crimes impunis. Pris dans la tourmente, le Père Moore-Corry s'emploie à accueillir des réfugiés en quête de sécurité, à réparer sommairement des logements sinistrés et à porter en terre les victimes de ces violences quasi-quotidiennes.

Cette guerre, « eau et feu », ne s'arrête à grand chose, ainsi que l'assure Musa Zondi, chef de brigade des jeunes de l'Inkatha, elle n'en a pas moins fait, depuis devenue incontrôlable. Qui a jeté la première pierre ? Qui a mis le feu aux poudres ? Chaque camp a évidemment sa réponse : « C'est l'autre le fauteur de troubles. Nous nous sommes en position d'autodéfense ».

Une chose est sûre : l'ANC a tenu sa promesse, faite en 1984, de « rendre les townships ingouvernables », du moins dans la province du Natal. Sa décision s'est heurtée à la seule province de résistance de l'Inkatha, maître des lieux, qui y a vu une déclaration de guerre d'autant plus virulente qu'elle était, elle, en faveur d'une « révolution tranquille » et que ses membres étaient du même coup présentés par l'ANC comme d'ignobles « collaborateurs du régime de l'apartheid ».

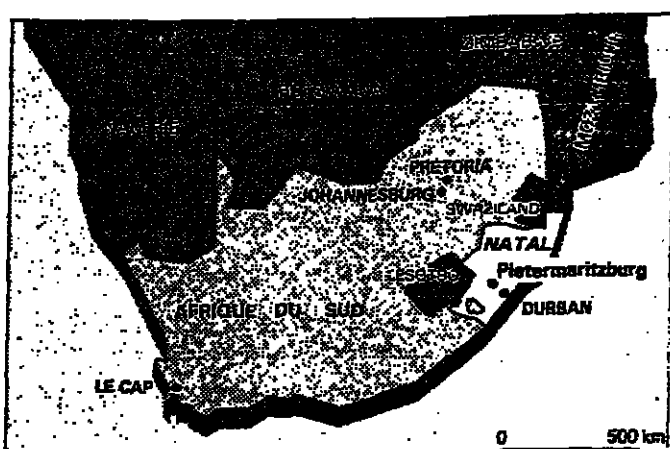
Des crimes impunis

Transfuge de l'ANC et désormais chef de l'Inkatha, le chef Buthelezi rêvait de jouer un rôle national. Mais la vedette lui a été ravie par les plus bruyants des nationalistes noirs. Il ne s'en est, semble-t-il, jamais rendu compte. Pour contraindre l'ANC et ses alliés qui venaient avec succès chasser sur ses terres, lui qui prêchait la non violence s'est finalement laissé entraîner à l'exécution, en novembre, à Durban, à « piétiner » ceux qui tentaient de les diviser.

Le chef Buthelezi joue aujourd'hui à fond la carte tribale obligeant tous les fonctionnaires du territoire autonome du Zouloulund dont il est l'administrateur, à faire allégeance à sa personne et incitant l'Inkatha à organiser des campagnes de recrutement forcé. « Le vote ethnique sera encore une réalité en Afrique », assure Musa Zondi. A son avis, « la politique est une affaire de chiffres » et, comme les Zoulous sont la plus importante tribu du pays, « nous avons un bonus ».

Dans les circonstances présentes, pourtant, la lutte contre l'apartheid prime encore sur la loyauté tribale, surtout parmi les jeunes qui sont le fer de lance de la contestation. L'Inkatha que ses adversaires politiques accusent de « parler comme le gouvernement » a donc beaucoup de mal, dans les zones urbaines, à résister à la forte poussée de l'ANC et de ses alliés. Même dans les campagnes les chefs traditionnels commencent à lui fausser compagnie et rejoignent le Congrès des chefs traditionnels d'Afrique du sud (CONTRALESA) que l'UDF a mis sur place en septembre 1987.

Les mauvaises manières de la police du Zouloulund qui, dans ce conflit, a pris fait et cause pour l'Inkatha, desservent les intérêts du chef Buthelezi d'autant que l'Armée sud-africaine, elle aussi,



a montré plus que de la bienveillance à l'égard de ses partisans engagés dans des actions proprement criminelles. « On fait des pieds et des mains pour obtenir l'arrestation des meurtriers mais les choses ne se passent pas naturellement », explique Linda Zama, une avocate de Durban. « Dans la région de Pietermaritzburg il y a eu 1 800 morts au cours des trois dernières années et ces violences n'ont donné lieu qu'à une vingtaine de procès », commente Radley Keys, responsable local du Parti démocratique. « Les gens sont menacés et n'osent pas venir témoigner à la barre ».

Pour le moment, le gouvernement a refusé la création d'une commission d'enquête. Membre du CONTRALESA, le chef rebelle Maphumulo en a installé une qui recueille, sous serment, les doléances de tout un chacun. Dans quelques semaines ses conclusions seront portées à la connaissance du président De Klerk. D'aucuns constatent tout de même que, depuis quelques mois, les forces de l'ordre sud-africaines se montrent moins ouvertement partisans. Au maire de Pietermaritzburg qui se plaignait récemment de leur attitude, M. A. J. Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, avait répliqué : « Voulez-vous donc que les radicaux de l'UDF gagnent ? »

Bonne affaire pour la pègre

Cette lutte politique est si acharnée que la pègre locale trouve aisément à s'employer dans l'un ou l'autre camp. Beaucoup « travaillent » aussi pour leur propre compte. Il ne manque pas en effet, dans la province du Natal, de forces disponibles et désespérées, des jeunes surtout, prêts à profiter des circonstances car ils n'ont rien à perdre ni rien à craindre. La moitié des trois millions d'habitants du « grand Durban » vivent dans des « squatters camps » sans eau et sans électricité, sans écoles ni dispensaires. Dans la région de Pietermaritzburg, près de 40 % des Noirs sont au chômage.

Persone n'est plus à même de contrôler ces « éléments criminels » qui pillent et tuent en se faisant passer le matin pour des partisans de l'Inkatha et le soir pour des militants de l'UDF. C'est à ne plus s'y reconnaître. Pour avoir la paix ou, du moins, « limiter les dégâts », les Noirs doivent maintenant choisir leur camp. Il leur est impossible de se déclarer neutres sous peine de passer pour des « espions ». Beaucoup se résignent alors à rallier l'Inkatha ou l'UDF pour convenances personnelles. Ils savent en effet que s'ils ne sont

pas du bord de ceux qui administreront leur township, leurs enfants ne verront, à coup sûr, refuser l'accès à l'école.

Une guerre plus dure que jamais

La « guerre du Natal » a pris un tour dramatique. On se bat sans discontinuer, de jour comme de nuit, à l'arme blanche mais aussi au fusil à longue portée. Aujourd'hui, demain ailleurs, sans logique apparente. Chaque camp a ses groupes d'autodéfense, ses formations paramilitaires, ses hommes de main. Le samedi, en général, on se donne le temps d'enterrer les morts de la semaine et puis, très vite, on repart à l'attaque pour les venger.

« Maintenant que la vie politique se normalise, la compétition est plus ouverte et plus dure que jamais », explique Roy Ainslie, porte-parole local du Parti démocratique. Il y a eu 103 morts dans la région de Durban pour le seul mois de janvier. Pas question pour les forces de l'ordre de se retirer des townships comme le réclame l'ANC. « Le police zoulou doit s'en aller, dit Israël Khayile, mais l'armée sud-africaine doit rester ici pour nous protéger ». Car la paix, il le sait d'expérience, n'est pas pour demain. En pays zoulou la vendetta est en effet pratique courante. C'est pour cette raison que la « guerre du Natal » aux multiples facettes prend des allures de guerre de Cent ans. « Les gens ne sont pas prêts d'oublier ce qu'ils ont vécu », assure Radley Keys.

D'aucuns parlent de la nécessité pour chaque camp de se débarrasser de ses mauvais éléments à la fois corrompus et belliqueux et pour le gouvernement, de jouer franc jeu, de cesser d'entretenir, par personnes interposées, la zizanie entre Noirs. D'autres pensent que Nelson Mandela sera capable, une fois libéré, de négocier un bon compromis avec le chef Buthelezi qui, disent ses proches, « nourrit de la sympathie pour son ancien compagnon de lutte ».

Certes, quelques fragiles cessez-le-feu ont été signés ici et là. Mais négocier le retour de la paix dans cette région dépasse de loin les capacités d'une seule personne, s'agit-il même du chef historique de l'ANC, avertit Mike Cowling, professeur à l'université de Pietermaritzburg. Les « seigneurs de la guerre » ont encore de beaux jours devant eux.

JACQUES DE BARRIN

POUR NOUS,
TRAVAILLER EN ÎLE DE FRANCE,
C'EST CAPITAL.

ACTION:

- 67 nouveaux lycées.
- 15 000 places nouvelles pour les apprentis.
- 1 400 nouveaux cycles de formation professionnelle



CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VOTRE RÉGION, NOTRE ACTION CAPITALE

Publicité

Le Mans est à 55 minutes de Paris; Angers, à une heure et demi; Nantes, à deux heures; Rennes aussi; Brest, à quatre heures et quart; Quimper, à quatre heures vingt; D'ici peu, Tours sera à une heure de Paris, Bordeaux à moins de trois heures. Avec le TGV Atlantique, une merveille de technologie, étudiée pour que la vie à bord soit un rêve tout confort... Un train qui devrait se nommer succès, tant il va faciliter vos déplacements, en toute sécurité. Décidé en septembre 1981, mis en travaux en mai 1984, présenté au Président de la République au printemps dernier, le TGV Atlantique que se lance aujourd'hui de la réussite, à 300 km/h.

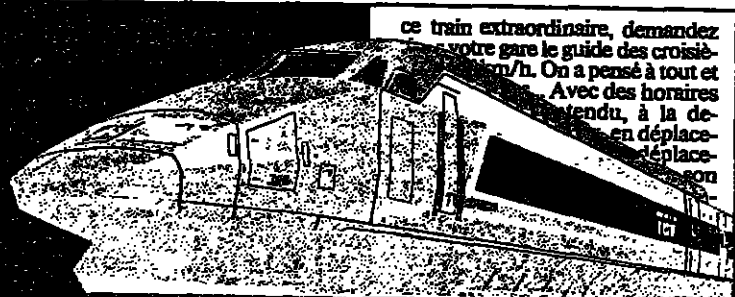
Le TGV Atlantique est avancé sur ses 482,4 km/h. Il est le plus rapide des trains au monde.

sent en toute tranquillité à sa vitesse de croisière de 300 km/h. Le TGV Atlantique a conquis l'ouest et va conquérir tous les cœurs car il répond à vos désirs en s'adaptant à vos besoins. Découvrez dès aujourd'hui tous les charmes du voyage dans

PARIS-NANTES 11 CROISIÈRES PAR JOUR.

Aujourd'hui le TGV Atlantique offre Nantes aux parisiens et Paris aux nantais au rythme de 11 Croisières par jour. Le TGV Atlantique vous souhaite d'agréables Croisières à 300 km/h entre Paris, Nantes et sa Région.

TGV ATLANTIQUE
LA CROISIÈRE À 300 KM/H



SNCF
C'EST POSSIBLE!

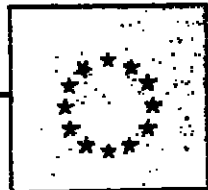
ce train extraordinaire, demandez votre gare le guide des croisières à 300 km/h. On a pensé à tout et avec des horaires adaptés, à la demande en déplacement. met à votre disposition, la simplicité d'utilisation qu'il vous en propose, et la qualité d'organisation qu'il vous assure sur place. En pratique, vous voyagez dans le TGV Atlantique avec votre billet et votre Resa 300. Un TGV où vous pourriez bien trouver le temps trop court ! Treize gares s'enorgueillissent aujourd'hui d'accueillir le TGV Atlantique dans le triangle Paris-Le Croisic-Brest. On en comptera trente et une fin 1990 avec l'inauguration de la deuxième branche du TGV Atlantique, sur l'axe Paris-Bordeaux; trente-six en 1993, dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France, jusqu'à Toulouse et Hendaye. Car ces lignes sont en train de tisser un fantastique réseau de trains à très grande vitesse à travers la France du XXI^e siècle.

سكنى من الامم

سكرا بين المرحلين

EUROPE 93

La libre prestation des services



Les avocats face à l'extension du marché du droit des affaires

Dans moins d'un an, les avocats des douze pays de la Communauté pourront s'installer librement dans l'Etat membre de la CEE de leur choix : c'est en effet le 4 janvier 1991 que la directive sur la reconnaissance mutuelle des diplômes entrera en application. Cette directive, adoptée en décembre 1988, soulève bien des questions dans les barreaux nationaux. D'autant que la législation européenne sur la libre prestation, ancienne de treize années, est encore source de contentieux.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Depuis 1977, une directive (« loi » européenne) permet aux avocats européens d'exercer dans les pays partenaires. Mais une condition leur est imposée : ils doivent « agir de concert » avec un confrère du pays dans lequel l'affaire est plaidée. En transposant

cette réglementation dans leurs lois nationales, la France et encore plus la RFA se sont montrées particulièrement restrictives. A tel point qu'en février 1988 la Cour de justice des Communautés européennes a condamné l'Allemagne. Et dans les prochaines semaines, le cas français fera l'objet d'un arrêt de la Cour.

Le jugement à l'encontre des Allemands indique qu'il faut inter-

préter la clause sur l'obligation d'« agir de concert » de manière souple. Les reproches adressés à la France sont comparables. La Commission européenne demande à Paris de modifier sa législation de telle sorte que l'action de concert ne soit pas exigée si l'assistance d'un avocat n'est pas obligatoire (tribunal de première instance, tribunal de commerce, etc.). La France devrait aussi ne pas obliger à choisir l'avocat mandataire parmi les membres du barreau établi près de la juridiction qui traite le dossier.

La règle veut, en France, qu'un défenseur parisien qui plaide à Lyon soit assisté d'un confrère inscrit au barreau de cette ville (principe de la territorialité). Cette pratique a été poussée à l'extrême pour l'avocat étranger. A telle

enseigne que, tant dans l'Hexagone qu'en RFA, le mandataire tient, en fait, le rôle d'avocat principal.

La directive de 1988 sur la reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionne les formations professionnelles d'une durée d'au moins trois ans agit aussi les barreaux des Douze. Le texte communautaire prévoit que, pour les métiers dont l'exercice exige une connaissance précise du droit national, « l'Etat membre d'accueil peut prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude ». Les gouvernements n'ont pas encore arrêté leur position, mais la plupart d'entre eux s'orientent, pour les avocats, vers l'épreuve d'aptitude.

La question est de savoir quel sera le contenu de cette épreuve.

Le droit d'établissement exige-t-il des conditions strictes ? Ou l'épreuve ne sera-t-elle qu'un examen léger, comme c'est le cas en France depuis 1985 ? Les milieux communautaires se montrent attentifs aux intentions de la RFA, dont les barreaux sont réputés très hostiles à l'ouverture de leur territoire.

Un maquis juridique

Derrière ces réticences se cache en réalité la bataille pour le marché du droit des affaires engendrée par l'Europe de 1993. Les centaines de directives qui ont été prises ou qui vont l'être étendent à l'infini le champ des consultations juridiques relevant de la réglementation communautaire, étant entendu que le domaine judiciaire ne sera affecté que de manière marginale.

C'est ce qui explique la crainte des avocats allemands, qui, en raison de l'absence de notion de conseillers juridiques dans leur législation, contrôlent le marché national du droit des affaires. Dans les autres pays, notamment au Royaume-Uni où les cabinets d'audit sont très puissants — et très présents dans la Communauté — le conseil juridique est assuré par différents prestataires, depuis les banques jusqu'aux organisations de consommateurs.

C'est aussi la raison pour laquelle nombre d'avocats français militent pour une réorganisation de la profession : ils veulent pouvoir s'insérer dans l'Europe des juristes, et ne plus être confinés dans le domaine judiciaire. La concurrence entre conseillers juridiques et avocats locaux n'est d'ailleurs pas nouvelle. Les grandes sociétés, qu'elles soient européennes ou américaines, disposent depuis longtemps de bureaux, en dehors de leurs pays d'origine, à partir desquels elles déploient des activités de conseil et de rédaction d'actes.

L'internationalisation des affaires, accélérée par l'extension du droit européen, est telle que la CEE des juristes est déjà une réalité.

Une cinquantaine de cabinets internationaux sont installés à Bruxelles. Ils traitent de tous les aspects de la matière communautaire, depuis les assurances jusqu'au droit des sociétés en passant par la responsabilité des produits défectueux. Les plus nombreux et les plus importants sont anglais, néerlandais mais aussi américains, les avocats français étant peu présents. C'est pour cette raison que le barreau de Paris a ouvert, il y a six ans, une antenne dans la capitale belge avec pour mission de « favoriser l'implantation des avocats français sur la place communautaire, et singulièrement à Bruxelles ».

Le principe de la liberté d'établissement pour les professions juridiques est fondé sur l'article 52 du traité de la CEE. En règle générale, il a donné lieu à des lois nationales plutôt souples. Aujourd'hui, les responsables européens se trouvent en présence d'un véritable maquis juridique. Aussi souhaitent-ils éclaircir quelque peu la situation. Dans cette perspective, la Commission européenne envisage de proposer aux Douze une directive visant à harmoniser les conditions d'exercice pour les sociétés. Les textes de 1977 et de 1988 ne concernent, en effet, que les personnes physiques.

MARCEL SCOTTO

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

L'hermétisme allemand

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

« C'est vrai, le marché allemand est le plus difficile pour les avocats étrangers », Albrecht Schulz, « partenaire » dans un grand cabinet de Stuttgart, reconnaît que les affaires des grandes entreprises allemandes sont essentiellement dans les mains des barreaux de la République fédérale.

La législation nationale, explique-t-il, permet aux avocats de détenir « une sorte de monopole ». Elle prévoit toutefois certaines dérogations qui ont favorisé la création de fiduciaires dans un « marché gris » de consultation juridique. Mais elle a interdit jusqu'ici aux avocats étrangers de s'établir officiellement. « Ce qui a fait, affirme-t-il, qu'un petit nombre d'Allemands a toujours existé. »

Ce que M. Schulz appelle le « perc national » des avocats allemands a été bouleversé par l'arrêt de la Cour de justice des Communautés (25 février 1988) et par celui, qui a suivi, de la Cour constitutionnelle de la RFA (14 juillet 1988). Invalable a été la bonne partie de la législation professionnelle et la quasi-totalité des règles déontologiques. « Nous ne sommes pourtant pas dans le désordre total — on n'est pas Allemands pour rien », précise M. Schulz avec humour. « Mais l'incertitude est considérable. » Et d'ajouter : « Aujourd'hui, les discussions entre avocats conservateurs — la majorité, mais qui a peu d'arguments rationnels — et les progressistes sont acharnées. »

Pour M. Schulz, il est probable qu'au bout du compte les avocats des Etats membres de la CEE auront les mêmes droits que leurs confrères allemands. Il ne pense pas cependant que les cabinets des Douze vont utiliser rapidement et en grand nombre ces nouvelles libertés.

Selon lui, le marché de la RFA restera, notamment pour des raisons culturelles, d'une pénétration difficile.

Son analyse est la suivante : pour s'implanter, il ne suffit pas d'établir deux ou trois avocats étrangers dans une grande ville. Les cabinets de Paris, Londres ou Amsterdam ne s'installeront qu'en coopération avec des partenaires allemands à vocation internationale. Le plus grand cabinet de Londres (et donc d'Europe) ne vient-il pas de conclure une association avec un groupe de République fédérale d'une taille significative ? Et encore cette évolution se fera lentement.

Ce qui est vrai pour les Européens l'est encore plus pour les Américains. M. Schulz considère que les cabinets d'outre-Atlantique (qui ne bénéficient pas à ce stade d'une liberté d'établissement complète dans la CEE) vont dans un premier temps utiliser leurs succursales à Paris, Bruxelles ou Londres et travailler aussi en RFA sous forme de coopération étroite avec des avocats allemands. De toute façon, ajoute-t-il, les Américains obtiendront satisfaction tant leur pression est forte dans les négociations du GATT pour aboutir à la libéralisation des services.

Cette perspective n'inquiète pas outre mesure Albrecht Schulz : « Je ne suis pas pessimiste pour ceux des avocats allemands qui comprennent les signes du temps. Notre déstabilisation économique et notre diversification culturelle nous aideront à développer des structures compétitives. » Le cabinet auquel il appartient a une antenne à Tokyo et vient de s'associer avec trois autres bureaux pour former un groupe fort de quatre-vingt-deux avocats. De nombreux cabinets allemands possèdent déjà des succursales à Paris, Bruxelles, Londres, Milan, Tokyo, New-York, Singapour et... Pékin.

M. S.

BIBLIOGRAPHIE

« Mille jours pour réussir l'Europe »

De Thierry Gandillot et Thomas Kamm

On avait à peu près entendu tout le monde sur le sujet du Marché Unique de 1993... restent les intéressés eux-mêmes : les chefs d'entreprise. Les auteurs de « Mille jours pour réussir l'Europe » (journalistes, donc questionnaires de profession) ont donc eu l'excellente idée d'aller leur demander leur avis... et comme on pouvait s'y attendre, c'est beaucoup plus simple et concret que les diverses études de consultants, de technocrates et de professeurs publiées récemment.

Le Grand Marché finalisé est l'Europe des consommateurs. Les nombreuses questions que ceux-ci se posent sur les conséquences de 1993 se résument à deux interrogations : que pourrions-nous acheter et dans quelles conditions ?

En face les patrons français doivent trouver très vite des produits, des réseaux de distribution, des alliances pour faire face à cette demande nouvelle. Thierry Gandillot et Thomas Kamm montrent qu'ils ne restent pas les deux pieds dans le même sabot. Pendant que les politiques dressent les grandes lignes du paysage, sur le terrain les entreprises françaises font des acquisitions, trouvent des partenaires, décryptent les textes communautaires pour tirer des idées de produits européens. Cartes, de BSN à PSA en passant par le Club Méditerranée ou Air France, les sociétés dont il est ici question sont toutes de taille imposante (de « taille européenne » ainsi que le veut le cliché). Il serait intéressant de voir comment les patrons de PME vivent l'échéance de 1993 : avec moins de sérénité probablement.

Mais l'impression d'ensemble qui se dégage de ces vingt interviews et des commentaires des auteurs est que le Grand Marché est une chance pour les entreprises françaises et qu'elle s'y préparent activement.

Toutes ne le font pas cependant dans le même état d'esprit. Outre les « euro-enthousiastes », certains des patrons interviewés sont plutôt « euro-vigilants » (Jacques Calvet, Bernard Attali, Patrick Ricard) et guettent les évolutions de législation avec une certaine méfiance. D'autres, toujours

selon la classification des auteurs, sont des « euro-sérénis ». Il s'agit surtout de ceux pour qui l'Europe est déjà faite (finances, sidérurgie, par exemple). D'autres enfin ont une stratégie mondiale dans laquelle l'Europe n'est qu'un des éléments (publicitaires, édition, presse), ce sont les « euro-transparents ».

Tous cependant estiment que l'Europe sera profitable à la fois aux consommateurs, aux épargnants et aux salariés. Et donc à leur chiffre d'affaires comme à leur marge. Châteté bien ordonnée commence par l'Europe...

D. P.

« Mille jours pour réussir l'Europe » par Thierry Gandillot et Thomas Kamm. Editions J. C. Lattès, 280 pages, 125 francs.

POUR NOUS,
REUSSIR L'ÎLE DE FRANCE,
C'EST CAPITAL.

ACTION:

• 9 milliards de francs pour le cadre de vie, les transports, la formation, le développement économique.



CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VOTRE RÉGION, NOTRE ACTION CAPITALE

SPECIAL FLORIDE

VOL PARIS ORLANDO

à partir de 2.990F*

Vol affrétés par Jet/America auprès d'Air Charter, avec repas, rafraîchissements, écouteurs et projection de film gratuits.

SEJOUR A ORLANDO

3.700F*

Séjour 9 jours/7 nuits avec transport aérien, 7 nuits à l'Hôtel Quality Inn Plaza et location de voiture.

Jet'america

Renseignements : (1) 47.05.01.95



Catalogue disponible dans toutes les agences de voyages.

POLITIQUE

Relance de la déconcentration et de la coopération entre collectivités locales

M. Pierre Joxe veut remettre de l'ordre dans la décentralisation

Le ministre de l'intérieur n'est pas que le patron de la police. Il est aussi le tuteur des collectivités locales. Depuis qu'il est place Beauvau, M. Pierre Joxe a semblé privilégier la première de ces tâches. Démonstration réussie. Mais aujourd'hui, il tient à montrer que la seconde est maintenant une priorité.

d'autant que le président de la République, comme bien d'autres responsables politiques, appelle de ses vœux une relance de la décentralisation.

M. Joxe tient surtout à y remettre de l'ordre, au moins pour ce qui relève de ses compétences : l'organisation des collectivités locales et la déconcentration

des services de l'Etat. C'est le sens de l'avant-projet de loi qu'il a préparé, avec M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, et qui est actuellement soumis à la concertation interministérielle et à l'arbitrage du premier ministre. Ces épreuves pourraient être déli-

catées, car si chacun au gouvernement est bien décidé à fermement inciter les collectivités locales à travailler plus et mieux ensemble, le souhait du ministre de l'intérieur que, dorénavant, tout ce qui n'est pas strictement défini comme de la responsabilité des organes centraux de l'Etat relève de la seule com-

pétence de ses organes déconcentrés, heurte trop d'habitudes dans l'administration parisienne.

Cet avant-projet fait déjà frémir les élus locaux de droite qui, après s'être opposés à la décentralisation elle-même, craignent une marche arrière.

Super-préfets et communauté de communes

Le gouvernement se fixe « cinq objectifs majeurs » dans son œuvre d'adaptation de la décentralisation et de l'organisation territoriale de l'Etat. C'est du moins ce qu'affirme l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi préparé sous l'autorité de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Ces objectifs sont : le « respect de la règle de droit » ; le renforcement de la « démocratie locale » ; le « renouvellement du service public » ; l'accroissement de l'efficacité de la gestion publique ; « un aménagement du territoire renouvelé ».

Le texte soumis à la concertation interministérielle est divisé en trois titres principaux.

1. - L'organisation territoriale de l'Etat. - L'exposé des motifs explique que cette partie « intègre l'hypothèse d'une décentralisation de l'échelon régional ». Cela se traduit par l'attribution au préfet de région d'un « pouvoir de direction des préfets des départements ». Le renversement de doctrine est total. Jusqu'à présent chaque représentant de l'Etat était le maître dans son département ; or le texte du projet dit qu'il devra prendre des « décisions conformes aux orientations » du représentant de l'Etat dans la région et qu'il devra « lui en rendre compte ». Cela amène à distinguer les tâches de préfet de région de celles de préfet de département.

Tout aussi révolutionnaire est l'autre article de ce titre, puisqu'il s'inspire du principe de « subsidi-

rité » cher aux fédéralistes. Les missions de l'Etat du « niveau national » sont clairement définies de façon à indiquer que « les autres missions relèvent du niveau régional ou départemental ». Certes les tâches de l'administration centrale sont présentées de façon suffisamment large pour que rien ne puisse vraiment lui échapper, mais le principe de base est renversé : les échelons déconcentrés de l'Etat s'occupent de tout ce qui n'est pas défini, dans la loi, comme de la responsabilité du national, alors que, jusqu'à maintenant, les préfets ne pouvaient intervenir que dans les secteurs où Paris leur demandait expressément d'agir.

2. - La modernisation et la démocratisation de la vie locale. - Pour favoriser la « transparence de la gestion municipale », ce projet oblige les maires des communes de plus de 3 500 habitants à organiser, dans leur conseil municipal, un débat d'orientation avant la préparation du budget, à permettre au public de consulter le budget et le compte administratif, et à lui fournir des documents synthétiques facilitant leur compréhension. Ces dispositions sont même applicables aux établissements de coopération intercommunale, alors que leur gestion se fait traditionnellement dans la plus extrême discrétion.

Pour faciliter la « participation des administrés à la vie locale », ce texte institue, sans utiliser le nom, le référendum municipal. Son initiative n'est, toutefois, pas donnée aux habitants, mais réservée au maire

ou à une partie du conseil municipal. Surtout, le droit d'y participer n'est pas réservé aux électeurs de la commune, mais ouvert aussi à tous ceux y payant des impôts, donc aux étrangers. En tout état de cause, son résultat n'est qu'un avis, la décision restant de la seule responsabilité des élus.

Sont aussi prévues des possibilités de création de « commissions consultatives » associant conseillers municipaux et habitants, et d'un conseil économique et social dans les communes de plus de 100 000 habitants, ainsi que dans les départements, comme il en existe déjà dans les régions. En revanche, la représentation des usagers dans les organes de gestion des services publics locaux n'est pas une possibilité mais une obligation.

Les droits des élus dans les assemblées locales sont aussi étendus, notamment par l'institution d'un système de questions orales. Ce projet dispose aussi que les membres des bureaux des conseils généraux et régionaux, ainsi que les délégués des conseils municipaux dans les conseils d'administration des centres d'action sociale, seront désignés à la proportionnelle. Ce serait revenir à la situation d'avant 1986.

Ce texte prévoit aussi une série de clauses renforçant le contrôle de la légalité de la passation des marchés publics, qui constitue un des principaux mécanismes de financement occultes de l'activité politique, voire, dans quelques cas, d'enrichissement d'élus indolents. Ainsi est notamment prévue la créa-

tion d'une « mission d'inspection », sous la responsabilité des chambres régionales des comptes, ayant de larges pouvoirs de surveillance de ces marchés et même de l'utilisation des fonds versés par les collectivités locales aux associations.

De même, le caractère exécutoire d'une décision d'une autorité locale serait suspendu, lorsque le préfet demanderait, au tribunal administratif, de vérifier la légalité de cette décision. S'il assortit cette demande d'un souhait de sursis à l'exécution.

3. - La coopération locale. - Contrairement aux souhaits de certains dirigeants socialistes, comme M. Pierre Mauroy, ce texte ne redonne pas la carte des régions. Il facilite simplement les formalités permettant la modification des limites régionales. Surtout, il ouvre la possibilité de créer des « fédérations de régions » sur « délimitations concordantes des conseils régionaux » intéressés. Ces fédérations auront compétence dans les domaines que les régions voudront leur confier : elles pourront conclure avec l'Etat « un contrat de développement des infrastructures de transport », ou sous-élites qui attribueront « un aide à la recherche d'intérêt régional ». Ce projet prévoit également de leur transférer des « compétences en matière universitaire », mais, devant l'importance de cette réforme, l'article la prévoyant n'a pas encore été rédigé.

La coopération intercommunale reste le point fort de ce projet qui renverse, en quelque sorte, la

charge de la preuve : les communes, incitées par le préfet à travailler ensemble, devront dire qu'elles ne le souhaitent pas, au lieu que ce soit le représentant de l'Etat qui attende la demande des communes. Toutefois, le « volontariat » reste la règle. Il n'y aura pas de création automatique de communautés urbaines dans les agglomérations, ce que souhaite pourtant le Parti socialiste. Le nouveau dispositif est le suivant :

- L'importance des agglomérations au-delà de laquelle la création de telles institutions deviendrait possible est abaissée de 50 000 à 30 000 habitants. Mais la procédure est contraignante au-delà de 100 000 habitants. La communauté urbaine dispose des compétences que lui transfèrent les communes, mais obligatoirement des « attributions relatives au développement économique et à l'aménagement du territoire local ».

Chaque commune doit disposer d'un siège au moins au conseil de la communauté : les membres de celui-ci sont désignés à la proportionnelle par les conseils municipaux.

- Autre innovation importante de ce projet : la création de « communautés de communes » en milieu rural. Là encore le rôle du préfet est essentiel. C'est lui qui va présider un groupe de travail comprenant des représentants du conseil général, des communes et des établissements de coopération intercommunale existant déjà, chargé d'établir « un schéma départemental de créations de communautés de communes ». Sur la base de ce schéma,

le préfet saisit les conseils municipaux des communes concernées. Leur non-réponse dans un délai de deux mois vaut acceptation. Si la moitié des conseils, représentant les deux tiers de la population, ou les deux tiers des conseils représentant la moitié de la population, le demandent, la communauté est créée.

Cette communauté dispose obligatoirement des compétences sur la charte intercommunale de développement et d'aménagement, les schémas d'aménagement, les plans d'occupation des sols, les programmes locaux d'habitat, la constitution de réserve foncière. Elle est aussi responsable de la création et de l'équipement des zones d'habitation, de rénovation urbaine, de réhabilitation des zones industrielles, artisanales et portuaires. C'est dire l'importance de son champ d'action, d'autant que les communes membres peuvent lui confier d'autres domaines d'intervention.

Ces communautés de communes, comme les communautés urbaines, se voient attribuer des dotations supplémentaires de dotation globale d'équipement et de fonctionnement, aides de l'Etat aux collectivités locales. Pour favoriser la péréquation fiscale, il y aura un taux unique de taxe professionnelle dans les communautés urbaines ; il en ira de même dans les communautés de communes créant ou gérant une zone d'activité.

Th. B.

POINT DE VUE

Perestroïka à la française

par Paul Graziani

SOMMES-NOUS à la veille d'une nouvelle étape importante en matière de décentralisation ? Près de huit ans après les grandes lois Defferre, deux éléments significatifs peuvent le laisser penser. Le premier relève d'une volonté globale du gouvernement, certes encore diffuse mais, semble-t-il, très manifeste, d'approfondir un mouvement qui, de « rustines » en « toilettes », était en réalité en panne. Il est à souhaiter qu'un débat constructif s'instaure dans les prochains mois, et que l'ensemble des responsables politiques sachent éviter un nouveau sacrifice rituel aux lois de pesanteur parisienne, que les Français désormais sont de plus en plus nombreux à résuser.

Le deuxième concerne la perspective d'engagement d'un processus de décentralisation des universités. Quel que soit l'effort consenti par l'Etat, nous savons qu'il ne sera pas suffisant pour faire face à l'ampleur des besoins. Le ministère de l'éducation nationale pourra-t-il maintenir longtemps ses positions - pour l'heure encore très réservées - sur la question, alors que les régions sont disposées à envisager un véritable transfert des compétences ? J'ai pour ma part la conviction qu'un tel processus est devenu inéluctable et qu'il est temps d'engager - sérieusement - un débat national sur les questions essentielles qu'il soulève à l'évidence : de l'organisation de l'intervention des collectivités locales, du rôle des universités, l'adaptation des formations et, bien sûr, les prérogatives que doit conserver l'Etat.

On le voit : avec ses enjeux renouvelés, devenu plus aigu à l'approche de l'ouverture européenne et qui portent en eux les germes d'une nécessaire réorganisation de l'Etat, d'une indispensable redéfinition des liens entre le centre et la périphérie, la décentralisation est en passe de devenir, discrètement, notre perestroïka à la française.

Deux phénomènes me paraissent en constituer véritablement les principes actifs. Le premier tient à l'absolue nécessité de redéfinir aujourd'hui le rôle de l'Etat et des pouvoirs locaux en matière de développement économique et de création d'emplois. Il ne s'agit plus de constater l'échec des politiques macro-économiques et le formidable essor des politiques locales ; encore moins de les opposer, il s'agit au contraire d'éviter, par la recherche d'une véritable synergie entre politiques locales et politiques nationales de développement, une France à deux vitesses, et l'accélération préoccupante des processus de fragilisation de certains territoires. En d'autres termes, la recherche de l'efficacité de l'Etat passe par un approfondissement du mouvement de décentralisation.

Un véritable pouvoir local

Second phénomène : la crise grave, et probablement durable, que traversent aujourd'hui tous les circuits de la représentation, du Parlement aux syndicats et aux partis politiques, appelle désormais à l'évidence d'autres rapports au politique. L'émergence des dernières années d'un véritable pouvoir local est à cet égard une clef essentielle pour comprendre ces mouvements de fond.

Si les Français souffrent de subir la politique, il importe alors de nouer une « nouvelle alliance » à la base, au plus près de leurs préoccupations. La rénovation de la démocratie locale pourrait ainsi constituer la plus importante révolution politique des années à venir. Mais il y a aussi la recomposition du paysage français - et au fond la qualité même de la démocratie française - apparaît désormais très dépendant de notre capacité à poursuivre la décentralisation et à rechercher la voie d'une démocratie vivante : d'une démocratie du quotidien.

S'il est parfois agaçant de constater que, face à ces enjeux,

certaines signaux trahissent la permanence d'arrière-pensées centralisatrices ou étatistes (du chantier de l'île-de-France au dossier de la fiscalité locale, des procédures controversées des contrats Etat-régions aux projets de réorganisation de la coopération intercommunale), l'approfondissement de la décentralisation et la réforme de l'Etat montent néanmoins à l'ordre du jour et surgissent au cœur des questions de fond du débat français et européen. Il faut donc croire que la France a toujours une sagesse à révéler au monde, puisque, au moment même où les peuples d'Europe de l'Est brisent le « modèle » collectiviste et s'engagent dans une marche historique vers l'idéal de liberté et de citoyenneté des démocraties occidentales, elle cherche à s'inventer encore - et à vivre - un nouveau modèle institutionnel, porteur d'un citoyenneté retrouvée.

► M. Paul Graziani est, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, président de l'Institut de la décentralisation.

BIBLIOGRAPHIE

Les Mémoires d'un Intendant du gouvernement

Gaston Defferre a tué M. le Préfet. Cet homme inventé par Napoléon et que les Républiques successives avaient si bien su utiliser pour tenir en laisse les élus locaux. En 1981, la terre a tremblé sous les pieds de cet intendant du gouvernement central devant qui tout pliait dans sa région, ou son département. Un temps M. le Préfet a cru qu'il ne servirait plus à rien. Vint alors Pierre Joxe. Bien vite, il se rendit compte que l'Etat avait toujours, et même plus que jamais, besoin d'un représentant local doté de prestige et de prérogatives.

Aujourd'hui, il veut même renforcer ses pouvoirs.

Le métier a changé, mais il existe toujours. Pour mesurer l'évolution il est utile de se plonger dans les mémoires de Paul Failliot, un de ces hommes qui, depuis le modeste poste de chef de cabinet à celui, prestigieux, de préfet de région, a gravi tous les échelons de la carrière. La Libération, les crises à répétition de la IV^e République, les ultimes soubresauts de la présence française en Algérie, le retour du général de Gaulle, l'éclatement de la région pari-

siennaise, l'alternance de 1981, quand, à Caen, il dut jongler entre la déception de Michel d'Ornano et la joie de Louis Moxandeu, la mise en route de la décentralisation, Paul Failliot a tout connu depuis une préfecture.

Témoignage précieux, qui démontre bien des idées reçues, sur une profession trop méconnue. Souvenir méticuleux sur un passé si proche que le présent ne peut l'ignorer.

Th. B.

► Une randonnée préfectorale, de Paul Failliot, éd. Pierre Bordas et fils, 380 p., 130 F.

Entre jacobins et girondins

par Thierry Bréhier

L'IMAGE d'un jacobin lui colle à la peau. Il n'est pas évident que l'avant-projet de loi qu'il a préparé sur « l'administration territoriale de la République », permette à M. Joxe de s'en débarrasser. Car le ministre de l'intérieur s'inscrit, de plus en plus, d'une dérive de la décentralisation qui a permis la création de véritables « effets » locaux, sur lesquels des sursis ont exercé un pouvoir souvent sans partage, parfois sans contrôle. Des abus sont fréquents, des illégalités ne sont pas rares, que les représentants de l'Etat sont trop tentés de laisser passer, par crainte de contrarier les nobles redevances puissantes.

Pour limiter ces abus, M. Joxe veut agir par le haut et par le bas. Par le haut, en accroissant les pouvoirs des préfets dans le contrôle de la légalité des actes des collectivités locales, et en redonnant leur casquette de représentants de l'Etat. La déconcentration comme antidote aux abus de la décentralisation. Pour ce faire, l'avant-projet ne se contente pas de réaffirmer un principe, souvent énoncé, jamais appliqué, selon lequel les préfets sont les patrons de toutes

les administrations étatiques locales ; il pose une règle véritablement révolutionnaire : les tâches de l'Etat, qui sont de la responsabilité du niveau national, sont précisées par ce texte, étant entendu que tout le reste est de la seule responsabilité de ses échelons locaux, c'est-à-dire de ses représentants dans les régions et les départements.

L'œil sourcilieux de Marnigon a quelque mal à accepter un tel renversement de principe. Il y a certes l'habitude : les administrations centrales et leurs patrons, les ministres - ne sont guère prêts à se voir ainsi déposséder. Mais il y a aussi les grands principes. La Constitution prévoit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » (article 20) ; peut-il voir cette prérogative limitée, éventuellement, par une simple volonté préfectorale ? De plus, la façon dont l'organe son administration relève de sa compétence, et non pas de celle du Parlement. Une telle décision n'a donc pas sa place dans une loi. Mais est-il concevable que les élus de la nation n'aient pas leur mot à dire sur une telle révolution ?

La décentralisation impose de

s'appuyer aussi sur la base. M. Joxe propose donc d'accroître les pouvoirs des minorités dans les conseils municipaux, départementaux et régionaux. En outre, sa proposition d'ouvrir le droit de vote, lors des référendums locaux aux étrangers y payant leurs impôts dans la commune ne pourra que relancer un débat passionné.

Pas de révolution, en revanche, pour la coopération intercommunale. Pourtant, il est évident, de longue date, que la petite taille des communes françaises n'est plus adaptée aux pouvoirs que leur a attribués la décentralisation. M. Joxe est persuadé que « la voie d'un regroupement autoritaire est interdite par nos traditions ». Il a donc suivi le chemin que lui proposait M. Baylet, en se contentant de mettre de l'ordre dans la coopération entre collectivités, pour mettre fin à l'enchevêtrement des multiples syndicats, et d'inciter les communes à travailler au sein de « communautés ». Pour éviter cette évolution, les conseils municipaux devront nettement refuser la proposition du préfet.

Dire « non » est effectivement plus difficile que de rester tranquillement dans son coin, mais cela suffira-t-il ? D'autant que le ministre de l'intérieur est privé d'un allié de poids. Le conseil général est simplement associé au dessin de la carte des regroupements envisagés, mais il n'est pas partie prenante à l'incitation. Or c'est dorénavant lui, qui, par le maintien des nombreuses subventions dont il entasse les communes, dispose du plus fort moyen de pression.

Certes, il est probable que les conseillers généraux n'auraient pas voulu aller contre ce qu'ils croient être les souhaits des maires. La solidarité entre élus n'est pas un vain mot. Mais il est évident, aussi, que M. Joxe a préféré réserver à l'Etat, plutôt qu'au président de l'assemblée départementale, le rôle principal dans l'indispensable restructuration de la carte communale. Cette fois, le jacobin l'a emporté.

150

صكرا من الاموال

POLITIQUE

La crise au RPR

MM. Pasqua et Séguin sur les terres de M. Noir

La rencontre de MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin avec les mandataires de l'Ain, de la Loire et du Rhône pour les prochaines assises du RPR, organisée lundi 5 février à Lyon en présence de M. Michel Noir, s'est déroulée dans un climat de franc « compagnonnage ». Beaucoup de militants ont même semblé se réjouir de pouvoir enfin discuter, à cette occasion, avec d'autres qu'avec leur dirigeant naturel, le maire de Lyon.

LYON
« Le débat, nous le savons bien, ce n'est pas tellement notre tasse de thé. Nous sommes davantage organisés pour conquérir que pour convaincre. Cette voix, perdue de l'autre côté de la cloison, c'est bien celle, reconnaissable entre mille, de M. Charles Pasqua. Et cette autre, plus cavereuse, qui réclame « le débat, partout et tout le temps », est bien la voix d'un ex-rénovateur, M. Philippe Séguin.

A la demande de M. Michel Noir, président de la fédération RPR du Rhône, et contre l'avis de bon nombre de responsables locaux du mouvement, la réunion de la doublette contestataire

avec quelque deux cents « grands électeurs » des prochaines assises du RPR s'est en effet déroulée à huis clos dans le salon, dénommé « Batou-Rouge », d'un grand hôtel lyonnais. Tout avait donc été prévu dans ce sens. Tout, sauf l'épaisseur des cloisons. M. Pasqua, lui-même, n'y pouvait rien.

« Ou elle soit ouverte ou fermée, nous nous contentons de payer la salle », avait-il dit à l'entrée pour mettre les rieurs de son côté. Mais, pour le reste, le RPR a bien fait les choses. Comme M. Alain Carignon à Grenoble quelques heures plus tôt, M. Noir est là pour accueillir ses deux anciens collègues du gouvernement. Il n'en faut pas davantage aux deux contestataires pour faire grossir progressivement le volume des applaudissements.

« C'est nous qui avons en quelque sorte réhabilité François Mitterrand, puis, grâce à la cohabitation, il est apparu capable de gouverner aussi bien avec la gauche qu'avec la droite », confesse ainsi M. Pasqua.

« C'est nous qui avons remis en selle Giscard », poursuit-il. La salle manifeste bruyamment son approbation. Dans un autre registre, M. Séguin rappelle à son tour, d'un ton douloureux : « Quand je me demande ce qui me ferait,

aujourd'hui, adhérer au RPR, en oubliant que cela fait vingt-cinq ans que j'appartiens à la famille gaulliste, je ne trouve pas spontanément la réponse. » Pour cheminer vers la constitution de « deux grandes forces politiques, de culture différente, mais qui ne seraient pas distinguées par des idéologies radicalement opposées », le député des Vosges estime que la divergence avec M. Noir n'est pas si grande. Il y a simplement deux options, « honorables mais différentes », auxquelles une motion de synthèse ne saurait, selon lui, apporter de réponse : d'un côté la fusion qui ne donnerait jamais naissance qu'à « un grand parti de droite », et de l'autre « la priorité donnée à la régénération de notre mouvement ».

« Tout le monde ferme sa gueule »

C'est la première fois que les militants ont le choix. « On parle beaucoup de liberté d'expression, mais on ne la voit pas beaucoup dans le mouvement », constate ainsi l'un d'eux. Une vieille dame regrette, en revanche, que le débat tourne au « déballage ». Pourtant, mis à part le Benjamin du conseil municipal de Lyon, aucun élu du Rhône n'a encore pris le risque de se démarquer de M. Noir, et bien rares sont les secrétaires de cir-

conscription qui, comme M. Marc Frayssé, à Villeurbanne, ont organisé un vote sur les motions. « Tout le monde ferme sa gueule », soupire ce conseiller régional pourtant favorable au tandem Chirac-Juppé. « Même la gendarmerie n'est plus dirigée comme le RPR », affirme M. Pasqua. Moi-même, j'ai eu souvent l'occasion de vous dire : c'est comme ça qu'il faut faire. Mais désormais, il faut accepter le débat, même si c'est moins confortable qu'avant. » Notre bonheur interne n'est pas une fin en soi, enchaine M. Séguin. Si nous n'avons pas mis les pieds dans le plat, nous nous serions applaudis les uns les autres avant de repartir dans nos communes avec les mêmes problèmes. On n'aurait même pas su que le RPR avait tenu ses assises. »

Alors, « que ferez-vous après le 11 février ? », demande un délégué. Les deux anciens ministres resteront. Le troisième, M. Noir, hôte accueillant mais silencieux, pressé par son emploi du temps, est alors déjà reparti. « C'était un service à rendre à Jacques Chirac que de secouer le mouvement », affirme M. Pasqua. « On a cru comprendre que d'autres que nous se chargeaient de relancer le débat », ajoute, plus perfide, l'ancien ministre des affaires sociales.

JEAN-LOUIS SAUX

A Bordeaux, lundi 5 février, M. Jacques Chirac s'est vu confirmer le soutien de M. Jacques Chaban-Delmas à l'approche des assises du RPR. Le président du mouvement gaulliste a prêté la « réconciliation », tandis que M. Alain Juppé, secrétaire général, a évoqué à Bourges l'idée d'une « confédération » pour le RPR. A Lyon, MM. Pasqua et Séguin, en présence de M. Michel Noir, ont justifié leurs positions devant les militants RPR de la région. Enfin, comme les années précédentes depuis 1986, le conseil régional d'Aquitaine présidé par M. Jean Tavernier (RPR) a adopté son budget, lundi 5 février, avec les voix du Front national. La gauche, qui n'a pas participé au vote, réclame une clarification dans les rapports entre l'exécutif régional et les élus léninistes.

« Il y a beaucoup de demeures en la maison du père »

déclare M. Chirac à Bordeaux

« Il y a eu contestation, dispute, la réconciliation va de soi dans un mouvement comme le nôtre », a estimé M. Jacques Chirac, lundi 5 février à Bordeaux. Faisant allusion à MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin, le président du RPR a ajouté : « Il y a beaucoup de demeures en la maison du père, chacun doit s'y sentir à l'aise. Il n'y aura pas de difficulté quant à la place qui sera la leur, elle sera ce qu'elle doit être. » Le maire de Paris a assuré qu'« après la crise les liens de compagnonnage persisteront à tous de se retrouver, forte de leur attachement à quelques valeurs qui triomphent partout aujourd'hui ».

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, a réaffirmé son soutien à la direction du RPR. En présence de M. Chirac, il a rendu hommage à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui depuis un an a procédé au renouvellement de la moitié des cadres du mouvement, en faisant « non plus des désignations mais des élections ». « A mon humble avis, a indiqué l'ancien premier ministre de Georges Pompidou, le chemin de la réussite est pris, et tout à coup je découvre une opération qui consiste à mettre en cause cette direction à mi-parcours, alors qu'il s'agit d'une évolution considérable. »

Intervenant devant des militants du Cher, lundi soir à Bourges, M. Juppé a évoqué la possibilité d'un changement de structure du RPR en une « confédération » qui pourrait se doter d'un « organe nouveau ». A six jours des assises de cette formation, le 11 février au Bourges, le secrétaire général s'est implicitement présenté comme un contre-candidat à sa propre succession en déclarant : « Si je suis toujours secrétaire national du RPR, ma mission sera de rappeler la ligne forte du mouvement. »

M. Michel Mercier élu président du conseil général du Rhône

LYON
de notre bureau régional
M. Michel Mercier a été élu, vendredi 2 février, président du conseil général du Rhône, en remplacement de M. Jean Pailhuy (UDF-CDS), qui était démissionnaire (le Monde du 23 janvier). Proche du CDS mais n'appartenant à aucune formation politique, M. Mercier était le seul candidat. Il a recueilli 35 voix ; il y a eu 13 bulletins blancs, 2 nuls, et un conseiller était absent. Cette élection répond à la volonté de l'UDF de rendre plus dynamique la gestion du dernier bastion qu'elle contrôle dans le Rhône depuis l'élection à la mairie de Lyon de M. Michel Noir. La succession, en douceur, de M. Jean Pailhuy s'accompagne d'un renouvellement du bureau de l'assemblée départementale, désormais composé pour deux tiers de membres de l'UDF et pour un tiers d'élus du RPR. Deux vice-présidents bénéficient d'une délégation générale de la part du nouveau président : M. Roger Fenech, suppléant de M. Noir à l'Assemblée nationale et président de la fédération du Rhône du CDS, et M. René Tregouet, sénateur (RPR) du Rhône.

J.-L. S.
[Né le 7 mars 1947 à Thizy (Rhône), le village dont il est le maire depuis 1977, M. Michel Mercier est professeur de droit public et fiscal à l'université Lyon-II. élu conseiller général du canton de Thizy en 1978, il était vice-président du conseil général du Rhône, chargé des finances, depuis 1982.]

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à ARNOLD CHAMN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

OUVERTURE DE LA SOUSCRIPTION NATIONALE ALBERTVILLE 1992

1994 CHAMPAGNE ROSE-BLANC

Le timbre officiel olympique émis par l'Administration des Postes.

Le médillon "1^{er} jour d'émission" de l'Administration des Postes.

Le médillon "1^{er} jour d'émission" de l'Administration des Monnaies et Médailles.

Monnaie de Paris 1^{er} JOUR D'EMISSION

ENVELOPPE OFFICIELLE DE L'ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES

La médaille officielle frappée par l'Administration des Monnaies et Médailles, avec à son verso l'effigie d'un site olympique et à son revers l'effigie officielle des Jeux olympiques.

LA COLLECTION OFFICIELLE D'ENVELOPPES TIMBRE-MÉDAILLE "1^{er} JOUR D'EMISSION"

UNE ÉMISSION OFFICIELLE POUR TOUS LES FOYERS.

Par décision de l'Administration des Monnaies et Médailles (Ministère de l'Economie et des Finances), est émise une collection officielle d'enveloppes "premier jour" timbre-médaille commémorant les Jeux olympiques d'hiver Albertville 1992. De février 1990 à février 1992, un total de 12 timbres seront émis par l'Administration des Postes et 12 médailles par l'Administration des Monnaies et Médailles.

LA PREMIERE COLLECTION OLYMPIQUE FRANÇAISE.

Il s'agit de la première émission officielle d'enveloppes timbre-médaille à thème sportif jamais éditée. Chaque timbre et chaque médaille seront réunis sur une enveloppe officielle spécialement dessinée par l'artiste sélectionné pour immortaliser cet événement historique pour le sport français que sont les Jeux olympiques. Cette collection est offerte en priorité au public français à compter du 5 février 1990. Elle est disponible par correspondance auprès des Editions Jean-Marc LALETA (Distributeur agréé) et est en vente au Trésor Public : Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Perceptions.

BULLETIN OFFICIEL

à retourner aux Editions Jean-Marc LALETA - Tour Franklin - Cedex 11 -

Je souscris à la collection officielle des enveloppes timbre-médaille "1^{er} jour d'émission" Albertville 1992.

Veuillez me faire parvenir :

☐ exemplaire(s), des deux premières enveloppes au prix de 80 F l'une, soit : F.

☐ Je joint mon règlement par chèque, CCP, mandat.

Je dispose de 15 jours après réception, pour vous retourner les enveloppes et être remboursé.

Je recevrai les enveloppes officielles suivantes au rythme de leur émission et en même quantité d'exemplaires. Elles ne seront facturées au prix officiel fixé par l'Administration, soit 80 F par enveloppe. Je serai toutefois libre d'acquiescer la facture jointe ou de vous retourner sous 15 jours chaque envoi dans son emballage d'origine sans rien devoir.

Le prix officiel fixé pour chaque enveloppe est de 80 F port inclus. Les deux premières enveloppes seront expédiées à compter de février 1990. Les enveloppes suivantes vous parviendront automatiquement au rythme de l'émission officielle, soit entre mars 1990 et février 1992. Chaque souscripteur doit acquiescer sa souscription pour les deux premières enveloppes maintenant, à l'aide du bulletin officiel ci-dessous. En cas de non-satisfaction, il dispose d'un délai de 15 jours pour retourner le colis et être remboursé. Les enveloppes suivantes lui parviendront lors de leur émission, accompagnées de la facture qu'il devra acquiescer sous quinzaine. Il restera libre de retourner chaque envoi sous quinzaine et de ne rien régler.

En tant que souscripteur, vous recevrez sans engagement et selon les mêmes conditions pratiques d'examen gratuit toute future émission de l'Administration des Monnaies et Médailles.

POUR TOUT SOUSCRIPTEUR CET ALBUM OFFICIEL EST GRATUIT

Distributeur Agréé de la Monnaie de Paris 92081 Paris La Défense.

Par la présente souscription, je deviens abonné prioritaire des enveloppes "premier jour" officielles timbre-médaille et recevrai pour examen gratuit toute future émission de l'Administration.

L'album spécial officiel contenant les 12 enveloppes me sera expédié gratuitement avec la 2^e enveloppe.

Mme, Mlle, M. : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Date : _____ Signature : _____

Toute souscription est soumise à acceptation.

7002/905

POLITIQUE

Le premier ministre à Europe 1

« Modernisation, justice sociale, mais pas de bouleversements »

déclare M. Michel Rocard

Interrogé, lundi 5 février, par Europe 1, M. Michel Rocard s'est vigoureusement défendu de tout « immobilisme » ou « néo-conservatisme » (1). Le premier ministre a notamment affirmé : « Est-ce que vous avez jamais vu du blé pousser ? Vous pouvez vous assoir au bord d'un champ, mais vous ne verrez pas le blé pousser. Tout le problème est de savoir s'il a été bien semé, s'il y a eu assez d'engrais, si on a mis des pesticides, mais les récoltes peuvent être bonnes. Alors, c'est ce que je fais (...) Nos sociétés n'aiment pas changer trop vite, n'aiment pas qu'on les bouscule et j'entends bien, moi, faire mon métier, en semant le blé, en surveillant comment il pousse. »

M. Rocard a pris l'exemple de l'action du gouvernement en matière de fiscalité locale (plafonnement de la taxe d'habitation) pour résumer sa philosophie : « Modernisation, justice sociale et pas de bouleversements. Comme la chose est modeste, elle n'a pas fait la une de l'actualité. C'est dommage, mais vous verrez qu'à ce train-là, dans peu d'années, nous aurons fait une transformation fiscale profonde. Je n'ai pas plus vite que la musique. » « Qu'est-ce qu'on gagne, a ajouté le premier ministre, quand les gens descendent dans la rue ? Je ne tiens pas à les y mettre. » « Méthodologie, a continué le premier ministre, en prenant comme exemple le dossier de l'île-de-France, c'est de saisir l'opinion de

la gravité des problèmes, c'est de rendre publiques des propositions de solutions, et c'est de rechercher l'accord avec les parties prenantes sur ces propositions de solutions et chaque fois qu'on le trouve, de le faire, et quand on ne trouve pas, de trancher par la loi. » Toujours sur les critiques qui lui sont adressées, notamment dans la presse, le premier ministre a déclaré : « Depuis que le suis à Matignon, c'est-à-dire passablement bien informé, je perds de la considération pour ce que je lis. Mais il se trouve que jamais tous un ensemble de pistes de réforme n'a été avancé en même temps dans l'univers français (...) La société française est très lourde à manier, elle évolue et on ne la brutalise pas. C'est ça qui crée cette espèce de malaise. Certains, trop pressés sans doute, s'amusent à me qualifier d'immobiliste, alors que j'ai ouvert un nombre de chantiers de réforme comme il y en avait peu en cours à la fois sous beaucoup de mes prédécesseurs. »

« Il en a tant fait que rien n'a bougé »

A propos des critiques exprimées, sur ce thème, par M. Jacques Chirac, qui, dimanche, lors de l'émission 7 sur 7 de TF1, avait dénoncé une politique de « trois-mépris », M. Rocard a répondu : « C'est tout de même intéressant mieux que ce qu'il faisait lui. Il en a tant fait, lui, que rien n'a bougé (...) qu'il n'est allé

qu'à des affrontements, qu'à des politiques bloquées (...) Alors je reprends ça plus doucement, non pas à la petite semaine mais progressivement et en effet avec le moins d'à-coups possible, c'est bien vrai, seulement ça donne des résultats. »

Au sujet de sa longévité de premier ministre, M. Rocard a réaffirmé, en énumérant les tâches qui l'attendent et celles auxquelles il s'est déjà attaqué : « Je suis à Matignon aussi longtemps que j'ai la confiance du Président de la République (...) Je refuse simplement de subordonner mon calendrier de travail à des échéances dont je ne suis pas maître, c'est le président de la République qui choisit. » Quant à l'éventualité d'un remaniement gouvernemental, le premier ministre a répondu : « Dites-moi ce qu'on a raté (...) il faudrait pour que de nouvelles personnalités entrent au gouvernement que des gens qui n'ont pas démissionné considèrent qu'ils ont besoin de prendre de l'air, je ne souhaite pas l'inflation. Nous verrons, ce n'est pas une question actuelle. »

Interrogé sur les déclarations de M. Jacques Delors, qui a remis en cause la doctrine du « ni-ni » en matière de privatisations et de nationalisations, M. Rocard a répondu : « Je suis en désaccord avec Jacques Delors là-dessus (...) En France, le fameux « ni-ni », il est protecteur. L'appareil productif français est défendu contre les OPA et c'est une protection néces-

saire pour l'essentiel de l'industrie nationale (...) heureusement qu'il est là ». Sur l'avenir de ce principe au-delà des prochaines élections législatives, le premier ministre a expliqué : « Ça dépendra de ce que choisiront les électeurs, moi je ne proposerai pas qu'on le change, il faut peut-être assouplir un peu sa traduction financière dans l'équilibre du capital des entreprises publiques, c'est presque un détail. »

(1) Expression utilisée à propos de M. Rocard par Alain Minc dans son dernier ouvrage *L'argent fin* (Le Monde du 3 février).

Le conseil général de Haute-Corse promeut l'attitude du gouvernement devant les attentats. — Le conseil général de Haute-Corse, à majorité de gauche, s'est « indigné », lundi 5 février, de l'attitude des autorités de l'Etat face aux récents attentats politiques. L'assemblée, présidée par M. François Giacobbi (MRG), a déploré le fait qu'aucune information judiciaire n'ait été ouverte après deux attentats à l'explosif qui ont visé le domicile du premier vice-président de l'assemblée, M. Roger Franzoni (MRG), et celui d'un conseiller général, M. Eugène Ceccaldi (div. d). Le conseil a décidé à l'unanimité moins une voix l'envoi auprès du gouvernement d'une délégation chargée d'exprimer son opposition à cette attitude.

En Aquitaine

La gauche réclame une clarification des rapports entre la droite et le FN

BORDEAUX

de notre correspondante

L'attitude de la droite à l'égard du Front national a nourri l'essentiel des débats du conseil régional d'Aquitaine, lundi 5 février. Les trente-deux socialistes et les huit communistes ont quitté la séance. Ils ont refusé de participer au débat budgétaire faute, ont-ils précisé, d'avoir obtenu une clarification sur les relations entre le chef de l'exécutif, M. Jean Tavernier (RPR), avec le FN. Le budget a été adopté par quarante-deux voix (17 UDF, 21 RPR-CNI et 4 FN).

La droite a en effet besoin en Aquitaine, des quatre voix des élus lepenistes pour s'assurer une majorité.

Le conseil régional se réunissait en séance plénière pour la première fois après le passage au bureau politique de l'Association des démocrates, de M. Yves Lecaudey, vice-président chargé des finances. M. Lecaudey aurait dû présenter lui-même un budget dont il était l'auteur. « Jean Tavernier m'a d'ailleurs, dans un premier temps, demandé de le faire », a-t-il expliqué. Mais, vendredi 2 février, contre ordre : sa délégation lui était retirée. M. Tavernier lui aurait confié qu'il agissait « à la demande de certains membres de l'assemblée ».

« La confiscation du pays par l'islam »

Le FN avait réclamé une telle sanction contre M. Lecaudey. Des représentants de l'UDF et du RPR avaient relayé cette exigence de crainte d'un vote négatif de l'extrême droite sur le budget. Le RPR et l'UDF ont aussi exploité une lettre de M. Lecaudey adressée au groupe communiste du conseil général de la Gironde dans laquelle il écrit : « Je me trouve volontairement associé à la majorité présidentielle et j'assume l'entière responsabilité de mes choix. »

De leur côté, les socialistes ont attaqué M. Tavernier sur les

« oukases du Front national ». « C'est lui qui dirige la région », s'est exclamé le président du groupe socialiste, M. Jean Guérard. Le PS a tiré argument de deux lettres envoyées par deux conseillers régionaux membres du FN, MM. Alexis Arette et Robert Villa, aux maires des Pyrénées Atlantiques et du Lot-et-Garonne dans lesquelles sont dénoncées la « confiscation du pays par l'islam » et « le sabotage de notre culture ». Parallèlement, ils se targuent d'avoir gagné « l'estime » des élus de la droite qui partageraient avec le FN, « une même conception morale de la société ».

Les socialistes ont pressé M. Tavernier de confirmer ou d'infirmer cette assertion. Devant son refus, ils ont quitté la séance. Les huit communistes ont suivi peu après invoquant « les liens étroits entre le Front national et les autres partis de droite au sein de l'exécutif ».

Pour sa part, M. Lecaudey a réitéré son opposition à l'alliance avec le Front national, en déclarant : « Elle me donnait des boutons et de la fièvre ; elle déclenche désormais une véritable allergie. » Pour autant, le tout nouvel adhérent de l'Association des démocrates n'a pas suivi la gauche. Assis seul au sommet de l'hémicycle régional, il a assisté en silence aux débats et a refusé de prendre part au vote final faute de disposer « du contrôle sur l'exécution du budget ».

A l'issue de la séance publique le groupe des centristes de l'UDF, dont faisait jusqu'alors partie M. Lecaudey, a éprouvé le besoin de se démarquer du reste de l'exécutif dans un communiqué. « Il n'y a pas et il ne saurait y avoir de majorité politique intégrant les élus du Front national », précisent les centristes. Ils expriment aussi leur « désaccord tant sur la forme que sur le fond » avec les lettres des élus du Front national qui ont mis le feu aux poudres lundi et provoqué la sortie de la gauche.

GINETTE DE MATHA

Polémique autour de l'endettement de la ville de Lourdes

LOURDES

de notre correspondant

Dix mois presque jour pour jour après son installation à la tête de la mairie de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy (CDS), député européen, a dénoncé « l'héritage » laissé par son prédécesseur, M. François Abadie (MRG), sénateur des Hautes-Pyrénées, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, qu'il accuse d'« avoir surendetté la ville ».

En présentant le 22 janvier 1990 son premier budget, M. Philippe Douste-Blazy a reproché à la précédente municipalité d'« avoir trop abusé des emprunts pour couvrir la fiscalité ». Il a insisté sur le poids de la dette, chiffrée en 1989 à 159 888 286 F et évaluée, en remboursements pour 1990 à 2 milliards de centimes soit 14 % du budget. Il a cité les chiffres du ministère de

l'intérieur pour montrer que, sur le plan local, la dette atteint 3 187 F par habitant, soit deux fois et demie de plus la moyenne française.

Se basant sur ce constat, M. Philippe Douste-Blazy a dressé une réquisitoire contre le premier adjoint aux finances de M. François Abadie, M. Jean Vergès : « Ce triste endettement est un handicap pour l'avenir. C'est une bombe à retardement », a-t-il dit. Pour le maire de Lourdes, cette « technique de l'emprunt à tout va s'apparente à de la dissimulation et à une fiscalité différée ».

L'audit commandité à sa prise de fonctions en mars 1989 n'a pas révélé, selon M. Philippe Douste-Blazy, de malversations mais a dévoilé « l'extrême gravité d'un endettement qui ne pourra être comblé que par des ressources nouvelles ».

J.-J. R.

M. Marc Boudier quitte l'Elysée

Par arrêté du 31 janvier, publié par le *Journal officiel*, il est fin aux fonctions de M. Marc Boudier, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République, qui est entré dans le groupe immobilier Peltag. Ses attributions ont été ainsi réparties : jeunesse pour M. Loïc Henneguin ; tourisme pour M. Claude Chereau. L'économie internationale et le commerce extérieur reviennent à M. Anne Lauvergeon, qui est nommée chargée de mission.

[Né le 2 août 1959, M. Anne Lauvergeon, diplômée de l'Ecole normale supérieure (1980), licenciée en sciences physiques et chimiques, titulaire d'un DEA de chimie industrielle en liaison avec le professeur Williams, prix Nobel de chimie, est ingénieur au corps des valeurs. Entrée comme ingénier de production à l'Elf en 1983, M. Anne Lauvergeon a été chargée en 1984 et 1985, par le ministère de l'environnement et le CEA, d'une étude dans différents pays de la CEE sur les conditions d'application de la directive post-Solovay. Inspectrice général adjoint des carrières, elle participe au montage d'un projet de musée du sous-sol sous le label d'Associations entre 1987 et 1989. De 1985 à 1988, elle travaille à la direction régionale de l'industrie et de la recherche d'Île-de-France avant de devenir adjointe de chef de service du conseil général des mines et carrières de la formation à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris des ingénieurs-chefs de travaux mine.]

Quimper : retrait de délégation. — M. Bernard Poincaré, maire socialiste de Quimper, a annoncé lundi 5 février à son adjoint à l'environnement, M. Alain Uguen (Verts), qu'il lui retirait sa délégation parce que ce dernier avait refusé de voter le budget du conseil municipal, vendredi dernier. M. Bernard Poincaré a fait valoir qu'il considérait ce vote comme un renouvellement de confiance. L'adjoint écologiste s'apprête à démissionner dans les jours prochains car il refuse un « beau titre sans fonction ».

M. Juguin : trop tard ! — M. Pierre Juguin, ancien candidat à l'Elysée et ancien porte-parole du PCF, a affirmé, lundi 5 février sur Antenne 2, que « même s'il y a des changements dans le Parti communiste français aujourd'hui, c'est trop tard ». Selon l'ancien dirigeant communiste, « beaucoup de gens ont quitté le PCF, qui s'apprête à perdre encore d'autres électeurs ». De retour d'un voyage dans les pays de l'Est, M. Juguin a exprimé sa stupeur face à l'extraordinaire « effondrement » du PC dans ces pays.

Convergences : entre rénovateurs et l'AREV. — L'alternative rouge et verte (AREV, fusion du PSU et de la Nouvelle Gauche), et le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), ont annoncé lundi 5 février des « initiatives » pour définir leurs « convergences » sur l'immigration, le logement social, et la réflexion sur l'Est.



Mercedes-Benz

LOCATION LONGUE DUREE MERCEDES. MERCEDES SE DEVAIT DE LA CONCEVOIR COMME UNE MERCEDES.

Grâce à notre nouveau service, vous pouvez désormais louer pour une durée de 18 à 60 mois la Mercedes de votre choix (véhicules particuliers neufs hors tout-terrain).

L'ENTRETIEN MERCEDES COMPRIS.

L'entretien mécanique de votre voiture est intégralement pris en charge*, en France comme en Europe, avec la garantie exclusive du service Mercedes-Benz.

* Selon les termes du contrat.

L'ASSISTANCE PERMANENTE COMPRISE.

En cas d'immobilisation du véhicule, l'assistance fonctionne 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Et ce, quel que soit le lieu où vous vous trouvez et quelle que soit la nature de l'incident.

L'ASSURANCE COMPRISE.

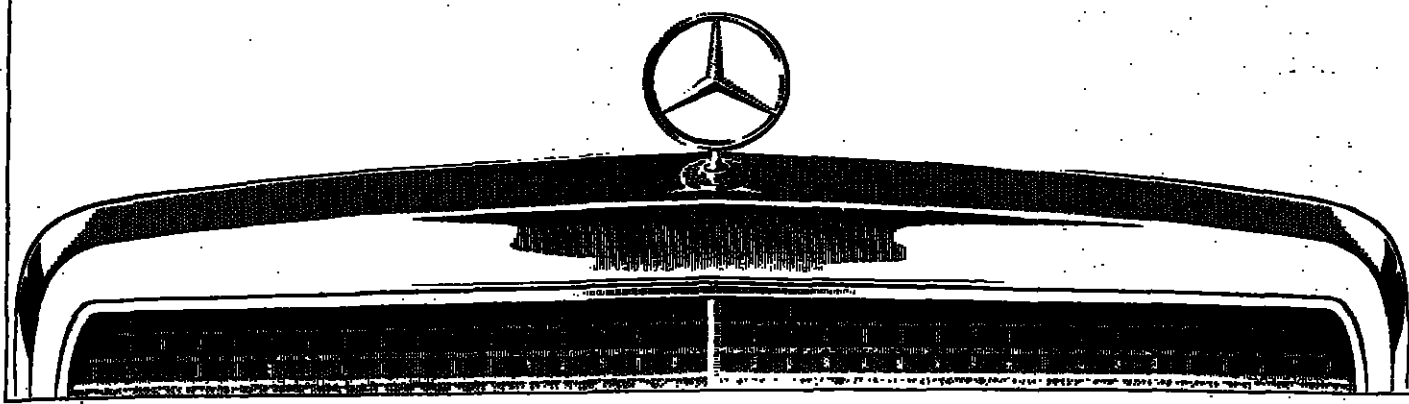
Si vous le désirez, vous pouvez intégrer les frais d'assurance dans votre location longue durée. Un service exclusif, puisque Mercedes tiendra compte de votre bonus actuel.

UN FINANCEMENT INTELLIGENT.

Comme vous n'immobilisez pas de capital, et que vous pouvez choisir vos loyers fixes mensualisés, la Location Longue Durée Mercedes vous permet une planification optimale de votre budget automobile. De plus, la gestion de votre location est assurée par Mercedes-Benz Financement à travers ses agences régionales.

La Location Longue Durée Mercedes réserve encore bien d'autres privilèges. Pour les découvrir, appelez-nous au numéro vert suivant :

NUMERO 05 139 139



05 139 139

سكاي نيوز

14 Supérieur : la maladie de la sélection
15 Les faux-évêques du Fréchoy

16 Le procès du réseau terroriste Fouad Saleh
20 Football : la refonte du championnat de France

21 Patricia Kaas à l'Olympia
22 « L'éventail » de Goldoni, au théâtre Paris-Plaine

Roumanie, terre francophone

Une attirance politico-culturelle qui remonte à la fin du XVIII^e siècle et que le « Conducator » lui-même ne se hasarda pas à détruire complètement

A la faveur de la révolution roumaine, les francophones du monde entier, et les moins étonnés d'être pas les Français, ont découvert qu'on parlait leur langue avec pratiquement autant de facilité dans les rues de Bucarest que dans celles d'Abidjan ou de Tunis. Selon un rapport récent du Quai d'Orsay, un Roumain sur quatre connaît le français, soit plus de cinq millions de personnes. Selon un récent sondage BVA publié par *Paris-Match*, 77 % des Roumains comptent en priorité sur l'aide de la France.

« C'est que la France n'est pas pour nous un pays étranger, mais une composante de la culture roumaine », avance Michel-Ovide Muscelanu, ancien magistrat à la Haute Cour de Roumanie, exilé à Paris après neuf ans de bagnes pour « complot contre l'ordre social » et dix ans d'attente pour pouvoir quitter l'exil du « Conducator ».

« En prison, raconte M. Muscelanu, beaucoup d'entre nous ont pu tenir grâce à la France, notre aide latine ; nous en parlions chaque jour, et ceux qui possédaient la culture française l'enseignaient aux autres ; privés de moyens d'écriture, nous traçions les mots sur la semelle de nos sabots saupoudrés de produit antipour. J'ai ainsi appris l'histoire de la langue à mes collègues ; je nous remémorais le mot et nous faisions oublier le choc bouilli, notre unique nourriture, le froid, les tortures, les refus des visites familiales... »

Passé à l'Ouest il y a seulement quelques mois, à la faveur d'une invitation au Portugal, le poète et écrivain Dimu Flămând, a, malgré sa spécialisation, et comme quelque cent mille de ses compatriotes, choisi lui aussi la France dont il parle « naturellement ». « Tellement », dit-il, « qu'il est impossible qu'un intellectuel roumain digne de ce nom ne sache pas le français, en dépit des sacrifices que cela nous a imposés sous le communisme : ainsi, un jour, j'ai consacré la moitié de mon salaire à une philosophie du Dictionnaire français des symboles. »

Quant au jeune architecte Victor Salageanu, il se souvient du temps où il se jeta sur le seul quotidien français autorisé en Roumanie, *L'Humanité*, qu'il devait en la trouvant

d'une « osserie » totale, inventant du même coup un jargon néologique latin. « Mais c'est que nous avons l'esprit latin comme les Français », renchérit l'ancien roi Michel I^{er} de Roumanie. « Il est un *Hohenzollern* mais *Beaumarchais* par les femmes, c'est pour cela que Napoléon III envoya sa famille régner sur notre pays », rappellent volontiers des collégiés restés attachés au souverain renversé par les stalinistes en 1947.

Sans le partager les Ceausescu ne cherchaient pas vraiment à éradiquer l'attrait de leurs compatriotes pour la francité. Déjà leur prédécesseur, Ghisla-Dej, en l'avant des 1964 l'obligation d'apprendre le russe, avait automatiquement au français son statut scolaire et culturel de préférence. Cela servit d'ailleurs les desseins diplomatiques de Nicolae lorsqu'il jura les *Dezavale* : plus que jamais, dans les organisations internationales, Bucarest exigea sa documentation en français et se sentit à l'aise à l'Union latine (1).

Ann Pauler, la dirigeante stalinienne des années 1946-1952, avait interdit, elle, l'œuvre de De Gaulle. Les Ceausescu se contentèrent, dans les manuels, de remplacer les classiques français par leurs propres « pensées ».

Dans les toutes dernières années d'Urbucarest, le Quai d'Orsay estimait que « quarante et une revues roumaines continuaient à paraître avec une majorité d'articles en français, tandis que cent trente livres avaient été traduits dans cette langue, sans compter les manuels ». Dans le supérieur, quelque 30 000 jeunes étudiants étudiaient actuellement le français.

De Larumière à Sinescu

Si la francophonie du nouveau premier ministre, Petre Roman, peut paraître « normale » dans la Roumanie où, en tant que fils d'un dignitaire communiste, il put étudier en France, faveur refusée à la plupart des jeunes de sa génération, l'utilisation du français pour rédiger la déclaration constitutive du Groupe pour le dialogue social (2), dont les activités ont commencé le 15 janvier, est autrement significative.



Les livres français à l'honneur à la bibliothèque de Botosani.

Composé de trente intellectuels représentant la fine fleur de l'intelligentsia non marxiste, de l'enseignement de français Dolu Cornes à Alexandre Palcoiu, futur ambassadeur de Bucarest à Paris, en passant par le nouveau ministre de la culture, l'écrivain Andrei Plesu, le GDS emploie tous les mots-clés actuels de la vie française : écologie, société civile, culture, urbanisme, droits de l'homme, etc.

Dans les années 30, Sinescu réalisa sur la Roumanie un reportage toujours d'actualité : « Ressemblait la France » (3) où les Roumains qu'il rencontra lui firent les mêmes confidences que celles recueillies aujourd'hui : « Nous nous sommes donnés à la France comme une femme amoureuse. (...) Même nous, nous parlons français. Nous connaissons mieux votre littérature que vous-même. »

Les origines de ce goût remontent aux premiers étudiants moldo-valaques à Paris que l'historien Neagu Djuvara a retrouvés autour de 1800 (4). Larumière, Michélet, Edgar Quinet défendaient les nation-

nalistes roumains. L'intervention décisive de Napoléon III en faveur de la fusion moldo-valaque, d'où sortit la « Roumanie », complètement indépendante de la Porte en 1877, acheva de fonder cette « passion durable » : deux nous pourtant contradictoires, mais dont l'union se vérifia aussi en faveur de la France parmi les Wallons, les maronniers du Liban, les Polonais et les Québécois, tous peuples catholiques. Les Roumains aiment donc à se dire « les seuls amis orthodoxes de la France ».

En 1916, Tzara avait inventé le dadaïsme. Dès les années 30, il y eut — avant Paris — un mouvement existentialiste roumain auquel Cioran appartint. En 1946, Breton déclara que Bucarest était « la capitale du surréalisme ». L'essayiste Maurice Blanchot fut découvert d'abord par une revue de cette ville.

« Proust, Malraux, Mauriac, Saint-John Perse, Céline, Jarry, Bachelard, Ricœur, Derrida, Robbe-Grillet, Char, Desnos, Barthes et bien d'autres encore ont été traduits ou lus dans le texte en Roumanie à peu près en même temps qu'en France. Aussi est-ce étrange d'entendre Glucksmann, lui-même connu chez nous, s'apitoyer sur les Roumains coupés de la littérature française depuis... Balzac », font observer les essayistes Virgil Ierunca et Monica Lovinesco qui, de leur exil parisien, parent, d'une dictature, grise aux ondes, entretenir le savoir et la résistance culturelle de leurs compatriotes.

Ce qui est particulièrement éloquent pour la littérature se vérifie également dans la plupart des autres disciplines — et se retrouvera peut-être demain en politique car il y a des chances que la nouvelle Constitution roumaine, comme celles de 1866 et 1923, s'inspire d'un modèle francobelge.

La France suit-elle gré aux Roumains de cette conjonction biennulaire en sa faveur ? « Les études roumaines ne sont généralement chez nous que la protubérance d'un département d'italien dans lequel elles constituent un complément facultatif », répond Gilbert Fabre, roumanologue chargé de cours à Paris-IV.

Tout en n'étant affectés d'aucun complexe d'infériorité, bien au contraire, à l'égard de leur culture nationale (la littérature roumaine est en particulier restée très inventive), les intellectuels roumains ne réagissent pas comme l'universitaire français : « Par son existence même, la France nous rend au centuple ce que nous lui avons apporté », estime avec d'autres le juriste Misoclescu. « L'enseignement roumain pour la France est comparable à celui des Roumains pour les Grecs dans l'Antiquité », constate M. Djuvara.

Constantin Tacou, directeur depuis 1972 des *Cahiers de l'Herne*, résume un autre point de vue très répandu : « Le seul moment où les intellectuels français nous ont fait véritablement souffrir, est lorsque, dans les années 50-70, ils refusaient de croire que le communisme était un mal, traitant Ionesco et d'autres, pour leur attachement à une monarchie parlementaire, de « réacs » ou de « fachos ».

« C'est faux ! D'une part parce que c'est la télévision qui s'autocensure, qui se manipule elle-même. Le personnel n'a pas changé, et continue de réagir avec les vieux réflexes qui lui ont été enseignés et qu'il a désormais dans la peau... Le métier d'homme de télévision sous une dictature n'a rien à voir avec celui d'un homme de TV dans un pays libre. Mais nous n'avons pas d'équipes de rechange. D'autre part, il est absurde d'évoquer le Front comme un corps compact, monolithique, cohérent. Tout, au contraire, y est confus, polychrome. On y trouve d'anciens communistes et des gens de droite, des révolutionnaires de profession et des réactionnaires, des idiots ou des exaltés... Une séance du Front est une querelle perpétuelle.

« Vous attendez-vous de la France ? »

« Beaucoup d'actions ont été mises en route qui concernent les livres, le cinéma, le théâtre, la radio. Mais je souhaite dépasser rapidement l'aide ponctuelle alimentée par l'atmosphère d'urgence et institutionnaliser quelque chose de permanent. L'Europe, la vraie, qui avait été à la fin de la guerre mondiale a une chance de se retrouver.

« Vous donnez le sentiment d'être dans un ministère-clé... »

« C'est mon sentiment. Et je suis heureux que le Front n'en ait pas conscience. Confronté à des problèmes de ravitaillement en sucre, en huile, en électricité, il n'a guère le temps de se préoccuper des problèmes culturels qui lui apparaissent nettement secondaires. Cela me donne beaucoup de liberté. Je compte en profiter. »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

« Si la France ne nous a pas toujours fait du bien, c'est en tout cas la seule grande nation qui ne nous ait jamais fait de mal », conclut Monica Lovinesco.

Et maintenant ? La réponse est unanime, du jeune poète au vieux diplomate : « Le français ne risque rien dans l'enseignement roumain car il aura toujours pour lui les racines historiques et affectives très profondes qui manquent chez nous à l'anglais ou à l'allemand (5). Ce dont nous avons besoin sans tarder c'est de livres français, de librairies françaises, de films français, d'émissions françaises, le tout en grande quantité, et bien sûr de bourses très nombreuses pour nos étudiants en France. Nous ne pouvons imaginer un seul instant que Paris ne répondra pas à cette attente de tous les Roumains, y compris ceux qui ne parlent pas français. C'est ce que s'entendait dire Alain Desnos, ministre de la francophonie, qui se rendra du 16 au 18 février à Bucarest, où l'aura précédé M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales.

Une situation exceptionnelle

La situation roumaine est certes exceptionnelle en Europe orientale. Elle n'est pas pour autant unique. Sans aller chercher très loin de la Roumanie, la Hongrie, pas du tout latine, est en train de recycler en français un premier contingent de trois cents professeurs de russe ; dans la slave bulgare, 40 % des écoles et des étudiants pratiquent le français d'une manière ou d'une autre ; quant à l'Albanie, de civilisation musulmane, au principal lycée de Tirana, 40 % des enfants choisissent le français, les autres se répartissant entre italien, anglais et russe.

Comme le demandait récemment Jean-Pierre Chevènement à la télévision, si les Français veulent valoriser cet actif qui, entre Daube et mer Noire, leur a sauté à la figure en même temps qu'exploitait le communisme, il faut, en vue du XXI^e siècle, « réinventer l'histoire du XIX^e siècle », car elle seule peut permettre de comprendre — et d'assumer — notre fin de siècle européenne.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Un entretien avec le ministre de la culture

« Le communisme de Ceausescu a créé un type humain opportuniste et servile » nous déclare M. Andrei Plesu

Ecrivain roumain et dissident célèbre sous l'ancien régime, M. Andrei Plesu est aujourd'hui ministre de la culture à Bucarest. En visite en France, où il a rencontré notamment MM. Jack Lang, Thierry de Beaucourt et Laurent Fabius, il évoque les problèmes culturels qui se posent aujourd'hui à son pays.

« Comment concevez-vous votre rôle de ministre de la culture ? »

« Mon rôle, c'est d'abord de faire revivre un ministère qui, malgré les apparences, n'a jamais existé en Roumanie. Son précepte équivalait, sous le régime précédent, était le « Conseil de la culture et de l'éducation socialiste », organisé autour de deux thèmes majeurs : la « culture de masse » — avec un vocabulaire clé — « orientation », « contrôle », « instruction » — et entièrement conçu pour saboter la culture. A moi, donc, de faire respirer ce cadavre dont j'ai hérité.

« Des urgences ? »

« Beaucoup. Tous azimuts. D'abord la fondation de la commission des monuments historiques et des sites. Il est plus que temps de protéger ce qui nous reste de notre histoire, et de tenter de rebâtir des monuments qui ont été détruits. Bucarest n'est plus ce qu'elle était. On ne sait même pas que faire de ces bâtiments morts — les uns sont solidaires — qui survivent comme des toiles au beau milieu de la ville. Comment s'accommoder de l'horrible « maison du peuple », cette bête stalinienne atroce qui défigure la ville ? Peut-être la transfor-

mer en un Beaubourg de la jeunesse, et la donner aux jeunes en les laissant libres d'en faire ce qu'ils veulent : la peindre, la transformer, l'exorciser avec tous les souvenirs de la dictature qu'elle peut encore contenir... Je rêve aussi de reconstruire des églises importantes, voire même de refaire quelques villages en essayant de réinsuffler aux paysans le goût pour le style traditionnel... La propagande n'a-elle pas parfois réussi à les faire eux aussi rêver de blocs de béton ? »

« Je veux aussi réinstaurer le dialogue culturel international. On est resté si longtemps isolés. Il nous faut parler, lire, rencontrer des étrangers, partager des expériences, des idées, faire circuler l'information et la culture. Je veux enfin créer un département pour la culture de la jeunesse. Elle le mérite bien après ce qu'elle a fait... »

« Reste que nous manquons de tout : de moyens, d'instruments, de techniques... Nos cinémas sont archaïques, les ateliers de restauration des musées, totalement démunis, sans parler des écoles... »

« Le mot censure est-il définitivement banni ? »

« Censure, oui. Mais pas autocensure. On ne change pas les réflexes des hommes du jour au lendemain. On ne tue pas en un jour la peur, l'angoisse, la défiance. Les hommes ne peuvent pas croire que tout cela a disparu. Ils quittent encore spontanément une approbation, un visa, une tutelle... Ces réflexes nous hantent, nous paralysent.

« L'ombre de Ceausescu... »

« Et sa vraie victoire. Car il a gagné sur trois points. Il a d'abord fait perdre aux Roumains toute confiance dans les autres. Le cli-

mat de terreur et de délation faisait que chacun se demandait si l'ami n'était pas l'ennemi. Et ce soupçon survit. Il a ensuite créé une industrie de rumeurs qui continue de manipuler l'opinion. Tout le monde croit avoir vu... croit savoir que... Certains croient encore être suivis par la Securitate, d'autres pensent être écoutés... Enfin — et c'est sans doute le plus grave — le communisme de Ceausescu a créé un type humain opportuniste et servile, qui aujourd'hui dépasse les clivages des partis.

« Pas d'équipe de rechange »

« Le ministère de la culture n'a-t-il pas, dans ce contexte, une responsabilité politique et sociale particulière ? »

« Est-ce qu'on peut changer les hommes par des lois ou des décrets ? C'est vrai, c'est à moi, sans doute, de tout faire pour recréer une atmosphère de normalité. Et c'est beaucoup plus difficile que je ne l'avais cru. Il est, je crois, plus facile d'être mort que vivant. Il est temps de retrouver l'atmosphère de détente intérieure, le calme du sourire et de la cordialité. Les premiers temps, au ministère, ma secrétaire trépassait au moindre appel, arrivait en courant, terrorisée. Il m'a fallu plusieurs jours pour lui faire comprendre qu'il n'y avait rien de dangereux. Que j'ai besoin de sa collaboration, pas de sa panique... »

« La télévision n'a pas donné ces derniers temps des signes de grande indépendance. D'aucuns ont soupçonné le Front de vouloir à son tour s'accommoder de l'instrument.

A PARTIR DU 15 FEVRIER

LE MISANTHROPE
M O L I E R E

Mise en scène Pierre PRADINAS assisté de Gabor RASSOV avec Niels ARESTRUP, Marianne BASLER, Eric BERANGER, Francesco CAMPISANO, Brigitte CATILLON, Alain GAUTRE, Thierry GIMENEZ, François MONNIE, Jean-Christophe SIBERTIN-BLANC, Marion STAELNS.

THEATRE DE LA RENAISSANCE

LOCATION OUVERTE

42.08.18.50

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

La maladie de la sélection

Hypersélectivité des grandes écoles. Entrée libre à l'université.
N'a-t-on le choix qu'entre le malthusianisme et l'asphyxie ?

L'enseignement supérieur français est malade de la sélection. Ou plutôt, du mauvais usage qu'il en fait. Hypersélectivité, d'un côté : les grandes écoles forment, à prix d'or, des cadres en nombre insuffisant, dont la préparation élitiste ne correspond pas aux besoins de la production. Libre accès, de l'autre : les universités, submergées par le nombre, ne peuvent organiser de façon correcte la formation des spécialistes de toutes disciplines nécessaires à une société développée.

Le prix pour la collectivité de cette mauvaise organisation est considérable. Un élève de grande école coûte — au moins — trois fois plus cher qu'un étudiant d'université. Et la pénurie des diplômés conduit les entreprises à pratiquer des recrutements à l'embauche, largement injustifiés. De l'autre côté, les étudiants d'université, confrontés à des conditions de travail déshumanisantes, mettent beaucoup plus de temps à terminer leurs études qu'ils ne devraient, ce qui diminue d'autant la productivité du système.

Le dommage n'est pas moins grand sur le plan humain. Les élèves de classes préparatoires sont soumis à un bachotage intensif, peu propice à l'épanouissement de la personnalité, tandis que les étudiants de première année d'université, victimes du sous-encadrement, endurent de grandes rigueurs de commerce pour leurs études par un échec.

Les vices de ce système sont flagrants, quel que soient les secteurs de formation. En trente ans, le nombre d'élèves-ingénieurs a augmenté deux fois moins vite que celui des étudiants d'université. Résultat : la France découvre soudain qu'elle manque gravement d'ingénieurs. Curieusement, les experts qui se sont réunis pour étudier les remèdes à cette situation, ont été d'accord sur un point : pas question d'augmenter sérieusement le nombre des diplômés de grandes écoles. Cela reviendrait, paraît-il, à casser un système qui a fait ses preuves et que le monde entier nous envie.

La formule retenue, pour fabriquer les ingénieurs qui nous manquent, consistant à mettre l'accent sur la formation continue des techniciens supérieurs est certes encourageante. Mais on peut s'interroger sur le miracle des consensus qui s'est dégagé pour protéger un modèle de formation manifestement malthusien et en contradiction avec toutes les expériences étrangères.

Vu-t-on demander aux universités de produire les ingénieurs qui font défaut ? L'exemple de certaines disciplines — comme l'informatique ou l'électronique — montre que c'est possible. Encore faudrait-il

qu'elles en aient les moyens, que les milieux professionnels leur fassent confiance et qu'elles puissent attirer des étudiants d'aussi bonne qualité que les écoles. Toutes conditions qui sont loin d'être réunies, étant donné le système de recrutement des universités et leur image auprès des responsables politiques et économiques.

La peur du laxisme

Si l'on se tourne vers le secteur tertiaire et la gestion, l'incohérence est encore plus frappante. On estime à plus de 15 000 par an le besoin en cadres de gestion des entreprises. Les écoles de gestion, — en comptant celles qui ne sont pas reconnues par l'Etat — forment environ 8 000 diplômés. Résultat : une survalorisation de ces diplômés sur le marché de l'emploi, qui conduit à une ruée vers les classes préparatoires « HEC » et à une élévation excessive des exigences à l'entrée des écoles. Là encore, bien que chacun s'accorde sur la nécessité d'augmenter le nombre de places dans ces établissements, pratiquement rien n'est fait pour y parvenir.

En revanche, les universités défilent, chaque année, environ 8 000 maîtres dans les disciplines économiques, juridiques et administratives (AES). Mais ces diplômés, faute d'un profil clairement perçu par les entreprises, éprouvent souvent des difficultés à trouver un emploi correspondant à leur niveau de qualification. D'un côté, une demande rare, jouissant d'un prestige largement abusif ; de l'autre, une masse de manœuvre indifférente et injustement méprisée. Le ministère de l'Éducation a l'intention de mener, pour le tertiaire, l'équivalent de l'étude qu'il a réalisée pour les ingénieurs. Il serait en effet urgent de clarifier un paysage dont la confusion pénalise à la fois les utilisateurs (employeurs) et les usagers (étudiants).

Que dire enfin des études littéraires, où l'absurdité semble portée à son comble ? Pour compenser le mauvais fonctionnement des études universitaires, le ministère a multiplié des classes dites « préparatoires » accueillant 8 500 élèves, mais... qui ne préparent à rien, les chances d'entrer dans les écoles normales supérieures, ou à Sciences-Po, étant à peu près nulles, vu le très petit nombre de places à ces concours. Ainsi on demande simplement aux lycées de réaliser ce que les universités ne peuvent pas faire, les premiers ayant le droit de sélectionner leurs élèves, les autres non.

Ce qui choque dans cette situation n'est pas la coexistence entre un secteur sélectif et un secteur libre, mais le contraste entre la rigidité du premier et l'élasticité apparente du second. On comprend bien l'avantage d'avoir des établissements à « taille humaine » et aussi que la qualité du recrutement s'accompagne mal d'une trop grande quantité. Mais on voit mal pourquoi cette « taille humaine » serait fixée, une fois pour toutes, à une dimension souvent microscopique. Ni en quoi le niveau serait gravement abaissé si les portes s'ouvraient davantage, alors que le nombre des bacheliers ne cesse de croître. En 1961, le gouvernement avait décidé de porter de 300 à 400 les promotions de l'École polytechnique. Trente ans après, cette mesure n'est toujours pas appliquée (les promotions ne sont encore que de 340...). Comme si une aussi prestigieuse institution était incapable de résister à une telle invasion... De même, les responsables de la chambre de commerce de Paris ont rapidement ramené à double les effectifs d'HEC, comme certains le leur conseillaient — affolés sans doute par les conséquences funestes d'un tel laxisme.

Face à cela, on semble trouver normal que les flux d'étudiants entrant dans les universités puissent croître de 10 % par an, comme si les amphithéâtres, les bibliothèques et les laboratoires y étaient extensibles à l'infini.

Deux races d'étudiants

Il existe bien, en France, deux races d'étudiants : les uns choyés, protégés comme des fleurs en serre et promis à être considérés et grassement payés. Les autres encaissés sans vergogne, tristes dans la gloire et destinés à boucler, dans les entreprises, les trous laissés par les précédents. Certes, les premiers ont su triompher par leurs capacités et leur pugnacité d'épreuves difficiles. Mais les seconds, s'ils n'ont pas brillé dans des concours, ont fait preuve d'une ténacité pour survivre dans des conditions difficiles. « Les diplômés d'université ont, sur ceux des grandes écoles, un avantage certain : ils ont montré leur aptitude à s'adapter en milieu hostile », disait un plaisantant un responsable de recrutement. La démonstration n'est-elle pas, pourtant, un peu cher payée ? Et aussi injuste pour les individus qu'inutile pour la collectivité ?

La logique voudrait que les deux systèmes se rapprochent : ouvrir le secteur sélectif pour le mettre au niveau des besoins de la société ;

réguler le secteur libre, pour lui permettre de fonctionner normalement et de traiter correctement les étudiants. Il existe bien des établissements accueillant des étudiants en grand nombre, sur la base d'une sélection raisonnée : les universités de Dauphine et de Compiègne, les Instituts nationaux de sciences appliquées. Mais, curieusement, alors qu'ils fonctionnent à la satisfaction générale, il n'est jamais question de les reproduire — comme si ces exceptions, nées de circonstances particulières, ne pouvaient servir de modèle à d'autres hommes (les ministres Edgar Faure ou Olivier Guichard ; le recteur Capelle pour les INSA), ne pouvant être que des bizarreries sans lendemain.

L'une des grandes réussites de l'enseignement supérieur français au cours des vingt dernières années a été la mise en place d'un enseignement supérieur court de qualité, avec la création des instituts universitaires de technologie et le développement des sections de techniciens supérieurs. Or ce succès tient à l'organisation pédagogique de ces établissements, rendue possible par leur mode de recrutement.

On comprend bien les raisons de la timidité de tous les gouvernements devant le problème de la sélection : la peur des réactions étudiantes. Mais cette attitude des jeunes mériterait d'être mieux analysée. Les étudiants sont hostiles à une généralisation de la sélection, qui limiterait leurs possibilités de faire des études supérieures. Ils ne sont pas choqués par l'existence de filières sélectives, à condition qu'elles n'aboutissent pas à un système « à deux vitesses » dans lequel le secteur « libre » offrirait aucune perspective. Les filières sélectives qui ont été créées dans les universités (IUT, masters de sciences et techniques, magistères...) n'ont pas rencontré d'opposition et sont même plébiscitées par les étudiants qui s'y précipitent.

La sélection n'est pas une fin en soi. Elle n'est que le moyen de rendre possible un projet pédagogique. Tous les bacheliers doivent avoir accès à l'enseignement supérieur et il faut des établissements — universitaires ou non — pour les accueillir librement et dans de bonnes conditions. Mais chaque type d'enseignement doit pouvoir aussi se doter des règles lui permettant d'atteindre ses objectifs. En n'ayant d'autres choix que l'hypersélection ou la non-sélection, notre système cumule les inconvénients. Ne pourrions-nous imaginer une déclinaison intelligente de la sélection ?

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les dégâts provoqués par les ouragans sont évalués à 5 milliards de francs

Les deux ouragans qui ont balayé la France les 25 janvier et 3 février ont fait quelque 700 000 sinistres. Les dommages dépasseraient 5 milliards de francs. Ce qui équivaut à la moitié des indemnités qui ont été versées en 1988 au titre de l'assurance multirisques habitation. Ces estimations ont été faites lundi 5 février par les experts du Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA).

Le CDIA se base sur les évaluations faites après la première tempête (200 000 sinistres et 1,5 milliard de francs de dommages), pour évaluer le bilan de la seconde à 4 milliards de francs, et 500 000 sinistres.

Les personnes dont les biens ont été endommagés doivent d'abord protéger leur propriété, se procurer des bâches et faire remplacer les vitres brisées en conservant les preuves (traces et factures) de leurs pertes, rappelle le CDIA. Elles doivent en adresser une estimation à leur assureur, complétée par les devis de réparation. La garantie tempête des contrats multirisques habitation permet aux souscripteurs d'être

indemnités, déduction faite de la franchise éventuelle que comporte leur assurance. En revanche, elle ne joue pas pour les enseignes, les antennes, les clôtures, les arbres détruits. L'évaluation détaillée du préjudice prendra plus de temps aux experts qu'à l'accoutumée, en raison de la multiplicité des points touchés, précise le CDIA. Les victimes devront, le plus souvent, attendre le passage des experts pour connaître le montant de leur indemnisation et obtenir une provision. La plupart des contrats comportant une « garantie horaires d'experts », chacun a la possibilité de se faire assister par l'expert de son choix.

Face à de tels ouragans, les Français devraient désormais être moins pris au dépourvu. Le CDIA vient, en effet, de créer par Minitel un nouveau service destiné au public : 3614 code CDIA. En cas de sinistre, on pourra être immédiatement informé des formalités à accomplir (1). Les visiteurs du salon assure-expo pourront expérimenter ce nouveau service jusqu'au 10 février au stand du CDIA, au Palais des congrès de Paris.

(1) Le groupe des assurances nationales met une permanence téléphonique à la disposition de ses assurés de la région parisienne : 42-81-60-00. Pour la France : 03-03-52-52.

Les arbres, par milliers...

Les deux ouragans qui ont touché la France ont provoqué d'innombrables chutes d'arbres. Pour les seules, forêts gérées par l'ONF on situe à 800 000 mètres cubes le bilan des destructions. La première tempête (25 janvier) a touché presque exclusivement des forêts de hêtres, en Haute-Normandie, en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais : 300 000 mètres cubes ont été détruits... La tempête du 3 février a dévasté 500 000 mètres cubes de feuillus, surtout en Picardie, dans l'Île-de-France, le Loiret, la Marne, la Sarthe, etc.

A Paris, ce sont 2 500 arbres, dont les deux tiers dans les bois de Boulogne et de Vincennes, qui ont été cassés ou déracinés, la mairie de Paris précise qu'il s'est fortement déconseillé de se promener dans les sous-bois durant les semaines à venir, spécialement dans les bois de Vincennes, de Boulogne et de Bagneux, où de nombreux arbres déracinés ont été arrêtés dans leur chute par d'autres plantations mais peuvent ainsi basculer à tout moment. Un inventaire

précis des arbres devant faire l'objet d'un abattage va être établi dans la semaine. Les 3 et 4 février, une centaine de bûcherons sont déjà intervenus « sans discontinuer pour dégager voies parisiennes et routes dans les bois ». Tandis que 200 agents du service de la voirie nettoient en état les différents éléments de mobilier urbain arrachés par le vent (panneaux de signalisation, feux tricolores, panneaux de chantier ou marchés démontés).

A Versailles parmi les 600 arbres (sur 60 000) déracinés dans le parc du château figure le cèdre planté par Louis XV et transplanté par Marie-Antoinette en 1774 au « Boquet de la reine ».

Le 5 février, 200 hommes des unités d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile, des sapeurs-pompiers des Yvelines équipés d'engins de levage et d'élagage, des éléments du 5^e régiment du génie de Satory ont nettoyé le parc sous la direction du préfet. Le château devait rouvrir mardi, mais le parc restera fermé quelques jours.

La Loire-Atlantique fait ses comptes

NANTES
de notre correspondant

Après la « folle » journée de samedi 3 février, pendant laquelle l'ouragan s'est enfoncé dans l'estuaire de la Loire, le département de Loire-Atlantique fait ses comptes.

En première ligne, Saint-Nazaire et ses installations portuaires. Un pontique de 600 tonnes a été arraché et renversé à terre : coup dur pour le port autonome qui l'avait payé il y a deux ans 25 millions de francs. Le car-ferry *Vélaque*, chargé de voitures Citroën en partance pour Vigo (Espagne), a rompu ses amarres et, tel un bateau ivre, a percuté une grue : celle-ci a été balancée comme une quille.

A 65 mètres au-dessus de l'eau, sur le pont enjambant l'estuaire, un camion de lait s'est retrouvé couché sur le flanc. Les pompiers et les gendarmes ont eu un mal fou à en sortir le chauffeur. La Baule et ses pins n'ont pas été épargnés : on ne compte plus les arbres arrachés dans la ville comme à la campagne. La salle des fêtes en construction s'est effondrée sous le coup de boutoir du vent. Dans l'arrière-pays nantais, mille abîmes ont été privés de téléphone.

Routes coupées momentanément, tritons arrachés cheminés à terre : les pompiers de Nantes ont enregistré mille appels dans la journée. Pas de panique. Pas de blessés. Un miracle ! Le long de la Loire, des installations maritimes où poussent la mâche et le colébre

magnet nautique ont été ravagés en quelques minutes. « J'ai perdu neuf grands tunnels. Pour moi, c'est un sinistre à 100 % », dit un maraîcher producteur de fleurs de La Chapelle-Basse-Mer. Un tunnel de 40 mètres de long coûte environ entre 30 000 francs et 40 000 francs.

Un million de foyers ont été privés de courant une partie de la nuit de samedi à dimanche, à cause des lignes arrachées, du sel marin déposé sur les lignes et les poteaux électriques, et de l'arrêt de la centrale de Cordemais.

YVES ROCHONGAR

□ Nouvelle tempête sur le nord du Royaume-Uni. — L'Écosse, le nord de l'Angleterre et l'Irlande du Nord ont été les régions les plus touchées, le 5 février, par une tempête qui a provoqué de nombreuses inondations et des glissements de terrain, et qui avait, en milieu d'après-midi, fait au moins quatre morts. De nombreuses routes ont dû être interdites à la circulation, le trafic ferroviaire a été interrompu sur plusieurs lignes écossaises, tout comme celui des ferries entre Liverpool et Belfast (Irlande du Nord). — (AFP.)

□ PRÉCISION. — Dans la liste des catastrophes météorologiques énumérées dans *Le Monde* du 6 février nous avons oublié l'ouragan du 15 octobre 1987 qui avait ravagé la forêt bretonne et le Cotentin. — (AFP.)

Une initiative du Parti socialiste

« L'emprunt doit favoriser une véritable mobilisation en faveur de l'université »

nous déclare M. Jean-Pierre Sueur

Le Parti socialiste s'est prononcé à l'unanimité, lors de son bureau exécutif du 23 janvier, en faveur d'un emprunt national pour le développement des universités. Nous avons demandé à M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, maire d'Orléans et délégué national à l'éducation du PS, de préciser les motivations et les objectifs de cette initiative.

— Quelques jours après l'adoption d'un plan d'urgence pour la rentrée universitaire de 1989, le Parti socialiste vient de lancer l'idée d'un grand emprunt national en faveur de l'université. Cela signifie-t-il que les efforts actuels du gouvernement sont insuffisants ?

— Lionel Jospin a présenté, en 1989 et 1990, deux budgets pour l'enseignement supérieur en augmentation de 9,5 % et 10 % respectivement. Il vient de faire adopter

un plan d'urgence absolument nécessaire. Il est donc clair que le gouvernement ne se défait pas de l'indispensable effort budgétaire.

— Mais chacun sent bien aujourd'hui qu'il faut changer d'échelle pour répondre à une situation exceptionnelle. Si l'on veut, à la fois, accueillir tous les nouveaux bacheliers, construire les bâtiments, accroître le nombre de bourses et de prêts, recruter les professeurs, il est urgent d'aborder le problème financier de façon complètement différente, en rupture avec la continuité financière antérieure.

— Cette idée d'un emprunt avait été suggérée au printemps dernier par la FEN (Fédération de l'éducation nationale), sans écho à l'époque. Pourquoi la relancez-vous aujourd'hui ?

— On s'est rendu compte que l'on ne pouvait répondre efficacement en termes de mesures d'urgence. Cela ne suffit plus. En outre, l'emprunt n'est pas seulement une mesure de caractère

financier. Nous soulignons qu'il ait un impact politique et qu'il favorise une véritable mobilisation en faveur de l'université. Il faut maintenant faire comprendre à la nation tout entière que l'avenir de notre pays se joue dans les universités. Il y a vingt ou trente ans, quand l'enseignement supérieur s'accroissait à 10 % d'une génération, c'était moins perceptible. A partir de maintenant, l'université s'appuie à accueillir la moitié d'une génération, cela devient une question politique centrale, sur laquelle il faut mobiliser l'ensemble des Français.

— Avez-vous obtenu le feu vert du premier ministre avant cette initiative ?

— Le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté cette proposition à l'unanimité. Cela n'aurait pas été possible sans un grand intérêt dans un certain nombre d'instances. C'est une idée qui fait son chemin à tous les niveaux.

— Le montant de cet emprunt a-t-il été évoqué ?

— C'est prématuré.

— Le plan à moyen terme auquel travaille le ministère de l'éducation chiffre les besoins en investissements à une quinzaine de milliards sur cinq ans sans parler des cités universitaires et de l'aide sociale. Faut-il aller beaucoup plus loin ?

— Ces chiffres sont réalistes, si l'on se situe dans le cadre d'une augmentation du budget de l'Etat. Mais si l'on tient compte des besoins globaux, ils restent prudents. Nous serons perpétuellement débordés si le financement ne change pas d'échelle.

— Quel est votre pronostic sur la rentrée 1990 ?

— On peut prendre le dossier de manière offensive ou défensive. Nous plaiderons, à travers l'idée d'emprunt, pour la mobilisation et l'offensive. Si on donne le sentiment que les difficultés inhérentes ne donnent lieu qu'à une succession de plans d'urgence, alors on sera catastrophique.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS

150

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès du réseau terroriste de Fouad Saleh
La voix forte des victimes

En attendant les réquisitions du ministère public, mardi, la sixième audience du procès des membres présumés du réseau terroriste aux ordres du Hezbollah a été marquée, lundi 5 février, par les plaidoiries des parties civiles.

Il ne viendront pas ! C'est maintenant acquis. Etranges témoins... Régulièrement cités par les avocats de la défense deux jours avant le début du procès, ils n'ont pas même pris la peine d'écrire au tribunal pour l'informer des raisons de leur absence. Certes, ils sont fonctionnaires, policiers même, responsables à un titre ou à un autre de l'extraordinaire enquête qui permit, en 1987, l'arrestation de Fouad Saleh et de ses complices présumés. Mais, tout de même, quelle manière cavalière de s'écarter de la justice française !

Dès les premières audiences, M. Thierry Fagart s'était inquiété de leur absence. Le ministère public s'était alors consciencieusement enquis de leur sort. Rien de grave, avait-on appris : ces policiers, bien que sachant le procès proche, avaient dû partir en mission. Envoyés vers l'étranger, les inspecteurs Wolff et Amati ! Parti en province le commissaire Fay ! Bizarre, bizarre...

Après une semaine de cachette, les policiers sont toujours inébranlables, et M. Fagart toujours aussi soucieux de les entendre. Lundi donc, il se fâche, invoque les grands textes du droit et remarque que l'on en prend à son aise avec les droits de la défense. Bref, il finit par prioriser instantanément le tribunal d'invoquer le commissaire Fay à déposer devant lui ou de « faire venir par la force ce témoin

récalcitrant ». Car la défense brûle de l'interroger sur la « taupe » Lotfi, ce Tunisien infiltré par la DST dans le réseau de Fouad Saleh.

Le substitut Jacques Fournel semble bien moins curieux. Le commissaire, dit-il, « n'est pas un témoin au sens où l'entend le code pénal, c'est un officier de police judiciaire ». Et les juges ? Ils se retirent durant une demi-heure. Terrible dilemme ! Faut-il ou ne faut-il pas faire amener manu militari trois policiers jusqu'à la barre ? Ayant bien réfléchi, se disant qu'après tout ils ont déjà entendu deux enquêteurs de la DST vendredi, ils renoncent... Le comble est sans doute qu'ils ne surprennent personne.

Appel au président de la République

C'est sur ce lever de rideau que l'audience s'est ouverte. Mais très rapidement la parole était donnée aux parties civiles particulièrement attentives depuis une semaine. M. Jacques Chanson, représentant près de quatre-vingt victimes groupées au sein de SOS-Attentats, égrenait alors d'une voix forte la longue série des attentats commis en 1985 et 1986 par le réseau terroriste de Fouad Saleh, spécifiant à chaque fois, quand il y avait lieu, le nombre des morts et des blessés. « C'est bien ! », « C'est bien ! », entendaient-on en faible écho du côté du box des inculpés. Alors M. Chanson se tourna vers Saleh : « Vous avez dit : c'est bien ? » Le substitut se dressa : « Oui maître, il a dit : c'est bien. » « J'ai dit : au diable ! Deux millions de morts musulmans ! », répondit Saleh.

M. Chanson continue de plaider, évoque l'attentat de la rue

de Rennes : « ... et là, le diable agit encore ! » Cette fois, Saleh répliqua distinctement : « Deux millions de morts ! » L'avocat l'ignore, détaille le nombre des tués et des blessés, cite leurs nationalités, dont certaines correspondent à des pays arabes. Saleh se tait. Il ne dira plus rien, se contentant parfois de marquer son opposition par un mouvement de la tête.

À la barre, le conseil de SOS-Attentats conclut : « Ce procès a-t-il une utilité ? Je me demande vraiment si la justice pourra aller jusqu'à son terme. Au moment où ce procès s'ouvre, l'annonce de la grâce prochaine d'Anis Naccache s'est faite à la une des journaux. Qui nous dit que Saleh, qui n'a pas eu un mot de remords, ne sera pas gracié un jour ? Les victimes lancent un appel au président de la République pour que la justice en cette affaire suive son cours jusqu'à son terme ! »

Trois autres avocats relayent alors M. Chanson. Pour sa part, M. Olivier Schnerb dénonce le réseau de Fouad Saleh, insistant sur sa « structure maghrébine » (un chauffeur de taxi, un étudiant, un gérant de société, etc.) particulièrement bien fondue dans la population.

Qui est donc Saleh ? Certainement pas un fou, selon l'avocat, mais un criminel mégalo-mane. Ainsi rappelle-t-il son désir de commettre un attentat en plaçant des explosifs au deuxième étage de la tour Eiffel, « pour la couper en deux ». C'était le 3 février 1986. La tentative échoua, mais une autre réussit le même jour, au Claridge, blessant plusieurs personnes...

Réquisitoire et premières plaidoiries de la défense mardi 6 février.

LAURENT GRELSAMER

Les mésaventures d'un détenu à Lyon

Trois mois de prison supplémentaires pour une erreur d'écriture

LYON

de notre bureau régional

Un ancien détenu lyonnais de trente-sept ans, Joël Lavocat, observe, depuis le vendredi 26 janvier, une grève de la faim pour obtenir réparation de la « prolongation arbitraire » d'incarcération dont il a été victime. Condamné le 20 février 1989 par la sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon à huit mois de prison dont six et demi avec sursis, soit un mois et demi ferme, Joël Lavocat, tout en bénéficiant d'une légère remise de peine, a passé près de quatre mois et demi en détention. Ce supplément de trois mois s'explique par une simple erreur d'écriture : sur la feuille d'audience le substitut, sans doute distrait, avait réduit à deux mois et demi la période assortie du sursis.

Lorsqu'il vit passer la date théorique de sa levée d'écrou, Joël Lavocat, qui, reconnu responsable, avait été jugé et condamné pour des menaces avec arme sur des infirmiers de l'hôpital psychiatrique où il était en traitement, ne manqua pas de se manifester auprès des surveillants. Malheureusement pour lui, le jugement définitif, rédigé par un greffier, n'était pas, pour une raison inexplicable, parvenu à la prison, l'administration pénitentiaire se référa seulement à la feuille d'audience erronée. Taxé de mythomanie, le détenu en arriva à douter de sa mémoire et négligea d'alerter le juge d'application des peines.

Après sa libération « différée », il attendit plusieurs mois avant d'entreprendre une vérification puis de confier ses intérêts à un avocat. « Le parquet n'a fait aucune difficulté à admettre son

erreur et à reconnaître la responsabilité de l'Etat », précise M. François Saint-Pierre, mais il a fallu que je me déclare prêt à faire une assignation en référé pour que les choses s'accélérent. Comme on a offert ici à un dysfonctionnement flagrant de l'institution judiciaire, le recours à la commission d'indemnisation, qui fixe souverainement un montant, ne me paraissait pas adéquat. Et devant le tribunal, le débat sur la valeur du préjudice subi promettait d'être passionnant...

Les choses n'iront strictement pas jusque-là, et la question d'une bonne chance de se régler à l'amiable. Le procureur général de la cour d'appel de Lyon a promis de soumettre directement l'énigme problème au garde des sceaux, avec lequel il doit s'entretenir d'ici la fin de la semaine. Joël Lavocat réclame une indemnité de 200 000 francs.

ROBERT BELLERET

L'assassinat de Jean-Marie Tiboan et de Yéwéné Yéwéné

André Tangopi a été remis en liberté sous contrôle judiciaire

NOUMÉA

de notre correspondant

André Tangopi, inculpé dans l'affaire de l'assassinat des deux leaders du FLNKS, Jean-Marie Tiboan et Yéwéné Yéwéné, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Fabienne Pons.

Cette mise en liberté, qui intervient quarante-huit heures après la reconnaissance (le Monde du 6 février) du double assassinat du 4 mai 1989, a été décidée, selon un communiqué du procureur de Nouméa, « compte tenu des conclusions des experts et des précisions apportées par les divers témoins sur la détermination des faits ».

D'après ce même communiqué, les balles tirées sur Jean-Marie Tiboan et Yéwéné Yéwéné provenaient de la même arme, et les vêtements de André Tangopi ne portaient aucune « trace de résidu de tir ». D'après M. Pons, par un des gardes du corps de Jean-Marie Tiboan tout de suite après le double assassinat, serait donc le seul meurtrier.

Le parquet de Nouméa indique qu'il avait pris des réquisitions favorables à cette mise en liberté et que « l'instruction du dossier se poursuit afin notamment d'établir d'éventuelles complicités ou coactions ».

De source judiciaire, on indique qu'André Tangopi, libéré très tôt mardi matin de la maison d'arrêt de Nouméa, a été transporté par hélicoptère jusqu'à Ouvéa, l'île dont il est originaire, d'où se trouvaient de Gossanah l'a accueilli avec beaucoup d'émotion.

G. L. M.

Au tribunal de Paris

La stricte application de la loi Informatique et Libertés

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Alain Lacabaratz, a rendu, lundi 5 février, un jugement qui constitue l'une des plus strictes applications de la loi sur les fichiers informatiques, en condamnant à 6 000 F d'amende la gérante d'une société de prestations de services, coupable de délit de « traitements automatisés d'informations nominatives sans déclaration préalable ».

En mars 1988, M. Jeanine Arnoult, gérante de la Société de services techniques (SST), avait fait afficher, dans un atelier de maintenance informatique, un document de statistiques journalières rassemblant le travail de chaque opératrice, désignée par le numéro de code de sa machine.

Dénoncée au parquet par l'inspection du travail, M. Arnoult avait expliqué, à l'audience du 8 janvier 1990 (le Monde du 10 janvier), que ce document était délivré automatiquement par l'ordinateur, selon le procédé voulu par le constructeur, et qu'il servait seulement à chiffrer le coût de prestation aux clients. Elle ajoutait que son affichage avait été demandé par les opératrices elles-mêmes. Enfin, la gérante précisait que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) lui avait délivré un récépissé de déclaration le 26 avril 1989.

Dans son jugement, le tribunal relève qu'il s'agit d'informations « répertoriées nominatives », puisque le numéro de code permettait l'identification, avant de déclarer : « En procédant à des opérations de traitement, alors que n'avait pas été effectuée la déclaration prévue par l'article 16 de la loi du 6 janvier 1978, Jeanine Arnoult a commis le délit défini par l'article 41. » Les juges notent toutefois qu'il s'agit d'un délit « qui a le caractère d'une infraction purement matérielle » et que la loi du 6 janvier 1978 incrimine « d'une façon très générale » le fait de procéder à des traitements d'informations nominatives sans en avoir fait la déclaration.

En revanche, les magistrats ont relaxé M. Arnoult du délit de « communication d'informations nominatives à des tiers non autorisés », en considérant que l'affichage dans le seul service de maintenance ne suffisait pas à caractériser l'infraction.

MAURICE PEYROT

Révoqué par le ministère de l'intérieur

Un CRS homosexuel demande sa réintégration dans la police

Le tribunal administratif de Versailles a ordonné la réintégration d'un CRS homosexuel révoqué en 1987. Mais le ministère de l'intérieur s'y oppose et a fait appel devant le Conseil d'Etat.

Christian O. était un CRS modèle. Noté 19 sur 20 après quinze ans de services, le policier était l'objet d'appréciations élogieuses : « intelligent et dynamique », « bel aspect extérieur », « apprécié par ses supérieurs et ses collègues ». Le 10 janvier 1987, cette auréole se brisa. Le sous-brigadier rencontra un jeune homme qui se livre à la mendicité dans le métro ; il lui offre l'hospitalité pendant quelques heures. « Je ne l'ai pas touché », assure Christian O. Le CRS soutient que cet adolescent, en fugue, âgé de quinze ans, tente de le faire « chanter » après avoir appris sa profession. Vrai ? Faux ? Le jeune homme se rend en tout cas dans un commissariat où il accuse Christian O. de lui avoir proposé des relations sado-masochistes.

Le policier est interpellé à son domicile par des collègues. Gardé à vue, détenu pendant quatre jours à Fleury-Mérogis, le voilà inculpé d'excitation à la débauche sur un mineur et aussitôt

révoqué. Mais en février 1988, il sera relaxé par le tribunal correctionnel de Melun, jugement confirmé par la cour d'appel de Paris. Le fugueur, apprend-on alors, s'était déjà essayé au chantage à l'encontre d'autres homosexuels.

Christian O. n'en reste pas moins révoqué. Il lui est reproché de ne pas avoir conduit le fugueur auprès d'un service de police. L'arrêt du ministère de l'intérieur note aussi que le policier entretenait « des relations privées avec des individus défavorablement connus de la justice ». Un rapport de police indique que le CRS fréquentait deux jeunes marginaux soupçonnés de vols. Le 9 novembre 1989, le tribunal administratif de Versailles annule pourtant la décision de révocation. Même si le tribunal considère que les faits en cause constituent des fautes professionnelles, il estime qu'ils ne sont pas assez graves pour justifier une telle sanction. Le 16 janvier, le ministère de l'intérieur refuse la réintégration de Christian O. et fait appel de la décision du tribunal administratif devant le Conseil d'Etat.

Aujourd'hui l'agent de surveillance l'ex-policier n'a pas renoncé, trois ans après, à rejoindre une compagnie républicaine de sécurité.

ERICH INCYAN

Nominations au ministère de l'intérieur

M. Christian Vigouroux directeur du cabinet de M. Pierre Joxe

M. Christian Vigouroux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Gilbert Carrière, devenu directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur (le Monde du 12 janvier). M. Vigouroux était auparavant le directeur adjoint du cabinet.

M. Bernard Boucault, préfet de la Haute-Corse, est nommé directeur adjoint du cabinet de M. Joxe, dont il a été le collaborateur au ministère de l'intérieur de juillet 1984 à janvier 1986.

M. François Nicoulaud, conseiller des affaires étrangères, est nommé conseiller auprès du ministre.

[Né le 29 septembre 1950 à Alençon (Orne), M. Christian Vigouroux est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Entré au Conseil d'Etat en 1976, il est détaché au ministère de l'intérieur et du logement en 1981. M. Vigouroux est nommé directeur du cabinet du secrétaire d'Etat chargé des universités, M. Roger-Gérard Schwartzberg, en juillet 1983.]

EN BREF

Arrestation d'un évadé de la prison de Contances. — Un des deux détenus qui s'étaient évadés le 22 décembre dernier de la maison d'arrêt de Contances (Marseille), Alain Artinian, trente-trois ans, a été arrêté, vendredi 2 février, à Crétail (Vaucluse), alors qu'il venait de tenter un cambriolage. Lors de son interpellation, Artinian avait fourni une fausse identité et ce n'est que lundi qu'il a pu être identifié. Condamné pour cambriolage, Artinian s'était évadé de la prison de Contances en compagnie de Bernard Giallo, vingt-six ans, en détention préventive sous l'accusation de vol à main armée. Giallo est toujours en fuite.

Démantèlement d'un réseau de drogue à Montpellier. — La gendarmerie de Montpellier a annoncé, lundi 5 février, le démantèlement d'un réseau de trafiquants de drogue qui auraient réussi à écouler, en quatre ans, quelque 25 tonnes de résine de cannabis en provenance du Maroc vers l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas. Six personnes ont été arrêtées. Un Français, René Ferrer, quarante-quatre ans et un Espagnol, Georges Hernandez-Quiles, quarante-huit ans, considérés comme les patrons de ce réseau, sont toujours en fuite.

[M. Boucault, né le 17 juillet 1948 à Béziers (Hérault), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, entre au ministère de l'intérieur en juin 1975. Après avoir été notamment sous-préfet directeur de cabinet du préfet du Var, puis du préfet de la région Bretagne, M. Boucault est appelé comme chef de cabinet de M. Jacques Delors au ministère de l'économie, des finances et du budget, en septembre 1983. Il est conseiller technique au cabinet de M. Joxe, place Beauvau, de juillet 1984 à janvier 1986. M. Boucault est successivement nommé secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes (1986) et préfet de Haute-Corse (juillet 1988).]

DÉFENSE

Femmes à bord

Tempête en vue au royaume de Nelson ? Ainsi que l'a précisé, lundi 5 février, le ministre des forces armées, M. Archie Hamilton, la Grande-Bretagne a décidé d'autoriser les femmes à servir en mer sur les bâtiments de guerre de la Royal Navy. « Cela modifie une politique établie de longue date, qui voulait que les femmes n'aient pas accès à des fonctions pouvant les exposer au combat direct », a-t-il précisé.

Raison invoquée : résoudre les problèmes de recrutement de la marine britannique. Mais cette décision n'en ignore pas moins certains défaits, qui s'attendent à un vif mécontentement... de la part des femmes de marins. « Elles trouvent déjà difficile de voir leurs maris des semaines en mer. Mais savoir qu'il y aura des femmes avec eux, cela ne peut pas aller », a déclaré l'une d'entre elles à la télévision britannique. — (Reuters.)

Un bombardier américain s'écrase en mer du Nord. — Un bombardier américain F-111 s'est écrasé lundi 5 février en mer du Nord, dans la baie du Wash (est de l'Angleterre), après avoir apparemment explosé en vol au cours d'un exercice. L'un des deux aviateurs a trouvé la mort, tandis que les recherches se poursuivent mardi matin, pour retrouver le deuxième homme de l'équipage. L'appareil accidenté faisait partie des quatre-vingt-quatre bombardiers américains actuellement stationnés sur la base d'Upper Heyford, dans l'Oxfordshire. — (AFP, Reuters.)

LES CAHIERS DE
L'EXPRESS
UNE ALLEMAGNE

Les crises de Berlin
La RFA entre Ostpolitik et atlantisme
RFA-RDA : la normalisation
Défense et pacifisme : la crise des euromissiles
L'axe Paris-Bonn et la construction européenne
Vers la réunification. La fin du Mur.

HORS-SÉRIE N°2, EN VENTE DÈS LE 7 FÉVRIER

100-150

سكزا من الاموال

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Brèches dans une tour d'ivoire

La France lance des programmes pluridisciplinaires sur le modèle japonais pour permettre à ses chercheurs de sortir de leur isolement

La cuisine par micro-ondes constitue sans doute l'un des progrès les plus spectaculaires dans le domaine agro-alimentaire. Elle est dérivée de... la technologie des radars ! Pour la mise au point des ordinateurs et des programmes informatiques les plus avancés, la neurobiologie, la psychologie, la linguistique et même la philosophie sont devenues des disciplines aussi importantes que les mathématiques. C'est désormais acquis : toute avancée sérieuse dans les domaines scientifiques et techniques les plus porteurs économiquement nécessite une étroite coopération de chercheurs d'horizons très différents.

Un enjeu énorme

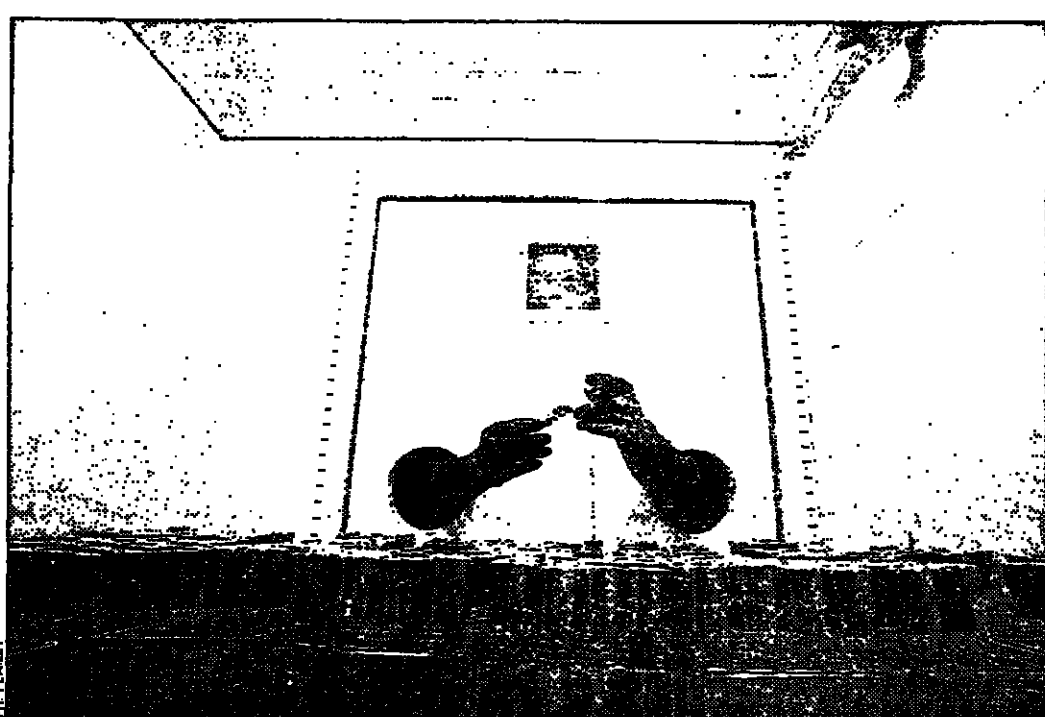
L'efficacité de ce genre de démarche n'est plus à prouver. Le programme « Aliment 200 », lancé il y a quatre ans, a entraîné la mise en place de 430 projets de recherche associant les industriels à des laboratoires publics de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ou du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), par exemple. L'industrie agro-alimentaire a consacré ainsi 1 200 000 000 de francs à la recherche l'an dernier, dix fois plus qu'en 1983. Ce succès a amené M. Hubert Curien, ministre de la recherche, et M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, à étendre le programme. Sous le nom d'« Agrobio », il couvrira désormais toutes les étapes « de la fourche à la fourchette », de l'amélioration génétique animale et végétale et de l'étude des problèmes de pollution agricole à la nutrition et à la toxicologie, ont-ils annoncé le 30 janvier dernier.

Cette discipline nouvelle pour...

rait, par exemple, permettre la mise au point de médicaments anticancéreux et, plus généralement, d'une nouvelle génération de vaccins élaborés à partir de l'étude des antigènes viraux et susceptibles de traiter des affections comme le sida. Elle consiste à identifier et à déchiffrer les relations qui existent entre la forme des molécules biologiques (comme les protéines) et leurs propriétés. Un travail de bénédictin faisant appel à « ce qui se fait de mieux en matière de techniques et de compétence » selon les termes de M. Kourilsky - dans des domaines aussi divers que la biologie, la chimie, la physique, les mathématiques et l'informatique. Les chercheurs doivent en effet étudier les molécules à l'aide, par exemple, de spectroscopes à résonance magnétique nucléaire ou d'accélérateurs à rayonnement synchrotron, avant de les modifier sur de puissants ordinateurs (le Monde des sciences et de la médecine du 31 janvier).

La France est assez bien placée dans ce domaine et devance le Japon, estime M. Kourilsky. Soixante-huit équipes représentant environ quatre cents chercheurs sont concernées par l'ingénierie macromoléculaire au sein du seul CNRS, qui leur consacre au total 165 millions de francs par an. Le programme « Imabio » devrait permettre d'accroître leur efficacité. Leur budget annuel pourrait être porté à quelque 200 millions de francs. Cinq ou six « pôles forts » dotés de matériel perfectionné seront créés autour d'équipes déjà performantes, comme à Strasbourg ou à Grenoble.

Cette action « programmée pour au moins huit à dix ans » (avec révision tous les quatre ans) est le fruit d'une coopération étroite avec le ministre de la recherche, les autres organismes concernés comme le CEA ou l'INSERM, et les industriels. Pour l'instant, seuls les grands groupes pharmaceutiques comme Rhône-Poulenc, Roussel Uclaf ou Sanofi, regroupés au sein d'une association baptisée « Organobio », participent au programme. Ils comptent investir dans un premier temps 5 millions de francs sur leurs propres ressources, le ministère de la recherche devant doubler cette somme. Mais, affirme un porte-parole de « Organobio », « il ne s'agit là que d'un démarrage, et notre groupe devrait s'élargir rapidement à l'agro-alimentaire et à l'informatic ». Si « Agrobio » vise à conforter la France dans un créneau où elle est déjà bien implantée,



Culture in vitro au laboratoire du CNRS de Gif-sur-Yvette.

« Imabio » est un moyen de participer plus efficacement à une compétition internationale scientifique. « Cogniscience » (sur les sciences cognitives) et « Ultimatch » (sur « les techniques poussées à leurs limites »), les deux autres actions annoncées le 30 janvier par M. Kourilsky, relèvent beaucoup plus, en revanche, du pari sur l'avenir.

Le terme « sciences cognitives » rassemble des disciplines aussi diverses que la neurobiologie, la psychologie, la philosophie et la linguistique, l'informatique et les mathématiques. Il s'agit en fait de l'étude des mécanismes d'acquisition des connaissances. M. Jean-Pierre Changeux, titulaire de la chaire de biologie moléculaire au Collège de France, et auteur du best-seller scientifique *L'Homme neuronal* avait, dans un rapport réalisé à la demande des ministères de la recherche et de l'éducation, souligné l'importance de ce domaine (« Le Monde des sciences et de la médecine » du 12 juillet 1989). Intelligence artificielle, robotique, communication homme-machine, mais aussi pédagogie et pathologie des fonctions mentales : les enjeux économiques sont évidents, mais difficiles à chiffrer dans l'immédiat.

« Il s'agit d'un domaine encore un peu flou dont il convient de définir les frontières », estime M. André Holley, du laboratoire de physiologie neuro-sensorielle (CNRS) de Lyon. Les chercheurs concernés devaient se réunir les 5 et 6 février à Lyon, dans le cadre d'un colloque organisé par M. Holley, afin de définir leurs souhaits pour le programme « Cognisciences ».

Des lasers pour tous

Plus d'une cinquantaine de laboratoires du CNRS peuvent être rattachés de près ou de loin aux sciences cognitives, estime M. Holley, sans compter des équipes abritées par d'autres organismes comme l'INSERM, le CEA, l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA), ou par des industriels comme IBM.

Le programme « Ultimatch », enfin, ne devrait, pour sa part, faire l'objet d'une première

réunion de préparation que les 26 et 27 mars. Né d'une idée de M. Daniel Toulouse, directeur du département mathématique et physique de base au CNRS, il est basé sur le fait que les progrès techniques des moyens d'expérimentation et l'avancée des connaissances vont de pair, explique M. Bernard Hébral, du centre

de recherches sur les très basses températures (CNRS) de Grenoble.

C'est particulièrement vrai en physique des particules, où chaque montée en puissance des accélérateurs entraîne de nouvelles découvertes, mais cela se vérifie partout. Et là aussi, souligne M. Hébral, l'interdisciplinarité s'impose. Les lasers, inventés par les physiciens, sont aujourd'hui employés dans toutes les disciplines. La résonance magnétique nucléaire est utilisée par les médecins, les chimistes et les physiciens. Chacun de ces utilisateurs a des besoins particuliers, des exigences dont la satisfaction entraîne des progrès techniques qui, à leur tour, peuvent avoir des applications dans d'autres disciplines. Il s'agit là encore, on le voit, d'un domaine aussi prometteur que difficile à définir en termes économiques immédiats. S'ils arrivent à séduire les industriels, « Imabio », « Cognisciences » et « Ultimatch », pourraient constituer les premières bases d'un équivalent français aux grandes actions à la japonaise. Plus ambitieux que les « programmes interdisciplinaires de recherche » (PIR) lancés il y a quelques années sur les matériaux, les énergies ou l'environnement, ils représentent « la déclinaison du plan de modernisation du CNRS mis en place en juin dernier » (le Monde du 1^{er} juillet 1989), affirme M. Kourilsky. Une démarche séduisante, à condition que, par un effet pervers, elle n'entraîne pas une marginalisation des disciplines « moins à la mode », comme semblent le craindre certains chercheurs.

JEAN-PAUL DUFOUR

Français: le « no » des scientifiques

Argumentation « totalement absurde... » « ignorance complète de la vie scientifique », et « exigences extravagantes »... Les mesures pour la sauvegarde du français dans le domaine scientifique annoncées récemment par M. Alain Decaux, ministre de la francophonie (le Monde du 12 janvier 1990), nous ont valu plusieurs réactions, toutes négatives, parfois violentes.

« On pourrait demander au ministre Decaux d'interdire de diffuser les chansons, les clips (en anglais) sur les médias dont l'Etat est propriétaire », propose M. Piquemal, directeur de recherche au CNRS, qui s'affirme « ardent défenseur de la pureté du français dans le quotidien » et souligne qu'il existe de bonnes revues scientifiques en français.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, « l'anglais, pour le scientifique, est un outil de travail, et ce n'est pas son utilisation par une infime partie de la population qui va affaiblir la langue française, ni nuire au rayonnement culturel et économique de la France dans le monde ». « Il m'a été donné d'assister à des réunions scientifiques en Italie, en Allemagne, en URSS, au Canada, en Israël. J'ai été invité en Chine, au Japon et en Inde, écrit M. Viscoekas, professeur à l'université Paris-VII. Personne n'avait demandé que l'on s'exprime dans la langue de Dante, de Goethe ou de Pouchkine, alors que, dans bien des cas, les nationaux correspondants étaient majoritaires. »

La traduction simultanée préconisée et subventionnée par M. Decaux n'est envisageable que dans « les grandes réunions de prestige, où l'argent du contribuable coule à flots », ajoute M. Viscoekas. Mais,

pour les congrès plus spécialisés, elle est trop chère et pourrait même, selon M. Jean Massoulié, directeur de recherche au CNRS, avoir l'effet pervers de « décourager dans la pratique toute organisation de congrès scientifique international en France ».

Exemple à ne pas suivre

Celui que M. Massoulié organise en mai prochain - tout en anglais - avait été cité par MM. Decaux et Pierre-André Wiltzer, président de l'Association des parlementaires de langue française, comme l'exemple à ne pas suivre.

Cette manifestation très spécialisée portant sur la cholinestérase, une enzyme impliquée dans la transmission neuro-musculaire, a été décidée par « un comité scientifique international dont je suis le seul Français », rétorque M. Massoulié. Et si elle a lieu en France, « c'est à cause du retentissement international » des travaux français sur le sujet.

Pour M. Massoulié et M. Francis Bacou, autre organisateur de ce colloque, les visites et les stages de chercheurs étrangers en France suscités par ce prestige font beaucoup plus pour la diffusion de la langue et de la culture françaises dans le monde que n'importe quelle traduction simultanée. Hélas, souligne M. Bacou, là, les subventions manquent cruellement : « Des scientifiques, en particulier des pays de l'Est, ne pourront, pour des raisons économiques évidentes, participer à notre congrès. Alors qu'ils nous en ont fait la demande, nous ne pourrions pas les aider financièrement pour venir en France... »

Misères de plomb

Depuis 1987, près de 500 enfants vivant dans des logements parisiens vétustes ont été victimes du saturnisme

RECROQUEVILLE dans les couvertures, Mamadou dort. A côté, Sisé, un mètre, veille sur son sommeil tout en accomplissant les derniers préparatifs du déménagement. La famille K... va quitter pour quelques jours l'appartement de 19 mètres carrés qu'elle occupe à six, bientôt sept, près du quartier de la Goutte-d'Or, dans le 18^e. Mamadou, deux ans, et sa sœur, quatre ans, sont intoxiqués par un poison insidieux, les sels de plomb contenus dans la peinture de leur logement. En attendant le décapage des murs, les locataires vont à Aubert-Saint-Denis où l'Association Accueil et Santé leur assure un logement temporaire.

Dans la journée, Mamadou s'ennuie. Alors, il se poste à la fenêtre et gratte les écailles de peinture au poist sucré. Alertés par ses vomissements, ses parents l'ont conduit dans un centre de prévention maternelle et infantile (PMI) du quartier. Après un interrogatoire de dépistage et quelques prises de sang, le diagnostic de saturnisme (intoxication au plomb) a pu être établi.

Depuis 1987, date de la mise en place d'un dépistage systématique dans les PMI du 11^e et du 18^e arrondissement, 411 cas ont été diagnostiqués par le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris. Sans compter les enfants admis directement dans les hôpitaux. Une cinquantaine. Avec l'élargissement du dépistage à l'ensemble de l'Est parisien, on s'attend à voir doubler le nombre des enfants intoxiqués. En l'absence de diagnostic, l'intoxication évolue vers des troubles neuro-psychiques et des encéphalopathies. Sans traitement, elle peut conduire au coma et au décès.

A l'hôpital Trousseau, cent cinquante enfants sont traités ou suivis pour saturnisme. Les plus atteints subissent des traitements chélateurs par perfusion, propres à capter et à éliminer une partie du plomb accumulé dans l'organisme. Actuellement, des recherches sont menées pour leur substituer un traitement oral, moins coûteux et moins traumatisant.

« C'est entre 1985, date des premières admissions, et décembre 1986, que nous avons établi une corrélation certaine entre l'absorption de peinture et l'intoxication au plomb », explique le professeur Guy Leverger, de l'hôpital Trousseau. Depuis 1985, nous n'avons pas déploré de décès. Mais auparavant cinq ou six cas ont été rapportés. »

Cette épidémie silencieuse frappe essentiellement les enfants migrants, de un à six ans, vivant dans des logements vétustes, voire insalubres. La détection et l'apparition tardive des symptômes compliquent le diagnostic. Constipation, anémie, douleurs abdominales, somnolence ou au contraire excitation : rien de caractéristique. Seuls le taux de plomb dans le sang et le dosage d'une enzyme, la protoporphyrine érythrocytaire, signalent, à coup sûr, la maladie.

Depuis peu, la mairie de Paris s'est engagée dans une politique de prévention à grande échelle.

« Gratuité des examens et des soins, dépistage systématique pour l'ensemble des arrondissements de l'Est parisien, les plus touchés, par les centres de prévention maternelle et infantile, devraient permettre de passer à la vitesse supérieure », nous a expliqué M^{me} Michèle Barzach, ancien ministre de la santé, adjointe au maire de Paris, chargée des affaires sanitaires et sociales.

Sur 150 enfants ayant subi un prélèvement depuis 1987, 411 se sont révélés intoxiqués : 174 de manière grave, dont 3 encéphalopathes, et 237 de façon modérée. « En règle générale, ceux qui mangent les écailles de peinture souffrent d'intoxication grave, ceux qui ne font qu'inhaler les poussières et mettent leurs doigts à la bouche sont atteints de forme modérée nécessitant une surveillance et certaines précautions », confirme le pédiatre Michelle Delcourt, médecin départemental des PMI chargée de coordonner le programme saturnisme, à Paris.

Un dépistage plus large

Le phénomène n'épargne pas la banlieue parisienne. A la suite d'un décès par saturnisme en 1987, des dépistages menés à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, ont permis de diagnostiquer quarante-sept intoxications, modérées ou graves, sur quatre-vingts enfants à risques. Quatre d'entre eux ont dû être hospitalisés. Habitat vétuste, appartenance à une ethnologie exposée justifient un dépistage sanguin. Le

prix des analyses, effectuées par un laboratoire privé, s'élève en moyenne à 300 francs par enfant. Un coût prohibitif qui devrait pousser le conseil général à équiper lui-même ou à passer convention avec le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris ou celui de l'hôpital Fernand-Vidal, seuls capables de pratiquer ces analyses.

« Aujourd'hui, la question est de savoir si nous touchons vraiment tous les enfants à risque par les centres de prévention maternelle et infantile ou s'il faut aller vers les médecins de ville », s'interroge Jacques Cheymol, pédiatre vaccinateur des PMI en Seine-Saint-Denis. Dans le département, la situation d'Aubervilliers n'est certainement pas exceptionnelle. Les communes de Saint-Denis, de Montreuil, de Saint-Ouen, du Pré-Saint-Gervais et de Pantin ne devraient pas échapper à l'épidémie. Et si aucun cas n'a encore été signalé en province, la difficulté du diagnostic en l'absence d'information est peut-être la cause. Médecins sans frontières préconise, pour sa part, un dépistage plus large dans les écoles.

Frappée d'interdiction de fabrication industrielle en 1913, puis artisanale en 1948, la peinture à la céruse est à rechercher dans les immeubles antérieurs à cette période. A l'intérieur des logements, on la retrouve principalement au niveau des plinthes et des fenêtres ; à l'extérieur, dans les cages d'escalier.

MARINE MALTO
Lire la suite page 19

SCIENCES • MEDECINE

Accidents nucléaires : la pilule belge

Les pilules d'iode protègent la thyroïde en cas d'accident nucléaire. Faut-il, comme les Belges, les installer préventivement chez les particuliers ?

LES Belges disposeront-ils bientôt d'un domicile d'une pilule destinée à les protéger en cas d'accident nucléaire ? Une pilule d'iode soigneusement rangée dans le local qui abrite les compteurs électriques. Histoire belge ? Certainement pas, puisque c'est la proposition très officielle que le secrétaire d'Etat à la santé publique, M. Roger Delizée, vient de faire à son gouvernement.

L'origine de cette initiative, le souci du secrétaire d'Etat de réagir avec le maximum de rapidité aux conséquences d'un accident nucléaire aussi grave que celui qu'a connu l'Union soviétique à Tchernobyl. Et peut-être aussi celui de quelqu'un qui, parfois, vit non loin de la centrale nucléaire de Chooz. Si cette proposition amène à se poser quelques questions, ce n'est pas parce que les experts contestent l'utilité de la prise d'une telle pilule en cas de contamination nucléaire, mais plutôt en raison de son mode de distribution et du risque que pourraient prendre les particuliers en absorbant sans contrôle médical. A la moindre rumeur.

Sur le premier point, on sait depuis longtemps l'utilité d'une prise d'iode préventive pour contraindre les effets des aérosols d'iode 131 et 132 émis par un réacteur éventré. Lors de l'accident de la centrale américaine de Three Mile Island, en mars 1979, les autorités américaines ont distribué d'ailleurs pilules, si le fonctionnement du réacteur leur avait totalement échappé, à administrer des pilules d'iode de potassium ou de sodium aux habitants de la région. De même, on sait que les autorités soviétiques ont largement distribué de l'iode au moment de Tchernobyl pour pré-

venir l'absorption d'iode radioactif par la thyroïde. Le temps que le dangereux nuage disparaisse.

Car la thyroïde présente, en effet, une capacité à stocker l'iode, qu'elle utilise ensuite pour fabriquer certaines hormones iodées nécessaires à l'organisme. En intégrant préventivement de l'iode non radioactif, on assure donc la thyroïde, qui se trouve ainsi protégée contre toute absorption supplémentaire. L'iode radioactif est alors éliminé rapidement par les voies naturelles.

Ce processus est bien connu des médecins, qui pratiquent presque quotidiennement dans des centres spécialisés des investigations par scintigraphie — examens des glandes surrénales ou des reins — en injectant des isotopes radioactifs d'iode dans l'organisme des patients. « Avant ce type d'examen, explique le professeur Galle, de l'hôpital Henri-Mondor, nous faisons prendre au patient quelques centaines de milligrammes — de 200 à 500 mg — d'iode non radioactif. C'est complètement inoffensif, moins dangereux pratiquement qu'un comprimé d'aspirine. Les Américains se seraient d'ailleurs évités bien des ennuis si, lors de certains essais nucléaires dans la région des îles Marshall, ils avaient distribué un tel produit, car on a constaté à la suite de ces événements un pourcentage significatif de tumeurs thyroïdiennes dans la population. »

• Ni trop tôt ni trop tard •

Ce phénomène de stockage et d'utilisation de l'iode dans la thyroïde étant bien connu, on se demande tout d'abord qu'il y a à absorber pendant toute la durée du passage du nuage radioactif chargé d'iode. « Mais, remarque



Les autorités soviétiques avaient largement distribué de l'iode lors de la catastrophe de Tchernobyl.

le docteur Lafuma, de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, on conçoit aussi qu'il y ait un optimum dans le temps pour administrer le produit. Trop tôt, et le stock de globules fond prématurément sans avoir joué son rôle protecteur. Trop tard, et la saturation de la thyroïde n'est que partielle. » D'où un véritable casse-tête pour définir les meilleures conditions de distribution

et de prise à la commande de ce médicament.

Faut-il, en effet, stocker préventivement quelques gélules dans le placard des compteurs d'électricité des 4 millions de foyers belges, et compter sur le civisme et le sang-froid de la population pour ne pas céder à la panique ou à des rumeurs infondées d'accident ? Ou faut-il, comme la plupart des autres pays

disposant d'un parc de centrales nucléaires, laisser la responsabilité de l'administration du produit aux autorités locales ou nationales ?

D'un côté, il faut aller vite et, de l'autre, ne pas faire n'importe quoi. Et si les solutions française et américaine d'une distribution réglementée de l'iode permettent d'éviter la prise anarchique de médicaments sans contrôle médi-

cal, force est de reconnaître que la présence rassurante de la pilule belge dans les foyers peut permettre, en cas d'accident nucléaire, de confiner pour le temps nécessaire les gens chez eux avant de les évacuer vers des sites sûrs.

Faut-il de pouvoir répondre avec satisfaction au problème, chacun y va de ses certitudes et de ses angisses. Le problème est cependant suffisamment délicat pour que la direction générale de la santé et le service central de protection française contre les rayonnements ionisants aient publié, en octobre 1989, une note d'information destinée aux médecins et aux autorités sur la conduite à tenir en cas de distribution d'iode stable à une population exposée.

Elle précise notamment que la protection par ingestion d'iode est quasi totale si la prise a lieu dans les six heures précédant l'exposition aux aérosols radioactifs, qu'elle atteint 90 % si elle a lieu au moment de l'inhalation, et qu'elle peut encore être de 50 % si elle est faite six heures après ce moment critique. Elle alerte aussi sur les contre-indications et sur la conduite à tenir lors de l'apparition, rare heureusement, d'effets indésirables. Reste malgré tout que si l'administration d'iode peut préserver l'organisme, elle ne le protège aucunement pour tous les autres produits radioactifs — strontium, césium, cobalt, plutonium, etc. — qu'une telle catastrophe peut relâcher dans la nature.

J.-F. AUGEREAU

POINT DE VUE

Qualité des soins et dépenses de santé

par le docteur Pierre Gallois

AU-DELA des apparences immédiates, parfois difficiles à comprendre, la grave des dépenses de santé de clinique traduit sans doute la profonde inquiétude d'une génération, qui, au terme d'études longues et difficiles, et après l'accession à la compétence admissible, se trouve face à un avenir apparemment bouché : profession anéantie, rémunérations enfermées dans le carcan d'un budget contrôlé par les pouvoirs publics.

Car il y a, dans la situation actuelle, deux logiques qui paraissent inconciliables : d'une part, celle des pouvoirs publics d'assurer l'égalité et la liberté de l'accès aux soins, en maîtrisant les dépenses de santé ; d'autre part, celle des médecins revendiquant une rémunération qui corresponde à l'importance de leurs responsabilités, de leur formation et de leurs activités.

La maîtrise des dépenses de santé, dans un pays comme le nôtre, ne peut être le fait du rationnement et de mesures autoritaires. Elle passe obligatoirement par la responsabilisation des professionnels qui sont les médecins. Les pouvoirs publics ont néanmoins une responsabilité directe puisqu'ils ont le contrôle de la mise à disposition des moyens à la fois techniques et humains. Cette responsabilité n'est pas toujours bien assumée et c'est, par exemple, pour avoir trop tardé dans la définition et la mise en œuvre d'une politique de régulation des flux en médecine, généralistes et spécialistes, que l'on en est là.

depuis plus de deux ans. Leur caractère insuffisant, « déshonorant » à certains, notamment pour la consultation, est largement reconnu. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que beaucoup de médecins, et souvent les plus consciencieux (donc les plus pénalisés par la faiblesse des tarifs), adoptent le secteur à honoraires libres pour arriver à exercer leur métier correctement.

Mais est-il sain, par ailleurs, d'en rester au système « Praticien », tout à fait F. pour la consultation du généraliste ? Ceci n'est-il pas une incitation au nivellement par le bas ? Reste la reconnaissance tarifaire de la formation. C'est la demande des chefs de clinique et d'accueil se fait assez bien à-dessus. Cela pose plus de problèmes pour les internes, puis-que les concours dont ils se prévalent n'est plus un concours de sélection mais de régulation des flux entre spécialistes et généralistes. En faire un diplôme promotionnel serait hérisser de fait la profession médicale entre les spécialistes et les généralistes, ce qui irait à l'encontre de la politique de promotion de la médecine générale. Il paraîtrait donc plus sain et plus porteur d'une certaine dynamique de la compétence acquise

tant par la formation initiale que par la formation continue, cela pour les généralistes comme pour les spécialistes. Cela pourrait ne concerner qu'un certain pourcentage d'actes et qu'une certaine durée, au-delà de laquelle la preuve de la persistance de l'effort de formation devrait être fournie.

Cette amélioration de la tarification doit-elle être à la charge du patient ou de la Sécurité sociale ? Son remboursement est souhaitable, et il n'est pas absurde de penser que cette politique, mise en œuvre dans son ensemble, ne se traduise par une réduction des dépenses. Cependant, il ne faut pas oublier non plus qu'il est souhaitable que les médecins gardent, au niveau de leurs honoraires, un certain espace de liberté.

Cette grève, instaurée mais non éternisée, peut être l'occasion de revoir notre système, d'en préserver l'essentiel, c'est-à-dire l'accès aux soins pour tous, et d'y introduire une dynamique nouvelle qui assie de promouvoir parallèlement la maîtrise des dépenses et la qualité des soins.

► Pierre Gallois est président fondateur de l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC).

BIBLIOGRAPHIE

« Gros temps sur la planète », de J.-C. Duplessy et P. Morel

Péril ambiant

LES activités humaines perturbent extrêmement l'environnement terrestre. La teneur de l'atmosphère en gaz carbonique a augmenté de 25 % depuis le début de l'ère industrielle et elle continue de s'accroître.

Depuis une dizaine d'années, les scientifiques essaient d'expliquer le grand public et les « décideurs » à ces problèmes. En vain. En 1986, la « crise » d'origine scientifique est — enfin — devenue un des sujets vedettes des médias. Du coup, l'augmentation du gaz carbonique est, elle aussi, passée au rang de star.

Ce double vedettariat, certes, est une bonne chose puisqu'il traduit une large prise de conscience. Mais il a suscité les déclarations les plus follement pessimistes et les plus inconsidérées. Deux éminents spécialistes ont donc décidé d'expliquer la situation dans « Gros temps sur la planète ». L'un, Jean-Claude Duplessy est géochimiste et dirige le Centre des faibles radioactivités (CNRS et CEA). L'autre, Pierre Morel, est le créateur du laboratoire de météorologie dynamique du CNRS et le secrétaire du Programme mondial de recherche sur le climat.

Ces deux spécialistes ont redonné une performance remarquable et

rare : les processus qu'ils décrivent sont extrêmement complexes. Les méthodes d'étude sont très compliquées. Pourtant les deux auteurs sont toujours compréhensibles, et même parfois drôles, lorsqu'ils expliquent la machine-climat et les variations climatiques anciennes. Ils ont aussi la modestie des vrais savants, ils avouent honnêtement leurs ignorances (et celles de leurs pairs) ; ils exposent leurs perspectives ; ils présentent les différentes hypothèses.

La teneur du gaz carbonique augmente, c'est un fait reconnu par tous. A terme, cette augmentation de l'effet de serre aura pour effet de réchauffer la planète globalement. Mais quand et comment ? Là, ils reconnaissent qu'on ne sait pas très bien. Le réchauffement modifiera les circulations océaniques et atmosphériques. Tout le monde en convient. Mais, en l'état actuel des connaissances, et des capacités de calcul, personne ne peut dire ce que seront les « nouveaux » climats régionaux résultant des activités humaines.

Jean-Claude Duplessy et Pierre Morel, au passage, jettent le cou à quelques contre-vérités trop répandues. Non, la forêt amazonienne n'est pas le poumon de la planète.

Non, la partie orientale (la plus grande) de la calotte glaciaire antarctique ne peut fondre brusquement, faisant ainsi monter le niveau des mers de 65 mètres. Elle supporte, sans gêner bouger, un équilibre moyen de plusieurs degrés Celsius comme elle le fait depuis une bonne dizaine de millions d'années. Ce qui ne veut pas dire que les mers ne monteront pas d'un ou plusieurs décimètres pendant le prochain siècle.

Trois crises à venir

Pour terminer, les deux auteurs présentent les trois crises auxquelles seront confrontés les hommes du vingt et unième siècle. Une crise climatique est prévisible : « Des arguments scientifiques solides nous font tout à fait prévoir, nous avertissons [d'une] évolution relativement rapide du climat pour toutes les régions de la Terre, d'une amplitude inégale dans un intervalle de temps aussi bref... Les problèmes causés par ce phénomène ne seront pas insurmontables. » Et, de plus, il y a « toutes chances de voir le système régulateur naturel ramener progressivement le climat de la Terre vers un état proche des conditions actuelles. » Mais, à partir de maintenant, [nos très lointains descendants] auront éliminé les sources de gaz carbonique et autres gaz excrétoires ».

En revanche, la crise biogéochimique et écologique (désertification, extinction d'espèces, surexploitation) risque d'être d'autant plus irréversible que « les cycles biogéochimiques délicats, les équilibres symbiotiques raffinés [...] résultent d'un long processus d'évolution et d'adaptation mutuelle, sont lents à se constituer et peu aptes à se reconstruire, mais faciles à détruire. Conséquence de la complexité des systèmes vivants, la dégradation des équilibres écologiques naturels peut être subtile et demeurer longtemps cachée. Mais lorsqu'ils se manifestent, les dégâts sont souvent irréversibles ou très difficilement réversibles ».

Enfin la plus grave, la crise démographique. « Aujourd'hui la population humaine s'accroît au rythme d'un milliard d'habitants en dix ans. S'il existe un problème global pressant qui devrait être au centre des consultations politiques internationales, c'est bien celui-là [...] [non] parablement plus impénétrable que la corrélation physico-mathématique du climat ou les interactions multifactorielles de l'écologie, qui défie l'analyse avant qu'il ne résiste aux arguments logiques ».

YVONNE REBEYROL

► Gros temps sur la planète, de Jean-Claude Duplessy et Pierre Morel, Editions Odile Jacob, 297 pages ; nombreux schémas et cartes, 180 F.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

M. Genevieve Beuve-Méry,

M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et les index du Monde au (1) 42-42-88-81.

Imprimé par la SARL Le Monde

12, rue M. Goussier

94852 IVRY

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Taper LEMONDE

ou 36-15 - Taper LM

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDEPUB 286 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

Administration :

11, RUE JEAN-MAZET

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Service à domicile :

Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous adresseront

renouveler le bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Service à domicile :

Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous adresseront

renouveler le bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Service à domicile :

Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous adresseront

renouveler le bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Service à domicile :

Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous adresseront

renouveler le bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Service à domicile :

Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous adresseront

renouveler le bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

150 000 000

سكرايا بالارجل

SCIENCES • MEDECINE

Misères de plomb



L'élimination des risques passe par la rénovation des logements vétustes.

Suite de la page 17

Collage de papier peint sur les écaillés, nettoyage humide pour éviter la dispersion des poussières, lavage des mains, interdiction de gratter constituent les quelques principes de prévention. De maigres moyens qui limitent tout de même les risques.

Ménée par Médecins sans frontières et Migrations Santé (1), une opération de réhabilitation de cent logements parisiens est en cours depuis octobre dernier. L'objectif est de prévenir une réintroduction chez les enfants les plus atteints et de mettre au point une méthode chimique de décapage des murs qui soit reprise par les pouvoirs publics. Les techniques de ponçage ou de brûlage sont à proscrire car elles mobilisent les poussières qui peuvent intoxiquer l'entourage.

La mairie de Paris envisage de reprendre à son compte l'opération. D'après ses estimations, quelque quatre cents logements sont concernés. « Un inventaire en cours au niveau de la Direction du logement recherche les solutions les plus adéquates. Certains

logements peuvent être repeints, d'autres, insalubres, sont en passe d'être rénovés », prévoit M^{me} Barzach.

Dans cette dernière hypothèse, que deviendront les occupants actuels ?

Le collectif antiploomb, qui regroupe une quarantaine d'associations, réclame l'assurance d'un relogement pour les familles contraintes de quitter leur appartement. Depuis quelques mois, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) a mis en place une procédure spéciale à l'intention des propriétaires désireux d'engager les travaux de peinture. Aucune demande n'a encore été déposée.

Le Pacte de Paris, l'association par laquelle transigent les dossiers, souligne que les financements seront attribués aux personnes qui se trouvent dans une situation juridique normale.

Actuellement, il n'existe pas de moyens réglementaires ou juridiques légaux de contraindre les propriétaires à entreprendre les travaux. « Le problème du saturnisme est devenu des critères de salubrité traditionnels, dit M^{me}

Esméralda Luciolli, responsable de la mission France à MSF. Aux Etats-Unis, si un enfant est reconnu intoxiqué, les propriétaires sont tenus de prendre des mesures palliatives. »

Les effets à long terme du saturnisme sont encore mal connus. Le plomb, stocké dans l'organisme pour des années, hypothèque le développement normal de l'enfant. « L'amputation de la capacité de mémoire, d'attention et du quotient intellectuel représentent des séquelles potentielles graves », remarque le docteur Antoine Yver, chef de clinique à l'hôpital Trousseau. Un risque qui montre l'urgence d'un dépistage systématique de toutes les populations à risques. Maman-dou fait partie de ceux qui ont pu être identifiés à temps. Mais combien d'enfants resteront ignorés des services de santé ?

MARINE MALTO

(1) Médecins sans frontières, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél. 40-21-29-29. Migrations Santé, 23, rue du Louvre, 75001 Paris, tél. 42-33-24-74.

Des journaux pour mieux prescrire

QUELS sont les outils d'une bonne formation médicale continue ? Au moment où les participants conventionnels s'achèvent à mettre au point une nouvelle convention médicale, la question de savoir comment, et avec quels moyens, mettre en œuvre un vaste programme national de formation continue des médecins est d'une actualité brûlante.

Chacun convient qu'une telle politique nécessiterait à terme d'assurer une médecine de meilleure qualité ainsi qu'une diminution des dépenses de santé, mais, des lors qu'il s'agit de dépasser le stade des beaux principes, syndicats, CNAM et pouvoirs publics se révèlent incapables de trouver un terrain d'entente. Chacun veut tirer la couverture à soi en organisant l'évaluation médicale, un problème d'ailleurs directement lié au précédent. Résultat : c'est le statu quo. Et tant l'UNAFORMEC (Union nationale des associations de formation médicale continue) que les laboratoires pharmaceutiques continuent chacun à sa manière... d'occuper le terrain.

L'un des aspects les moins souvent évoqués à ce propos concerne le rôle de la presse dans la formation médicale continue. Là encore, sur le principe, la cause est entendue : il s'agit d'un véhicule indispensable à la bonne diffusion de l'information médicale. Pour autant, un tel outil pédagogique et formateur existe-t-il en France ? Un débat organisé le 25 janvier par la revue *Prescrire* a permis de faire l'inventaire des problèmes rencontrés par les éditeurs des différentes revues de formation médicale continue (FMC) existant en France.

Aider à l'apprentissage de l'art de la décision : tel est en définitive le premier but d'une revue de FMC. Pour cela, ses rédacteurs doivent satisfaire à un certain nombre de critères de qualité : commencer par la transmission d'une information fiable, précise et critique, il faut également avoir une vraie réflexion sur le médicament, sachant, selon l'expression du professeur Michel Detilleux, directeur de la *Lettre médicale*, qu'un médicament « est à la fois une substance et une réflexion sur son bon usage ».

Par rapport aux autres types de revues médicales - celles d'informations générales et celles dont l'objet est de ne publier que des

travaux de recherche - les revues de FMC doivent avant tout privilégier la logique de ce qui se rencontre fréquemment en pratique générale courante. De tels principes sous-tendent, pour ces revues, une grande nécessité d'indépendance. En France, la situation est pour le moins disparate : quel point commun y a-t-il en effet entre une revue comme la *Revue du praticien*, qui appartient au groupe de presse britannique qui édite en particulier les *Echos* et le *Financial Times*, et des revues comme la *Lettre médicale*, qui refuse toute publicité, ou encore *Prescrire*, qui, outre les abonnements, perçoit une subvention ministérielle ? Toutes admettent volontiers que, pour faire une revue de qualité, il faut de l'argent, mais, d'une vraie indépendance. Où le trouver ? Chez les médecins eux-mêmes, lorsqu'ils acceptent de s'abonner à ces revues. Mais, là encore, il faut bien admettre que les médecins français, submergés d'exemplaires gratuits de revues médicales en tout genre, n'ont guère l'air « bien éduqués ».

Quant à l'industrie pharmaceutique, grande pourvoyeuse de publicité dans les grands journaux généralistes (on ne compte pas moins

de trois quotidiens exclusivement destinés au corps médical, tirant chacun l'essentiel de leurs revenus de la publicité pharmaceutique), elle n'est que fort peu attirée par les revues de FMC. Dans ce domaine, son volume d'investissement tendrait même à se réduire pour n'atteindre que 8 % des volumes d'investissements totaux en publicité.

Peut-être la suggestion de M. François Mignon, le directeur du *Concours médical*, permettrait-elle de sortir de cette impasse. « Ne faudrait-il pas, explique-t-il, accorder une reconnaissance à ceux qui font l'effort de se former ? »

On rejoint là le problème plus global de la convention : ne pourrait-on accorder aux médecins qui ont une formation - initiale et continue - poussée le droit de pratiquer des honoraires plus élevés ?

Cela permettrait sans doute, indirectement, aux bonnes revues de FMC d'acquiescer de nouveaux abonnés et de mieux remplir leur mission tant auprès des médecins qu'auprès des étudiants en médecine, qui eux aussi manquent cruellement d'outils pédagogiques adaptés à leur exercice futur.

FRANCK NOUCHI

Agile comme un dinosaure

Un nouveau gros dinosaure carnivore vient d'être découvert dans le Colorado par le docteur Robert Bakker, de l'université de cet Etat. Des vertèbres, des dents, les mâchoires, ont été trouvées en nombre suffisant pour que le docteur Bakker puisse donner un nom à ce nouveau dinosaure : *Epanterias amplexus*.

Celui-ci vivait il y a quelque 100 millions d'années (crétacé inférieur). Il devait être long d'environ 15 mètres et peser dans les 4 tonnes. Il avait des membres antérieurs petits mais puissants et terminés par trois très grandes griffes. L'articulation de ses mâchoires pouvait se distendre (comme celle des serpents) si bien qu'il devait avaler tout rond des dizaines de kilos de « viande ».

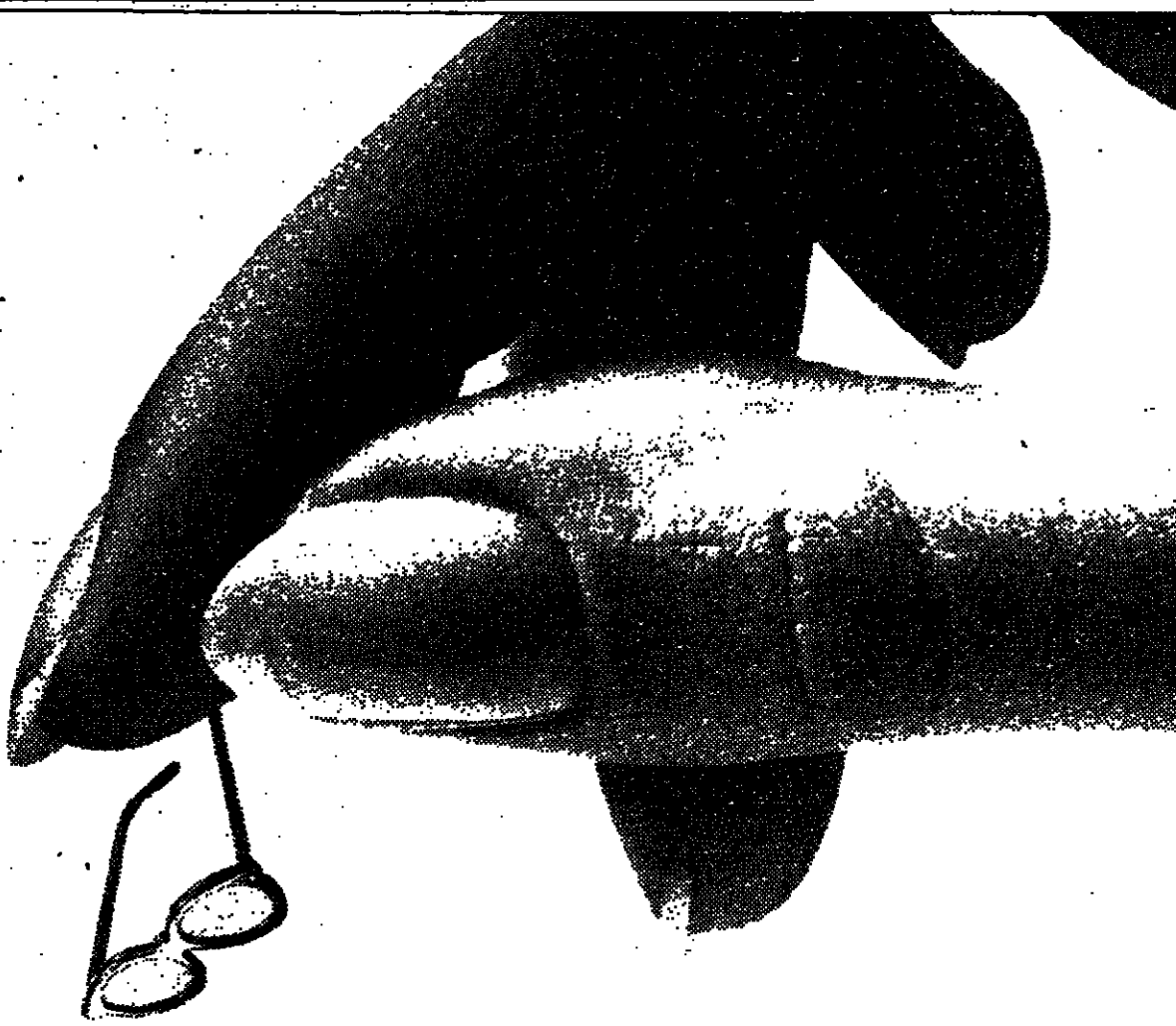
Selon M. Philippe Taquet, spécialiste des dinosaures et directeur du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, une telle découverte est très intéressante mais pas très surprenante. Le

crétacé inférieur, en effet, est une période pendant laquelle ont prospéré de nombreux gros dinosaures tels le *Carcharodontosaurus* d'Afrique (malheureusement connu seulement par ses énormes dents hautes de 10 cm).

Le docteur Bakker est connu pour avoir renouvelé l'idée qu'on se faisait des dinosaures. Il a montré que les plus grands de ces animaux n'étaient pas uniquement des bêtes balourdies et mastoc. Ils pouvaient être agiles, mais seulement pendant de courts moments.

Rappelons que les dinosaures sont apparus vers - 230 millions d'années (fin du trias) et ont disparu il y a - 65 millions d'années (fin du crétacé). Pendant ces 165 millions d'années, ils se sont diversifiés en carnivores et herbivores, petits et très gros, bipèdes et quadrupèdes. On en a déjà identifié plus de 600 espèces.

Y.R.



Lunettes.

Fin d'être remboursé des "queues de cerise."

Voici

la Sécurité Libérale.

Prenons un exemple tout simple : vous achetez des lunettes. Coût : 1.260 F. La Sécurité Sociale ne vous rembourseant que 185 F (autant dire des "queues de cerise"), vous en êtes de votre poche pour 1.075 F !

Avec la Sécurité Libérale de la Strasbourgeoise, ces 1.075 F peuvent

vous être remboursés intégralement et rapidement. La Sécurité Libérale vous permet de choisir entre de nombreuses possibilités de remboursements complémentaires adaptés à vos besoins et à vos moyens. Vous pouvez ainsi privilégier tel ou tel domaine : hospitalisation, lunettes, frais dentaires,

pharmacie... Et en cas de séjour à l'hôpital ou en clinique, vous ne déboursez rien.

La Sécurité Libérale, une nouvelle conception de l'assurance des personnes, vous fait bénéficier en plus et automatiquement, de Santé Service, une assistance exclusive en cas de maladie ou d'accident, à votre domicile

et en déplacement dans le monde entier.

La Sécurité Libérale, c'est aussi une information régulière en matière de santé et la disponibilité de véritables spécialistes. Contactez la Strasbourgeoise - Assurance Mutuelle, B.P. 405, 67001 Strasbourg Cedex. Tél. 88.69.90.27 ou 46, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. (16) 1.42.85.00.36.

Strasbourgeoise

ASSURANCE MUTUELLE

Partenaire Santé du Groupe Azur

GRUPE AZUR

Si vous désirez rencontrer un professionnel de l'Assurance proposant la Sécurité Libérale, tapez sur votre Minitel : 36.16 MTX STRAS.

MUSIQUES

Les épines du baroque

*René Clemencic a exhumé un opéra portugais charmant
mais soporifique dans sa réalisation*

Belle idée que ce cycle baroque du clavier des Champs-Élysées qui, d'ici le 1^{er} février, nous révélera cinq opéras inédits, nichés par René Clemencic dans les bibliothèques du Portugal, d'Autriche, d'Italie, d'Allemagne et même... du Pérou pour la *Purpura de la rosa* !

La représentation de *Testoride Acosmista*, de João de Sousa Carvalho (11 opéras en 1789, une bonne, a cependant quelque peu refroidi notre enthousiasme. Comment le créateur du Clemencic Consort, le merveilleux flûtiste et muséologue qui domait tant de fouler et de voyager à la main, a-t-il pu se laisser aller à la forme un orchestre d'instruments anciens aussi muets et sans sel, sans ressort, pour jouer ces opéras baroques où sans cesse il faut relancer le dynamisme et la savour musicale ?

Comment, surtout, a-t-il accepté une mise en scène aussi ridicule que celle de Roberto Taddai pour une œuvre aussi fragile que celle de Sousa Carvalho ? Cette musique

n'est sans doute pas géniale, mais on lui accordera une excellente facture, digne de ses maîtres italiens : un peu « mozartien » de temps en temps, avec des bois marquant, des cuivres virils et solennels, des passages en mineur très expressifs, préromantiques, une réelle poésie dans les meilleures pages, comme la scène nocturne qui précède le final.

**Un livret
passe-partout**

Vocalement, tous ces airs à du *capo mequant* de la graine d'opéra, qui pourraient les transfigurer, et l'intérêt du livret passe-partout est à peu près nul. L'istorida, roi des Argonautes, et sa fille sont prisonniers d'Icaro, roi d'Asie mineure. Le frère d'Irène vient la sauver. Leur père leur ordonne de fuir. Tous sont trahis, puis graciés par Icaro, qui épouse Irène.

On est ravi de prime abord par le décor de Toni Casalonga, un arc de

trionphe baroque (ou une loggia) donnant sur un parc planté de colonnes. Sur les côtés, cinq beaux costumes empanachés. Mais on est furieux ensuite de voir apparaître les acteurs en veste et pantalon noirs, chapeau melon ou haut de forme, lunettes le cas échéant, tous hommes et femmes chantés par des cantatrices, à part Testoride, qui a droit, du coup, à un magnifique chapeau et costume de Wotan-Wanderer !

Chacun vient chanter ses airs au milieu de la scène, tandis que ses camarades vont recueillir leur rôle ou bavarder dans le parc. Des lumières sur les costumes baroques indiquent qui est en train de chanter.

Une bordée de huées

Le metteur en scène n'a pas volé la bordée de huées qui a salué son apparition. Les prochains opéras, hélas, ne seront pas représentés.

Dans une distribution honorable et sans grand éclat, on remarquait surtout la jeune Elisabeth von Magnus (Icaro), chèreuse et d'ailleurs très intéressante, et le jeune Currys Rayam, malgré une voix et une justesse hasardeuses.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Joao de Sousa Carvalho (1745-1798) a été un étroit musicien au séminaire de Lisbonne et au conservatoire de Naples. Il donna son premier opéra à Rome, *La Niteli*, sur un livret de Metastase, en 1766, puis revint au Portugal, où il composa trois opéras et quatorze serenatas, ainsi que beaucoup de musique religieuse et un livre de *Macedonia*. Professeur de contrepunt et de composition, il fut aussi un grand et aussi maître de musique de la famille royale avant de se retirer sur ses terres de l'Algarve et de l'Aleantejo.

► Prochains programmes, au Théâtre de la Chapelle-Elysée (la 20, 30, 40) : *Defina in Laura*, de Johann-Josef Fux (le 8 février), *l'Olympiade*, de Vivaldi (le 10), *Crossus*, de Reinhard Keiser (le 13) et *la Purpure de la rose*, de Thomas de Torrejon y Velasco (le 16 février).

VENTES

Affiches des années noires

Françaises ou américaines, ces images qui évoquent le conflit mondial voient leurs prix monter

A l'exception des Lautrec, Steinlein, Mucha ou Chéret, les affiches restent pour l'instant à l'écart des soubresauts spéculatifs du marché de l'art. Mais les marchands qui achètent pour le compte de décorateurs ont désormais détrôné les paravents. Les prix commencent à monter.

Tandis que les images touristiques (golfeuses et skieuses des années 20) ont la faveur du grand public, les cinéphilles s'enthousiasment pour le septième art. Dernièrement les affiches de courses automobiles ont démarré sur les chapeaux de roues. En général, les plus belles pièces prennent le chemin des Etats-Unis.

Les affiches de guerre, quant à elles, sont toujours à la traîne. Celles des emprunts de la première guerre mondiale ont été rigoureusement conservées par les familles comme preuve de patriotisme — les souscripteurs recevaient une affiche.

pitre à rapprocher du 14 juillet 1916, journée de Paris, de Poulbot, où des enfants sont au garde-à-vous devant des blessés de guerre (2 000 F).

Des enfants toujours, auxquels on demande de contribuer à l'effort de guerre dans une superbe affiche américaine *Boys and girls! You can help your Uncle Sam win the war*, de J. Montgomery Flagg. Estimée à 3 000 F, elle sera une des vingt-six affiches d'outre-Atlantique qui seront proposées dans cette vente.

Des estimations élevées

Alain Weill, ces estimations sont élevées pour des œuvres dont le marché reste, malgré tout, aux Etats-Unis. Citons encore le *Fight or Buy Bonds*, de H. Chandler Christy pour 2 000 F. Enfin, *Cette fois, jusqu'à Berlin !*, l'affiche anonyme sans doute la plus connue de la propagande américaine de 1944-1945. Elle n'est évaluée que 800 F.

L'avenir s'annonce plus brillant

La venue du 12 février prochain à Drouot en comportera un certain nombre. L'allégorie y est déclinée sous toutes les formes, telle la mère allaitant son enfant tandis que les hommes travaillent à la reconstruction de la France. *L'Emprunt de la paix* de Lebasque, (1 500 F) ou *Souscrivez pour hâter la paix par la victoire*, d'Albert Besnard, (700 F).

avec *La guerre est l'industrie de la Prusse*, de Neumont (800 F). Plus rares sont les quelque vingt dessins, gravures et lithographies du pacifiste Steinlein, plus connu pour sa *Tournée du chat noir* et *La Rue*, que pour les *Conserits* (500 F), la *Journée du poilu* (400 F) ou l'*Aïme dévastée* (1 200 F). Une

pour de rares affiches « orientalistes »... Seule la mention « Emprunt » rappelle qu'elles ont été destinées, pour soutenir l'effort de guerre de la mère patrie. Particulièrement prises pour leur vertu décorative, elles représentent le Port d'Alger (2 000 F à 3 000 F), le Débarcadère du port d'Alger (2 000 F), ou le Marché algérien (2 000 F). La communauté pied-noir en est, dit-on, particulièrement friande.

► **Vente : le 12 février à Drouot-Richelieu, à 14 heures. Salle 8.**

CINÉMA

Guerre ou paix

« *Opération Crépuscule* », d'Andrew Davis
avec Gene Hackman : pas de surprise

Berlin-Est : un jeune Américain trouvé dans le lit d'une demoiselle autochtone se fait virer sans douces paroles des flics qui ont trop vu de films sur les méthodes du G.I. Berlin-Ouest, des flics de la CIA continuent minutieusement le « chateau » où doit se tenir une réunion de première importance. C'est l'hiver. Gene Hackman, sergent formé sur le tas, est envoyé avec sa patrouille à l'histoire se passe avant la chute du mur : surveiller la forêt entre les deux Berlins, arrêter un jeune couple que la police allemande intercepte. En fait deux terroristes dangereux. Accusé de négligence, Gene Hackman est renvoyé en terre natale pour se réappaiser un peu. Mais un genre tête brûlée qui a frappé un officier. En fait, un dangereux terroriste.

Le film d'Andrew Davis, *Opération Crépuscule*, commence dans la confusion mais sur les chapeaux de

roures ; et une fois de plus on admire la virtuosité du cinéma standard américain quand l'agent d'action. Ensuite, c'est un peu *Y a-t-il quelqu'un pour sauver la reine* en sérieux malheureusement.

La guerre des services secrets, vautours d'un côté, colombes de l'autre (le président des États-Unis et le secrétaire général du PC soviétique vont signer un accord de désarmement total, ce qui n'est guère crédible et d'ailleurs ne plaît pas à tout le monde) cette guerre donc, accumule un tel nombre de péchés, de fautes, de sottises, de sottises dans les couleurs d'hôtel, scènes de foule, course après la bombe, si-lom de voitures dans les encombrements, gardes du corps en civil, marchant d'un même pas, l'oreille branchée sur un micro - qu'on se demande où est, au cinéma ou devant la télé à 20 h 30.

C. G.

« L'air de rien », de Mary Jimenez

Une jeune femme, Jessie, décide de ne pas aller chercher les résultats d'un examen, qui vont lui apprendre si ses jours sont comptés. Elle veut partir pour la Malaisie, mais il n'y a plus d'avion ce jour-là. Alors, Jessie quitte son domicile, son sacant, son travail, pour se perdre au sein de sa propre ville, Bruxelles (le film est une coproduction franco-belgo-canadienne, et la réalisation, d'origine péruvienne, tourne en Belgique). Elle découvre une vie qu'elle ne soupçonnait pas, elle apprend à regarder les autres. Le changement de perception du temps et de l'environnement sont, certes, d'une mort possible, fut autrefois, le thème du beau film d'Agnès Varda. *Cléo de cinq à sept*. Mary

Jimenez ne renouvelle pas ce sujet, qui est de toutes les époques. Elle s'est essentiellement attachée à la forme : cadrages, composition des plans, éclairages, utilisation du noir et blanc ou de la couleur alternativement, pour amener un décalage de la réalité. Et l'histoire se perd dans une construction substitutive, une présentification, avec, parfois, de brusques résurgences d'émotion, dues aux personnages secondaires (Gabriel Arcand, Bernadette Lafont, Lucas Belvaux).

L'héroïne, Carole Courby, n'est certes pas une mauvaise actrice, mais elle finit par devenir transparente, inintéressante dans les artifices de la mise en scène.

JACQUES SICLIER

VARIÉTÉS

Les yeux de Patricia Kaas



Sur scène, Patricia Kaas paraît très grande, style mannequin longiligne. En définitive, elle est seulement dans la bonne moyenne, mais vraiment longiligne, avec des mains petites. Et ses yeux en amande, ses yeux d'eau, transparents presque, annoncent comme un mystère, un domaine réservé, alors que sur scène, elle demeure une gamine qui s'amuse beaucoup.

ret, de fêtes de la bière, pendant son adolescence lorraine, lui a enseigné à se protéger. On la dit timide, c'est sa manière d'éviter les pièges. Elle parle peu, n'aime pas parler d'elle — « *Décrire son caractère n'est pas évident, je peux dire que je m'adapte à beaucoup de gens, et que j'ai quand même assez confiance en moi pour écouter les conseils.* »

elle s'amuse quand elle arrive en kïd, quand elle surprend son public avec une mélodie, ou que, au contraire, elle chante ses tubex et qu'elle en fait rendre les autres. Son art ne se contente pas de frémolner la la la, il connaît les paroles, il a souvent écoulé le disque. Il couvre tous les âges. Patricia Kaas plaît aux parents, aux ados, et à leurs petites frères (ou sœurs). Cette diversité le rassure, peut-être y a-t-il de la vertu. C'est caribbé, elle la chérit. « Pour y arriver, il faut avoir des chansons bien entendus, et la scène est importante. Elle permet plus que le disque ou le télé de montrer qui on est. Rester dans le domaine de la pop, c'est comme s'avoir un « Top 50 » pendant un an ou deux, mais, quand on n'y est pas, c'est vrai, on se pose des questions... »


Patricia Kaas ne refuse pas

« Elle écoute les conseils d'un essayeur de ses pas et de ses gestes. Elle sait que, en dehors de son physique, de sa voix — la moindre des choses pour une chanteuse, — son principal atout est son authenticité, et que si elle reste elle-même, on aura envie d'écrire pour elle. Et qu'elle pourra choisir ce qu'il lui convient, parce que c'est ce qu'elle aime, envie d'exprimer. C'est l'authenticité de cette envie qu'elle doit sauvegarder. Pour l'instant, elle en est encore au stade où elle peut devenir Mireille Mathieu ou Judy Garland.

Patricia Kaas ne dit pas « chanteuse », elle dit « artiste », avec naïveté sans doute, et sérieux. La cote est élevée, elle est le « gros coupé machine à sous », manifestement lui fait peur, mais elle ne théorise pas, ne fait pas de plan. Elle marche à l'intuition

les lois du show-biz. Elle les expérimente depuis deux ans, et apprend à les connaître. Elle sait qu'il vaut mieux ne pas se montrer trop vulnérable. « *Quand on arrive, on fait des rencontres, on a chaud au cœur, et puis on sent de la méfiance, à la limite de la gêne, c'est dur. Pourtant, la concurrence ne veut rien dire. Je ne cherche à rattraper personne, chacun fait sa carrière.* » Elle est dans le circuit depuis deux ans, mais son expérience de cabare-

► Olympia, du 6 au 10 février, 20 h 30. 47-42-25-44. Puis au Zénith, au mois de mai.

VANTERRE  AMANDIERS

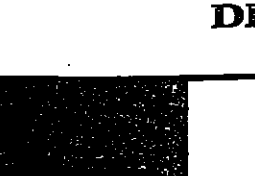
**DANS LA SOLITUDE
DES CHAMPS DE COTON**

de B.-M. Koltès - mise en scène Patrice Chéreau
avec
Patrice Chéreau et Laurent Malet

**10 DERNIERES
LOC : 47.21.18.81**

REPRESENTATION SUPPLEMENTAIRE DL 13 FEV. à 21 H.

DEMAIN



**Debra
Winger**

à la tête de
Karel Reisz
écrit par
Arthur Miller

**Chacun sa
chance**

Everybody wins

A PARTIR DU MARDI
6 FÉVRIER
ESPACE EUROPÉEN
JOUR C'EST PARTIR EUROPEIENMENT
20 REPRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES

MAGALI NOËL
REGARD SUR
BORIS VIAN

LOCATION À L'ESPACE EUROPÉEN
DE 11h à 19h. FNAC et AGENCES
et par Téléphone 42 93 69 68

JARDIN D'HIVER
42 62 59 49
MM
THEATRE OUVERT
MUSIC
HALL
de Jean-Luc Lagarce
avec
Hélène Surgère
Olivier Achard
François Beurre

DES LE MERCREDI 7 FEVRIER

■■■ MK2 DECOUVERTES 14 JUILLET ODEON ■■■

CHET BAKER un film de **BRUCE WEBER**

"Let's get lost"

Avec la Fondation Gan pour le Cinéma

صكزا مع الاميل

et un chien paresseux

de Goldoni : une grande comédie

de sentiment

Cette comédie... C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

C'est... Goldoni... une grande comédie de sentiment... de sentiment... de sentiment...

Les langues

« Série morte »

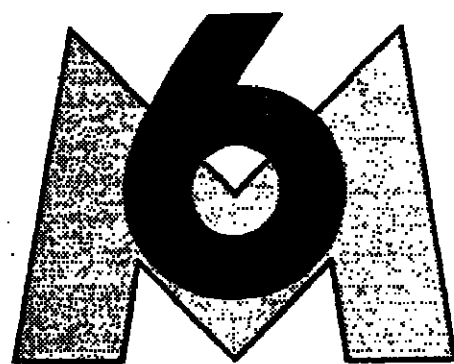
14 séries policières



australie

Sur M6 aussi, nous avons des débats passionnés.

En effet, nos débats vous tiendront en haleine jusqu'au final, et vous verrez qu'ils se terminent toujours très bien. Depuis septembre 89, M6 est en mesure d'offrir aux téléspectateurs français un ensemble de "débat" qui peuvent être considérés comme les meilleurs du monde : "Cosby Show", "Campus Show", "Roseanne", "Madame est servie", "Murphy Brown", "Les années coup de cœur". Ce n'est donc pas par hasard que M6 est la chaîne qui a connu la plus forte progression d'audience en 1989.* *Source : Institut Médiamétrie.



M6. La petite chaîne qui monte, qui monte.

CHAMPS-ÉLYSÉES
BERNARD
GIRAUD
Romp
Ménage
RENARD
MURAT
47 20 08 24

سكنا على الاموال

AGENDA

CAMPUS

Des IUFM à Grenoble, Lille et Reims

Trois sites expérimentaux ont été choisis pour tester, dès la rentrée 1990, la nouvelle structure de formation des maîtres du premier et du second degré, créée par la loi d'orientation de juillet 1989 : les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Il s'agit de Grenoble, Lille et Reims, distingués pour la qualité des relations entre les actuels centres de formation qui devront être regroupés (universités, écoles normales d'instituteurs, centres pédagogiques régionaux...), leur savoir-faire bien rodé dans le domaine de la formation des maîtres et de la recherche pédagogique (c'est le cas de Grenoble et de Lille) ou encore, comme pour Reims, « parce que la réflexion liée à l'élaboration du dossier a été bien conduite », comme l'a souligné, Daniel Bancel, membre du cabinet de M. Jospin et auteur d'un rapport sur les IUFM remis au ministre en octobre 1989.

Dans l'académie de Lille, la présence d'une école normale nationale d'apprentissage (ENNA) permettra d'inclure la formation des professeurs de l'enseignement professionnel (des la phase expérimentale. Quant au choix de Reims, une académie à faible potentiel de formation, où les problèmes de recrutement d'enseignants sont particulièrement aigus, il est destiné à montrer que « la création d'un IUFM peut très bien contribuer à dynamiser l'Université ».

Passé ces deux années expérimentales durant lesquelles les trois sites seront dûment évalués, les IUFM seront généralisés à la rentrée 1992. Les concours de recrutement d'instituteurs et les CAPES seront remaniés et simplifiés. Le ministère annonce, pour la session 1992, une simplification des concours et l'introduction d'épreuves « significatives » portant sur la pédagogie et le métier d'enseignant.

C. G.

France-URSS

« Les relations commerciales France-URSS. Les joint-ventures : un nouveau challenge pour votre entreprise » : tel sera le thème du Forum Export organisé par l'Ecole supérieure de gestion le 12 mars, à partir de 14 heures.

ESG, 25, rue Saint-Ambroise, 75011 Paris. Contact : Nadine Lazard. Téléphone : 43-39-74-89 ou 43-55-44-44.

Commerce international

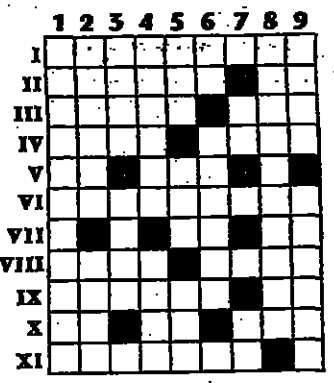
L'université Paris-IV-Sorbonne a créé un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) de commerce international. Les candidats, titulaires d'une maîtrise, sont recrutés sur dossier.

► Renseignements : secrétariat des LEA, université Paris-IV-Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, 75230 Paris Cedex 05.

► RECTIFICATIF. — Le numéro de téléphone du deuxième Forum des innovations pédagogiques dans les formations au management des 23 et 24 avril est le 47-54-65-00.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5191



VERTICALEMENT

1. Avec eux, l'affaire n'est pas nécessairement dans la poche ! — 2. Permet des ascensions. Peut avoir les doigts rouges. — 3. Ne peut être partagé qu'après avoir été donné. Parfois visible après coup. — 4. Employé pour rassembler. On peut y mettre un « e » collé. — 5. Est à l'origine de certains troubles. Prénom. Epinglé ou agrafé. — 6. Vient s'ajouter à beaucoup d'autres. Fait l'ouverture. — 7. Article. Saint. — 8. Revient régulièrement sur le tapis. — 9. Facile à prendre. Après l'été 1797, et jusqu'à sa mort, il ne s'est jamais plus croisé les bras.

Solution du problème n° 5190

- Horizontalement**
I. Archimède. — II. Naines. — III. Gier. — IV. Odes. — V. Nubiles. — VI. Sottisier. — VII. St. Eden. — VIII. Ass. Gap. — IX. Net. Loupe. — X. Tus. Etêt. — XI. Ext. Arté.

- Verticalement**
1. Angloisante. — 2. Raid. Oiseau. — 3. Créent. Etal. — 4. Hivernus. — 5. In. Bickie. — 6. Menuise. Ota. — 7. Es. Elinguer. — 8. Eléa. Opta. — 9. Erse. Râpées.

GUY BROUZY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 5 et mardi 6 février 1990 :

DES DÉCRETS

- N° 90-116 du 5 février 1990 relatif au plan d'épargne populaire ;
- N° 90-117 du 31 janvier 1990 portant publication du protocole pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, signé à Oslo le 2 mars 1983 ;
- Du 31 janvier 1990 portant classement d'un site (parc du château de Montgaillard en Seine-et-Marne).

DES ARRÊTÉS

- Du 18 janvier 1990 fixant le programme philatélique de l'année 1991 (première partie) ;
- Du 21 décembre 1989 portant admission à l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées en 1989 ;
- Du 15 janvier 1990 portant attribution du diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications.

Patrick Eveno - Jean Planchais

LA GUERRE D'ALGÉRIE

430 pages, 120 francs
une coédition
LA DÉCOUVERTE / LE MONDE

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dès dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer ► Ou peut voir ► Ne pas manquer ► Film à évaluer ► Film à évaluer ► Film à évaluer

Mardi 6 février

TF 1

- 20.40 Cinéma : Le carapace. ■
Film français de Gérard Oury (1978).
22.20 Magazine : Ciel, mon mardi !
De Christophe Deschamps. Invité Jean Benguigui. Thèmes : L'extrême droite ; Les taxis-blois.

A 2

- 20.40 Les dossiers de l'écran : Le Juge. ■
Film français de Philippe Lafleur (1983).
22.15 Débat : Juge d'instruction, un homme seul à la recherche de la vérité.
Avec M^{rs} Henri Loefer, avocat, M^{rs} Patrick Mounier, avocat, Dominique Marné, président de l'Association française des magistrats instructeurs, Serge Livroz (l'Empire), Gilles Renault, journaliste, Alain Laville (le Juge républicain), Didier Gaillet, juge d'instruction.

FR 3

- 20.35 Magazine : Point de rencontres.
Émission proposée par le FAS et l'ARA, présentée par Yvonne Benguigui et Michel Polac. Les invités en France.
22.15 Journal et Métro.
22.40 ► Cinéma : Satyricon. ■ ■ ■
Film italien de Federico Fellini (1969).
0.45 Musique : Carnet de notes. Poète et paysan, de Suppé, par les Chœurs du NOP.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Project X. ■
Film américain de Jonathan Kaplan (1987).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Le festin de Babette. ■ ■ ■
Film danois de Gabriel Axel (1967).
0.00 Cinéma : Voléur de désirs. ■
Film américain de Douglas De Stewart (1984).
1.35 Cinéma : L'initiation d'une femme mariée.
Film français classé X de Burt Tranter (1983).

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Le procès de l'incroyable Hulk.
De Bill Boby, avec Bill Boby.
22.20 Série : Chins beach.
22.30 Magazine : Réussites.
23.00 Magazine : Ciné Cinq (rediff.).
0.00 Journal de minuit.
0.05 La cloche tibétaine (rediff.).
1.05 Série : Les cinq dernières minutes (rediff.).
2.40 Le journal de la nuit.
2.50 Chéri-Bibi (rediff.).
3.05 La calanque (rediff.).
3.35 Les cinq dernières minutes (rediff.).
5.10 Tendre et passion (rediff.).
5.35 Musique : Aria de rêve.

M 6

- 20.35 Feuilletton : Les aventures de Pinocchio.
De Luigi Comencini.
22.30 Cinéma : Les quatre plumes blanches. ■

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Les musiques noires en Afrique du Sud (1).
De Claude Fécourt.
21.00 Documentaire : Frane Hale d'Anvers.
De Joris Savaryn.
22.00 Documentaire : L'école de la Neuville.
De Dominique Dubois.
22.30 Magazine : Imaginaire.
Documentaire : Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.
23.45 Jazz soundies collection.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel science. Bulles, gouttes d'eau et autres effets bizarres.
21.30 Débats. Brûl, m'entends-tu ?
22.40 Nuits magnétiques. Les horloges.
Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 26 septembre 1989 lors du Festival de Montreux-Vevay) : Concerto pour sept instruments à vent, timbales et orchestre, de Merri ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 19, de Beethoven ; Symphonie n° 2 en ut majeur op. 61, de Schumann, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Armin Jordan ; sol. : Martha Argerich (piano).
23.07 Club d'archives. Violonistes français.

Mercredi 7 février

TF 1

- 13.35 Série : 21 Jump Street.
14.30 Club Dorothée.
Série : Cap danger ; Wingman ; Dragon ball ; Le collège fou, fou, fou ; Kan le survivant ; Les chevaliers du zodiaque ; Salut les musclés ; Les jeux.
17.45 Le top jeune.
Présenté par Jacky.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.45 Feuilletton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : Le ruse de la fortune.
19.50 Tirage du Téo-O-Tao.
20.00 Journal, Métro, Tapis vert et Loto.
20.45 Variétés : Soirée soignée.
Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Maria Padoa, Michel Fugère. Variétés : Dick Rivers, Francis Cabrel, Gloria Estefan, Les Forbans, William Sheller.
22.35 Série noire : Neige à Capri.
De Gian Luigi Calderone.
0.05 Journal, Métro et Bourse.

A 2

Res-vous satisfait de votre « N° 1 » ?
ORDY
LES GRANDES DÉCOUVERTES
Tous les mercredis matin vers 10 h 30 sur A2
Copyright GLOBE TROTTER NETWORK SA FRANCE

FR 3

- 13.30 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.30 Eric et compagnie.
Bédélégé ; Popeye ; Foster ; Clémentine ; Show Bug's Bunny ; Arlette classe.
16.35 Série : Mémie Casse-cou.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Graffiti 5-15.
Présenté par Groucho et Chico. La fête à la maison ; COPS.
18.30 Série : Mac Gyver.
19.20 INC.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patricia Leffort.
20.00 Journal et Métro.
20.40 Téléfilm : Jeanne d'Arc.
De Pierre Badel.
22.15 ► Magazine : Fruits de la passion.
De Gérard Holtz.
Sommeils : Le danseur étoile Kader Belarbi ; Le cap Horn ; Yannick Noah ; Les coulisses du Tournoi des cinq nations.
23.10 Informations : 24 heures sur le 2.
23.25 Métro.
23.30 Histoires courtes.
Eli fat mat, de Michel Such.

FR 3

- 13.30 Magazine : Pare-choix.
14.03 Magazine : Fidèle.
14.30 Jeu : Cherchez la France.
15.03 Magazine : Dans la cour des grands.
17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.
17.30 Feuilletton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
Présenté par Vincent Perrot.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Spectacle : Le cirque chinois de Wu-Han.
Enregistré au Cirque d'hiver Boulogne en décembre.
21.50 Magazine : Mille Bravo.
De Christine Bravo. Avec Yvette Horner, Marcel Azzola, Pierre Palmade, Philippe Cornu, Etienne Eslerjan, Papa Wemba, Anne Prunel, Barbra Streisand.
22.15 Journal et Métro.
22.40 Magazine : Mille Bravo (suite).
23.40 Musique : Carnet de notes.
Wie Melodien, Merchendize, Liebestra, de Bratsche, par Teresa Berganza, soprano.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : La mort à portée de main.
De David Aronow.
15.05 Documentaire : Terre fragile.
De Phil Agland.
Borneo : des arbres nés de l'océan.
15.30 Pochettes surprises.
Imaginez la vie des héros.
15.40 Téléfilm : Le grenier.
De John Erman.
17.20 Cabou cadin.
Bernier ; Polka ; Superman.
En clair jusqu'à 21.00

LA 5

- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
Présenté par Philippe Dana.
18.30 Top 50.
Présenté par Marc Tesson.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
Invité : Claude Nougès.
20.30 Bandes annonces cinéma.
21.00 Cinéma : Starman. ■
Film américain de John Carpenter (1984).
22.55 Flash d'informations.
22.55 Cinéma : Mad Max au-delà du défilé du tonnerre. □
Film australien de George Miller (1985).

FR 3

- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
Dessins animés.
Les tripes ; Snorky ; Bozo.
17.35 Magazine : En route pour l'aventure.
18.05 Dessin animé : Le petit lord.
18.30 Série : Arnold et Willy.
18.55 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Vengeance de femmes.
Téléfilm de Jerrold Freedman.
22.20 Débat : Le viol.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.45 Feuilletton : Dynastie.
14.35 Téléfilm : Echo au hors-la-loi.
De Jerry Jameson.
16.05 Jeu : Match musical.
17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Cagney et Lacey.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Verdier.
De Tony Richardson.
22.10 Série : Le Saint.
23.05 Documentaire : L'Elysée au-delà du perron.
Présenté par Charles Villeneuve.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : Anglaise.
15.00 Danse : Candorine. Ballet de Maguy Marin, musique de Serge Prokofiev.
16.30 Série : La démolition (1).
De Krzysztof Kieslowski.
17.30 Documentaire : Dans les bras de Staline.
De Rejo Nikiel.
18.00 Cinéma : La monnaie noire. ■
Film français de Georges Lauer (1981).
19.40 Court métrage.
20.00 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité (6).
D'André Langenay et Gérard Calderon.
21.00 Feuilletton : Fontamara (3^e épisode).
De Carlo Lizzani.
22.00 Court métrage : Lamento.
De François Dupuy.
22.30 Magazine : Ici bat la vie.
23.00 Documentaire : Naissance d'un bateau. De Frédéric Verio.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Les horloges.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 29 novembre 1989 lors du Festival du Vieux-Lyon) : Jeu mélo Fraude und Lust, de Barteldus ; Concerto grosso en mi mineur op. 3 n° 3 de Geminiani ; Stabat Mater RV 621, Mozart en ut mineur op. 6 n° 1, de Corelli ; Salve Regina, de Scarlatti, par le King's Consort, dir. Robert King ; sol. : James Bowman (haute-contre) ; Robert King (orgue et clavier).
22.20 Concert du GMR. Suite cavatine, de Favotti ; Les sénes du sable, de Carné.
23.07 Jazz-club. En direct du Petit Oublier à Paris : Jimmy Rowles, piano, avec Eric von Essen, contrebasse.

Audience TV du 5 février (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	57,2	Sans barème 21,4	L.N.C. 6,6	Actual. région 20,6	Nulle part 2,2	Reporters 4,3	Pub 1,9
19 h 45	58,5	Roue fortune 28,0	Dessinez 10,8	19-20 infos 9,6	Nulle part 4,3	Journal 4,0	Roseanne 3,6
20 h 18	71,8	Journal 29,3	Journal 15,1	La classe 11,9	Pub 3,0	Journal 7,0	M-est servi 6,3
20 h 55	72,1	Années inf. 22,9	Bne adresse 14,2	French cancer 18,2	A. Quaterman 4,6	Ninja blanc 9,5	Non récup. 6,0
22 h 08	64,7	Années inf. 20,4	Bne adresse 14,5	French cancer 14,7	Flash 2,4	Ninja blanc 8,5	Non récup. 5,4
22 h 44	34,6	Serai à la une 8,5	Amour France 13,1	Soir 3 4,8	Lundi sport 1,5	Vendredi 13 3,6	Les Gaspards 3,6

سكرا من الامم

28 Les mouvements sociaux en Europe
29 Istanbul, porte de l'Est ?

30 Les faux-semblants du plan Brady
31 Technologie : les impôts côté couffisses

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

«Ni-ni»
protecteur

A son tour, M. Michel Rocard prend parti dans le « grand » débat autour du « ni-ni », le fameux principe mitterrandien du « ni nationalisation ni privatisation » inscrit dans la Lettre à tous les Français. A quelques semaines du congrès du Parti socialiste, la musique du premier ministre sonne différemment de celle jouée par d'autres dirigeants, d'un autre ténor en particulier, M. Jacques Delors. Elle est tout en finesse. Surprenant son monde, M. Rocard prend aujourd'hui — sur Europe 1 mardi 6 février — la défense du « ni-ni ». Il avait pourtant autrefois adopté des positions très différentes. On le sait favorable depuis longtemps à une grande souplesse dans ce domaine, comme son ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux. A l'époque, il était partisan de nationalisations partielles, l'Etat n'acquiesçant que 51 % du capital des entreprises. Il avait envisagé la possibilité pour les entreprises nationalisées d'ouvrir une partie de leur capital à des intérêts privés.

Aujourd'hui, il reprend à son compte le dogme du « ni-ni » et le défend en usant d'un thème cher... à M. François Mitterrand : le « ni-ni » protecteur. L'idée est que le « ni-ni » est l'un des moyens qui permet de protéger les entreprises françaises de prédateurs étrangers. Il est vrai que, à cause de l'Europe, la France a été obligée, au cours des dernières années, de casser nombre des protections qui existaient jusqu'alors, comme le règlement sur les investissements étrangers. L'argument n'est pas totalement convaincant. Ce n'est pas parce que des actions de l'UAP — le premier groupe d'assurances public — est dans des mains privées ou qu'une partie minoritaire du capital d'Air France se trouverait détenue par des intérêts non publics qu'immédiatement l'une ou l'autre de ces sociétés nationales serait l'objet d'OPA hostiles, serait achetée comme une « savonnette ».

Le refus de privatiser est donc un moyen de protéger certaines entreprises françaises. Admettons. Ne faudrait-il pas alors pour protéger BSN ou Air liquide... les nationaliser ? Mais ce qui surprend davantage dans la position exprimée ce mardi par M. Michel Rocard, c'est que le premier ministre affirme qu'il ne sera pas nécessaire de revoir ce principe à l'issue de l'actuelle législature, en 1993, « tout au plus l'assouplir », a-t-il dit. M. Pierre Bérégovoy a déjà fait savoir qu'il son avis cet engagement du « ni-ni » ne concernait que l'actuelle législature. Ce qui est, d'après un proche de l'Elysée, également la position du président de la République. Michel Rocard serait-il plus royaliste que le roi ?

INSOLITE

Voyages, voyages

Havré, l'Australie et le continent européen : tel est le classement des destinations des Japonais lorsqu'ils partent en voyage de noce. Ils sont, à cette occasion, 97,3 % à quitter leurs îles, précise une enquête menée par la société Japan Travel Bureau, qui souligne que l'Europe bénéficie toujours, dans ce domaine, d'une aura romantique.

La durée moyenne du voyage de noce des Japonais a été de 7,7 jours en 1989 (8 jours en 1988) à l'étranger et de 4,9 jours au Japon. La durée moyenne de la nuit de noce, elle, n'est pas indiquée !

«Un débat vital pour la France», selon M^{me} Cresson
Les Douze restent divisés face
aux importations des automobiles japonaises

A l'occasion du conseil des ministres des affaires étrangères européens qui s'est réuni le lundi 5 février à Bruxelles, la Commission a proposé aux Douze de négocier avec les Japonais le remplacement du système des quotas par un accord transitoire d'autolimitation des importations de véhicules. Cette mesure pourrait être appliquée sur une période de sept ou huit ans.

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, a trouvé « encourageant » le premier débat que les ministres des Douze ont consacré, lundi 5 février, à la politique à appliquer aux importations de voitures japonaises dans la communauté, avis partagé par le ministre français, M^{me} Edith Cresson.

Mis à part le Royaume-Uni qui prône des solutions beaucoup plus libérales, les Douze sont à peu près d'accord avec le cadre général que propose la Commission pour négocier avec Tokyo. Elle préconise une ouverture progressive du marché des Douze qui signifierait la suppression des restrictions quantitatives appliquées par plusieurs Etats membres — dont la France, où les importations de voitures japonaises sont limitées à 3 % du marché — et leur remplacement par un accord d'autolimitation conclu pour une période transitoire de sept ou huit ans.

Cependant des divergences ne manquent pas d'apparaître lorsqu'il s'agit de préciser ces directives. Et l'on sentait fort bien lundi qu'au moins les espèces pourraient sortir très vite de leur fourreau. Dans un débat jugé par M^{me} Cresson « vital pour la France », le ton n'est pas vraiment à la diplomatie. Les Anglais sont purement et simplement assaillis par les ministres allemands, dont la solidarité européenne est jugée douteuse, sont surveillés de très près.

M. Renato Ruggiero, le ministre italien du commerce extérieur, estime, lui aussi, que « la véritable problème est allemand » et se moque de la détermination des Allemands, dont la solidarité européenne est jugée douteuse, sont surveillés de très près.

M. Renato Ruggiero, le ministre italien du commerce extérieur, estime, lui aussi, que « la véritable problème est allemand » et se moque de la détermination des Allemands, dont la solidarité européenne est jugée douteuse, sont surveillés de très près.

Les Allemands, objet de toutes les attentions, se sont montrés circonspects, gardant par-dessus leurs têtes traditionnels arguments sur les bienfaits de la concurrence et la nécessité d'ouvrir le marché. L'intervention de leur ministre a été particulièrement lapidaire, « nous ne sommes pas intéressés à l'importation de voitures japonaises », a-t-il dit. M. Pierre Bérégovoy a déjà fait savoir qu'il son avis cet engagement du « ni-ni » ne concernait que l'actuelle législature. Ce qui est, d'après un proche de l'Elysée, également la position du président de la République. Michel Rocard serait-il plus royaliste que le roi ?

M. Andriessen a invité le conseil à arrêter une ligne claire avant qu'il n'engage au nom des Douze des pourparlers avec les Japonais. Les ministres devraient donc lui donner des indications relativement précises sur la durée et les modalités de la période de transition ainsi que sur la nature des contreparties à réclamer aux Japonais.

La France est favorable à un délai de dix ans et demande que le quota global d'importations de voitures japonaises, qui sera finalement fixé pour la Communauté, fasse l'objet d'une répartition par Etats membres. L'idée, bien sûr, est que les importations en France progressent le moins possible. « Les Allemands importent du Japon 15 % de leur marché et ne veulent pas aller au-delà. Puisqu'ils tiennent à se montrer libéraux, je ne vois pas pourquoi ils n'augmenteraient pas leurs achats », observe M^{me} Cresson.

Autre point sensible, la façon de comptabiliser les « transplants », c'est-à-dire les voitures japonaises

construites en Europe et, le cas échéant, aux Etats-Unis. La Commission est d'accord pour qu'elles soient incluses dans le quota global d'importations. Les Britanniques sont contre. Les Français, les Espagnols, les Italiens estiment que c'est une décision « impérative ».

Le revirement
de la RFA

Le débat à douze va continuer avec sa face publique (les réunions ministérielles) et sa face cachée, les rencontres discrètes avec la Commission. Ce qui ressort de ce premier débat, c'est la détermination de la France, de l'Italie et de l'Espagne de ne pas se résigner cette fois aux solutions ultra libérales. Les Français ne voulaient pas de libéralisation complète des mouvements de capitaux sans rapprochement de la fiscalité de l'épargne. Pris à

contre-pied par le revirement soudain de la RFA (qui a supprimé la retenue à la source sur les revenus des obligations inscrites six mois plus tôt), ils ont dû s'y résoudre et ce manquement aux engagements pris — parmi d'autres — a laissé un goût amer.

Très soucieux depuis deux ans de ménager l'Allemagne tant sur des dossiers politiques qu'économiques, ils attendent d'elle dans cette affaire industrielle, pour eux essentielle, qu'elle renvoie l'ascenseur.

An reste, M^{me} Cresson souligne volontiers qu'elle ne manque pas d'arguments vis-à-vis de Bonn. « La servie de l'industrie automobile allemande dépend aussi de ce qu'ils vendent en Europe et en particulier en France, en Italie et en Espagne. Les constructeurs d'outre-Rhin en sont conscients. Nous ferons nos frontières si l'on ne parvient pas à une position commune qui nous convienne et si nécessaire on peut le faire aussi vis-à-vis de la RFA ». Mais elle ne se laisse pas pousser le bouchon au point de pousser le combat si grave qu'il faut envisager de tout mettre sur la table », répond M^{me} Cresson.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Désaccord des Européens
sur les banques de l'Est

A l'égard des pays de l'Est, les ministres des affaires étrangères des Douze réunis lundi 5 février à Bruxelles se sont déclarés prêts à envisager la conclusion d'accords d'association qui permettraient de lier de manière plus intime que ne le font les actuels accords de commerce et de coopération les nouvelles républiques d'Europe orientale à la Communauté. Ils ont également confirmé qu'ils étaient prêts à allonger au-delà de la Pologne et de la Hongrie la liste des pays bénéficiant de l'aide coordonnée par Bruxelles des vingt-quatre pays de l'OCDE.

C'est dire qu'ils sont disposés à accroître leur contribution budgétaire. Les ministres, revenant pour plusieurs d'entre eux sur leurs hésitations initiales, ont estimé avec M. Delors, président de la commission, que l'accélération des événements à l'Est nécessitait également une accélération de l'intégration communautaire. Cependant, accord à cette belle harmonie, les Douze divergent à

propos de la BERD, la banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est.

Le Royaume-Uni, la RFA et les Pays-Bas ne souhaitent pas que les institutions communautaires, la commission et la Banque européenne d'investissement, participent, au moins au niveau envisagé (8,5 % comme chacun des grands pays) au capital de la banque.

Les mêmes Etats-membres ont des réticences à l'égard d'une éventuelle participation de l'Union soviétique à ce capital et ne sont pas sûrs, au stade actuel des réformes politiques et économiques accomplies par Moscou, qu'il soit opportun de la faire bénéficier des crédits de la banque. Sans compter, expliquent-ils, que les besoins de l'URSS sont énormes et qu'elle risquerait alors de raffler tout l'argent disponible. M. Roland Dumas s'est élevé contre un tel ostracisme.

Ph. L.

Dans un souci d'internationalisation

L'URSS pourrait adhérer prochainement à la FAO

ROME

de notre correspondant

Proxima. Si, comme on le pense, l'Union soviétique adhère dès la fin de cette année à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) « ce n'est pas pour détourner des crédits vers son propre secteur agro-alimentaire », qui, par ailleurs, en aurait bien besoin. Selon M. Konstantin Ovchinnikov, chef de groupe d'experts soviétiques en mission depuis quarante-huit heures au siège de l'Organisation à Rome, l'URSS veut tout simplement « participer à la structuration de l'économie mondiale ». Or, quarante-cinq ans après avoir patronné, avec d'autres, la fondation de la FAO et refusé tout au long d'y adhérer sous prétexte qu'elle était « dominée par les capitalistes », il faut bien,

Prêt de 723 millions de dollars de FMI à la Pologne. — Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, lundi 5 février, l'octroi d'un prêt de 723 millions de dollars (4,12 milliards de francs) à la Pologne. Ce prêt, qui doit servir à soutenir la Pologne dans son effort de mener à bien les réformes économiques engagées, « Le gouvernement a avancé rapidement » sur la route de la libéralisation économique, a indiqué le FMI dans un communiqué, citant les mesures prises pour limiter le déficit budgétaire, contenir la hausse des salaires, libérer les prix et établir une parité plus réaliste entre la monnaie nationale, le zloty, et les autres devises. — (AFP.)

aujourd'hui, se rendre à l'évidence. « L'Organisation a acquis une immense influence sur l'économie mondiale et une grande expérience dont nous pourrions aussi bénéficier ». Haut fonctionnaire des affaires étrangères soviétiques, M. Ovchinnikov, qui conduit une délégation de onze experts, ne cherche pas à cacher ses objectifs fondamentaux de l'adhésion de son pays à la FAO : « s'il insiste assez peu sur les contributions scientifiques et techniques » que l'URSS apporterait à l'Organisation, il est plus disert sur « l'efficacité » de l'économie soviétique, « la nécessité de repenser » tout le système avec l'aide, entre autres, des organisations internationales.

31 millions
de dollars

L'adhésion de l'URSS à la FAO, écrit récemment l'hebdomadaire de Moscou Temps nouveaux « nous donnerait accès aux plus récents acquis de la science dans des domaines comme la sélection et la culture des semences, des pesticides, la gestion des ressources d'eau douce, le stockage et le traitement des produits agricoles, la pêche et la sylviculture ».

Bref, résume M. Ovchinnikov, « en s'adressant d'abord aux banques de données technico-scientifiques qui existent » sans parler des banques de ressources génétiques gérées par la FAO, les spécialistes agricoles soviétiques n'auraient plus « à réinventer cha-

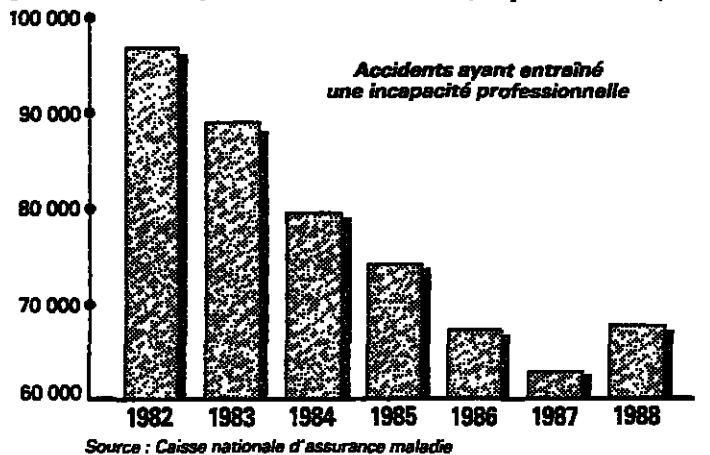
Alors qu'ils ne cessaient de diminuer depuis 1975
Les accidents du travail
ont fortement augmenté en 1988

Des accidents du travail plus fréquents et plus graves. Le rapport du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels consacré aux statistiques de l'année 1988 est pour le moins alarmant. De plus, souligne-t-il, l'emploi précaire, notamment l'intérim, est particulièrement exposé.

Deux secteurs à eux seuls totalisent 23 000 accidents supplémentaires, soit 90 % de l'augmentation totale. Il s'agit du BTP et de l'interprofessionnel, une catégorie hybride regroupant quelque 4,8 millions de salariés qui comprennent notamment une partie du commerce, la restauration, la manutention et le conditionnement, la récupération des déchets ainsi que l'intérim.

Négligences
dans la réglementation

En 1988, trois cent quarante-six personnes ont trouvé la mort sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics. Cette croissance de 34 %, sans précédent depuis vingt ans, est la conséquence de négligences de réglementation pourtant déjà anciennes, relève le rapport. Aussi le Conseil supérieur entend-il établir une « concertation étroite avec les parquets » afin que



duits par une incapacité permanente progressent de 8,4 % (58 475) alors que le nombre de décès augmente également : 1 073 contre 1 004 l'année précédente (+ 6,9 %).

Certes, la reprise économique, dont le corollaire est une croissance de l'activité et de l'emploi, « explique sans doute pour une grande part » ce constat, reconnaît le Conseil supérieur. Néanmoins, poursuit-il, « l'augmentation du nombre d'accidents graves, qui est supérieure à l'augmentation du nombre des emplois, est très préoccupante et met en évidence la fragilité des résultats atteints en matière de prévention des risques professionnels, notamment dans les secteurs où ceux-ci sont les plus importants comme le BTP ».

« toutes les suites tant sur le plan civil que sur le plan pénal soient tirées » des contrôles qui seront effectués.

D'ici à la fin de l'année, une commission spécialisée sera mise en place afin de créer les conditions d'une « réelle concertation entre les partenaires sociaux et l'Etat ». De surcroît, une personnalité sera prochainement désignée pour établir un constat du risque professionnel dans ce secteur.

Le Conseil supérieur attire également l'attention sur la situation des travailleurs intérimaires, qui « sont victimes d'accidents du travail plus nombreux et plus graves que l'ensemble des salariés ». Ainsi, la fréquence des accidents graves est de 11,5 pour 1 000 salariés intérimaires contre 5,9 pour 1 000 pour l'ensemble des salariés. Or cette « suraccidentabilité » ne s'explique que partiellement par la structure de l'emploi intérimaire (60 % d'entre eux se trouvent dans l'industrie et le BTP, contre 45 %, en moyenne, pour les autres formes d'emploi).

Mise en place
d'un observatoire des risques

Le Conseil supérieur considère que ce risque supplémentaire dans l'intérieur peut être estimé à 50 %, et dénonce « une absence presque systématique de formation à la sécurité du travail, une affectation sur les postes de travail les plus dangereux et les plus pénibles, des contraintes fortes de rendement ». De même, il s'inquiète du « désintérêt, voire de l'absence, de l'encadrement et de la maîtrise pour ces travailleurs », de l'insuffisance des équipements de protection individuelle et de la fréquence polyvalence de ces salariés, qui se soldent par « une inadéquation entre le niveau de formation et de qualification et le poste de travail » auquel ils sont affectés.

Enfin, un observatoire des risques professionnels sera prochainement mis en place afin d'analyser chaque année quelque dix mille accidents. Ses conclusions seront rendues publiques chaque année par le ministère du travail.

JEAN-MICHEL NORMAND

PTT : la CGT appelle à une grève pour le 7 février. — La Fédération CGT des PTT a déposé un préavis de grève pour le 7 février afin de protester « contre les projets de loi Quilès et Durafour » sur les PTT. « FO parant de grève générale, le moment est venu de passer de la parole aux actes », assure la fédération des PTT dans un communiqué publié lundi 5 février.

PATRICE CLAUDE

ÉCONOMIE

Les mouvements sociaux en Europe

Ouverture des négociations
sur le travail temporaire

Réclamées par le CNPF pour ne pas subir le projet de loi restreignant les abus du travail temporaire, les négociations entre le patronat et les organisations syndicales se sont ouvertes le 5 février. Trois autres séances sont prévues pour les 1^{er} mars, 15 mars et 23 mars. Un éventuel accord devrait être signé avant l'ouverture de la session parlementaire de printemps, pendant laquelle le texte préparé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, sera débattu.

Au cours de cette première séance, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a présenté un canevas très souple et « ouvert », aux dires des délégations syndicales, qui reprenait largement l'argumentation développée dans l'entretien qu'il nous avait accordé (*Le Monde* du 6 février). Sur les points techniques, le patronat cherche à être conciliant, car sa marge de manœuvre est étroite, les syndicats ayant

beau jeu de rappeler que le projet de loi existant fournit une bonne base d'appui pour la discussion.

Mme Nicole Notat (CFDT) considère qu'il n'est « pas imaginable qu'un accord ne fournisse pas au minimum les mêmes garanties que le projet de loi », et M. Alain Delcu (CFDT) s'est « félicité de l'initiative du ministre du travail, qui a obligé le patronat à négocier ». Formulées sous des formes à peine différentes, les mêmes propositions ne paraissent pas effrayer le CNPF, comme la demande d'« une meilleure information du comité d'entreprise », assortie ou non d'un pouvoir de contrôle. La CFDT a répété sa revendication d'une surcotisation à l'UNEDIC pour améliorer l'indemnisation des précaires. Une formule que ne retient pas la CGT, pour qui le surcoût des cotisations n'a jamais constitué un frein aux abus en matière d'emploi précaire.

A. L.

Administrateur salarié à Usinor-Sacilor

Raphaël Garcia ne peut plus se prévaloir
de son appartenance à la CGT

M. Raphaël Garcia, administrateur salarié à Usinor-Sacilor, ne peut plus se prévaloir de son appartenance à la CGT au conseil d'administration de ce groupe sidérurgique. Il avait été tête de liste CGT aux élections de mars 1988.

Dans une lettre adressée le 11 janvier à M. Garcia, la fédération CGT de la métallurgie souligne que « les administrateurs salariés CGT sont d'abord des militants de leur organisation syndicale. Ils exercent leur mandat en lien avec elle ». Autre reproche : M. Garcia est président de l'IRISE (Institut de recherches industrielles et sociales européennes), qui a été créé à la fin 1988 par d'anciens dirigeants de cette fédération de la métallurgie (1).

« Rénovateurs »

« Il s'agit très clairement, selon les termes de la lettre de rupture, d'une officine gouvernementale, qui a déjà prêté main forte, dans le cadre de la casse des industries et des droits sociaux des travailleurs, à des opérations de retour au pays des travailleurs immigrés, de reconversion des salariés d'un chantier naval à La Seyne, de reconstitution syndicale pour le consensus à l'intégration européenne... Les responsables de cet institut bénéficient des allocations réservées au PS par le PCF. M. Garcia est, du reste, ancien membre du parti, qu'il a quitté en 1987.

M. Garcia est toujours membre de la CGT, la lettre précisant qu'il « est resté membre du comité exécutif fédéral, où il a été élu par la 32^e congrès, et peut y affirmer ses

■ **SNCF** : augmentation rétroactive des salaires de 0,5 % au 1^{er} décembre. — Dans le cadre de la « classe de renouveau » contenue dans l'accord signé en décembre 1988 par FO, la CFDT, la FMC et la FGAAC (autonomes), une augmentation de 0,5 % des salaires des agents de la SNCF a été décidée à compter du 1^{er} décembre 1989 à l'issue d'une rencontre entre la direction et les quatre organisations signataires de l'accord salarial 1989.

Cette revalorisation porte à 2,7 % les augmentations salariales à la SNCF pour 1989 (0,6 % au 1^{er} janvier, 0,8 % au 1^{er} avril, 0,8 % au 1^{er} octobre et 0,5 % au 1^{er} décembre). Pour 1990, aucun calendrier de négociations n'a encore été fixé.

■ **Automobiles** : la grève se durcit chez Ford Grande-Bretagne. — Les 550 mécaniciens de maintenance en grève à l'usine Ford de Halewood, en Grande-Bretagne, depuis le 15 janvier, ont été rejoints, lundi 5 février, par 1 600 électriciens de ses divers établissements. Deux usines ont dû être arrêtées en Grande-Bretagne et une autre en Belgique où 7 000 ouvriers ont été mis au chômage technique. Les grévistes rejettent les propositions salariales de la direction qui offre une hausse de 10,2 % cette année et de 8 % l'an prochain. L'inflation a atteint 7,7 % en 1989 en Grande-Bretagne.

désaccords ». Mais à l'évidence, cette lettre prépare son éviction lors du prochain congrès.

Devenu député européen socialiste, M. André Salajan, ancien secrétaire fédéral de la FIM-CGT et ex-membre du comité central du PCF, a quitté l'équipe de l'IRISE. M. Garcia figurait sur la liste des « rénovateurs » communistes de M. Liabris lors de la création du Forum progressiste. C'était trop pour la CGT.

O. B.

(1) IRISE, 6, cité Paradis, 75010 Paris. Tél. : 42.46.52.66.

AFFAIRES

La Caisse régionale de Crédit agricole
de Toulouse rentre dans le rang

La Caisse régionale de Crédit agricole de Toulouse et du Midi toulousain a finalement décidé de participer au rachat de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA). Elle avait été la seule des 94 caisses régionales à refuser l'offre de rachat, pour 7 milliards de francs, de la Caisse nationale, faite par l'Etat à l'ensemble des caisses en 1986 et qui avait débouché, en avril 1988, sur la mutualisation de la dite CNCA.

Le changement d'attitude de la Caisse régionale de Toulouse a été, selon un de ses responsables, rendu possible par la publication du projet de groupe récemment adopté par la Banque verte et qui caractérise la doctrine de cette caisse à propos de la nécessaire décentralisation du pouvoir financier. Par ailleurs,

la Caisse de Toulouse ne disposait pas, au début de 1988, de capitaux suffisants pour racheter sa part de la Caisse nationale, qu'elle va payer, maintenant, 118 milliards de francs.

Aujourd'hui, sa situation financière, plutôt délicate il y a quelques années, s'est améliorée avec un bénéfice de 45,7 millions de francs en 1989 (+ 21,8 %). En fait, les dirigeants de cette Caisse ne pouvaient éternellement rester un pied en dehors, un pied en dehors, et risquaient de ne pouvoir participer aux opérations menées par la Caisse nationale en France et à l'étranger à la faveur des biens nous récemment. Ils sont donc rentrés dans le rang par réalisme.

FRANÇOIS RENARD

EN BREF

■ Deux firmes, japonaise et italienne, vont construire une raffinerie en Iran. — Les firmes japonaises Chiyoda Corp. et italienne Snamprogetti SPA ont obtenu conjointement un contrat de 1,2 milliard de dollars pour la construction d'une raffinerie à Bandar-Abbas, sur la côte iranienne du Golfe, ont annoncé, le 31 janvier, à Tokyo, des responsables de Chiyoda. Le coût global de la construction de la raffinerie, qui doit être achevée en 1994 et produira 232 000 barils par jour, s'élèvera à 1,37 milliard de dollars, selon l'Agence officielle iranienne IRNA. Chiyoda est l'une des principales entreprises d'ingénierie pétrolières nippones, et Snamprogetti une filiale de la holding publique ENI. — (AFP.)

■ Bons résultats de la parfumerie française. — En 1989, les industriels de la parfumerie et des produits de toilette ont réalisé un chiffre d'affaires de 39,5 milliards de francs, soit une hausse de 13,5 % par rapport à 1988. Les ventes à l'étranger représentent 43 % de l'activité du secteur en dépit de moindres performances sur les marchés britannique et américain. D'après l'étude publiée mercredi 31 janvier par la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette, ce secteur représente

330 entreprises employant trente-deux mille personnes. Le nombre des emplois induits (verre, cartonnage, etc.) est estimé à cent mille. Côté distribution, la grande diffusion réalise la moitié des ventes et la distribution sélective près du tiers. Les pharmacies et la vente directe se partagent le reste avec chacune 9 % du marché.

■ Les moteurs Subzer ont trouvé un repreneur. — Des industriels des deux Etats allemands se sont associés dans un consortium pour reprendre un groupe suisse Subzer les gros moteurs Diesel marins dont il souhaite se débarrasser, a-t-on appris, mercredi 31 janvier, auprès de ce consortium. Après les réticences manifestées par l'Office des cartes ouest-allemandes face au projet de reprise par Man, Subzer cherchait d'autres solutions. Le consortium regroupe les chantiers navals ouest-allemands Bremer Vulkan AG (contrôlé par la ville d'Etat de Brême) et Howaldtswerke Deutsche Werft AG (HDW, groupe Salzgitter) et est-allemand Kombinat Schiffbau basé au bord de la mer Baltique. — (AFP.)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

L'Espagne importe massivement pour s'équiper
mais aussi pour consommer

En pleine fièvre de croissance, l'Espagne vit-elle au-dessus de ses moyens ? On serait tenté de le croire au vu des chiffres des échanges extérieurs pour l'année 1989 qui viennent d'être rendus publics par la direction générale des douanes à Madrid.

MADRID

de notre correspondant

Le déficit de la balance commerciale s'est beaucoup creusé : il a atteint le 31 décembre dernier près de 27 milliards de dollars, soit environ 35 % de plus que douze mois plus tôt. Les importations ont augmenté en 1989 de 20 %, les exportations de 12 % seulement.

La balance des services ne suffit plus, comme par le passé, à combler un tel déficit commercial, d'autant que les revenus du tourisme, après de longues années de progression régulière commencent cette fois à stagner. Ils ont même baissé l'an dernier de 8 % par rapport à 1988. Résultat : la balance des paiements courants, elle aussi, connaît une détérioration rapide. Son déficit a été de 11,6 milliards de dollars, soit quatre fois plus que l'année précédente ! Ce qui représente quelque 3 % du produit intérieur brut, un des pourcentages les plus élevés du monde occidental.

La cause de ce déséquilibre croissant ? Le boom que connaît actuellement le pays. Le taux de croissance est l'un des plus rapides d'Europe : 5,2 % en 1989 selon les dernières estimations de la Banque d'Espagne. Et la demande a crû plus vite encore — d'environ 7 % — la production nationale n'ayant de moins en moins à la satisfaire.

Tout n'est pourtant pas négatif dans ce déséquilibre des échanges extérieurs. Car, il est dû en partie à la fièvre de consommation des particuliers avides de biens étrangers, d'autant que se poursuit le démantèlement des barrières douanières avec la Communauté. Mais il est également la résultante de l'investissement : l'importation des biens d'équipement pèse pour près de la moitié dans le

déficit de la balance commerciale. Tout indique donc que les entreprises espagnoles sont en train de se moderniser à marche forcée pour faire face au défi communautaire ; et donc de devenir plus compétitives.

L'économie espagnole peut-elle « tenir » jusqu'à sans que son secteur extérieur devienne un véritable goulot d'étranglement ? Les responsables du ministère de l'économie affectent à cet égard la sérénité. D'une part parce que le niveau actuel des réserves de devises, qui est de 45 milliards de dollars, soit près d'une fois et demie le total de la dette extérieure, assure toujours une confortable marge de manœuvre.

D'autre part, parce que le flux des capitaux à long terme, lié au boom de l'investissement étranger, compense largement le déficit des paiements courants : 17,7 milliards de dollars sont entrés à ce titre en Espagne l'an dernier, 65 % de plus que l'année précédente.

L'Espagne est donc actuellement en mesure de financer son déficit extérieur. Un déficit qui fait aus

dente figure de servitude inévitable pour un pays obligé de croire plus vite que ses voisins s'il veut rattraper le retard social et économique qui l'en sépare. Reste que, si le déséquilibre des échanges n'est pas éliminé dans l'immédiat, il pourrait le devenir à moyen terme si rien n'est fait pour corriger la tendance : aucun pays ne peut supporter que son déficit des paiements courants se multiplie par quatre chaque année !

En admettant l'an dernier un système monétaire européen, l'Espagne a toutefois renoncé à utiliser l'arme du taux de change pour stimuler ses exportations et réduire ainsi son déficit extérieur. Aussi espère-t-on à Madrid que les différentes mesures de « refroidissement » prises tout au long de l'année 1989 seront suffisantes pour discipliner davantage la demande, ralentissant d'autant la croissance des achats à l'étranger.

C'est un « atterrissage en douceur » de l'économie espagnole qu'espère ainsi réaliser le gouvernement.

THÉRIY MALINAK

La Suède touchée
par une série de grèves

La grève des employés de banque suédoise est entrée, lundi 5 février, dans sa deuxième semaine. Les transactions sur le marché monétaire et le marché des changes sont interrompues et la Bourse de Stockholm tourne au ralenti, tandis que les consommateurs commencent à manquer d'argent liquide. Le syndicat des employés de banque a refusé une offre d'augmentation de salaire de 11,2 %, réclamant au moins 15 %.

D'autre part, plusieurs syndicats de la fonction publique (transports, santé et écoles maternelles) ont lancé un préavis de grève pour le 14 février, pour appuyer leurs revendications salariales portant sur des hausses de 13 %.

Avant la reprise des négociations salariales

50 000 fonctionnaires dans la rue à Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

Pour la première fois depuis la grande grève des services publics à l'automne 1983, près de 50 000 fonctionnaires des collectivités locales et de l'Etat ont manifesté, lundi 5 février, à Amsterdam, répondant en masse à l'appel des trois principaux syndicats de la fonction publique. Ceux-ci, qui tablaient sur 20 000 participants, ont ainsi prouvé leur capacité de mobilisation et lancé un avertissement aux pouvoirs publics à la veille de la reprise, mercredi, des négociations salariales avec le ministre de l'Intérieur.

Ce dernier dispose d'une rallonge budgétaire de 3,6 milliards de francs et se propose d'affecter cette somme pour moitié à une augmentation générale des rémunérations (+ 1,25 %) et, pour l'autre moitié, à la création d'emplois, à la formation continue et à l'abaissement de l'âge du départ à la retraite anticipée.

Les organisations de fonctionnaires sont d'accord sur le principe de cette répartition de la masse salariale supplémentaire, mais elles souhaitent que celle-ci soit deux fois plus importante afin de permettre une augmentation des salaires de 2,5 %.

Pour les syndicats, la hausse envisagée par l'Etat est double-

ment insuffisante : elle n'anticipe pas la perte de pouvoir d'achat imputable aux 2 % d'inflation prévus en 1990. Elle est en contradiction avec l'engagement pris par le gouvernement Lubbers-KOK de rétablir un certain parallélisme entre l'évolution des salaires dans le secteur privé, et d'autre part, les allocations sociales et, d'autre part, les rémunérations dans la fonction publique.

Or les conventions collectives conclues récemment prévoient des salaires en hausse de 3 %, le montant des allocations sociales devant augmenter de 2,4 %.

Ch. Ch.

TRANSPORTS

Après l'arrivée de M. Bellon comme administrateur délégué

Wagons-Lits vend ses loueurs de bateaux

Est-ce le dépeçage de la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) qui commence ? Celle-ci a vendu à un groupe d'investisseurs institutionnels, où figurait la Caisse des dépôts, la société Leisur International Network, qui regroupe les deux premiers loueurs mondiaux de bateaux de plaisance, Moorings et Kavos, pour un prix non publié. Le chiffre d'affaires de cette société (318 bateaux) dont les Wagons-Lits détenaient 90 % du capital est de 300 millions de francs.

On savait depuis l'arrivée de M. Pierre Bellon, PDG de la Sodexho, au poste d'administrateur délégué de la CIWL, que celui-ci entendait reconstruire les diversifications décidées par son prédécesseur, M. Antoine Veil. Etant surtout intéressé par le secteur de la restauration collective des Wagons-Lits, qu'il a déjà marié avec sa Sodexho, M. Bellon est tenté de se défaire des activités où il n'a pas l'habitude de travailler et où les Wagons-Lits ne se trouvent pas en position de force.

La location des bateaux de plaisance figure dans cette catégorie, de même que la location de voitures avec Europcar et l'hôtellerie avec les chaînes Pullman et Altus, que nombre d'actionnaires des Wagons-Lits souhaitent vendre de longue date, pour au moins 2 milliards de francs, à Accor ou à Trusthouse Forte.

Restent la restauration ferroviaire — extrêmement profitable — et le secteur du tourisme, qui a été ébranlé par la déconcentration de l'accord avec Thomas Cook et par l'échec du mariage annoncé en 1989 avec Havas, pour des questions de personnes. M. Bellon, qui, avec quelque 18 % des actions des Wagons-Lits, est loin d'être majoritaire, devra concilier la susceptibilité des actionnaires belges représentés notamment par Pargesa et les vues de la Caisse des dépôts française, dont le directeur général, M. Robert Lion, n'arrive pas à concilier ses vues sur la création d'un fort pôle touristique français.

Nouvelle progression
du transport par route
des marchandises en 1990

Selon les prévisions de l'Observatoire économique et statistique des transports (OEST), l'année 1990 devrait connaître un développement moins rapide du transport de marchandises en France. L'an dernier, le rythme de progression a été de 4,4 %, et l'Observatoire table sur une hausse du trafic de 3,4 % en 1990, en raison d'un fléchissement de l'expansion dans le bâtiment et les travaux publics et de la poursuite du recul dans la sidérurgie.

Grâce à ses baisses de tarifs qui créent, d'ailleurs, de graves problèmes aux entreprises du secteur, la route devrait maintenir son taux de croissance de 6 % et s'ajuster à environ 70 % du trafic intérieur. La voie d'eau restera stable. En revanche, le grand perdant serait le rail qui pourrait fléchir de 2 % et revenir à 28 % du marché. A moins que les transporteurs routiers ne se décident à mettre fin à la guerre des tarifs qui met en péril leurs entreprises.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

150

ÉTRANGER

La Turquie, base stratégique pour les investisseurs étrangers

Istanbul, porte de l'Est ?

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont officiellement, lundi 5 février, renvoyé à l'après-1992 leur examen de la demande d'adhésion de la Turquie, tout en se déclarant prêts à accroître leur coopération avec ce pays.

Mais la Grèce, qui conteste l'occupation militaire turque de l'île de Chypre, a laissé entendre qu'elle pourrait s'opposer au déblocage de l'aide financière en faveur d'Ankara (600 millions d'euros gelés depuis le coup d'État en Turquie de 1980).

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

« Si Dieu te ferme une porte, il t'en ouvrira toujours une plus grande. » Ainsi se console M. İhsan Altan, qui dirige le troisième groupe privé de Turquie, du « non » enrobé de diplomatie opposé par la Communauté euro-

péenne à la candidature turque. L'autre porte, plus grande, qu'aperçoit le PDG d'Alarko Holding, spécialiste dans l'ingénierie et la mécanique lourde, c'est l'Europe de l'Est et surtout l'Union soviétique.

« Avec les Russes, nous allons faire une association formidable : l'aveugle et le paralysique », explique-t-il, plus sérieux qu'il n'y paraît. Ils ont, on l'oublie trop souvent, une recherche-développement extrêmement avancée dans certains domaines, par exemple des patentes dans l'industrie du ciment. En Turquie, nous n'avons pas de technologie en propre, mais nous avons une industrie de biens de consommation dans la Russie manque totalement. Pour M. Altan, la Turquie est un partenaire parfaitement adapté aux besoins des pays de l'Est, et les Occidentaux devraient en tenir compte. « L'URSS, la Pologne et les autres veulent des produits occidentaux, mais c'est trop cher pour eux. Nos prix sont bien plus avantageux, mais nous avons besoin d'un emballage occidental ».

Une relation triangulaire parfaitement illustrée par un contrat en

cours de réalisation à Moscou : Alarko rénove, avec cent vingt ouvriers et techniciens turcs, pour le compte du groupe finlandais Nokia, une ancienne usine qui produira des câbles de cuivre pour l'exportation. « Nous sommes payés en deutschemarks par les Finlandais, qui réalisent une économie d'environ 55 % en nous faisant travailler plutôt qu'une firme finlandaise ou française ».

Voitures françaises

La Turquie comme tremplin vers l'Est ? L'idée fait son chemin, surtout depuis que les investisseurs étrangers sont facilités en Turquie (le mouvement, parallèle à la libéralisation économique entreprise en 1980, va s'accélérant). Rien qu'en 1989, et malgré une conjoncture peu engageante (taux d'intérêt élevés, inflation et faible croissance), les autorisations d'investissement ont atteint 1,2 milliard de dollars, dont plus de la moitié dans l'industrie. Les investissements viennent, par ordre d'importance, de Suisse, de RFA, de Grande-Bretagne, des États-Unis, de France, d'Italie, des Pays-Bas et du Japon.

La brouille froide entre le gouvernement socialiste français et une Turquie en mal de reconnaissance démocratique a pris fin en novembre 1988, avec la visite de M. Turgut Özal, l'actuel président de la République alors premier ministre. La presse turque titrait à l'époque sur « la levée de l'embargo contre la France », et, de fait, le nombre des sociétés françaises présentes en Turquie est passé depuis lors de sept à soixante-dix. Dans ce pays où une voiture sur deux est une Renault (fabriquée sur place par la filiale commune à Renault et au groupe industriel Oyak, appartenant à l'armée), les intérêts français font un retour spectaculaire. Il y a eu le rachat de la Banque ottomane — jadis banque centrale — par

renault-turquie, par l'intermédiaire de sa filiale de trading Sotimpek, compte vendre des voitures à l'URSS comme elle a commencé à le faire en Bulgarie. Plusieurs groupes pharmaceutiques, comme Rhône-Poulenc et Roche, se mettent à approvisionner l'Union soviétique via la Turquie.

Renault-Turquie, par l'intermédiaire de sa filiale de trading Sotimpek, compte vendre des voitures à l'URSS comme elle a commencé à le faire en Bulgarie. Plusieurs groupes pharmaceutiques, comme Rhône-Poulenc et Roche, se mettent à approvisionner l'Union soviétique via la Turquie.

SYSTÈMES EXPERTS

CHOIX ET MISE EN ŒUVRE

5 jours de stage

14, 21 fév., 7, 14, 21 mars

UNIVERSITÉ PARIS-VI

Formation Permanente

46-33-10-32 - 43-29-02-63

(Publicité)

AVIS AU PUBLIC

LA PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES
LA PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME
(Direction départementale de l'équipement)

COMMUNIQUENT :

Par arrêté du 24 janvier 1990 pris en application du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les préfets ont prescrit les enquêtes publiques ci-dessous :

- au classement en route express de la liaison entre l'autoroute A 10 et LA ROCHELLE (RN 248 et RN 11) ;
- à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des sections : déviation de FERRIERES, DOMPIERRE - LA ROCHELLE ;
- aux classements et déclassements des voies sur ces deux sections ;
- à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (POS) des communes de : GRANZAY-GRIFF, SAINT-SYMPHORIEN, FRONTENAY-ROHAN-ROHAN, ANJOU, PRIN DEYRANCON et MAUZE-SUR-MAUZE.

Une commission d'enquête a été désignée par le tribunal administratif de Poitiers qui est composée :

- d'un président d'enquête : M. Maurice Cognat ;
- de deux assesseurs : M. Michel Ragot, M. Robert Pierrat.

Le dossier principal sera déposé à la mairie de FERRIERES, siège de l'enquête. Le public pourra y consulter les dossiers et registres d'enquête déposés :

- du mardi au samedi de 9 h à 12 h ;
- du dimanche 4 mars et 11 mars 1990 de 9 h à 12 h.

Les dossiers subsidiaires seront déposés et pourront être consultés pendant toute la durée de l'enquête dans les mairies des communes ci-dessous :

Pour le département des DEUX-SÈVRES :

- GRANZAY-GRIFF : du mardi au samedi de 9 h à 12 h, l'après-midi : samedi de 15 h à 18 h ;
- SAINT-SYMPHORIEN : du mardi au samedi de 9 h à 12 h 30, l'après-midi : du lundi au samedi de 16 h à 18 h et le vendredi de 16 h à 17 h ;
- FRONTENAY-ROHAN-ROHAN : du lundi au samedi de 10 h à 12 h et de 15 h à 18 h, le vendredi fermeture à 17 h ;
- ANJOU : lundi, mardi, mercredi, vendredi de 14 h à 17 h ;
- EPANNE : lundi, mardi, mercredi, vendredi de 14 h à 17 h ;
- PRIN-DEYRANCON : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14 h à 16 h, le mercredi de 17 h à 19 h ;
- MAUZE-SUR-MAUZE : du lundi au samedi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15, le samedi de 9 h à 12 h.

Pour le département de LA CHARENTE-MARITIME :

- SAINT-PIERRE-D'AMILLY : du lundi au samedi de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 13 h 30 à 17 h ;
- CHARENTAIS : du lundi au samedi de 9 h à 12 h ;
- LA LAGNE : du lundi au samedi de 13 h à 15 h ;
- BÉNON : du lundi au samedi de 16 h 30 à 18 h 30 ;
- FERRIERES : du mardi au samedi de 9 h à 12 h ;
- SAINT-SAUVEUR-D'AUNIS : du mardi au samedi de 9 h à 12 h ;
- NUAILLÉ-D'AUNIS : du lundi au samedi de 9 h à 12 h 30 ;
- ANGLIERS : du mardi au samedi de 14 h à 18 h ;
- LONGEVES : le matin des lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9 h à 12 h ; l'après-midi de jeudi de 13 h 30 à 17 h ;
- VERDINES : le matin des lundi, mercredi, vendredi de 9 h à 12 h 30 ; l'après-midi de vendredi de 16 h à 19 h 30 ;
- SAINT-SOULLE : du lundi au samedi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h à 17 h 30 ;
- DOMPIERRE-SUR-MER : le matin, du lundi au samedi de 10 h 30 à 11 h 45 ; l'après-midi, du lundi au samedi de 14 h à 17 h 45 ; le vendredi de 14 h à 16 h 45 ;
- PULBOREAU : du lundi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

Pour l'ensemble des communes, les samedi 3 et 31 mars 1990 de 9 h à 12 h.

Les intéressés pourront à leur choix formuler leurs observations directement sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit aux membres de la commission d'enquête dans les mairies concernées sachant que les maires devront les adresser aux registres d'enquêtes respectifs.

Un membre de la commission d'enquête recevra les observations du public, en mairie de :

- VERDINES, de 9 h à 12 h 30 le mardi 26 mars 1990 ;
- PRIN-DEYRANCON, de 14 h à 16 h le mardi 26 mars 1990 ;
- ANJOU, de 9 h à 12 h le jeudi 29 mars 1990 ;
- CRAMCHABAN, de 9 h à 12 h le jeudi 29 mars 1990 ;
- SAINT-SYMPHORIEN, de 16 h à 18 h le jeudi 29 mars 1990 ;
- GRANZAY-GRIFF, de 9 h à 12 h le jeudi 29 mars 1990 ;
- MAUZE-SUR-MAUZE, de 14 h à 17 h le jeudi 29 mars 1990 ;
- ANJOU, de 14 h à 17 h le vendredi 30 mars 1990 ;
- FRONTENAY-ROHAN-ROHAN, de 10 h à 12 h le vendredi 30 mars 1990 ;
- SAINT-PIERRE-D'AMILLY, de 14 h 30 à 16 h 30 le vendredi 30 mars 1990 ;
- MAUZE-SUR-MAUZE, de 9 h à 12 h 30 le vendredi 30 mars 1990 ;
- ANGLIERS, de 14 h 30 à 16 h le vendredi 30 mars 1990 ;
- NUAILLÉ-D'AUNIS, de 9 h à 12 h 30 le vendredi 30 mars 1990 ;
- PULBOREAU, de 14 h à 17 h 30 le samedi 31 mars 1990 ;
- LONGEVES, de 9 h à 12 h le samedi 31 mars 1990 ;
- LA LAGNE, de 13 h à 15 h le samedi 31 mars 1990 ;
- BÉNON, de 16 h 30 à 18 h 30 le samedi 31 mars 1990 ;
- SAINT-SAUVEUR-D'AUNIS, de 9 h à 12 h le samedi 31 mars 1990.

La commission d'enquête recevra les observations du public en mairies de :

- FERRIERES, de 9 h à 12 h le mardi 3 avril 1990 ;
- DOMPIERRE, de 14 h 30 à 17 h 45 le mardi 3 avril 1990.

À la clôture de l'enquête, la commission d'enquête dispose d'un délai de trente jours pour entendre toutes personnes qu'il paraît utile de consulter pour établir un rapport et formuler ses conclusions.

Les copies du rapport et des conclusions seront déposées :

- dans les mairies concernées ;
- à la préfecture de la Charente-Maritime ;
- à la préfecture des Deux-Sèvres.

Mais tout le monde en Turquie ne croit pas l'Eldorado de l'Est. M. Rahmi Koc, président du plus grand groupe turc, ne voit pas de marché très prometteur en Europe de l'Est avant dix ou douze ans (« trois générations d'usines »). Ces pays qu'il définit rudement comme « paresseux et sans le sou » peuvent tout juste, à ses yeux, détourner une partie de la délocalisation occidentale, notamment pour la production de pièces détachées. Le groupe fondé par son père, ancien compagnon d'Atatürk, s'est développé sous l'aile de l'État et ne regarde que depuis peu hors des frontières (sur 5 milliards de dollars de ventes, 10 % seulement se font à l'exportation). Son choix à lui est : « à l'Ouest, toute ! ».

A l'opposé, son concurrent, le groupe Sabanci, cherche toutes les occasions d'alliances extérieures (par exemple avec le Japonais Bridgestone pour les pneus), avec la ferme intention de conquérir les marchés à sa portée, notamment à l'Est. M. Salkap Sabanci, vénéré en Turquie pour ses œuvres sociales — pas une ville, même au fin fond de l'Anatolie, qui n'ait son école ou son théâtre Sabanci, — raconte volontiers qu'il a reçu chez lui le vice-premier ministre soviétique

Lev Vorodine, qui voulait explorer les possibilités de coopération : « Pourquoi ne pas parler au gouvernement ? lui ai-je demandé. Il m'a dit qu'il préférait le secteur privé ! ».

Une question politique

La question qui se pose aujourd'hui est politique. Les quatre-vingts millions de turcophones d'Union soviétique seraient-ils un trait d'union ou au contraire une source de tensions entre la Turquie et son voisin du Nord ? L'affaire d'Azerbaïdjan a vivement ému l'opinion turque. Mais le gouvernement, confronté à la montée d'un nationalisme fortement teinté de fondamentalisme musulman, s'est gardé de faire de la surenchère pro-Azeri. Les milieux d'affaires n'ont en rien changé leurs projets, même s'ils redoutent à l'évidence une déstabilisation supplémentaire d'un Moyen-Orient dont ils se sentent le seul havre de stabilité.

SOPHIE GHERARDI

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE
DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 8 juin 1989, M. SALOMON Daniel, épouse BABUREK, née le 23 décembre 1943 à La Courneuve (93), demeurant à SAINT-MAUR (94), 2, rue de la Liberté, a été condamné à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE (faits commis en 1981 et 1982).

La Cour a en outre ordonné, aux frais de la condamné, la publication de cet arrêt par extrait, dans le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code Général des Impôts.

Établissement professionnel lors des faits : FERELEC, 25, rue Alphonse-de-Neuville 75017 Paris.

TRAITEMENTS ET SERVICES, 25, rue Alphonse-de-Neuville 75017 Paris.

S.C.I. LA CARRETO, quartier de Digne à Arzon (30).

LA BOITE A IDEES, 26, rue Joffroy, 75017 Paris.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 8 juin 1989, M. BABUREK François, Henri, Alexandre, né le 21 mai 1938 à Paris (10^e), demeurant à SAINT-MAUR (94), 2, rue de la Liberté, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 100 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE et omission de passation d'écritures comptables (faits commis en 1981, 1982 et 1983), la confusion de ces peines avec celles à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 100 000 F d'amende prononcées le 8 juin 1989 par la Cour d'Appel de Paris (9^e chambre), pour FRAUDE FISCALE, ayant été ordonnée par la Cour.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code Général des Impôts.

Établissement professionnel lors des faits :

SARL TRAITEMENTS ET SERVICES, 25, rue Alphonse-de-Neuville 75017 Paris, ou 89 bd Pereire, 75017 Paris.

S.A. BABUREK, 25, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE MÉTALLISATION (C.F.M.), 89 bd Pereire 75017 Paris.

S.A. COMPAGNIE FRANÇAISE DE TRAITEMENT DE SURFACES (C.F.T.S.), 25, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 8 juin 1989, M. SALOMON Daniel, épouse BABUREK, née le 23 décembre 1943

à La Courneuve (93), demeurant à SAINT-MAUR (94), 2, rue de la Liberté, a été condamné à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE (faits commis en 1981 et 1982).

La Cour a en outre ordonné, aux frais de la condamné, la publication de cet arrêt par extrait, dans le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code Général des Impôts.

Établissement professionnel lors des faits :

FERELEC, 25, rue Alphonse-de-Neuville 75017 Paris.

TRAITEMENTS ET SERVICES, 25, rue Alphonse-de-Neuville 75017 Paris, ou 25, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

RECHIM, à Croix (59).

DALIC, 29, rue Dares, 75014 Paris.

FRM, 3, rue Broussais, 75014 Paris, ou 89, bd Pereire, 75017 Paris.

S.A. BABUREK, 25, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

S.C.I. LA CARRETO, quartier de Digne à Arzon (30).

LA BOITE A IDEES, 26, rue Joffroy, 75017 Paris.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

L'implantation des Ciments français
soulève une polémique politique

Le gouvernement turc a demandé par lettre au tribunal administratif d'Ankara d'autoriser la vente de cinq cimenteries aux Ciments français, suspendue par suite d'une plainte de l'opposition. Cette affaire embarrassante fait figure de test de la politique de privatisation et d'ouverture aux investissements étrangers voulue par le gouvernement d'Ankara.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'affaire avait été conclue en octobre dernier. La société des Ciments français avait acquis, pour la somme de 500 millions de dollars, un groupe de cinq cimenteries, Çiçsan, ayant appartenu à l'État turc. Pourtant, le 11 janvier, à la suite d'une plainte déposée par dix députés du parti d'opposition de droite, le DYP, alléguant que la vente de Çiçsan portait atteinte aux intérêts nationaux, le tribunal administratif d'Ankara ordonnait la suspension de la vente du groupe pour une durée de quatre-vingt-dix jours, dans l'attente d'un jugement définitif.

Cette décision très controversée, qui concerne le plus gros investisseur étranger en Turquie, a suscité des réactions diverses. Dans un communiqué publié le 18 janvier, M. Yves-Marie Loucauer, directeur général du groupe, qui, depuis son achat par la société Ciments français, s'appelle Set Cimento As, s'est déclaré « extrêmement surpris », mais il a ajouté, « cette affaire ne nous concerne pas directement puisqu'il s'agit d'une action intentée contre une administration qui dépend du premier ministre turc ».

Le gouvernement ne cache pas son embarras et annonce qu'il fera appel. « Le contrat de privatisation avec la compagnie acheteur stipule que 40 % des actions devront être offertes au public au cours des cinq prochaines années. Les gens ne le savent pas et pensent que nous avons vendu ces usines arbitrairement », a déclaré le premier ministre Akbalk.

Un vice de forme

Quant aux partis d'opposition, à droite comme à gauche, ils jubilent. « Nous félicitons les juges qui ont prouvé qu'ils savent résister aux pressions politiques », a déclaré M. Adnan Keskin, le secrétaire général du principal parti de gauche, le SHP.

À l'origine de cette affaire, où se retrouvent des rivalités politiques, il y a un vice de forme dans la procédure de vente, exploitée par certains hommes politiques qui ne voient pas d'un très bon œil la

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Les faux semblants du plan Brady

Suite de la première page

Le plan Brady représentait la consécration d'une idée forte : la réduction de la dette. Il y a encore deux ans, il aurait été inconcevable d'officialiser ainsi un tel principe. Pour cela, au moins, le plan Brady méritait d'être loué. Mais son application s'est pour l'instant avérée extrêmement difficile.

Ce sont les Japonais et les Français qui ont avancé d'abord timidement, puis plus fermement, l'idée que, pour ramener les pays endettés sur le chemin de la prospérité, il fallait effacer une partie du fardeau de leur dette. Puis, en mars 1989, le secrétaire américain au Trésor, en poste depuis moins d'un an, M. Nicholas Brady, présentait un programme qui permettrait de convertir la dette de certains pays en obligations au rendement garanti. Ainsi, les banquiers seraient sûrs de récupérer les sommes prêtées, même si ce n'était pas dans leur totalité, et les pays endettés pourraient dépenser de manière plus profitable des sommes jusque-là destinées aux paiements d'intérêts.

Le Mexique était aussitôt désigné comme premier candidat à la réduction. Il paraissait naturel d'avoir choisi cet Etat qui le premier avait annoncé son incapacité à honorer ses échéances, en août

1982, et s'est forgé depuis une réputation de « bon élève » auprès des banquiers internationaux. Le Mexique demeure en outre le deuxième plus gros débiteur du monde en développement (sa dette extérieure totale atteint 103 milliards de dollars, dont 34 milliards de dettes bancaires à moyen et long terme), après le Brésil. Mais le choix s'expliquait aussi certainement parce que, comme le faisait remarquer il y a quelques mois M. Marc Vienot, président de la Société générale, le Mexique « a une frontière commune de 3 000 kilomètres avec les Etats-Unis », ou, selon un dicton à la mode, qu'il est « si loin de Dieu, mais si près des Etats-Unis ».

Or, au terme de près de neuf mois de négociations entre les banques et les négociateurs de la dette mexicaine, le bilan est pour le moins décevant. Si les opérations de conversion de créances mexicaines en obligations ont bel et bien réduit le capital de la dette et les intérêts versés annuellement, les garanties que doit fournir le Mexique pour émettre ces titres financiers annulent presque entièrement ce gain (voir encadré).

Au total, les banquiers estiment que le service de la dette sera diminué de 700 millions de dollars seu-

lement, pendant trois ans, sur les 5 milliards que le Mexique doit verser chaque année à ses créanciers. Deuxième frustration, le principe de volontariat qui sous-tendait le plan Brady — les banques devaient avoir le choix de participer ou non au programme — s'est transformé, par un jeu de pressions gouvernementales, en programme quasiment obligatoire. « Aux moments cruciaux des discussions, le Trésor américain nous téléphonait sans cesse. C'était devenu insupportable », se rappelle l'un des participants aux négociations. Les banques sont d'autant plus déçues qu'aujourd'hui se pressent plusieurs pays à qui eux aussi les Etats-Unis ont promis une application du plan Brady.

Beaucoup d'amertume

Du plan Brady, ou « plan franco-américain de réduction de la dette », ainsi qu'il aime à le qualifier le gouvernement français, il reste pour l'instant beaucoup d'amertume et peu de promesses. Les Philippines et le Costa Rica ont déjà signé des accords de principe avec les banques dans un « cadre Brady », et des négociations sont en cours avec le Venezuela et le Maroc. Mais elles suscitent peu d'espoir de la part des banquiers, qui tablent désormais surtout sur des solutions « volontaires » (rachat par le pays des créances bancaires, ou buy-back), et négociées au cas par cas.

Si le plan Brady a le mérite d'avoir mis en évidence le besoin de réduction de la dette, il semble avoir sous-estimé l'évolution des rapports de forces en jeu. En effet, les banques sont aujourd'hui en bien meilleure position qu'elles ne l'étaient il y a quelques années. En 1982, lors de l'explosion de la crise de la dette, une cessation totale des paiements des pays endettés aurait sans aucun doute provoqué une crise majeure du système financier international. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, d'abord parce que les banques ont engrangé au cours des dernières années des bénéfices substantiels, ensuite parce que, conscientes du risque de non-remboursement, elles ont accumulé des provisions qui atteignent pres-

que partout des niveaux satisfaisants. Les dispositifs fiscaux mis en place dans les divers pays ne sont pas étrangers à ces actions.

Une limitation des ressources

Par ailleurs, les pays en développement ont perdu progressivement de leur crédibilité au fur et à mesure qu'ils mettaient en place des programmes d'ajustement économique peu porteurs de résultats. Toute généralisation serait dangereuse, car des pays comme le Mexique, le Chili ou la Bolivie sont actuellement en train d'enregistrer des performances économiques qui suscitent beaucoup d'espoir.

Cependant, presque partout les graves défauts dénoncés depuis des années — corruption, fuite des capitaux, mauvaises décisions d'investissement — n'ont pas disparu et de nouveaux — le trafic de drogue en particulier — viennent même s'y greffer. En outre, la menace de la cessation de paiement, périodiquement utilisée par les débiteurs, a perdu progressivement de son poids : les banques ne perçoivent actuellement déjà plus que 50 % des traites qui leur sont dues, un pourcentage jugé impensable encore récemment !

Pour leur part, les gouvernements n'acceptent pas, pour des raisons budgétaires et politiques, de concéder de larges réductions de créances publiques, à part dans

le cas des pays les plus pauvres. La solution qui consiste à rééchelonner périodiquement les créances des gouvernements dans le cadre du Club de Paris, c'est-à-dire à étaler les remboursements dans le futur, ce qui revient à accorder de nouveaux prêts, semble toujours la plus prudente, même si tous sont conscients qu'elle ne peut se poursuivre à l'infini.

Quant aux organisations internationales, principalement le Fonds monétaire international (FMI), pressées par les banques de jouer un plus grand rôle dans le sauvetage des pays endettés, elles se heurtent au problème de la limitation de leurs ressources, qui dépendent du bon vouloir des pays membres. Les Etats-Unis n'ont-ils pas proposé, la semaine dernière, qu'une fraction des stocks d'or du Fonds soient vendus afin de financer les arriérés d'une dizaine de pays ?

On le voit, banques, gouvernements et organisations multilatérales sont pour l'instant enclins à l'inaction. Quant aux pays endettés, ils sont trop affaiblis politiquement et économiquement pour pouvoir émettre des propositions de poids.

Or, afin de favoriser une véritable diminution de la dette, il est clair que les banques doivent être incitées à jouer véritablement le jeu, donc accepter d'enregistrer des pertes importantes. Pour cela, un traitement fiscal plus avantageux, et plus homogène entre les pays, de

l'annulation des créances doit être conçu au niveau international. Les établissements n'auraient alors plus autant intérêt à conserver leurs provisions. Une autre solution consisterait à consacrer des prêts nouveaux, comme l'avait voulu le secrétaire d'Etat au Trésor M. James Baker en 1985, selon le principe que, « pour avancer, une voiture a besoin d'essence ».

Mais devenus plus solides, et encouragés par une crise qui dure depuis près d'une dizaine d'années, de nombreux établissements financiers sont avant tout tentés de se retirer complètement de l'Amérique latine et de l'Afrique (les banques américaines se sont déjà presque entièrement désengagées de ce dernier continent). D'autant plus que l'émergence des marchés de l'Est leur offre la perspective de nouvelles aventures, peut-être moins risquées, du moins l'espèrent-ils.

Une réduction de la dette bancaire

La solution paraît donc résider dans une réduction massive de la dette bancaire, accompagnée de prêts nouveaux des organismes internationaux (les seuls encore consentants). Une telle approche pourrait enclencher des cercles vertueux dans les pays en développement, avant que la débâcle des banques ne soit généralisée.

Le risque est aujourd'hui très grand de voir les établissements bancaires désertir complètement une partie du monde qui a pourtant besoin d'eux. C'est pourquoi il importe de ne pas s'arrêter à l'échec relatif du plan Brady : le programme du secrétaire américain a eu le mérite de faire accepter à tous le principe de l'abandon des créances. Il convient maintenant pour les quatre partenaires — Etats débiteurs, Etats créanciers, banques et organisations internationales — de concevoir rapidement la poursuite de la stratégie de la dette ; en clair, de déterminer quel montant des créances, publiques ou privées, doit être recouvert, et à quel rythme, et quel volume de prêts nouveaux doit être consenti.

FRANÇOISE LAZARE

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 13^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 18 septembre 1989, M. Savigneau René, né le 1^{er} octobre 1921 à Paris (4^e), demeurant à PARIS (2^e), 19, rue du Sentier, a été condamné à 30 000 F d'amende pour TROMPERIE.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 25 mars 1988 (Pourvoi : rejet 16-10-89), M. BYRES Jeffria, né le 8 juillet 1926 à LAGHONAT (Algérie) demeurant à PARIS (16^e), 28, rue Paul-Valéry, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et à 50 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Monde, le Figaro ; L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (16^e).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 13^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 20 septembre 1989, M. Fouché Serge, Pierre, Henri, né le 8 février 1943 à Cherac (17), demeurant à MEUDON (92), 61, rue de la République, directeur commercial, a été condamné à 30 000 F d'amende pour publicité fautive ou de nature à induire en erreur, avoir fait croire ou tenté de faire croire faussement, notamment par l'utilisation d'un mode de présentation prêtant à confusion, qu'un produit industriel bénéficiait d'un certificat de qualification.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt dans le Monde, le Figaro magazine.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
84, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTEL 36.15 CODE A 3 T
puis OSP

Vente /sursench. apr. aliénat. volont.
TGI d'Aix-en-Provence, 40, bd Carrot
le LUNDI 26 FEVRIER 1990, à 9 h
UN IMMEUBLE ANCIEN
De 3 étages, sur R.-de-Ch. et combles,
situé dans le centre, 14, rue Lacépède
à AIX-EN-PROVENCE (13)
M. à P. : 1 438 000 F - S'adres. SCP
CAUJOULOU - FAURE-TEANNU,
avocats associés à AIX-EN-PROVENCE - Tél. : 42-38-44-36

LA NEIGE EST LÀ
GRAND SKI ASSURÉ !
50.02.60.92
la Clusaz
HAUTE-SAVOIE - FRANCE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989

Vent d'Est

au sommaire :

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DOSSIER SPÉCIAL LE COMMERCE INTERNATIONAL
- CENT CINQUANTE PAYS À LA LOUPE

192 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Pays : _____

France (métropole uniquement) Nbre d'ex. _____ X 52 F (port inclus) = _____

DOM-TOM et Étranger Nbre d'ex. _____ X 57 F (port inclus) = _____

Commande et règlement à retourner à
LE MONDE, Service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 - France

An sommaire de « Dossiers et Documents »

L'économie de la drogue

Si l'usage des stupéfiants remonte à des millénaires, leur nocivité n'a pas toujours été décelée à temps. Aujourd'hui, le fléau se propage de façon catastrophique et il faut dresser le tableau de tous les dangers. La France n'est pas épargnée : on y consomme largement les drogues dites légales (tabac, alcool, médicaments) mais aussi la cocaïne, l'héroïne et peut-être le crack. Angoisse supplémentaire : sida et toxicomanie, indissociables jusqu'à la mort.

Mais d'où viennent les drogues ? Quels sont les liens entre les cultures illicites et le sous-développement ? Quel rôle joue l'argent de la drogue dans les conflits locaux des pays producteurs ? Quel impact sur l'environnement ? Toujours oubliés, les petits cultivateurs, soumis pratiquement à la nano-économie survivent mieux qu'en cultivant le café ou le riz.

Les pays sous influence où se mêlent drogues et criminalité autour de l'argent du crime en subissent les violences quotidiennes. Si les

circuits et filières sont parsemés de noms magiques : triangle ou croissant d'or, la finalité est toujours le blanchiment des dollars saisis sur des places financières complaisantes.

Les pays développés et consommateurs ont déclaré la guerre aux trafiquants sous la bannière étendue des Etats-Unis, mais le lutte est dure et difficile. Elle passe par l'interdiction des moyens mis en œuvre, mais aussi par des efforts locaux. L'argent reste le point crucial et pose les problèmes de la dette des pays en voie de développement. La décapitalisation de la consommation, voire du trafic, semble passée de mode et la prévention est indéniablement la meilleure démarche. Un éventail de solutions existe : certaines peuvent être contestées ou contestables, mais elles ont l'avantage de prouver que les sociétés ne baissent pas les bras.

► Dossiers et Documents, février 1990, numéro spécial 16 pages - 15 F.

DÉCOUVREZ LA THAILANDE AVEC FRANTOUR VOYAGES

POUR 4 990 FRANCS

— Départs de Paris, chaque vendredi du 2 février au 4 mai 1990.
— Retours à Paris, chaque dimanche du 11 février au 13 mai 1990.

Ce prix comprend :

— Le transport en avion Paris-Bangkok et retour.
— DEUX NUITS et petit déjeuner en hôtel***.
— L'assurance annulation-rapatriement.

RENSEIGNEZ-VOUS

— Dans les agences de voyages.
— Par téléphone : (1) 45-63-03-14.
— Par correspondance :
FRANTOUR VOYAGES B.P. 62.08.75362
Paris cedex 08

501 100 100 100

501 101 101

TECHNOLOGIES

Mélange d'archaïsmes et d'informatique lourde

Les impôts côté coulisses

Entre le jour où chaque contribuable reçoit sa feuille de déclaration de revenu et celui où arrive l'avis d'imposition, les différents services de la direction générale des impôts mettent en œuvre toutes les techniques de classement et de calcul. Des plus anciennes, dans les centres des impôts, aux plus modernes, dans les centres informatiques.

Javier. Dans les centres informatiques de la direction générale des impôts, le compte à rebours a commencé. Au rythme de 5 000 lignes à la minute, des imprimantes ultrarapides insistent les adresses des contribuables sur les formulaires de déclaration fraîche-

ment imprimés. Les centres informatiques de la DGI, répartis sur le territoire national, se chargent des travaux nécessaires à l'établissement de l'impôt sur le revenu. Lourd, les grilles métalliques et les bandes d'entrée limitent l'accès de ces lieux stratégiques aux personnes autorisées.

Cœur de ce dispositif, le fichier FIP (fichier d'imposition des personnes), établi par chaque centre départemental, recense l'état civil de chaque contribuable et son numéro d'identification. Mis à jour

sur des ordinateurs Bull DPS 7, il est stocké sur des dizaines de milliers de bandes magnétiques, en trois exemplaires : l'original et deux copies, dont l'une est conservée au centre lui-même et l'autre dans un bunker encore plus sévèrement gardé.

Méthodes traditionnelles

Pendant ce temps, au centre des impôts, c'est le calme plat qui précède la tempête. Les agents voient à d'autres tâches. Tandis qu'à Bercy la DGI, chargée de l'information, réalise l'ensemble des programmes qui permettront aux ordinateurs de calculer l'impôt. Entre le 20 décembre, date de la fin des débats parlementaires pour l'établissement de la loi de finances et le début du mois de mai, les informaticiens ont quatre mois pour adapter

les programmes des années précédentes, et effectuer tous les contrôles nécessaires. Lorsque l'on sait que chaque déclaration comprend près de trois cent cinquante rubriques, on imagine le nombre de tests à effectuer. Une fois mis au point, les programmes sont envoyés dans chaque centre informatique où ils sont exploités.

Février. Les déclarations arrivent chez les contribuables. Au centre informatique, la première période de surchauffe est terminée. En revanche, au centre des impôts, les questions commencent à affluer. Pour y répondre, les agents peuvent compter sur leurs doigts ou sur leur calculatrice achetée avec leurs propres deniers. A quelques exceptions près (cinq cents centres des impôts sur huit cents sont informatisés), les méthodes sont ici des plus traditionnelles. Le classement des dossiers des vingt-cinq millions de contribuables (dont treize millions sont imposables) est fait manuellement. Dans des armoires métalliques sont rangés rue par rue, les dossiers de chacun d'entre nous. Chemise rose pour les chefs d'entreprise ou les commerçants, bleue pour les professions libérales et beige pour les salariés.

Mars. Le 12 de ce mois sera cette année la date ultime pour la remise des déclarations. Au centre des impôts, chaque agent reçoit la pile de feuilles correspondant au quar-

tier dont il a la charge. En moyenne, chacun veille sur mille ménages. Les plus anciens connaissent par cœur la vie de leurs « clients ». S'achètent-ils une voiture, changent-ils de statut, l'agent des impôts est théoriquement l'un des premiers informés. Une connaissance utile pour assurer le premier contrôle essentiellement formel des déclarations. Il repère et corrige celles rédigées, en anciens français, d'une main tremblotante par une personne âgée. Coche à la main la liste des contribuables qui lui a été transmise par le centre informatique. Biffe la case K (au dos de la déclaration) pour toutes les feuilles présentant des anomalies. Plus de 1 000 tonnes de papier sont ainsi manipulées.

Après ce premier contrôle, les déclarations sont envoyées par vagues successives au centre informatique, inutile donc pendant les trois mois qui suivent de demander une précision sur votre déclaration au centre des impôts. Celui-ci n'est plus en possession du document. C'est pour remédier à cette situation et faire que chaque agent puisse suivre toute l'année les dossiers des contribuables que les centres des impôts sont petit à petit informatisés. Les agents saisiront alors eux-mêmes les déclarations.

Des contrôles plus sélectifs

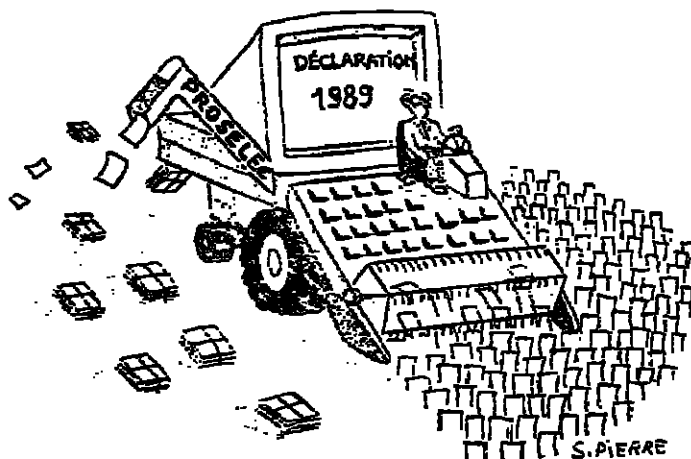
Avril. Au centre informatique de la DGI, c'est le mois de la saisie. Les grandes salles où des dizaines de dactylographeuses étaient assises en rang les uns derrière les autres se sont réorganisées en îlots. Par petits groupes les opératrices frappent sur les claviers de leurs terminaux à écran de marque Sagem ou Goupil les données figurant sur les feuilles de déclaration. Deux saisies pour chaque feuille pour éviter tout risque d'erreur.

Les essais de saisie plus automatisée ont pour l'instant été infructueux. La saisie optique expérimentée il y a quelques années n'était pas rentable, et les sondages réalisés auprès des utilisateurs des services automatisés de calcul de l'impôt (voir encadré ci-contre) pour savoir s'ils seraient prêts à remplir leur déclaration sur minitel n'ont guère été concluants.

Mal et mois suivants. Les ordinateurs moulinent les chiffres des déclarations. Le centre informatique envoie au Trésor public les bandes magnétiques contenant le montant de l'impôt à payer pour chaque contribuable ; et au centre des impôts les doubles des bulletins d'imposition, de non-imposition ou de restitution.

Le Trésor public (avec ses propres systèmes informatiques) édit alors les avis d'imposition à destination du contribuable (1). Au centre des impôts la phase de contrôle peut alors démarrer.

Jusqu'en 1986, tous les contribuables étaient systématiquement



Un dossier de contribuable sur trois est vérifié chaque année. Certains sont sélectionnés par des méthodes informatiques, comme Prosélec. D'autres sont choisis au hasard.

contrôlés une fois tous les trois ans. Actuellement les contrôles sont plus sélectifs. Première méthode : celle de la fameuse case K. Tous les dossiers dont la case K avaient été cochées lors du premier contrôle for-

mel sont passés au crible ; avec la deuxième méthode, baptisée Prosélec, l'ordinateur édit la liste des contribuables répondant à certains critères dont on a repéré qu'ils conduisent souvent à des anomalies ; par exemple, la liste des salariés de moins de soixante-cinq ans et dont le revenu baisse ou ceux qui ont de multiples sources de revenus, etc. La troisième méthode est aléatoire. Des dossiers sont pris au hasard dans chaque quartier. 30 % des dossiers sont ainsi examinés chaque année.

Pour vérifier les informations, les agents utilisent les données fournies par les employeurs, les banques ou les organismes sociaux, 60 % de ces informations sont maintenant transmises par bande magnétique. Mais le rapprochement est encore fait manuellement.

Trois ans plus tard, les bandes magnétiques peuvent quitter les bureaux et les dossiers papier s'allèger des documents fournis trois ans auparavant. Car plus aucun redressement ne peut être envoyé au contribuable. Pour toute faute non repérée commise en 1986 et avant, inutile de la demander, l'absolution est automatiquement accordée.

ANNIE KAHN

(1) Cet article traite essentiellement de l'information pour l'établissement de l'impôt, assuré par la Direction générale des impôts. Mais c'est la comptabilité publique (les percepteurs) qui assure la collecte de l'impôt.

Le minitel au secours du contribuable

La solitude du contribuable au moment de la déclaration de ses revenus a vécu. Désormais sont disponibles sur le minitel et accessibles au grand public des services télématiques qui permettent aux réfractaires de la calculatrice de remplir leur déclaration et surtout de calculer le montant de leur impôt. Seule la déclaration, simplifiée de revenus entre dans le champ de leur compétence.

Ces services télématiques, apparemment tous conçus sur la base d'un logiciel similaire — une calculatrice à peine évoluée — se différencient essentiellement par leur coût et leur mode de présentation. Aucun ne paraît manquer à l'obligation de fiabilité et de confidentialité. Pour un ménage moyen, un couple de salariés avec deux enfants, la durée moyenne de la connexion devrait s'établir aux environs de cinq minutes.

Les services les plus coûteux (2,19 F la minute) ne devraient donc nécessiter qu'un budget relativement modeste de 11 F. Pour y accéder, il suffit de composer l'un ou l'autre de ces différents codes d'accès :

3617 IMP, 3617 PREMIS ou encore 3618 CCFIMP. Limpides et rapides mais souffrant parfois d'une graphie approximative, ces trois services proposent, outre le montant de l'imposition, des conseils personnalisés ainsi que des possibilités de simulations pour calculer au plus juste. Pour esprits clairs et doigts agiles.

Moins cher (0,98 F la minute), le 3615 PAR est particulièrement adapté aux hésitants et autres réticents au savoir administratif. A ce

prix toutes les erreurs sont pardonnées. Il faut en effet s'y prendre à deux fois pour valider chaque renseignement. Plus fastidieux certes, mais on arrive sans encombre au résultat final.

D'autres codes d'accès existent, mais ils sont beaucoup plus complexes à utiliser : comme 3617 SOSIMPOTS. Régulièrement, au détour d'un écran, il vous faudra consulter votre table des correspondances pour traduire en français moderne les hiéroglyphes qui

s'affichent sous vos yeux. Cette particularité n'est pas l'apanage de ce service. Mais il est gênant en télématique, où la taille réduite de l'écran du minitel conjugué souvent explication avec approximation.

Quant au service télématique 3614 CALIR mis en place par le ministère des finances, il est certes très bon marché (0,26 F la minute) mais inaccessible actuellement, en raison de difficultés rencontrées dans la mise au point des programmes. Les problèmes, nous dit-on, devraient être surmontés d'ici à quelques jours.

Pour ceux qui préféreraient l'utilisation d'un micro-ordinateur à celle du minitel pour calculer leur impôt, la débrouillardise est de rigueur : aucun logiciel permettant l'établissement de la déclaration de revenus ne semble disponible chez les revendeurs agréés. Seuls des particuliers ingénieux proposent, mais pour une clientèle plus confidentielle, des outils adaptés à ce genre d'opérations.

GUY DUTHIEL

EN BREF

Des robots pour aider les chirurgiens. — A Grenoble, une équipe de vingt-cinq chercheurs se sont spécialisés dans l'application des mathématiques, de l'informatique et de la robotique à la médecine. Ils ont réalisé une vingtaine d'opérations robotisées de la maladie de Parkinson depuis quelques mois. Ils viennent de signer avec le constructeur informatique Digital Equipment une convention pour les aider à poursuivre leurs travaux dans ce domaine ainsi que dans celui des systèmes d'information médicaux et de la modélisation.

Des terminaux informatiques dans des résidences d'invalides. — Pour une fois, les cordonniers ne seront pas les plus mal chaussés. L'Institut national des télécommunications va équiper les chambres de soins de terminaux informatiques et télématiques pour accéder aux serveurs et aux banques de données des écoles et des bibliothèques. L'ensemble des chambres devrait être ainsi informatisé durant l'année scolaire 1990-1991. Des logiciels de bureautique, des messageries, des logiciels d'enseignement assisté par ordinateur seront mis à la disposition des étudiants.

Programmes à louer. — La location de matériel informatique n'est pas une pratique nouvelle. En revanche, celle de logiciel était pour l'instant assez peu pratiquée. Selon la revue *Le Monde informatique*, la situation serait en train d'évoluer et de plus en plus de sociétés de location mettent des logiciels à leur catalogue. Il est vrai que seuls les très gros programmes sont pour l'instant concernés : le coût minimum des programmes à louer serait de 500 000 francs à 1 million de francs selon les sociétés de location. Une bagatelle !

Assurances-minutes. — Des distributeurs automatiques de contrats d'assurances multiplient leurs apparitions dans les lieux publics. La société Concord, filiale du Groupe Generali, vient ainsi d'installer des bornes interactives dans dix stations-service pour automobiles. Avant elle et depuis février dernier, un cabinet de courtage parisien, la (SGAP) Société générale d'assurance et de prévoyance avait fait de même en installant des bornes pour souscrire des contrats auto et habitation dans les locaux de la compagnie bancaire. Le paiement s'effectue par Carte bleue.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Simco

Le Conseil d'administration s'est réuni le 25 janvier 1990, sous la présidence de M. Georges Mazaud.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

Au 31 décembre 1989, le montant cumulé des loyers émis s'élevait à 392 826 000 F contre 359 322 000 F, le 31 décembre 1988. A cette date, le patrimoine était loué à hauteur de 98 %.

Par ailleurs, la Commission nationale d'urbanisme a émis un avis favorable au réaménagement du centre commercial d'Evry.

Le rythme des ventes a été soutenu, 191 cessions ayant été conclues en 1989, pour un montant de 63 600 000 F, dégageant une plus-value brute de 43 000 000 de F.

POLITIQUE D'ARBITRAGE

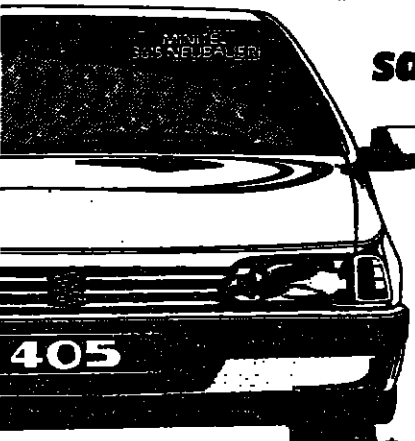
Le Conseil a décidé de poursuivre et d'accélérer la politique d'arbitrage du patrimoine, dans le souci d'en améliorer encore la qualité en le recentrant sur Paris et la région parisienne, et en utilisant au mieux les possibilités d'investissements en locaux commerciaux.

Dans le même esprit, le Conseil a décidé d'entreprendre, sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, la réalisation de deux nouveaux immeubles à usage d'habitation, à Puteaux et à Paris XX^e, dont la livraison interviendra au cours du second semestre 1991.

Le programme d'arbitrage en cours et celui décidé ce jour permettront également, tout en respectant la règle de répartition entre les habitations et les commerces, d'envisager la réalisation de 9 000 m² de bureaux, dans le courant de l'exercice ou au début de 1991.

Ne commandez pas votre PEUGEOT

205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !



stock permanent de 1000 véhicules en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

*en fonction des commandes enregistrées
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 46-49-80-28

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

LE JARDIN DES PLANTES
A LA CROISEE DES CHEMINS
ANDRE THOUIN

YVONNE LEROUZEL

La formidable histoire du Jardin des Plantes à travers les notes et correspondances de THOUIN.

678 pages
18 x 27 cm
169 F + 40 F exp.

ÉDITIONS DU MUSEUM
38, rue Geoffroy-St-Hilaire
75005 Paris Tél. : 40.79.37.80

Le Monde

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

avec Le Monde CREDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

Sur minitel 36.17 code IMP

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11

Berex

**JEUNES INGENIEURS
EN MECANIQUE
PASSIONNES D'AUTOMOBILE
NOUS SAURONS VOUS SATISFAIRE**

Un métier qui vous apportera :

- des responsabilités rapidement étendues
- de nombreuses relations à l'intérieur et à l'extérieur du groupe
- une expérience terrain complète
- une très grande proximité avec le produit.

Si vous :

- osez proposer, créer, innover
- êtes un homme de réflexion et de contact
- êtes diplômé d'une école d'ingénieur (Arts et métiers, ENSI méca, MINES...)
- avez le sens du travail en équipe.
- poste basé dans une agréable station balnéaire DIEPPE.

Envoyez CV et photo à : **MERCURI URVAL**
14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 43.3365 LM.

Mercuri Urval

Venez participer à la création de véhicules spéciaux ALPINE RENAULT.

**La Qualité, un enjeu stratégique pour vous ?
... pour nous aussi !**

Yves Rocher
REUSSIR EN BEAUTE

DIRECTEUR QUALITE

Groupes YVES ROCHER - 1^{ère} marque française de produits de beauté - 6.000 personnes - CA 5 milliards de Francs. Notre vocation : conjuguer science et nature, nous développons grâce à des produits et services constamment renouvelés... dont la "qualité" est notre première préoccupation. Pour remplacer le précédent titulaire, promu dans notre Groupe, nous recherchons une :

Un poste stratégique qui vous permettra de donner votre pleine mesure, vous qui avez la trentaine, une formation de Master Qualité ou équivalent, une expérience similaire de 3 ou 4 ans dans un Grand Groupe, vous qui savez conjuguer rigueur de la méthodologie, charisme de pédagogue et de l'animateur que vous êtes... et créativité, bien sûr !

Le challenge de ce poste, basé dans le Morbihan, vous tente ? Ecrivez à notre conseil Michèle DUCHER sous la référence FIDOLIM - RPC-34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Raymond Poulain Consultants

Valeo
Distribution

Recherche pour sa Direction Commerce Ventes France à SAINT-OUEN (93)
Jeune Cadre Diplômé Ecole de Commerce

Nous souhaitons vous confier un rôle essentiel dans la gestion de nos affaires en vous proposant d'être notre

Animateur Actions Commerciales

Rattaché au Gestionnaire Commercial des Ventes, vous serez responsable de la constitution et de l'exploitation de la base des données commerciales en provenance de nos 7 Délégations Régionales. Vous analyserez les actions promotionnelles, les conditions commerciales et les potentiels clients par région, marchés et lignes de produit.

Vous interviendrez de façon efficace tout au long du déroulement des différentes actions et conseillerez nos équipes.

Ce poste formatif, qui nécessite une bonne utilisation de la micro-informatique, est un excellent tremplin pour un débutant déjà ouvert à l'entreprise et désireux évoluer rapidement vers une fonction opérationnelle.

Si vous êtes intéressé par notre proposition, adressez-nous votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, prétentions, CV et photo) sous la réf. M181 à Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 21 rue Blanqui - 93582 SAINT-OUEN Cedex.

Valeo L'Equipe Automobile

**Vous avez le goût d'entreprendre,
stimulez votre matière grise !**

Nous sommes l'un des majors européens en bâtiment, génie civil, routes, installations industrielles, électricité, offshore, ingénierie, services, car nous savons conjuguer créativité technique et imagination financière avec efficacité.

Nos domaines d'activités sont riches de projets. Nous souhaitons vous les faire partager en vous proposant de rejoindre l'équipe financière et administrative de l'une des sociétés de notre Groupe.

Nous offrons à un HEC, ESSEC, ESCP, IEP (Eco-IT) débutant ou pouvant faire état d'une première expérience, un poste de

Assistant de Secrétaire Général

Vous serez associé à l'ensemble des problèmes traités, concernant les finances, la comptabilité, le contrôle de gestion, les questions administratives et juridiques liées à la réalisation de nos chantiers. Après une première période de 2 ou 3 ans au Siège, vous pourrez évoluer vers un poste de Responsable Administratif et Financier à l'étranger.

Vous devez maîtriser parfaitement la langue anglaise et être disponible pour de courtes missions à l'étranger. Une connaissance de la micro-informatique sera un atout.

Vous avez compris que nous cherchons un esprit ouvert, dynamique et imaginatif, aimant les challenges, capable de devenir rapidement un interlocuteur privilégié de nos équipes opérationnelles.

De notre côté, nous vous transmettrons nos compétences de vrais professionnels et serons attentifs à votre évolution personnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, sous référence 70049, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

GTM-ENTREPOSE

IMAGINER POUR ENTREPRENDRE

SARESCO

Notre société c'est aujourd'hui 1000 collaborateurs et bientôt 1 Milliard de CA. Présents sur de nombreux aéroports, nous exerçons principalement deux métiers, la restauration et le commerce de produits haut de gamme. Notre siège parisien recherche pour sa direction du développement un

CHEF DE PROJET **HEC - ESSEC - MBA**

Après formation aux spécificités de nos professions en milieu aéroportuaire, vous participerez à l'élaboration de notre stratégie et à la réalisation de nos objectifs. En relation avec des partenaires de haut niveau intervenant sur ce marché, vous rechercherez et étudiez les opportunités de développement en France et à l'étranger. Vous assurerez ensuite l'ensemble des étapes conduisant à la mise en œuvre : aspects marketing, juridiques, puis montage financier et lancement opérationnel. Ce poste requiert une formation Grande Ecole, une bonne culture internationale, notamment anglo-saxonne, une expérience de 3/4 ans dans l'implantation de structures à l'étranger et une personnalité à très fort potentiel.

h/b Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) sous la référence SAR 1 M à - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 rue des Mathurins 75008 PARIS. Téléphone : 42 85 38 38.

B O R D E A U X **ETABLISSEMENT FINANCIER REGIONAL**

**JEUNE CADRE
ANALYSTE
FINANCIER**

**ENTREPRISES
COLLECTIVITES**

Cet important établissement financier régional fait partie de l'un des tous premiers réseaux nationaux très implantés dans le Sud-Ouest. Il étudie, développe et commercialise une large gamme de produits financiers destinés aux particuliers, et aujourd'hui de plus en plus aux entreprises et aux collectivités.

Dans ce dernier domaine, la Direction des Marchés est chargée de définir une approche de ces secteurs ; elle assure par ailleurs toutes les études et investigations nécessaires pour évaluer la potentialité des clients du point de vue de l'engagement de crédits et services bancaires diversifiés. L'expansion de cette activité conduit à la création d'un poste d'ANALYSTE DE MARCHÉ dont les missions seront les suivantes : étude complète des situations d'entreprises clientes, du point de vue de leur structure financière, de leur marché et de leur produit ; proposition d'action et préconisation des engagements de la banque ; conseil et support auprès des agences locales (qui sont, en dernière instance, les décideurs) afin de développer leur compétence sur ces marchés entreprise et collectivité.

Pour ces fonctions très diversifiées, nous souhaitons rencontrer de jeunes cadres, diplômés de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Université...) qui par leurs stages ou leur première expérience ont acquis des compétences dans le domaine de l'analyse financière ; ils seront motivés par une approche globale de l'entreprise sur les autres plans (marketing, gestion humaine...). Les qualités relationnelles, dans cette fonction de conseil, sont très importantes. A terme, les possibilités d'évolution sont nombreuses et variées.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet et rémunération souhaitée sous réf. M 126 R à notre Conseil NEMESIS 10, rue de Richelieu - 75001 PARIS qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Délégué Général

Récemment créé, notre syndicat Professionnel regroupe quatre Chambres Syndicales du monde du transport. Votre mission auprès du président : animer et renforcer le développement de notre groupement. A l'intérieur, vous saurez orchestrer et fédérer les travaux des différentes sections. En outre, vous serez chargé de défendre les intérêts du syndicat auprès des instances nationales et européennes dans un contexte en évolution constante.

Agé de 35 à 50 ans maximum, vous avez une formation supérieure, et votre expérience de généraliste vous a familiarisé avec la gestion (comptabilité, bilan). Vous travaillez aisément en Allemand de préférence et, ou en Anglais.

Sans en être un spécialiste, vous avez le goût du technique, et saurez vous intéresser aux problèmes spécifiques de notre secteur d'activité. Diplômé, vous avez le sens du contact et de l'équipe. Votre dynamisme et vos qualités relationnelles vous permettront d'être reconnu par nos adhérents en participant activement à la croissance de notre groupement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) sous la référence O11/M à notre Conseil ORBE - 41, avenue George V - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

ORBE

Un métier exigeant : le recrutement

Notre société est la filiale Ressources Humaines du Groupe CONCEPT, SSI internationale de 3 200 personnes spécialisée dans l'informatique financière. A ce titre, nous fonctionnons comme un cabinet de recherche de cadres et dirigeants mais en bénéficiant des structures, des facilités et de la synergie d'un Groupe performant.

Nos domaines d'intervention sont bien sûr dans la ligne des métiers du Groupe : nous sommes des spécialistes du recrutement (recherche mixte - approche directe) dans les secteurs de la Finance, de la Banque, de l'informatique. Il est donc fondamental de s'intéresser à la vie économique, de suivre les évolutions de ces métiers, de connaître leurs techniques pour être l'interlocuteur averti de nos clients et de nos candidats. Dans ce contexte, nous souhaitons intégrer un

Consultant

Jeune professionnel du recrutement, vous serez totalement responsable du déroulement et de la bonne fin de chaque mission que nous vous confierons en vous donnant les moyens de votre action (méthodologie, support logistique).

Nous vous demandons d'avoir déjà une compétence professionnelle significative dans le recrutement de cadres y compris financiers et informatiques, d'être de formation supérieure à orientation gestion et d'avoir le goût du travail bien fait.

La taille de notre Groupe comme le développement de notre cabinet vous permettront des évolutions de carrière diversifiées.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence JO110. Nous vous garantissons toute confidentialité.

CONCEPT RECRUTEMENT

2 PLACE ANDRÉ MALRAUX 75008 PARIS

CONCEPT

150 000 000

سكنى من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 7 février 1990 33

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Entrez dans "le monde" de l'EXCELLENCE...

Le Groupe EXCEL, c'est aujourd'hui l'un des premiers groupes de services dans le domaine du traitement de l'information :

350 personnes, 140 MF de CA

Nous recherchons dans le cadre de notre développement national et international :

1 Consultant(e) senior Réf. CS02 - 250 KF +.

Ayant une expérience probante du recrutement, vous êtes diplômé(e) de Science-Politique, d'un DESS de Psychologie, ou équivalent. Vous possédez au moins 3 ans de pratique dans un Cabinet de Recrutement. Votre rôle sera de mener à bien, au sein d'une équipe motivée, un projet d'entreprise prenant en compte tous les aspects de la sélection, du commercial au suivi des dossiers. Vous évoluerez rapidement vers un poste de direction de notre filiale Recrutement.

1 Directeur(trice) de la Communication Réf. DC02 - 350 KF +

Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, ou équivalent. Vous maîtrisez parfaitement tous les rouages de la communication, et vous possédez une expérience réussie, d'au moins 5 ans, qui a fait de vous un professionnel reconnu. Rattaché(e) directement au PDG, vous aurez la responsabilité des différents outils de la communication, aussi bien interne qu'externe de notre Société. Vous pourrez évoluer vers les différents postes de Direction Générale du Groupe.

1 Directeur(trice) Technique adjoint(e) - Réf. DTA02 - 230 KF.

Vous êtes issu(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou d'une MIAGE, vous justifiez d'une expérience, d'au moins 3 ans, comme Chef de Projet Informatique, et possédez le goût du "Commercial". Nous vous proposons d'assister techniquement, toutes les entités opérationnelles du Groupe, d'évaluer et d'encadrer les forfaits, et ainsi d'assurer la veille technologique. Vous évoluerez vers un poste de Direction Technique, ou Commerciale.

Des Ingénieurs Commerciaux Réf. IC02 - 300 KF.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, débutant(e) ou justifiant d'1 à 2 ans d'expérience de la vente de prestations intellectuelles, vous aurez la mission d'ouvrir par la prospection, de nouveaux comptes, puis de gérer les portefeuilles ainsi créés dans le domaine des Grands Systèmes en Informatique de Gestion. Votre réussite personnelle vous amènera tout naturellement à la Direction d'une Agence.

3 Directeurs(trices) d'Agence Réf. DA02 - 450 KF.

Vous êtes titulaire d'un diplôme de Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, et possédez une expérience d'au moins 3 ans en SSII. Nous vous proposons de gérer un centre de profit dans le domaine de l'Informatique de Gestion. Vous assurerez l'encadrement administratif, technique, et commercial d'une entité d'environ 50 personnes. Votre succès et vos résultats vous conduiront à être partie prenante dans notre politique de hiérarchisation.

Des Ingénieurs Grandes Ecoles Réf. IG02 - 220 KF +.

Ingénieur diplômé(e) : X - ESE - ECP - MINES... Débutant(e), ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, nous vous proposons des missions valorisantes et passionnantes au sein des plus grandes entreprises françaises en Informatique Technique et Industrielle, dans le domaine de la Gestion ou des Grands Réseaux.

Si vous possédez l'un de ces profils, le sens des responsabilités et l'envie d'évoluer rapidement dans une entreprise à visage humain... Merci d'adresser votre CV avec photo à :

DIANE BERSON,
Direction du Personnel
et des Ressources
Humaines,
Groupe EXCEL,
17 rue de la Victoire
75009 PARIS.



BETURE SETAME VIDEOCOM

Département VIDEOCOMMUNICATION
de BETURE - SETAME recherche

INGENIEUR de DIRECTION

Mission

- encadrer des équipes "réseaux câblés"
- assurer des missions de nature commerciale
- participer à la gestion de l'ensemble du département (40 P)

Profil

- ingénieur grande école, polyvalent
- 5 ans d'expérience professionnelle (ingénierie, attaché de direction)
- ouverture, sens de la qualité, des méthodes et de la communication, goût de l'encadrement et des responsabilités.

(Poste basé à St. Quentin en Yvelines)

CV + lettre manuscrite + photo + présentations à Mr. LORDEREAU
BETURE - SETAME, 2 rue Stephenson - 78181 St. Quentin - Réf 211

GRECOM



LE DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE
ORGANISE
UN CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT
DE DOCUMENTALISTE
ET D'AIDE-DOCUMENTALISTE

CONDITIONS

DOCUMENTALISTE

- Etre de Nationalité Française ;
- Etre âgé de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1990 ;
- Etre titulaire :
 - soit d'une Licence, soit d'un Diplôme ou Certificat figurant sur une liste arrêtée par le Premier Ministre Chargé de la Fonction Publique pour le recrutement de Documentalistes du Secrétariat Général du Gouvernement ;
 - et d'un Diplôme de Spécialisation en Documentation délivré par les universités en Instituts Universitaires de Technologie.

AIDE-DOCUMENTALISTE

- Etre de Nationalité Française ;
- Etre âgé de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 1990 ;
- Etre titulaire :
 - du Baccalauréat ;
 - du Brevet de Technicien Supérieur ou d'un Diplôme admis en équivalence.

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS

• 23 FÉVRIER 1990

DATE DES ÉPREUVES ÉCRITES

• 22 et 23 MARS 1990

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION :

DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

1^{er} bureau - Recrutement - Pièce 002

2, rue Tirard - 94000 CRÉTEIL - (MÉTRO : CRÉTEIL-UNIVERSITÉ)

Tél. : 43-89-84-00 - Poste 4412.

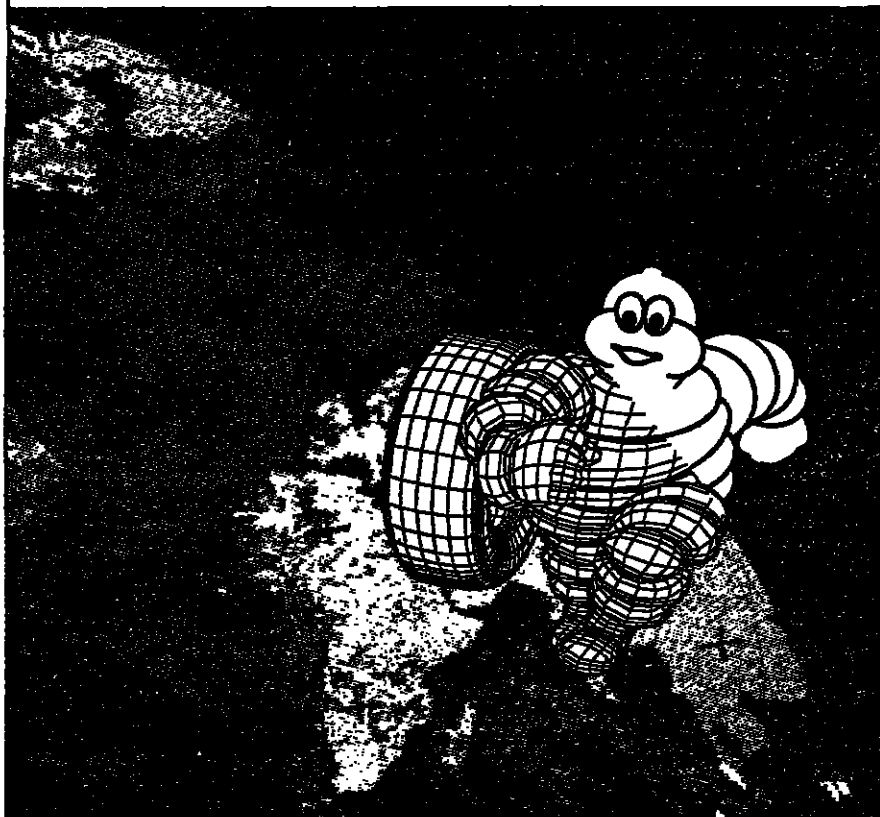
TOUTE CORRESPONDANCE DEVRA ÊTRE ADRESSÉE À :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Direction du personnel départemental, 1^{er} bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTEIL CEDEX

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



Nous recherchons plusieurs
HEC - ESSEC - ESCP - IEP
débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain,
désireux de valoriser leurs talents de commer-
çants, et capables de prendre rapidement en
charge après une période de formation en France
d'environ 2 ans

LA DIRECTION COMMERCIALE D'UNE DE NOS FILIALES À L'ÉTRANGER

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous
ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau.
Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant
Chef de Produit, Chef de Produit,
vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation,
vous souhaitez prendre rapidement des respon-
sabilités de commandement.

Veillez adresser votre dossier de candidature,
sous réf. LM/29 à MICHELIN,
Service du Personnel - Arnaud CHATIN -
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

cegos

CONSEIL en MANAGEMENT, FORMATION et RECRUTEMENT
500 Consultants en Europe
La division Conseil recherche

JEUNE CONSULTANT EN MARKETING INDUSTRIEL

Ingénieur (ESE, ECP, Mines,...), votre expérience de 3 à 5 ans dans une fonction Marketing ou Commerciale au sein d'une
entreprise industrielle ou de services à l'industrie, a développé votre sens de la négociation à tous niveaux et vous permet
aujourd'hui de comprendre la vie d'un produit depuis la R&D jusqu'à la Distribution.

Le CONSEIL vous attire : stratégie de diversification, politique de développement commercial, études de marchés... et mise en place
concrète de vos recommandations. Vous intégrerez une équipe passionnée par ses missions auprès d'entreprises internationales, à
l'appui d'idées nouvelles et d'efficacité, et participerez à des missions multidisciplinaires à l'échelle européenne.
La CEGOS vous offre un environnement stimulant et professionnel, vous permettant de développer votre rigueur intellectuelle et vos
qualités relationnelles, des formations complémentaires élargissant vos compétences nouvelles, des responsabilités résultant d'une large
autonomie.

Si vous êtes intéressé par cette fonction basée à Paris, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et présentations)
sous référence 003.03/M, à Christine DEFECHE, CEGOS DRH, Tour Chénoucaux - 92516 Boulogne Cedex.

Athènes - Barcelone - Bruxelles - Lisbonne - Londres - Lyon - Madrid - Manchester - Milan - New-York - Paris - Sao Paulo

PRESIDENT

LEPETIT

Grosjean

LEADER DE L'INDUSTRIE PRIVEE LAITIÈRE (CA 11,5 MILLIARDS)
Notre Groupe doit faire face à son expansion (+ de 20% en un an) et développer ses structures.
Nous recherchons donc de nouveaux collaborateurs

**RESPONSABLES
TECHNOLOGIES**

Ingénieurs Agro-Alimentaire (ENSA, ENSAIA, IESIEL...) ou équivalent possédant une expérience significative d'au moins deux ans en fabrication des fromages à pâtes molles.
Réf. 01/02/RT

**RESPONSABLES
QUALITE**

Ingénieurs Agro ayant une première expérience significative dans le domaine Agro-Alimentaire.
Réf. 01/02/RQ

**CHEFS FABRICATION
ET ADJOINTS**

Jeunes cadres ou techniciens de la profession laitière ayant une expérience de l'encadrement des hommes et souhaitant une évolution professionnelle.
Réf. 01/02/CF

En intégrant nos équipes, vous entrerez dans un Groupe capable de répondre à vos aspirations professionnelles et de faire de vous nos décisionnaires de demain.

Envoyer nous vos CV, photos et prétentions en précisant la référence à
Société BESNIER - Service Ressources Humaines, 10 rue Adolphe Beck 53000 LAVAL

BESNIER

un grand nom de l'agro-alimentaire

2 DIRECTEURS REGIONAUX

- REGION CENTRE-POITOU-LIMOUSIN BASÉ A TOURS
- REGION EST BASÉ A DIJON

Prestataire de services en régions, la filiale d'un Groupe immobilier complet et diversifié, intervenant sur tous les marchés de l'immobilier vous propose la Direction de l'un de ses centres de profits, fortement autonomisés.

Vous serez chargé de développer les activités d'assistance à maîtrise d'ouvrage, gestion locative et administration de sociétés dans le cadre de la politique définie par le groupe. Vous assurerez également la représentation de la société auprès des instances départementales, pouvoirs publics et élus locaux. Vous animerez, notamment, une équipe d'ingénieurs et de financiers chargés du montage et de la réalisation des opérations immobilières.

De formation supérieure, vous avez acquis une dizaine d'années d'expérience et vous souhaitez mettre vos compétences et votre sens du management au service d'une entreprise vous offrant des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous référence 8100/M à notre Conseil
Marie-Françoise ALETTI - CEGOS Département Recrutement
- Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

**AVEC LE N°1 ANGLAIS :
UNE VERSION
ORIGINALE
DU MANAGEMENT
DE PROJET**

LAING
MANAGEMENT

N°1 Anglais du Bâtiment (12000 Personnes - 13 Milliards de CA), nous poursuivons notre implantation en France et développons d'importants projets de construction de bâtiments industriels, administratifs, commerciaux... en nous appuyant sur le concept de "management contracting", direction et management technico-économique global des opérations depuis le montage jusqu'à la réception définitive. Pour cela, nous misons avant tout sur les compétences et les qualités des hommes qui mettront en œuvre nos projets et recherches pour intégrer au sein de notre division française un :

CHEF DE PROJET GESTIONNAIRE

Rattaché au Directeur de Projet, vous serez responsable de l'étude des coûts, des appels d'offres et du suivi économique de nos réalisations. Agissant en véritable gestionnaire, garant des intérêts de nos clients et de l'entreprise, vous serez capable de maîtriser l'ensemble des aspects financiers, contrôle de gestion et juridiques liés aux projets, d'anticiper et d'intervenir pour éviter les dérives.

Vos connaissances sur le plan technique bâtiment vous permettront d'être un interlocuteur à part entière dans vos négociations avec les différents prestataires et entreprises sous-traitantes et d'apprécier avec exactitude les situations et l'état d'avancement des travaux sur sites.

Ce poste requiert une formation Ingénieur ESTP / ECP / AM / QUANTITY SURVEYOR ou similaire avec de solides connaissances des métiers du bâtiment et une expérience d'au moins 5 ans dans des postes opérationnels similaires sur des projets diversifiés supérieurs à 200 MF. La maîtrise de l'Anglais est requise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel)
sous réf. P 330 LM à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MIRENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON**JEUNES CADRES FONCTION PERSONNEL**

Eclairage

La Compagnie Philips Eclairage, filiale du n°1 mondial de l'éclairage, détient avec 3,5 milliards de CA plus de 50 % du marché français. Cette réussite, ce sont 7 centres de production à vocation internationale mais surtout 4 200 personnes dont près de 600 cadres qui bénéficient d'une politique de ressources humaines favorisant leur développement personnel et la mobilité des carrières. Nous proposons à de jeunes diplômés de formation supérieure, débutants ou avec une première expérience, d'assister les chefs du personnel de nos centres industriels de Chalon-sur-Saône (550 personnes), spécialisé dans la fabrication de tubes fluorescents, et de Nevers (400 personnes), spécialisé dans la fabrication de luminaires intérieurs, dans tous les aspects de leur

fonction : gestion du personnel, formation, recrutement... Vous deviendrez ainsi un professionnel des ressources humaines avec une polyvalence au plus haut degré, pour évoluer dans notre société et au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature à Compagnie Philips Eclairage, Pierre Dutot, Direction des Affaires Sociales, 204 Rond-Point du Pont de Sévres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, plus de 25 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN

**CHARGÉ DE MISSION H/F
POLYVALENT (25-30 ans)**

Notre vocation est médicale. Pôle intellectuel, nous donnons priorité à l'innovation tant dans le domaine de la recherche que celui du commerce. Nous recherchons pour assister un de nos directeurs généraux

Fonctionnel, en relation avec les différents départements, vous aurez en charge des dossiers couvrant un champ très étendu. Plus qu'une solide formation supérieure (HEC, Drot), vous avez une "tête bien faite", avec la réflexion approfondie nécessaire, de la curiosité, l'envie d'apprendre et de vous former, de la rigueur et de la précision. Votre éthique exigeante, votre disponibilité, vous permettent de vous investir pleinement, avec discrétion. Poste basé en proche banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 86136 à DEB'S 103, rue Joffroy 75017 PARIS qui transmettra.

**Société de services
gestion et maintenance
tous corps d'Etat bâtiment**

Recherche pour postes région parisienne

**RESPONSABLE SERVICES
GÉNÉRAUX**

30 ans minimum

De formation Ingénieur TP, marine ou industrie (éventuellement autodidacte de talent), vous dirigerez l'équipe d'exploitation et de gestion d'un patrimoine immobilier tertiaire de haut niveau technique et de standing.

**RESPONSABLE TECHNIQUE
EXPLOITATION**

De formation BTS (électricité, électromécanique, maintenance), vous aurez à diriger des équipes de techniciens dans plusieurs disciplines. Vous avez déjà acquis une première expérience dans le bâtiment.

Envoyer CV, photo et prétentions à :
IMMODEP, 3, place Bercault
92508 RUEIL-MALMAISON.

**INGENIEURS
D'ETUDES
En Languedoc**

Réputée dans le domaine des constructions métalliques (ouvrages d'art, charpentes lourdes, chaudronneries, pylônes...), cette entreprise très compétitive (C.A. de l'ordre de 250 millions de F, effectif d'environ 420 personnes, en 4 usines), recherche des INGENIEURS D'ETUDES "OUVRAGES D'ART", ou CHARPENTES pour son établissement principal situé dans la région de Montpellier. Les interventions, tant au niveau des devis que des études d'exécution, méthodologies, préconisations, relations techniques et commerciales avec les autres services de la société, les clients et les fournisseurs sont naturellement les aspects essentiels de la fonction.

Les postes sont ouverts à des ingénieurs diplômés A & M, ESTP, ESIM, ENI, INSA... (CHC ou ISBA en + apprécié) débutant ou disposant d'une expérience de même nature.

Si ces postes vous intéressent merci d'adresser votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, prétentions et photo), réf. VING/LM, à notre conseil - JOËL HAZARE - RPO - 74 rue de la Fédération - 75015 PARIS

Raymond Poulain
Consultants**Créer et développer l'activité
recrutement de notre filiale
espagnole**

Notre société de Conseil en Recrutement de cadres et dirigeants, reconnue en France pour la qualité de ses interventions et la compétence de ses équipes, s'implante en Espagne.

De formation supérieure commerciale, vous avez acquis une grande expérience du recrutement en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez maintenant mettre au service des entreprises de façon plus autonome votre capacité à détecter les meilleurs potentiels, apprécier les performances et réaliser l'adéquation homme/entreprise. Vos qualités de dirigeant et de communication, vous permettront de réussir dans un contexte stimulant. Evidemment, vous parlez parfaitement le français et l'espagnol.

Ce poste, basé à Barcelone, offre de réelles perspectives d'évolution à moyen et long terme.

Si ce projet vous motive, Alain NERVET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, 15 rue Cardinet 75017 PARIS, qui sera traité en toute confidentialité.

nervet pont
conseil

501/201/201

سكنى على الطريق

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 7 février 1990 35

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE TECHNIQUE

Chaine locale de loisirs
recherche dans le cadre
de son développement

1 RESPONSABLE TECHNIQUE REGIONAL

qui aura pour mission la maintenance et l'entretien d'un parc d'environ 2 000 appartements répartis sur plusieurs stations, en prenant en charge l'ensemble des problèmes :

- techniques (choix des entreprises et des fournisseurs, suivi de chantiers, réception des travaux et des immeubles neufs...),
- administratifs (relations fournisseurs, élaboration et suivi de budgets, gestion des contrats d'entretien, suivi des opérations de levées de réserves, consultation des différents services administratifs),
- et humains (recrutement, formation et animation des équipes d'entretien - 25 personnes).

Il devra définir, puis veiller à l'application et à l'amélioration constante des procédures techniques, visant une utilisation idéale des installations, dans l'optique d'une parfaite satisfaction de la clientèle.

Profil du poste :

- Minimum 28 ans ;
- Formation technique (ingénieur, BTS ou équivalent) ;
- Plusieurs années d'expérience de la maintenance (acquise dans le secteur hôtelier, hospitalier ou industriel) ;
- Excellent animateur et gestionnaire rigoureux ;
- Mobile géographiquement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence
0125/FL, sous n° 8775
Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Ministère

APPEL DE CANDIDATURE

DIRECTEURS DE CENTRES DE FORMATION DE PROFESSEURS D'ÉCOLES DE MUSIQUE

La direction de la musique et de la danse entreprend la mise en place progressive de centres régionaux de formation de professeurs d'écoles de musique. Les deux premiers centres seront ouverts dès la rentrée 1990-1991.

Ces centres seront chargés de la préparation au diplôme d'Etat de professeur de musique et au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'école de musique, contrôlée par l'Etat, et de la délivrance de ces diplômes.

Les directeurs de ces centres seront choisis parmi des musiciens confirmés, ayant une solide expérience de l'enseignement musical spécialisé et de la formation d'adultes et auront entre autres à organiser la formation théorique et pratique des étudiants, à constituer et diriger des équipes de formateurs.

La rémunération brute de base s'élèvera à 225 000 F. Les dossiers de candidature devront parvenir au plus tard le 30 mars 1990 à la Direction de la musique et de la danse, département de l'enseignement et de la formation, 53, rue Saint-Dominique. Renseignements : 40-15-89-41 - 40-15-89-47.

DIRECTEURS D'INSTITUTS DE FORMATION DE PROFESSEURS DE DANSE ET DIRECTEURS DE CENTRES DE FORMATION PRÉPARANT AU DIPLOME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE DANSE.

La loi du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse a créé un diplôme d'Etat de professeur de danse obligatoire. La préparation à ce diplôme sera assurée par des centres de formation habilités par l'Etat. Dans cette perspective, la direction de la musique et de la danse mettra en place, en région, un premier centre qui fonctionnera dès la rentrée 1990-1991.

Par ailleurs, seront mis en place des instituts chargés de former des cadres appelés à intervenir dans la formation des candidats au diplôme.

Les directeurs des instituts et des centres seront choisis parmi des danseurs ou chorégraphes confirmés, de préférence titulaires du certificat d'aptitude et ayant une solide expérience de l'enseignement de la danse ainsi que de la formation d'adultes. Ils auront notamment à constituer et diriger des équipes de formateurs, organiser la formation théorique et pratique des étudiants...

La rémunération brute annuelle de base s'élèvera à 225 000 F. Les dossiers de candidature devront parvenir au plus tard le 30 mars 1990 à la Direction de la musique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Renseignements : 40-15-89-25.

Culture

Communication

Grands Travaux

Bicentenaire



INFRASTRUCTURES

Pour Etudes d'Ingénierie en France, le département
INFRASTRUCTURES URBAINES de BETURE - SETAME
recherche

3 INGÉNIEURS

- Chef de projet, exp. ≥ 5 ans, grande école (Ref. 221)
- Chef de projet, 15 ans d'expérience (Ref. 222)
- Chargé d'études, débutant
ESTP, INSA ... + anglais + CAO/DAO (Ref. 223)

2 CONDUCTEURS DE TRAVAUX

- Région Parisienne ou Nord Pas de Calais
- Expérience ≥ 5 ans (Ref. 224)

1 SECRÉTAIRE + 4 DESSINATEURS

(Postes basés à Créteil pour la Région Parisienne)

CV + lettre manuscrite + photo + présentations à BETURE - SETAME,
9 rue Georges Enesco - 94008 Créteil cedex - Indiquer référence

GRECOM



La passion du Service

Prestataire de services aux Collectivités Locales dans les domaines de la Propreté Urbaine et des Transports de Voyageurs, le groupe CGEA (10000 personnes) appartenant à la GENERALE DES EAUX, recherche des

JEUNES CADRES D'EXPLOITATION

En prenant rapidement des responsabilités dans le domaine du commercial, de la gestion et de l'animation des hommes, vous deviendrez, à terme, patron d'un Centre de Profit.

Avec le soutien d'un groupe de services leader auprès des Collectivités Locales, vous développerez votre action au sein d'unités décentralisées, avec une large autonomie de gestion.

Agé de 28 à 32 ans environ, votre formation supérieure (Ingénieur, Ecole de Commerce, ...) a été complétée par une première expérience en entreprise.

Mobile et disponible, vous êtes autonome, polyvalent et comprenez les nécessités du terrain.

Les postes sont à pourvoir sur l'ensemble du territoire.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, accompagnée de votre CV et d'une photo, sous réf. 4177 M.A. : JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.



Banque de marchés et de gestion
recherche pour sa salle des marchés :

UN GESTIONNAIRE OBLIGATIONS FRANÇAISES

Il aura une expérience de 2 à 5 ans minimum dans ce secteur, une parfaite maîtrise de l'ensemble des marchés de taux, et sera sensibilisé aux suivis administratifs et comptables de sa gestion.

UN GESTIONNAIRE ACTIONS

D'abord fondamentaliste, il aura développé au cours d'expériences précédentes l'analyse financière à moyen terme des marchés. Il sera également en mesure de participer à l'activité de « trading ».

Dotés d'une grande autonomie, ils se verront confier une partie des comptes gérés et des O.P.C.V.M. de la banque, essentiellement composés de clientèle institutionnelle.

Ils participeront à l'élaboration des stratégies définies par la direction des marchés.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la clientèle apportée. Un très grand potentiel de développement de la banque dans ce secteur et un système d'intéressement original permettant de motiver les meilleurs profils.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous n° 8780
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



Notre société d'envergure internationale
(510 MF - 740 personnes)
est spécialisée dans les systèmes
de raccordement et de robinetterie
pour l'industrie.

Pour notre siège basé à RENNES,
nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION DES STOCKS

Rattaché à la Direction Administrative et Logistique,
notre futur collaborateur aura pour :

MISSIONS :

- La gestion de gestion des stocks et des approvisionnements du Groupe répartis sur 19 lieux de stockage (15 en Europe et 4 hors Europe).
- L'optimisation de la localisation géographique de nos stocks en Europe.
- L'encadrement du service chargé des approvisionnements du stock central.

OBJECTIFS :

- Améliorer le taux de service en maîtrisant les investissements de stocks et les conditions de réapprovisionnement.
- Assurer la communication des informations dans un souci d'interface entre la production et les services commerciaux.
- Intégrer la gestion des stocks dans une politique logistique performante de nature à accroître la compétitivité de notre Groupe sur le marché Européen.

PROFIL :

- Formation supérieure (BAC + 3), en partie axée sur les techniques de gestion de stock et de contrôle des coûts.
- 5 ans minimum d'expérience dans une fonction similaire en milieu industriel.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais.
- Une bonne connaissance de la micro-informatique.

Au-delà de ces compétences, votre ouverture d'esprit, vos capacités de synthèse et vos qualités de conseiller et de négociateur seront des atouts majeurs pour participer à notre challenge.

Pour ce poste, dans une entreprise où l'innovation est vécue au quotidien, merci d'adresser C.V. + photo à Jean-Claude PEZIER, LEGRIS S.A. 74, rue de Paris 35014 RENNES CEDEX.

GRUPPE LEGRIS INDUSTRIES

4^{ème} Groupe Français de Mécanique
4,1 Milliards de CA - 5300 personnes

GERER DES HOMMES ET DES FEMMES EST UN ENJEU STRATEGIQUE ET PRIORITAIRE

Institut de recherche bio-médicale,
n°1 sur son marché

recherche, pour son établissement de Lyon, 650 personnes

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES H/F

Rattaché à la Direction Générale, à 35 - 45 ans, vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur (Sciences Humaines - Sup de Co - Essec, ...) ou Autodidacte, passionné par la gestion et le management des Hommes.

Vous avez valorisé votre expérience (5 à 10 ans), dans un poste similaire. Autonome, vos qualités vous permettent d'assurer un rôle prépondérant :

- Gestion du personnel, des relations sociales et des relations humaines.
- Mise en place de la formation, promotion, politique sécurité.
- Assurer la communication interne dans l'Institut.
- Vous maîtrisez également les techniques administratives et informatiques de la gestion du personnel.
- Nous recrutons un candidat sachant :
 - Susciter l'adhésion.
 - Affirmer des qualités d'écoute, d'animation.
 - Dialoguer avec tous les niveaux de personnel.

Sa rigueur, sa convivialité et son aisance relationnelle sont des atouts indispensables.

Les rémunérations seront négociées au cours des entretiens.

Convocation des candidats retenus :

Le samedi 10 mars 1990 à LYON à 9h 30

Chaque dossier sera traité en toute confidentialité.

Envoyer lettre manus. + CV + photo + prétentions s/réf. 90.107. au

Cabinet ROGER FAURE
25, rue Philippe de Lassalle - 69004 LYON

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 5M

L'école des Mines de Paris recrute

DES ENSEIGNANTS CONFIRMÉS (MAÎTRES DE RECHERCHE)

Pour diriger des équipes dans les domaines suivants :
- en sociologie de l'innovation culturelle et technique. Bonnes connaissances nécessaires en sociologie de la culture et des médias et en sociologie des techniques. Lieu : Paris.

- en géotechnique et exploitation du sous-sol. Bonnes connaissances nécessaires en mécanique des roches, exploitation du sous-sol, intelligence artificielle et informatique graphique. Lieu : Fontainebleau.

- en sciences et génie des matériaux. Bonnes connaissances nécessaires en métallurgie, traitement de surface, élaboration de revêtements, en particulier par laser et plasma. Lieu : Evry.

Les candidats recrutés participeront à l'enseignement de 2^e et 3^e cycle.

Un diplôme d'ingénieur est requis. Un doctorat sera apprécié. Les candidatures sont à adresser AVANT LE 14 MARS 1990, à l'adresse suivante :

ECOLE DES MINES DE PARIS
Direction des recherches
60, bd Saint-Michel
75272 PARIS CEDEX 06

en joignant un curriculum vitae et une liste de publications.

LE BASSIN DES CARENES

recherche pour son centre du Val-de-Reuil (laboratoire d'essais hydrodynamiques le plus moderne d'Europe) un

INGENIEUR ELECTRONICIEN MESURES PHYSIQUES

Au sein du groupe "Moyens de mesures", il sera responsable de la définition et de la mise en place des moyens de mesures, d'étalonnages et de visualisation nécessaires à la réalisation d'essais complexes.

Ingénieur Physicien/Electronicien diplômé, il sera désireux de débiter sa carrière dans le domaine des essais et de la recherche appliquée. Des connaissances en hydrodynamique seraient un plus. Anglais nécessaire.

Ecrire sous réf. 68 1634-9M
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

TOUT SAVOIR ET DIALOGUER

Ingénierie - Formation Chef de Projet

39 ans min. Bordeaux
La Direction Aquitaine-Poitou-Charentes du CEST (groupe de formation national) souhaite intégrer un cadre ayant quelques années d'expérience de management industriel ou fonctionnel en entreprise.
En position de Chef de Projet, il a la responsabilité de concevoir, organiser, coordonner et suivre des actions de formation répondant à des besoins spécifiques qu'il aura lui-même analysés. Son rôle s'étendra aussi à la promotion des actions du centre et à la gestion budgétaire de ses projets.
Ce poste convient à un cadre dans la trentaine, diplômé de l'enseignement supérieur - Economie ou Sciences Humaines et souhaitant appliquer ses compétences au management, au développement et à la conduite de programmes pédagogiques.
Pour information complémentaire et organisation d'une réunion, appelez Télécabine aux heures de bureau.

AB assistance
65, av. de Wagram 75017 Paris
24, cours E. Fayolle 33000 Bordeaux

Réf. 10.07

APPELEZ LE (16) 1 47 63 11 15

IMPORTANTE ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE

RECHERCHE

POUR FAIRE FACE A SON DÉVELOPPEMENT

ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E) FRANCE EXPORT

AGE : 25/32 ans environ.

FORMATION : BTS commerce international ou équivalent.

QUALIFICATION :

- Aptitudes pour la vente
- Bonnes capacités d'organisation
- Sens des chiffres
- Disponibilité
- Anglais courant impératif
- 2 à 3 ans d'expérience appréciés.

MISSION :

- Assister un chef de produit
- Remise d'offres, négociation, relations avec les agences.
- Statistiques
- 10 % de déplacements en Europe.

Poste évolutif en cas de réussite.

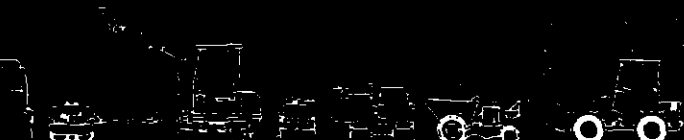
Salaire : 120/135 000 selon expérience et qualifications

Envoyer candidature et lettre manuscrite
sous n° 8776 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Message à des pros

Consultants en formation

«Formateur en entreprise ou en cabinet, vous avez une expérience reconnue et très opérationnelle d'animation de stages et de conception d'actions de formation orientées commercial/marketing/vente ou management/communication. Vous rejoindrez un des grands du métier de la formation aux entreprises, dont le fort développement vous permettra d'étoffer vos structures. Vous qui souhaitez intégrer une équipe qui avance vite, n'attendez pas, adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 9774 à Monsieur FOURNIER - 148, rue Saint Honoré 75001 PARIS, qui transmettra.



Société de service avec 500 pers., 80 agences, SAM LOCATION est le n° 1 de la location de matériels. Notre forte expansion nous conduit à étoffer nos services de direction générale en recherchant un

ACHETEUR HAUT NIVEAU

De formation supérieure (BAC + 4) vous connaissez parfaitement le milieu des travaux publics, le commerce international et vous parlez anglais couramment. Vous aurez l'entière responsabilité des négociations d'achat de matériels avec les fournisseurs au niveau européen. Merci d'adresser votre C.V. + photo + prêt. à SAM LOCATION DRH - 8, Centrale Parc - B.P. 55 - 92293 CHATENAY MALABRY



UGC, Droits Audiovisuels (CA 200 MF, effectif 35 personnes). Nos marchés : la vidéo, les TV françaises et l'étranger. Notre objectif prioritaire : accroître notre part de marché vidéo en France en nous adjoignant un

Chef de produit vidéo 250 - 280 000 F

Votre challenge : développer notre CA vidéo (20 MF en 1989). Rendant compte à la Direction Générale, vous avez à définir la politique commerciale de votre ligne de produits après analyse de l'évolution du marché et de la concurrence. Vous définissez les prix, assurez les campagnes de lancement et le planning des titres et collections. Enfin, vous êtes en liaison permanente avec les distributeurs pour définir les conditions financières, évoluer et motiver leur force de vente. Vous avez au moins 28 ans, êtes diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ...) et justifiez d'une première expérience réussie de la fonction dans le secteur de produits "grande distribution". Votre rigueur, votre sens Marketing "terrain", votre goût du challenge, vous incitent à nous rejoindre et à évoluer au sein du Groupe. Gilbert Raynaud vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous référence 9001 UM, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris, tél. 42.89.10.25.

G&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SOMIVAL recherche pour son Agence de METZ

CHARGE D'ETUDES SENIOR 150 - 170 KF +

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, avec une expérience confirmée en aménagements touristiques et de loisirs, vous avez une bonne connaissance des collectivités locales. Avec l'appui technique des équipes pluridisciplinaires du siège, vous serez chargé de développer notre activité sur l'est de la France ainsi que de concevoir, négocier et réaliser des contrats d'études d'aménagement ou de développement touristique. Ce poste est évolutif.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à Monsieur REGNIER

Boîte postale 28
63001 CLERMONT-FERRAND cedex.

Société implantée dans le Sud-Ouest
filiale du groupe Eif Aquitaine

recherche

un ingénieur technico-commercial

ayant de sérieuses connaissances en thermique pour conseiller la clientèle (ENSI - INSA ou équivalent).

un ingénieur d'affaires

ayant de sérieuses connaissances en mécanique pour conception et réalisation d'installations gazières et pétrolières (ENSAM - INSA - ENSI ou équivalent).

Adresser votre candidature sous n° 8777
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Filiale d'un groupe européen, nous nous sommes forgés une identité qui nous différencie de nos... 1300 confrères. Si notre métier est bien la recherche de cadres et de managers, nous sommes également les premiers à avoir développé un produit destiné à expertiser les risques de démission des cadres clés. Vous êtes actuellement

Assistante de Recherche

Contactez-nous au : 42.93.62.77
Nous pourrions vous surprendre.

REC

81, bd MALESH-ERES 75008 PARIS

L'Office départemental de la Culture des Bouches-du-Rhône

(Conseil général des Bouches-du-Rhône) en collaboration avec l'ARCAM (ministère de la Culture et de la Communication)

recrute

UN CHARGÉ DE MISSION à la musique et à la danse

Le candidat devra justifier :

- d'un diplôme d'enseignement supérieur ;
- d'une culture musicale sérieuse ;
- d'une expérience professionnelle à un niveau identique de responsabilité : connaissance administrative et juridique, réelle expérience de l'animation ;
- du permis de conduire-VL et d'être déchargé des obligations militaires.

Les candidats intéressés devront adresser leur candidature à :

Monsieur le Président
L'Office départemental de la Culture
21 bis, cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence
au plus tard le 15 février 1990 (cachet de la poste faisant foi)
en joignant : une lettre manuscrite de motivation, un CV détaillé, une photo.
A l'issue de la présélection, les candidats seront convoqués pour être entendus par un jury.

MARKETING INTERNATIONAL AGRO-ALIMENTAIRE

nous recherchons

Le Chef de notre service VINS ET SPIRITUEUX

Mission :

- Il sera chargé de la communication en faveur des vins et spiritueux en France et à l'étranger, avec l'assistance de deux responsables marketing et un catalogue.

Profil :

- Homme de marketing, il aura une solide expérience de Chef de Groupe, dans le secteur agro-alimentaire (annonceur ou agence).
- Familier de la filière vitivinicole, il en connaîtra les différents aspects.
- Animateur, rassembleur, négociateur, il sera doué pour les relations humaines tout en affirmant une autorité naturelle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
s/n° 8769 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Valence
Recherche

DIRECTEUR DE PARC EXPOS.

Mission : promouvoir, développer et gérer les activités du Parc.
Profil : 30/40 ans.
Expérience confirmée : dans le management d'une petite unité commerciale ou industrielle, ou dans la gestion d'un parc expos.

Formation : technique de commercialisation.

Rémunération fixe importante + intéressement sur résultats
Merci d'envoyer votre CV + lettre manuscrite et prétentions à notre Conseil sous réf. : GO/022, S.G. Managers Service, 169, avenue de Chateaub, 28000 VALENCE.

150-60-150

سكراين الارض

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 février 1990 37

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



1^{er} producteur Européen de Volailles.
3 500 salariés, CA de 4,2 milliards de francs
réalisés à 85% sur une cinquantaine de pays.
20 établissements industriels en Europe.
Notre activité couvre l'ensemble
de la filière avicole : accoupage, nutrition
animale, élevage de volailles,
abattage et transformation, transport
terrestre et maritime, commercialisation.
Nous recherchons :

2 JEUNES CADRES EXPORT

Débutants ou disposant d'une 1^{ère} expérience (HEC, ESSEC, SUP DE
CO), vous souhaitez vous orienter vers une fonction axée sur la vente,
la relation et la négociation directes avec les clients, bref l'action
commerciale à l'exportation.

Vous parlez naturellement l'anglais et une 2^{ème} langue (espagnol ou
allemand par exemple).

Nous pouvons vous proposer un poste à la mesure de votre appétit
d'action. Il est basé à notre siège social (Châteaulin - 29) et implique
de nombreux déplacements.

Envoyez CV + lettre + photo sous réf. 90/01 à :
Groupe DOUX - Monsieur le Secrétaire Général
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

GRAND CAMPING
sous forme associative, 3 étoiles dans le sud-est
recherche

DIRECTEUR H/F 30-35 ans

Il sera responsable de l'ensemble des activités : gestion financière,
du personnel, maintenance, animation, promotions, etc...

Formation souhaitée : Bac + 2, Anglais ou Allemand couramment.

Ce poste sera confié à une personne ayant l'expérience de la
gestion des campings, le goût des responsabilités et de la rigueur.
Elle devra avoir un esprit ouvert et aimer le contact avec la clientèle.

Adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo) sous
n° 7115 : au MONDE PUBLICITE, 5 rue Montessuy - 75007 PARIS



URBANISME

Pour Etudes d'Aménagement et d'Urbanisme en
Métropole, DOM-TOM et Etranger,
le département d'ETUDES URBAINES recherche

1 ARCHITECTE - URBANISTE (Ref. 244)

- chef de projet
- exp. de 2 à 4 ans en Bureau d'Et. d'Aménagement
- architecte + 3^e cycle d'urbanisme

1 INGENIEUR URBANISTE (Ref. 245)

- chargé d'études
- débutant à 2 ans d'expérience
- ingénieur grande école + 3^e cycle d'urbanisme

1 ECONOMISTE - URBAIN (Ref. 246)

- chargé d'études
 - débutant à 4 ans d'expérience
 - universitaire 3^e cycle
- (Postes basés à St. Quentin en Yvelines)

CV + lettre manuscrite + photo + présentations à Mr. LORDEAU
BETURE - SETAME, 2 rue Stephenson - 78181 St. Quentin - Indiquer réf.
GRECOM

Mettre en place une gestion des relations humaines et sociales

Aix-en-Provence

250/300 KF

C'est ce que vous propose une importante société (+ de 600 personnes en
France) spécialisée dans la conduite de projets industriels : en
maintenance et travaux neufs, principalement dans les domaines de la
métallurgie, chaudronnerie, outillage, mécanique... Interface entre la
direction générale et l'ensemble des sites opérationnels qui constitue un
milieu social exigeant, vous aurez pour mission de créer et de gérer une
fonction Personnel adaptée aux besoins individuels et collectifs de
l'entreprise. Vous devrez élaborer, mettre en œuvre et utiliser un système
de gestion rigoureux et performant sur le plan administratif et juridique,
optimiser les ressources humaines (recrutement, formation, gestion
prévisionnelle des carrières). Vous serez également chargé des relations
sociales (dialogue avec les différents partenaires) et du développement
social (communication et expression des salariés) pour maintenir et
améliorer un climat de travail participatif. Homme de terrain concret et
réaliste, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, vous
maîtrisez tous les aspects de la fonction et avez une bonne connaissance
de la gestion du personnel expérimenté. Votre expérience réussie, dans un
secteur d'activité similaire, vous permet d'être rapidement opérationnel.
Si vous souhaitez mettre vos qualités de communicateur et de gestionnaire au
service d'une entreprise en pleine expansion, envoyez votre dossier complet
sous réf. 01, à Finiquet Meyer - 25, rue Falque - 13026 Marseille.

Meyer & partenaires



GROUPAMA Ile-de-France
ASSURANCES

350 personnes - 600 millions CA

Nous appartenons à un grand Groupe d'Assurances français et
recherchons pour renforcer notre Département Marketing-Etudes

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT H/F

Vous devrez dynamiser le marché des Professionnels (PME-PMI, indé-
pendants, artisans, commerçants, exploitants agricoles) et à ce titre :
• vous participerez à l'élaboration de la stratégie Marketing : pro-
duits, cible, distribution,
• vous élaborerez et mettrez en place le plan d'action annuel :
lancements, promotions, animation du réseau,
• vous travaillerez en étroite collaboration avec : le Département
Commercial et les Services de Gestion.

De formation supérieure (École de Commerce ou Bac + 4), vous
disposerez, éventuellement, d'une 1^{ère} expérience similaire et possé-
derez des qualités d'autonomie, de rigueur ainsi qu'un sens développé
de la communication.

Envoyez votre micro-informatique (Macintosh).
Poste basé à Paris Sud - 5^{ème} arr. Porte d'Orléans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
C.V., photo, présentations) sous référence ACP, à
F.M.A.I.F./Recrutement - 75007 PARIS Cedex 14.

Retrouvez tous les mardis
dans la section C

ECONOMIE

Le Monde
CADRES

La rubrique généraliste des
offres d'emploi destinées aux
cadres débutants
ou confirmés

Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition".

CHARGE D'ETUDES MARKETING (H/F)

Au sein du Département marketing et communication et sous la
direction du responsable du Service des Etudes, votre mission
essentielle sera de créer et développer des outils statistiques
d'analyse et de prise de décisions marketing.

Par ailleurs, vous assurerez le suivi d'études qualitatives et
quantitatives sur les nouveaux projets éditoriaux et commerciaux
(potentiel de marché, suivi de distribution).

De formation supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent), vous avez
déjà une première expérience d'au moins trois ans dans un
institut d'études ou dans une fonction statistique.

La maîtrise de l'outil micro-informatique est bien sûr impérative
pour cette fonction ainsi qu'une bonne capacité de
communication orale et écrite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV +
photo et présentations) à Ch. L'HUILLIER, sous réf. CEM, Direction
des Relations Humaines, Librairie Larousse - 17, rue du
Montparnasse - 75298 Paris Cedex 06.

GRUP
ACITE
Larousse

Société de communication électronique appartenant
au groupe FRANCE-TELECOM et BUNDESPOST
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

30/35 ans environ - Formation E.S.C.

Expérience 5/7 ans secteur tertiaire

Envoyer C.V. + présentations à : IN'GO SA
50, route de Carrières - 78400 CHATOU
Tél. : 34-80-60-62

A la Banque Populaire Provençale et Corse

communication et concertation font partie de la culture
de l'entreprise.

Aujourd'hui, elles se développent de façon telle qu'elles nécessitent le
recrutement d'un :

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION INTERNE

Basé au siège social à MARSEILLE, il sera rattaché au Directeur des
Ressources Humaines.

Il sera principalement chargé de la coordination de la communication à
l'intérieur de l'entreprise.

Cette mission recouvre la création et la gestion de vecteurs de
communication écrits et oraux, ainsi que l'organisation de toutes actions
favorisant la circulation de l'information.

Ce poste de **gradé à cadre** nécessite :

- un niveau d'études supérieures Bac + 5.
- une première expérience garantissant de bonnes connaissances en
matière de législation sociale et gestion du personnel.
- de réelles qualités de contact, d'aisance
relationnelle, l'animation de groupe.
- le sens de la négociation.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique,
merci d'adresser votre demande manuscrite, CV,
photo et rémunération actuelle

à : BPCC - DRH, 16 à 22, Rue Léon-Paulé,
13008 Marseille.

Réponse et discrétion assurées.



BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

VILLE DE MÉRIGNAC
(Gironde)

RECRUTE

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

Adresser candidature manuscrite + CV + photo
avant le 8 mars à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
33705 MERIGNAC CEDEX.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ 70

Architectes,
réalisez vos ambitions d'entrepreneurs

Notre passion : les hommes.
Notre vocation : faire progresser sans cesse notre métier. Nous sommes l'un des tout premiers groupes de BTP en France et dans le monde. Notre réussite s'appuie sur la qualité de nos collaborateurs et sur notre volonté farouche de développer le potentiel de chacun.

Aujourd'hui nous recherchons des hommes et des femmes de talent, de formation architecte, débutants ou première expérience, qui ont envie de partager la passion de l'esprit d'entreprise du BTP. Nous vous formerons à nos techniques et mettrons les meilleurs atouts de votre côté pour réussir. Vous apprendrez à gérer tant sur les plans humain, technique que commercial. Votre créativité, votre polyvalence associées à notre expérience feront de vous, très rapidement, un véritable patron du BTP. Autonomie, évolution seront vos leitmotivs : si vous partagez notre enthousiasme, adressez votre candidature sous référence 6584/LM à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

SOGEA Importante Filiale BTP du GROUPE SGE

Recherche pour sa **DIRECTION JURIDIQUE INTERNATIONALE**

JURISTE

en Droit des Affaires et Contrats Internationaux

De formation DESS ou DEA Droit Privé, ayant entre 5 et 10 ans d'expérience dans l'Activité. Déplacements à l'étranger de courte durée à prévoir. Anglais courant nécessaire, Espagnol souhaité.

Adresser lettre et CV sous réf. DJI 90/02 à SOGEA - Paul Pleson - DRH/RECRUTEMENT - 280 avenue Napoléon Bonaparte BP 320 - 92508 RUEIL-MALMAISON Cedex qui en assurera un traitement confidentiel.

Nous c'est la forme!

Si tel est votre cas, venez nous rejoindre. Nous sommes spécialisés dans l'ingénierie et la réalisation d'ensembles industriels complexes. Notre bureau d'études parisiens conçoit les installations et notre usine près de Compiègne, réalise les machines qui en constituent le cœur.

Pour accompagner notre expansion, nous recherchons pour cette usine

UN INGENIEUR METHODES QUALITE

Vous avez une formation A.M. ou équivalent et une expérience en construction mécanique. Responsable du Service METHODES vous aurez à définir l'évolution de l'outil de production et la politique qualité et à les mettre en application. De réelles perspectives d'avenir existent pour un candidat de votre type.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 79735 à P&O J&S 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra.

Cabinet d'audit spécialisé dans les opérations de fusion, évaluation, audit d'acquisition, expertise judiciaire recherche dans le cadre de son développement

CHEFS DE MISSION ASSISTANTS CONFIRMÉS

à fort potentiel

Ecrire à : PROREVISSE
135, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

SOCIÉTÉ DE BOURSE
d'un important groupe international cherche professionnel pour développer LA CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE et INDUSTRIELLE

COMMERCIAL FINANCIER DE HAUT NIVEAU

Vous avez une dizaine d'années d'expérience dans les domaines : banque, assurance ou industrie. Le potentiel de rémunération de ce poste est très élevé. Il s'adresse à quelqu'un qui a l'habitude de travailler de façon autonome et qui peut constituer rapidement une clientèle. Il faut être très motivé pour réussir.

Ecrivez-nous avec C.V. et photo à :
MACKEPANG CONSULTANTS
71, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris
(Nous ne donnons pas de renseignements par téléphone)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE RECHERCHE POUR LA RÉGION PARISIENNE

CHEFS DE PROJET

Le poste convient à des ingénieurs diplômés (ETP, Centrale Lyon...) ayant une expérience d'au moins trois ans en maîtrise d'œuvre, B.E.T. ou entreprise.

Le poste consiste à assumer la responsabilité d'études techniques de projets immobiliers importants (logements, équipements, bureaux...). Il implique une bonne maîtrise technique et la capacité à animer une équipe pluridisciplinaire.

Adresser lettre + CV sous le n° 3601 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ BP 229
93523 ST-DENIS CEDEX qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION spécialisée dans les ouvrages encyclopédiques

cherche pour un emploi à temps plein

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ÉDITORIAL ÉCONOMIE ET DROIT

Formation universitaire de haut niveau et expérience éditoriale exigées

Adresser lettre + C.V. et prétentions sous le n° 8774
Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy
75007 Paris

la sem à PLAISIR

cherche

PRESTATAIRE DE SERVICE EN URBANISME

compétent, motivé et disponible pour produire des dossiers de :

- étude de faisabilité d'opération d'aménagement
- étude et production de dossier de lotissement et/ou de ZAC.

Cet organisme maîtrisera les diverses facettes (urbanistique, programmation, foncière, technique, financière, sociale...) de l'intervention urbaine en banlieue.

Envoyer références et note de réflexion générale sur l'intervention à :
Monsieur le Directeur général
63, place du Commerce
78370 PLAISIR

à partir du LUNDI 5 MARS (daté 6)

LES NOUVELLES RUBRIQUES

d'offres d'emplois du **Monde**

Lundi daté mardi : Section C économie

- LE MONDE des DIRIGEANTS (Postes de + 400 KF)
- LE MONDE des JURISTES
- LE MONDE de la GESTION

Mardi daté mercredi :

- Section C économie
 - LE MONDE des CADRES
 - LE MONDE de la FONCTION COMMERCIALE
- Pile séparée emploi
 - LE MONDE de l'INFORMATIQUE
 - LE MONDE des SECTEURS DE POINTE

Mercredi daté jeudi : Section C économie

- CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES (couplage avec sept titres européens)
- LE MONDE INTERNATIONAL (postes basés à l'étranger)
- LE MONDE des CADRES

Tous les mercredis en kiosque :
Emplois Cadres
et sur **3615 LM** un mois d'offres d'emplois parues dans Le Monde.

Conseil en Ingénierie Sport, Loisir, Tourisme recherche

2 CHARGÉS(ES) DE MISSION

Connaissance collectivités locales et activités sportives appréciée, expérience du métier de consultant.

Les candidats devront avoir 3/4 ans d'expérience, être imaginatifs, posséder des facilités de rédaction, d'élocution et de contact. L'un sera diplômé d'une école d'ingénieurs, l'autre de l'enseignement supérieur.

Adresser lettre, C.V., photo à C.E.G.
7, rue Yves-Carion, 92430 Marnes-la-Coquette

Pour son nouveau bureau parisien, un groupe d'agences anglaises et américaines, spécialisé dans les coproductions internationales de films et fictions TV crée le poste de

JEUNE COORDINATEUR

Il/elle s'investira dans tous les aspects de la fonction, depuis la coordination du bureau jusqu'à la conception et l'exécution du montage de projets audiovisuels. Initiative, enthousiasme et ouverture d'esprit sont essentiels. L'anglais parfaitement courant est indispensable. Une autre langue européenne sera bienvenue. Expérience audiovisuelle souhaitée. Poste à pourvoir en mars/avril 1990.

Merci d'envoyer votre candidature avant le 15 février 1990 sous le n° 6037 : LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

L'EXPRESS recherche pour son Service Documentation

UN(E) DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

- Science ou maîtrise scientifique,
- diplôme en documentation (DESS, INTD, maîtrise),
- bilingue anglais,
- familiarisé avec l'informatique et les banques de données,
- disponible immédiatement.

Adresser C.V. + lettre manuscrite à D. COTTE
61, av. Hoche, 75411 Paris Cedex 08

1501

سكراين المرحلي

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 7 février 1990 39

Le Monde CADRES

DEMANDES D'EMPLOIS

Parce qu'on peut à la fois être caisse de retraite et de prévoyance et entreprise dynamique et performante affichant un projet ambitieux.

Un responsable des services techniques qui soit un MANAGER

Capable de dynamiser et de mobiliser l'importante ressource humaine relevant de son Département.
Apte à inscrire son action dans la stratégie globale de l'entreprise tout en assurant la maîtrise de la gestion du court terme.
Assurant les responsabilités, et en particulier le respect des règles du jeu, qu'implique la participation au Comité Exécutif de l'entreprise.
Accordant toute la priorité à l'atteinte des objectifs quotidiens des productions qui requiert, aux plans quantitatifs et qualitatifs, la gestion des services en relation avec la clientèle : entreprises, cotisations et retraités, pour toutes les opérations d'adhésion, affiliation, cotisations, retraite, prévoyance.
Une expérience d'encadrement est naturellement indispensable. Une formation juridique, des connaissances en matière d'assurances ou de retraite, sans être nécessaires, seraient des compléments positifs.

Adresser lettre de candidature à : G.G.C.
159, rue de Rome, 75017 Paris.

Ni CV ni photo. Une notice sur le poste et un questionnaire seront envoyés à tous les candidats.

DÉVELOPPEMENT et INGÉNIEURIE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

SUP-AÉRO

ENST, ESE, ENSIMAG,
INSA, ENSI, DEA, IAGE

Pour assurer des
développements en :

LOGICIELS DE BASE

LOGICIELS D'APPLICATION

TEMPS RÉELS

TCOM, RESEAU

SYSTEMES GESTION

Services :
SDA, 78/80,
avenue Gallieni,
Tour Gallieni 1,
93174 BAGNOLET CEDEX
Tél. : 43-60-13-84

Société spécialisée dans
le courtage des récom-
penses et financières
recherche un

COLLABORATEUR

parfaitement bilingue
anglais-français, connaissant
le fonctionnement et l'orga-
nisme des assurances qui s'y
rattachent, ayant déjà une
expérience professionnelle.

Lieu de travail : Paris-6

Envoyer impérativement
lettre manuscrite, CV, photo
et présentation sous
réf. 45001 à : PARCOURS
100, rue de Valenciennes,
75001 PARIS
ou transmettre.

ÉCOLE

privée à vocation
internationale à PARIS
préparant aux STS
baccalauréat et STS
commerce international
recherche

responsable
de la
COORDINATION
et du
DÉVELOPPEMENT

de l'école. Expérience
administrative, CV, photo
et lettre d'accompagnement
à : 4178 J. JONCTION,
32, rue de Valenciennes,
75001 PARIS
ou transmettre.

Pour formes de travail
intégrées région parisienne
recherche :

CHEFS DE CENTRE

Gestionnaires organisés,
agiles, expérimentés, capables
de gérer des équipes et
de gérer des centres de
travail diversifiés. L'élément
de la formation globale
et de l'encadrement.

Appointements 13,5 mois
prime de résultats permé-
nables, intéressement aux
résultats globaux de l'entre-
prise.

Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER PROMOTION IMMOBILIÈRE

RECHERCHE

RESPONSABLE
DE PROGRAMME
PARIS ÎLE-DE-FRANCE

Diplômé de l'enseignement
supérieur. 2 à 3 ans d'ex-
périence dans la gestion d'opé-
rations immobilières.

Adresser lettre manuscrite, CV
+ photo à : COPPA - Françoise
DAUDET, 13/19, rue des
Sablons, 75116 PARIS.

PRINCIPIA

Société d'ingénierie
scientifique recherche
pour ses établissements de

SOPHIA ANTIPOLIS (06)
LE PLESSIS-ROBESON (92)
LA BRUYÈRE-MER (93)
VERMOREL (971)
TOULOUSE (91)

INGÉNIEURS MÉCANIQUE

Mécanique des structures
Acoustique
Mécanique des fluides
Hydraulique
Avaloir de la
modélisation informatique

INFORMATIQUE

Généraliste
Support : système
VAX/VMS
Environnement :
PRINCIPIA
BP 122
06881 VALSOGNE CEDEX

LI THÉÂTRE DE SANTROUVILLE

RECHERCHE SON
ADMINISTRATEUR

Envoyer lettre de candidature
et CV à :
Claude SEVERIN
Théâtre de Santrouville
BP 93
78000 Mantes-la-Jolie Cedex.

RECHERCHE PROFESSEURS D'ANGLAIS BILINGUES

pour ADJUTES, temps par-
tiel, Paris et rég. Paris.
Envoyer CV et photo à :
Angèle SEZIN
1, rue Schumacher
92430 Marnes-la-Coquette.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

pour son Cabinet de
Compigne (Oise)
recherche

COLLABORATEUR

DESS ou docteur en droit
privé possédant au moins
3 ans d'expérience en
cabinet juridique.

Adresser CV et lettre d'accompagnement
à : 8771
LE MONDE PUBLIQUÉ
8, rue de Valenciennes
75007 Paris.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

esp. angl. Exp. reconnue.
Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo à :
ADEP, direction des
recrutements, 16, rue
du Puits, 75004 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER PROMOTION IMMOBILIÈRE

RECHERCHE

RESPONSABLE
DE PROGRAMME
PARIS ÎLE-DE-FRANCE

Diplômé de l'enseignement
supérieur. 2 à 3 ans d'ex-
périence dans la gestion d'opé-
rations immobilières.

Adresser lettre manuscrite, CV
+ photo à : COPPA - Françoise
DAUDET, 13/19, rue des
Sablons, 75116 PARIS.

PRINCIPIA

Société d'ingénierie
scientifique recherche
pour ses établissements de

MARCHÉS FINANCIERS

Les tensions à l'Est font chuter le dollar et poussent l'or à la hausse

La tenue du plénum du Parti communiste à Moscou, et les incertitudes de la situation politique en Afrique du Sud ont provoqué, lundi 5 février, un net affaiblissement du dollar, accompagné d'une vive progression des cours de l'or. Mardi matin, la devise américaine s'échangeait à Paris à ses plus bas niveaux depuis la fin de 1987, à 5,64 francs, et 1,6620 mark, contre 5,6970 francs et 1,6790 mark la veille à la cotation officielle.

La devise américaine souffre de l'attitude des opérateurs pour le mark, manifeste dès que des nouvelles positives émergent en prove-

nance d'Europe de l'Est. Lundi 5 février, l'on apprenait que M. Mikhaïl Gorbatchev était favorable à l'abolition du Parti communiste en URSS.

L'or poursuit, pour sa part, le mouvement de hausse entamé depuis plusieurs semaines, et bénéficie particulièrement des incertitudes pesant sur le niveau de production du métal fin en URSS et en Afrique du Sud. Le cours de l'once se repliait légèrement mardi à 422 dollars, après avoir clôturé la veille à Londres à 423,25 dollars, son plus haut niveau depuis décembre 1988.

Vers une difficile renégociation entre l'ENI et Ferruzzi pour le contrôle d'Enimont

Le nouveau groupe chimique italien Enimont (40 % ENI, 40 % Montedison, 20 % public) va-t-il survivre aux dissensions apparues dans la conduite des affaires entre les principaux actionnaires (le Monde du 25 janvier) ? Une chose est certaine, l'ENI, c'est-à-dire l'Etat italien, et M. Raul Gardini, PDG du groupe Ferruzzi, propriétaire de Montedison, sont plus ou moins convenus de renégocier l'accord conclu pour contrôler cette entreprise semi-publique.

Premier acte de l'affaire : courant janvier, M. Gardini avait fait savoir qu'il projetait de faire nommer deux administrateurs supplémentaires chez Enimont, chargés de représenter les actionnaires minoritaires. Convoquée par le conseil d'Enimont, une assemblée de cette société devra en délibérer les 27 et 28 février. Mais à peine la nouvelle connue que, dans les milieux politiques italiens, des rumeurs circulaient accréditant l'idée d'une machination mise en place par M. Gardini pour prendre le contrôle d'Enimont par le biais d'intérêts minoritaires dont il se serait assuré le concours.

Deuxième acte : l'Etat italien n'a pas tardé à faire savoir par la voix de l'ENI qu'il s'opposait à la nomination de ces deux nouveaux administrateurs, rien dans les textes ne le justifiait. La situation paraît donc bloquée. Ce d'autant que les deux partenaires ont leurs vues, pas forcément concordantes, sur la stratégie de développement d'Enimont.

Le conseil de la Montedison a ainsi fait savoir que son programme de développement serait exposé dans les prochains jours au gouvernement et aux partenaires sociaux. Mais les chances de le voir accepter en l'état sont faibles.

A moins, troisième acte, que les parties en présence se mettent d'accord sur un compromis qui pourrait être soumis à la prochaine réunion du comité directeur du syndicat des actionnaires d'Enimont.

Mais déjà la date de cette rencontre, qui doit impérativement avoir lieu avant l'assemblée d'Enimont, a été retardée de quelques jours. A n'en pas douter les discussions seront rudes. En tout état de cause, M. Gardini ne paraît guère disposé à composer. Dans un communiqué, il rappelle clairement que les actions détenues par Montedison dans la société Enimont n'étaient pas à vendre.

A. D.

Axa-Midi cède le contrôle de Deltabank

Axa-Midi, le groupe d'assurance que dirige M. Claude Bédar, se restructure progressivement. Après Garonor, les Brasseries et glaciers internationaux. Clause... c'est au tour de Deltabank de sortir du groupe Axa. Delta est l'une des six banques détenues par Axa et devrait rapporter environ 200 millions de francs. La raison de cette restructuration tient évidemment à une volonté de concentration du groupe Axa-Midi dans l'assurance et à l'OPA contre British American Tobacco (BAT) à laquelle Axa s'est associée avec Jimmy Goldsmith. But de l'opération : financer le rachat de Farmer's (filiale de BAT), une compagnie américaine qui ferait d'Axa l'un des tout premiers groupes européens aux côtés d'Allianz.

NEW-YORK, 5 février ↑

Raffermissement

Encore déprimée en début de semaine, la Bourse new-yorkaise s'est très sensiblement raffermie mardi. Amorcé en début de séance, le mouvement s'est poursuivi presque jusqu'à la clôture. Finalement, l'indice Dow Jones des industriels s'est établi à 2 622,52, avec un gain de 19,82 points. Le bilan de la journée a été d'une qualité comparable à ce résultat. Sur 1 974 valeurs traitées, 840 ont monté, 645 ont baissé et 489 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, le facteur technique a été un des éléments de la reprise. Il a notamment favorisé le déclenchement de programmes d'achat sur ordres. Mais il semble aussi que certains investisseurs, en prévision, contre tout attente, d'une possible réussite du plan de refinancement lancé entre les 6 et 8 février par le Trésor américain, aient repris des positions. Quoi qu'il en soit, l'attention n'est pas moins prévalue, comme en témoigne le niveau relativement bas de l'activité avec 130,95 millions de titres échangés, contre 164,40 millions la veille.

VALEURS	Cours de 2 fév.	Cours de 5 fév.
Alcoa	61 3/4	62 3/8
A.T.T.	38 3/8	40
Boeing	62 1/4	63 1/2
Chrysler	30 1/2	30 1/4
Du Pont de Nemours	37 3/8	37 3/8
General Motors	37 3/8	37 3/8
IBM	47 7/8	48 1/8
Intel	43 1/4	43 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	37 7/8
Merck	41 7/8	41 7/8
Novartis	36 1/2	37 7/8
Roche	53 3/4	53 3/4
Schering	59 3/8	59 7/8
Schleicher	38 3/4	38 3/4
Texas	47 1/8	47 1/8
Union Carbide	57 1/2	57 7/8
Union Carbide	22 7/8	23 1/8
U.S.S.	34 1/4	34
Westinghouse	72 1/8	72 7/8
Yellow Corp.	55 1/8	55 3/8

LONDRES, 5 février ↓

Légère baisse

En l'absence de réel soutien de la part de Wall Street, la Bourse des valeurs ont terminé en baisse, lundi, au Stock Exchange, affectées par l'annonce par le groupe immobilier Rossmore d'une augmentation de capital de 125 millions de livres (1,2 milliard de francs). L'indice Footsie des cent valeurs a cédé 6,7 points, à 2 348,4. Le marché a été particulièrement calme avec 377,8 millions de titres échangés.

De nombreux compartiments se sont affaiblis, notamment les brasseries, les pétroliers, les mécaniques et les banquiers. Déprimées par des craintes de reflux par le fait britannique du dégrèvement de 1 milliard de livres sur l'accroissement de leurs provisions sur créances à risque. Le secteur immobilier, initialement affaibli par Rossmore, s'est redressé en fin de séance après l'annonce du lancement d'une OPA conjointe de 441 millions de livres par le transporteur maritime P and O et le groupe Chelcofield. La compagnie Laing Properties. Laing Properties s'est envolée, tandis que P and O s'est replié. Une forte demande de la part d'investisseurs européens a propulsé les actions d'Enro-Diary. Les fonds d'Etat ont terminé en repli de plus de 1 point par endroits. Les mines d'or ont clôturé en léger progrès, résistant à la vive hausse des cours du métal.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Euro Disneyland SCA : 7,3 milliards de bénéfices et forte hausse de l'action le 5 février. — La société Euro Disneyland SCA, chargée de la construction et de la gestion du parc de loisirs qui ouvrira ses portes dans la banlieue parisienne en 1992, a réalisé un bénéfice net après impôt de 7,3 millions de francs pour l'exercice compris entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 1989, a annoncé lundi 5 février son président, M. Robert Fitzpatrick. Ce dernier, qui présidait la première assemblée générale des actionnaires depuis l'introduction à l'autorité des marchés financiers de la société, s'est félicité de la bonne tenue du cours qui a franchi le même jour, pour la première fois à Paris, la « barre » des 100 F, gagnant 13,6 % dans la journée avec des transactions sur 3,3 millions de titres. Le cours d'introduction était de 72 F. La journée de lundi était la première où les citoyens américains étaient autorisés à acheter des actions d'Euro Disneyland SCA.

□ Parts de 1,15 milliard de dollars pour R.J.R. Nabisco. — R.J.R. Nabisco Holdings Corp. a annoncé, lundi 5 février, une offre pour l'ensemble de l'année, reflétant le coût du rachat du groupe pour 24,5 milliards de dollars (14,5 milliards de francs) en novembre 1988 par la firme new-yorkaise d'investissement Kohlberg Kravis Roberts and Co. Elle s'élève à 1,15 milliard de dollars

PARIS, 5 février ↓

Effritement

Début de semaine sur le point des pieds sur Viennas. Commencé sous le signe de la hausse (+ 0,57 %) avec les queues d'achats restées après le très vif rebond de vendredi, la séance de lundi n'a pas tardé à changer de coloration. Progressivement, tout le terrain gagné initialement a été reperdu, et même largement au-delà. Dès 11 heures du matin, l'indice CAC-40 accusait une légère baisse de 0,30 %. Il maintenait ensuite son retard sans l'augmenter, pour s'établir dans l'après-midi à 0,26 % en dessous de son niveau précédent. Il clôturait à + 0,07 %.

Cet effritement enregistré presque d'entrée de jeu n'a vraiment surpris personne.

Deux facteurs d'incertitude au moins sont là, capables de bloquer les initiatives des investisseurs. C'est d'abord, en effet, que doit déjà commencer la vaste opération de refinancement du Trésor américain. Question lancinante : les Japonais y participeront-ils comme à l'habitude ou, au contraire, s'abstiendront-ils comme auparavant le craignant en raison des taux d'intérêt plus élevés pratiqués au pays du Soleil-Levant, ce qui rendrait plus difficile la collecte des capitaux destinés à boucher le déficit budgétaire ?

Autre question au moins aussi importante : M. Mikhaïl Gorbatchev parviendra-t-il à faire voter par le plénum du PC soviétique la fin de la suprématie du Parti communiste en URSS ? Un échec affaiblirait incontestablement le numéro un soviétique et repousserait, du même coup, aux calendriers grecs les chances de démocratisation en Russie. Que les investisseurs aient jugé prudent de rester à l'arme au pied n'a rien de surprenant pour donner.

TOKYO, 5 février ↑

La hausse s'accélère

Timide amorcée en début de semaine, la hausse des cours s'est poursuivie et même un moment un peu accélérée, mardi, à Tokyo. Le marché nippon n'a toutefois pas réussi à conserver l'intégralité de son avance initiale. L'indice Nikkei, qui, à midi, enregistrerait une avance de 167,96 points, ne progressait plus à la clôture. Mais, ensuite, le marché a clôturé en hausse à 35,42 points (+ 0,09 %), à 37 666,83. Selon les professionnels, les grands fonds de placement ont procédé durant la séance à quelques achats. Mais, ensuite, les incertitudes liées aux prochaines élections législatives ont, derechef, dicté la prudence aux investisseurs. D'une façon générale, l'activité est restée assez faible, avec à peine plus de 550 millions de titres échangés. L'intérêt s'est uniquement concentré sur les valeurs à faible capitalisation.

VALEURS	Cours de 5 fév.	Cours de 6 fév.
Alcatel	381	385
Boiseries	1 080	1 080
Canon	1 810	1 810
Fuji Bank	3 480	3 480
Honda	600	600
Mitsubishi Electric	2 280	2 270
Mitsubishi Heavy	1 110	1 100
Sony Corp.	2 200	2 200
Toshiba Motors	2 480	2 480

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amsted & Associés	475	475	La Générale du Nord	431	431
Asystel	120	120	Lucas Levasseur	289 90	289 90
B.A.C.	220	220	Locat	158 50	158 50
B. Dancigny & Associés	575	575	Mare Communication	210 50	210 50
Benetton	191	191	Metallurg. Nord	202	202
B.L.C.M.	880	880	Miles	236 10	236 10
Bolton	400	400	Nord-Delta	240	240
Bolton (Lyon)	256	256	Oréal-Legrand	545	545
Chânes de Lyon	258	258	Oréal Luxe	498	498
Colson	765	765	Pharm.	94	94
Carif	730	730	Pharm. (C. & F.)	564	564
CAL de R. (C.C.)	1145	1145	Pharm. Assurance	538	538
C.D.M.E.	1852	1852	Pharm. Filippi	281	281
C. Equip. Bât.	350	350	Rent	324	324
C.E.G.E.P.	285	285	Rent & Associés	244	244
Chânes de R. (C.C.)	724	724	Rent & Associés	771	771
Chânes d'Origny	780	780	S&T. Gopl	242	242
Chânes	280 50	280 50	S&T. Gopl	113	113
Chânes	1182	1182	S&T. Gopl	444	444
Chânes	385 80	385 80	S&T. Gopl	538	538
Chânes	164 80	164 80	S&T. Gopl	236 10	236 10
Chânes	600	600	S&T. Gopl	267 10	267 10
Chânes	1113	1113	S&T. Gopl	194 70	194 70
Chânes	480	480	S&T. Gopl	500	500
Chânes	210	210	S&T. Gopl	180	180
Chânes	186	186	S&T. Gopl	1090	1090
Chânes	15 80	15 80	S&T. Gopl		
Chânes	216	216	S&T. Gopl		
Chânes	800	800	S&T. Gopl		
Chânes	382 80	382 80	S&T. Gopl		
Chânes	231 80	231 80	S&T. Gopl		
Chânes	946	946	S&T. Gopl		
Chânes	275	275	S&T. Gopl		
Chânes	390 40	390 40	S&T. Gopl		
Chânes	145	145	S&T. Gopl		
Chânes	300	300	S&T. Gopl		
Chânes	1100	1100	S&T. Gopl		

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 5 février 1990

Nombre de contrats : 19 527.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
Accor	800	30	—	23,50	—
Boiseries	690	19	—	—	—
CGE	520	57	72	5,50	14
EN-Aquitaine	520	72	87	3	—
Eurochem SA-PLC	50	16	19,50	1,20	3
Havas	1 500	27	—	—	—
La Roche-Croix	350	14	—	13	—
Midi	1 330	22	—	—	—
Midi	1 400	28	—	—	—
Paribas	720	20	—	36	—
Paribas-Ricard	1 680	4	—	—	—
Pengot SA	720	56	87	17	25,50
Rhône-Poulenc CI	440	13	28,50	—	—
Saint-Gobain	600	16	32	30	—
Source Perrier	1 600	—	—	17,50	38
Société générale	520	43	60	8	—
Suez Financière	480	11,50	23	27	33
Thomson-CSF	140	5,30	9,10	11	13,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 février 1990

Nombre de contrats : 55 440.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	101,40	101,82	101,94
Précédent	101,66	102,10	102,34

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
102	0,25	1,14	0,87	1,34

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,64 F ↓

Le dollar s'inscrivait en nette baisse le mardi 6 février, en raison d'un fort courant d'achats de deutschemarks provoqué par l'évolution de la situation politique en URSS. La devise américaine s'échangeait à 5,64 F, contre 5,6970 F la veille à la cotation officielle. Le dollar se situe désormais à son plus bas niveau contre le franc et le deutschemark depuis fin 1987.

FRANCFORT 5 fév. 6 fév.
Dollar (en DM) 1,678 1,620
TOKYO 5 fév. 6 fév.
Dollar (en yen) 145,40 144,90

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (6 fév.) 10 3/16-10 5/16
New-York (5 fév.) 8 1/8-8 3/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

2 fév. 5 fév.
Valeurs françaises 95,8
Valeurs étrangères 182
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 521,3 528
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 924,7 1 926,14

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 2 602,7 2 622,52
LONDRES (indice Financial Times)
Industrielles 1 866,44 1 861
Mines d'or 362 370,4
Fonds d'Etat 81,51 81,82

TOKYO 5 fév. 6 fév.
Nikkei Dow Jones 37 631,47 37 666,83
Indice général 2 763,11 2 766,13

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-UL	5,6415	5,6405	+ 98	+ 102	+ 285	+ 230
Yen (100)	3,8974	3,8972	+ 188	+ 127	+ 223	+ 254
DM	3,3956	3,4001	+ 56	+ 72	+ 125	+ 121
Franc	3,8112	3,8125	+ 37	+ 50	+ 187	+ 201
FR (100)	16,8366	16,8723	+ 45	+ 83	+ 18	+ 170
RS	4,8359	4,8320	+ 17	+ 38	+ 58	+ 91
L (1 000)	4,2754	4,2832	+ 108	+ 81	+ 280	+ 301
F franc	5,5821	5,5942	+ 356	+ 302	+ 699	+ 635

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	8 1/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16
DM	7 13/16	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8
FR (100)	8 5/16	8 9/16	8 3/16	8 11/16	8 3/16	8 5/8	8 1/8	8 5/8	8 1/8	8 5/8	8 1/8	8 5/8	8 1/8	8 5/8	8 1/8	8 5/8
RS	10 1/8	10 1/2	10 5/8	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 5/8	10 1/8
L (1 000)	14 5/8	15 7/8	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2
F franc	10 1/4	10 1/2	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CANAL+

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PROVISoire DU GROUPE POUR L'EXERCICE 1989

(En millions de francs)	1989	1988	1989/1988
Premier trimestre	1 199,7	1 027,5	+ 16,7 %
Deuxième trimestre	1 248,8	1 065,5	+ 17,4 %
Troisième trimestre	1 206,9	1 075,9	+ 12,2 %
Quatrième trimestre	1 464,6	1 173,2	+ 24,8 %
Chiffre d'affaires cumulé	5 120,0	4 340,1	+ 18,0 %

Les chiffres présentés ne concernent que les sociétés intégrées globalement : CANAL + PRODUCTIONS, CANAL + LOIS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 FEVRIER

Cours relevés
à 17 h 37

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (sélection)

5/2

Comptant (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 4,80 % 77	119 30	4 220	C.L.C. (Financ. de)	218 59		Magnésie Unifiée	194		Vitr.			A.A.A.	1130 80	1102 35	France-Indes Scur	114 85	112 20	Petrolina Resale	179 55	178 05
8,00 % 78/79	97 50	5 586	C.I. Maritime	789		Magnésie S.A.	198	d	Watersman S.A.			Action	237 58	231 22	France-Investiss.	443 69	432 87	Powell	691 98	671 71
10,00 % 79/84	98 50	4 587	Chem. d'Alger	234		Magnésie S.A.	382 40		Watersman S.A.	375		Actions France	607 75	581 24	France-Obligat.	500 75	488 30	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
12,25 % 80/80	100 80	8 986	Chem. d'Alger	765		Min. D'Alger	186 50		de la Région	875		Assurances	607 75	581 24	France-Obligat.	500 75	488 30	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80			Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de	241					Audiotext	674 61	650 42	France-Pol.	120 23	118 73	Pharm. Pharmacia	238 30	250 35
16,20 % 82/80	100 80	8 986	Compt. d'Alger	391		Mov. Ind. de														

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Jeux olympiques

Vers une seule équipe d'Allemagne en 1992 ?

Une seule équipe allemande pour représenter la RFA et la RDA aux Jeux olympiques d'été de Barcelone en 1992. M. Willy Dörner, membre du Comité olympique allemand, a déclaré, lundi 5 février, qu'une telle idée serait « acceptée d'emblée par le Comité international olympique ». « Je ne vois aucun problème d'ordre technique. Je n'écarte pas la possibilité que cela ait lieu en 1992 », a-t-il précisé.

La veille, un haut responsable de la fédération des sports en RDA avait assuré que la réunification sportive des deux Allemagnes pourrait se faire avant 1996. Une sous le même drapeau en 1996, 1990 et 1984, les deux pays ont présenté des délégations distinctes depuis les Jeux de 1968. De nouveau réunies, les deux équipes seraient capables de mener la suprématie des États-Unis et de l'URSS. De plus, l'idée d'organiser les Jeux de part et d'autre du mur de Berlin en l'an 2000 ou 2004 rallie chaque jour de nouveaux suffrages.

La crise du Cachemire

Grave incident de frontière entre l'Inde et le Pakistan

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'escalade verbale entre l'Inde et le Pakistan, à propos du Cachemire, a dégénéré en incident militaire, lundi 5 février. Les troupes indiennes ont ouvert le feu sur une foule d'environ quatre mille civils pakistanais qui, selon New-Delhi, avaient franchi illégalement la « ligne de contrôle » qui sert de frontière entre les deux pays et qui a été imposée par les Nations unies en janvier 1949, à la suite de la première guerre indo-pakistanaise. L'Inde fait état de dix blessés parmi les manifestants, alors que la presse pakistanaise parle d'un mort et d'une quinzaine de blessés. L'intervention de l'armée indienne a été rendue nécessaire, explique-t-on à Delhi, lorsque les manifestants, après avoir franchi la frontière à la hauteur de Rambhadrach-Pura, lieu-dit situé à 25 km de la ville de Jammu (capitale d'hiver de l'État du Jammu-et-Cachemire), ont commencé à mettre le feu à des récoltes.

Les gardes frontières pakistanais, ajoutés-on, ont vainement tenté de s'opposer à cette marche. Celle-ci coïncidait avec une grève nationale au Pakistan (qui n'a donné lieu à aucun incident), pour protester contre les « atrocités » commises par l'armée indienne au Cachemire, ainsi qu'avec une grève générale à Srinagar, à l'appel des militants indépendantistes du JKLF (Front de libération du Jammu-et-Cachemire).

A Islamabad, on confirme qu'une marche de protestation a été organisée, mais la presse pakistanaise affirme que l'incident s'est déroulé non loin de Sialkot (localité située en territoire pakistanais), à la hauteur de la ligne de contrôle. Le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le général Aslam Beg, a visité lundi les installations militaires de la région, et a déclaré que les « menaces » indiennes doivent être prises au sérieux, ajoutant : « Nous devons nous préparer à toutes nos forces, à déjouer les tentatives et à vaincre l'agression ».

Plus morose, le ministre pakistanaise des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, a déclaré que l'armée ait été mise en état d'alerte et il a souligné que le Pakistan souhaite éviter « tout conflit, confrontation ou guerre » avec l'Inde. A New-Delhi, M. Gogoi, ministre des affaires étrangères, a fait des déclarations semblables. En revanche, le premier ministre indien, M. V. P. Singh, a annoncé qu'il n'y avait pas de réduction du budget militaire en raison du renforcement de l'armée pakistanaise. Insistant sur les nombreuses preuves de l'aide apportée par le Pakistan aux « terroristes » cachemirites, M. Singh a souligné que l'armée indienne était parfaitement prête à s'opposer à toute menace contre la sécurité du pays. Interrogé, d'autre part, sur la question de l'emploi d'armements nucléaires (1) par le Pakistan, le premier ministre indien a indiqué qu'une telle option aurait de graves conséquences.

Cet incident militaire, le premier depuis le réveil de l'agitation indépendantiste dans la vallée du Cachemire, est sans doute mineur, mais il s'ajoute à un contentieux territorial déjà lourd.

LAURENT ZECCHINI

Reprise des négociations salariales dans l'audiovisuel public

Les syndicats de journalistes et l'association des employeurs de l'audiovisuel public ont repris, lundi 5 février, des négociations salariales. Une grève avait eu lieu en marge de ces négociations, à FR 3, Radio-France, RFI et RFO, le 30 janvier. Et une autre grève semblait probable pour ce 7 février.

Constatant que ses propositions antérieures n'étaient pas acceptées (une hausse uniforme de 560 francs par mois pour environ 870 journalistes sur les 1 400 que comptent les huit sociétés publiques), l'association des employeurs a fait de nouvelles offres. Elles portent sur les salaires les moins élevés et les personnes ayant déjà quelques années d'ancienneté. Les employeurs proposent ainsi aux rédacteurs-reporters dont les salaires ne dépassent pas 100 points au-dessus de la grille (300 personnes environ) des hausses variables, de 400 à 850 francs. Le salaire minimum de la grille des journalistes est de 9 200 francs brut sur treize mois.

Pour M. Xavier Gouyon Beauchamp, président de l'association des employeurs, cette approche plus sélective est le seul moyen de résoudre des disparités qui ne sont « pas si globales ni si systématiques » que le proclament les syndicats. « Un alignement pur et simple sur les salaires d'Antenne 2 n'est possible ni techniquement ni financièrement », précise M. Gouyon Beauchamp. C'est pourquoi ce qui réclament les syndicats, qui parlent de « reniement » des promesses consécutives aux grèves de l'automne 1988. Et, sans lever leur préavis de grève pour le 7 février, ils ont exigé de poursuivre les négociations en présence des PDG des sociétés concernées, pour que « ceux-ci assument leurs responsabilités ». Les négociations ont repris mardi 6 février en présence des quatre PDG de FR 3, Radio-France, RFI et RFO.

Selon « le Figaro »

Anis Naccache ne serait pas libéré cette année

Dans son édition du 6 février, Le Figaro rapporte que le terroriste libanais Anis Naccache, auteur en 1980 de l'attentat manqué contre l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bachtiar, ne sera pas libéré avant l'an prochain au plus tôt. Certaines rumeurs récentes faisaient état d'un possible élargissement du terroriste le 14 juillet prochain à l'occasion d'une gracie présidentielle.

Anis Naccache, précise Le Figaro, bénéficierait effectivement d'une grâce présidentielle. Mais celle-ci porterait sur la durée de sa peine : sa réclusion criminelle a été perpétuée (assortie d'une peine de sûreté de quinze ans) après une condamnation en 1982. Naccache a en effet déjà fait près de dix ans de détention dont deux années de détention préventive.

Selon Le Figaro, le président Georges Bush a personnellement téléphoné à M. Mitterrand pour l'informer qu'un cours des pourparlers américano-iraniens visant à obtenir la libération des otages américains détenus au Liban, les négociations de Téhéran avaient soudain fait de l'élargissement de Naccache l'une des conditions posées à une issue favorable des discussions. M. Bush aurait demandé à M. Mitterrand s'il envisageait un règlement de l'affaire. Le chef de l'État aurait répondu que rien ne s'y opposait plus.

Les négociateurs américains auraient immédiatement transmis la réponse de l'Élysée aux émissaires iraniens. Ces développements auraient permis de faire progresser les négociations franco-iraniennes en cours et le règlement du contentieux financier, et dont le dernier épisode a eu lieu à Paris fin janvier.

Ni l'Élysée, ni le Quai d'Orsay, ni la Chancellerie n'étaient prêts mardi matin à faire le moindre commentaire sur les informations du Figaro.

La prise de contrôle de « la Presse de la Manche »

Une première pour « Ouest-France »

Le groupe de communication Ouest-France a pris le contrôle majoritaire, vendredi 2 février, du quotidien départemental la Presse de la Manche (Cherbourg) (nos dernières éditions du 6 février). Le prix de la transaction, qui n'a pas été révélé, serait supérieur à 50 millions de francs. Il s'agit d'une première pour Ouest-France, qui s'était toujours refusé jusqu'ici à prendre le contrôle d'un autre quotidien. Mais deux autres groupes, Havas et surtout le groupe de M. Robert Hersant, s'intéressaient à la Presse de la Manche. M. Hersant, qui contrôle déjà plusieurs quotidiens et périodiques en Normandie, aurait même fait une offre financière supérieure à celle de Ouest-France, afin d'emporter le quotidien de Cherbourg.

La diffusion de la Presse de la Manche atteignait 27 189 exemplaires en moyenne en 1988, celle de Ouest-France étant de 745 618 exemplaires. Le journal de Cherbourg s'était particulièrement distingué il y a trois ans, en révélant le départ des vedettes de Cherbourg et l'affaire Luchaire. Il avait procédé récemment à des investissements (nouvelle rotative, scanner, nouveaux locaux rédactionnels, etc.). Il emploie deux cents salariés et s'est diversifié dans les publications gratuites (Publi 7), la radio (une station NRI franchisée), une société d'édition et de tourisme, une régie publicitaire, etc.

« Il ne s'agit pas d'une offensive, mais d'une volonté de coopérer, chacun gardant son indépendance et sa ligne », a déclaré, lundi 5 février, M. François Régis-Hutin, PDG de Ouest-France. Un journal, c'est d'abord un contrat avec ses lecteurs, sa ville, sa région, et nous entendons faire qu'il soit respecté. Les garanties que nous offrons à la Presse de la Manche sont notre attachement au pluralisme. » Mme Jeanne Guisnard, qui préside le conseil d'administration du titre fondé par son grand-père en 1889, est en fonctions. Quant à M. Daniel Jubert, directeur de la rédaction, il devrait faire connaître prochainement ses intentions.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sans âge

PAS contents, les vieux, aux Pays-Bas. Furieux. Ils sont jaloux des jeunes. A quel sujet ? Vous devinez j'imagine... Le sida ! Non, non, je blague pas. Ils aimeraient bien savoir pourquoi les campagnes de presse et de télé en faveur du préservatif ne s'adressent qu'à des Vénus et à des Adonis de dix-huit printemps alors qu'à l'hiver de la vie, contrairement à ce qu'on croit, on ne pense qu'à ça, à se livrer au simulacre de la reproduction, pour reprendre une formule celtique.

Ils s'envoient en l'air à tour de bras, ou plutôt à tour de reins, dans les hospices, et, comme ils ont aucune chance d'engrosser leurs partenaires, ils ne vont pas s'embarrasser de précautions inutiles. D'où le danger. Vous me direz : Quel danger ? Ils risquent pas de choper des HIV en sautant leurs ménages, ces obsédés de la gâchette. Non, mais ils peuvent leur en refaire.

Le moyen ? Eh bien, voilà : au terme d'une longue et épuisante campagne, la pastorale hollandaise de l'épanouissement sexuel des personnes âgées a obtenu l'autorisation de faire venir des prostituées dans

les maisons de retraite et même, tenez-vous bien, en milieu hospitalier. Au moment de passer à l'acte, les pépés, ils sont souvent un peu vieux jeu, n'osent pas mettre un imper avant de se glisser sous la couette avec ces demoiselles.

C'est un manque d'éducation, sans en être un : si vous voyez ce que je veux dire. Fastidieux, ils ont l'air de ces nouveaux usagers si on ne veut pas qu'ils continuent ensuite ou leur femme ou leur voisine de paier.

Vous savez quel âge elle a, cette championne de retraite et même des droits ? Quatre-vingt-trois balais. Alors, là, chapeau ! Merci, madame, et bravo ! Continuez le combat ! C'est celui qu'on mène, avec tant de succès, les penthères grises américaines pour supprimer la retraite-couperet aux États-Unis. Seul critère de sélection retenu aujourd'hui sur le marché du travail, depuis l'entrée jusqu'à la sortie : l'efficacité et la compétence. Si vous êtes performant, vous pouvez mourir à la tâche. Au boulot, attention ! Au dodo, ce serait quand même dommage !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 février

Indécis

L'indécision continue de régner mardi matin rue Vivienne, où, manifestement, le marché ne sait trop quelle attitude adopter.

Faute d'affaires, l'effacement a repris, et vers 11 heures l'indice CAC-40 accusait un léger retard de 0,14 %. Baisse de Strafor, Comptoirs modernes, Raffinage-Distribution, Moulins, SCOA, Peugeot, Vallourec, Metalcorp.

Hausse d'Enrodisneyland, qui, comme la veille, tient toujours le haut du pavé.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTURES MESURE

à partir de 2 350 F

PANTALON 700 F VESTON 1 570 F

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX et PARDESSUS

UNIFORMES et ROBES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La déroute du communisme historique : « Actualité du marxisme », par Jacques Bidet ; Hommage à Léon Motchane : « Le fondateur de l'Institut des hautes études scientifiques », par Marcel Berger. Bibliographie : la Marche verte d'Hassan II, par Georges Vedel 2

La session du comité central à Moscou

Un important discours de M. Gorbatchev 3

La crise du Cachemire

Grave incident de frontière entre l'Inde et le Pakistan 4

La guerre interchrétienne au Liban

Les combats redoublent de violence 7

Europe 93

Les avocats face à l'extension du marché du droit des affaires 9

La remise en ordre de la décentralisation

..... 10

La préparation des assises du RPR

..... 11

La droite et le Front national en Aquitaine

..... 12

SECTION B

Roumanie, terre francophone

..... 13

Tempête : 5 milliards de francs de dégâts

..... 14

Les « faux évêques » du Fréchou poursuivis pour escroquerie

..... 15

Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech

..... 16

Terrorisme : la voix des victimes

..... 16

La sixième édition du procès du réseau Fouda Saleh a été consacrée aux plaidoiries des parties civiles. Les victimes entendent que la justice aille à son terme

La révocation d'un CRS homosexuel

Le ministère de l'intérieur a fait appel devant le conseil d'État d'une décision du tribunal administratif de Versailles annulant la révocation d'un CRS homosexuel 16

La refonte des championnats de football

Les dirigeants des clubs professionnels de football, réunis lundi 5 février à Paris, se sont prononcés pour maintenir la première division à vingt clubs, au moins jusqu'en 1992. Ils sont ainsi revenus sur une mesure (le passage de vingt à dix-huit équipes) qu'ils avaient votée en juin 1989 20

Variétés : Patricia la Lorraine

Elle a des yeux à la Marlene, une voix de blues et un départ foudroyant : Patricia Kasa, née il y a vingt-trois ans en Lorraine, chante à l'Olympia 21

Théâtre : Goldoni à Paris

Comédie de mœurs et de caractères, pleine de gags et de quiproquos, l'Éventail, de Goldoni, donné actuellement au Paris-Plaine, est un plaisir pour les acteurs et les spectateurs 21

SECTION C

Automobiles japonaises

Les Douze divisent sur la limitation des importations 27

Accidents du travail

Net accroissement en 1989 27

Economie espagnole

Forte augmentation du déficit commercial 28

Istanbul porte de l'Est

La Turquie, base stratégique pour les investisseurs étrangers 29

Technologies

Les impôts cotés coulisées 31

Services

Abonnements 18

annonces classées 32 à 39

Campus 25

Carnet 26

Marchés financiers 40

Météorologie 26

Mots croisés 26

Radio-Télévision 25

Spectacles 24

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 février 1990 a été tiré à 585 304 exemplaires.

العدد 3615